



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5758

Projet de loi relative à l'obligation scolaire

Date de dépôt : 24-08-2007

Date de l'avis du Conseil d'État : 07-10-2008

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
26-01-2009	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
24-08-2007	Déposé	5758/00	<u>7</u>
07-11-2007	Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (7.11.2007)	5758/01	<u>20</u>
15-11-2007	Avis de la Chambre des Employés Privés (15.11.2007)	5758/02	<u>23</u>
19-12-2007	Avis de la Chambre de Travail (19.12.2007)	5758/04	<u>26</u>
21-01-2008	Avis de la Chambre des Métiers (21.1.2008)	5758/03, 5759/05, 5760/06	<u>31</u>
18-03-2008	Avis du Conseil d'Etat (18.3.2008)	5758/05	<u>47</u>
21-08-2008	Amendements adoptés par la/les commission(s) : Commission de l'Education nationale	5758/06	<u>54</u>
01-10-2008	1) Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (1.10.2008) 2) Dépêche de la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professi [...]	5758/07	<u>69</u>
07-10-2008	Avis complémentaire du Conseil d'Etat (7.10.2008)	5758/08	<u>72</u>
24-10-2008	Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (24.10.2008)	5758/09, 5759/12, 5760/10	<u>75</u>
07-01-2009	Rapport de commission(s) : Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle Rapporteur(s) :	5758/10	<u>78</u>
03-02-2009	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (03-02-2009) Evacué par dispense du second vote (03-02-2009)	5758/11	<u>95</u>
03-09-2009	Publié au Mémorial A n°187 en page 2979	5758,5759,5760	<u>98</u>

Résumé

N° 5758

Projet de loi relative à l'obligation scolaire

* * *

I. Historique du projet de loi et travaux parlementaires

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés le 24 août 2007.

Quatre chambres professionnelles ont émis leur avis sur le projet de loi.

Le groupe parlementaire « Déi Gréng » a introduit des propositions d'amendements, datées au 11 décembre 2007.

L'avis du Conseil d'Etat a été émis le 18 mars 2008, son avis complémentaire date du 7 octobre 2008.

II. Travaux parlementaires

La Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a procédé à l'examen du texte au cours de ses réunions du 26 septembre 2007 et du 16 octobre 2007, date à laquelle Monsieur Fernand Diederich a été nommé rapporteur du projet de loi.

Lors de sa réunion du 28 avril 2008, la commission a entamé l'examen de l'avis du Conseil d'Etat. Le 7 mai 2008 elle a examiné des propositions d'amendements du groupe «Déi Gréng». Le 25 juin 2008 ont été présentées les propositions d'amendements parlementaires, finalisées au mois de juillet 2008.

L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été examiné par la commission parlementaire le 8 décembre 2008. Le projet de rapport a été présenté et adopté lors de la réunion du 7 janvier 2009.

III. Objet du projet de loi

Jusqu'à présent, les dispositions légales relatives à l'enseignement obligatoire se retrouvaient dans la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire.

La situation a évidemment beaucoup évolué depuis cette date. A l'heure actuelle, les élèves accomplissent en règle générale au moins trois années de leur scolarité obligatoire en dehors de l'enseignement primaire dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique, de sorte qu'il apparaît indiqué de fixer les grands principes ayant trait à l'obligation scolaire dans une loi spéciale, distincte de la loi réglant l'organisation de l'enseignement fondamental.

Le présent texte propose d'étendre la durée de la scolarité obligatoire de 11 années à 12 années, prenant son point de départ au premier cycle de l'enseignement fondamental

dont la fréquentation est obligatoire pour tout enfant âgé de 4 ans révolus avant le 1er septembre.

Il est communément admis dans nos sociétés qu'une scolarisation meilleure et plus longue forme des citoyens mieux socialisés et plus responsables, des acteurs économiques plus efficaces et des personnes plus capables de faire face aux défis et aux bouleversements rapides du monde en général et du savoir en particulier. Ensemble avec les modifications des structures socio-familiales, voilà autant de raisons qui plaident en faveur d'une nouvelle extension de l'obligation scolaire.

IV. Les innovations essentielles

Par rapport à la législation actuellement en vigueur, le projet apporte d'autres innovations essentielles:

- Le manque à l'obligation de fréquenter l'éducation préscolaire devient sanctionnable. Jusqu'à présent, la violation de l'obligation de fréquenter l'éducation préscolaire n'était pas pénalement sanctionnable. Le caractère plus contraignant donné à l'obligation de fréquenter le premier cycle de l'enseignement fondamental se justifie par le fait que cette éducation joue un rôle très important dans la socialisation et les premiers apprentissages des enfants.
- L'Etat veille à maintenir en situation scolaire les élèves menacés prématurément d'exclusion. L'étude « Le décrochage scolaire au Luxembourg » réalisée par le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle¹ en 2006/2007 montre que le taux de décrochage² a diminué significativement ces dernières années. La création de nouvelles offres scolaires pour des élèves en difficultés comme les classes relais ainsi que le suivi systématique des décrocheurs par l'Action locale pour Jeunes (ALJ) contribue à faire baisser le taux de décrochage.

Néanmoins il reste plus de 9% des élèves qui quittent définitivement l'école sans diplôme. Quant aux raisons qui les ont poussés les élèves concernés et interrogés à ce sujet, invoquent les plus souvent leur manque de motivation à poursuivre une formation scolaire, le fait de ne pas avoir trouvé de poste d'apprentissage, l'échec scolaire ainsi que le mauvais choix d'une formation ou une mauvaise orientation vers une formation qui ne leur convient pas.

- Le projet de loi fixe les langues d'enseignement de l'école luxembourgeoise. Le luxembourgeois, l'allemand et le français sont définis explicitement comme étant les langues d'enseignement de l'école luxembourgeoise. Des dérogations restent possibles (p. ex. pour les cours intégrés en langue maternelle, le bac international en langue anglaise).
- L'obligation de dispenser un enseignement neutre est inscrite au projet de loi. Dans le respect de la liberté de conscience des élèves, la formation scolaire ne doit privilégier aucune doctrine religieuse ou politique. Il en découle l'interdiction pour les enseignants, mis à part ceux de la formation religieuse, d'afficher leurs convictions personnelles par leur tenue vestimentaire ou un autre signe distinctif.

¹ « Le décrochage scolaire au Luxembourg – mai 2006 à avril 2007 ; Parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire ; Causes du décrochage », MENFP, Juin 2008.

² La notion de « décrocheurs » telle qu'elle est utilisée dans l'étude s'applique aux jeunes ayant quitté l'école de manière définitive et ayant rejoint le marché de l'emploi, fréquentant une mesure d'insertion professionnelle ou étant sans occupation spécifique.

5758/00

N° 5758

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

* * *

(Dépôt: le 24.8.2007)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (1.8.2007).....	1
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de loi.....	4
4) Fiche financière	7
5) Commentaire des articles	8

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle est autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi relative à l'obligation scolaire.

Cabasson, le 1er août 2007

*La Ministre de l'Education nationale
et de la Formation professionnelle,*
Mady DELVAUX-STEHR

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

A) CADRE LEGAL ET HISTORIQUE

Le caractère obligatoire de l'instruction primaire pour toute personne habitant le Grand-Duché se trouve établi par l'article 23 de notre Constitution.

La loi du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire règle dans son chapitre 1er les modalités de cet enseignement obligatoire.

Au moment du vote et de la promulgation de cette loi en 1912, la durée de l'obligation scolaire était fixée à 7 années. Cette période avait pour point de départ le début de l'année scolaire (15 septembre) se situant dans l'année civile au cours de laquelle l'enfant atteignait l'âge de 6 ans révolus avant le 1er novembre. L'administration communale pouvait, sous l'approbation du Gouvernement, étendre la scolarité obligatoire à une huitième année.

L'évolution de notre société, le développement du savoir, les nécessités socio-économiques et sociofamiliales ont conduit au Grand-Duché, comme dans la plupart des pays européens, à un allongement progressif de la durée de la scolarité obligatoire.

Un arrêté grand-ducal du 26 septembre 1946 a ainsi fixé uniformément la durée de la scolarité obligatoire à 8 années; l'administration communale pouvant l'étendre à 9 ans.

Le législateur allongea la durée de la scolarité obligatoire à 9 années par la loi du 5 août 1963, modifiant plusieurs articles de la loi scolaire de 1912.

L'étape suivante dans l'extension de l'obligation scolaire fut franchie en 1976, lorsqu'un règlement grand-ducal du 22 octobre 1976 rendit obligatoire la fréquentation d'un jardin d'enfants pour tout enfant âgé de 5 ans révolus avant le 1er septembre de l'année en cours et non encore soumis à l'obligation scolaire.

Un règlement grand-ducal du 2 septembre 1992 étendit l'obligation de fréquentation d'un jardin d'enfants aux enfants âgés de 4 ans révolus avant le 1er septembre de l'année en cours.

Il faut souligner dans ce contexte que l'obligation de fréquentation du jardin d'enfants est jusqu'à présent une obligation dont la violation n'est pas pénalement sanctionnable, au contraire de l'obligation de fréquenter l'enseignement primaire. La réglementation afférente prévoit que l'assistante sociale du secteur interviendra auprès des parents pour déterminer les motifs de l'absence de l'enfant et insistera auprès d'eux afin qu'ils donnent suite à l'obligation légale de fréquenter le jardin d'enfants.

Dans l'enseignement primaire et postprimaire par contre, les parents dont l'enfant manque à son obligation scolaire encourent la condamnation à une amende pénale.

Pour résumer, la durée de l'obligation scolaire au Grand-Duché est actuellement de 11 années, dont

- 2 années d'éducation préscolaire à partir de l'âge de 4 ans,
- 9 années d'enseignement primaire et postprimaire à partir de l'âge de 6 ans.

*

B) NECESSITE D'UNE REFORME

Il est communément admis dans nos sociétés qu'une scolarisation meilleure et plus longue forme des citoyens mieux éclairés et plus responsables, des acteurs économiques plus efficaces et des personnes mieux à même de faire face aux défis et aux bouleversements rapides du monde du savoir.

Ensemble avec les modifications des structures sociofamiliales, voilà autant de raisons qui plaident en faveur d'une nouvelle extension de l'obligation scolaire. Sur 25 pays de l'Union européenne, seulement 10, dont le Luxembourg, limitent la fin de la scolarité à 15 ans. Les autres l'ont prolongé jusqu'à 16 ans et au-delà. A noter que dans les pays où la scolarité obligatoire s'étend jusqu'à 18 ans, il peut être suffi à l'obligation scolaire en participant à partir de 16 ans à un enseignement à temps partiel. Cette solution est également prévue dans le présent projet pour des élèves âgés de 15 ans.

Le présent projet de loi propose d'étendre la durée de la scolarité obligatoire à 12 années, prenant son point de départ au premier cycle de l'enseignement fondamental dont la fréquentation est obligatoire pour tout enfant âgé de 4 ans révolus avant le 1er septembre.

Par rapport à la législation actuellement en vigueur, le projet apporte donc quatre innovations essentielles:

- l’extension de la durée de la scolarité obligatoire de 11 années à 12 années,
- un régime unique s’appliquant à l’obligation scolaire, dont la violation est pénalement sanctionnable tant au niveau de l’enseignement fondamental qu’au niveau de l’enseignement postprimaire,
- pendant la dernière année de la scolarité obligatoire la formation scolaire peut être à temps partiel,
- l’Etat veille à maintenir en situation scolaire les élèves menacés prématurément d’exclusion.

Le caractère plus contraignant donné à l’obligation de fréquenter le premier cycle de l’enseignement fondamental se justifie par le fait que cette éducation joue un rôle prépondérant dans la socialisation des enfants, notamment des enfants de parents immigrés.

*

C. LE MAINTIEN EN SITUATION SCOLAIRE

Cet aspect est nouveau dans un cadre législatif qui jusqu’à présent s’est limité à fixer pour l’Etat l’obligation d’offrir une formation et pour l’élève et ses parents l’obligation de suivre un enseignement pendant une période déterminée. Aussi est-il développé plus en détail.

La majorité de nos élèves travaillent bien à l’école et obtiennent un diplôme. Toutefois tous les ans un grand nombre quittent l’école immédiatement après avoir accompli l’obligation scolaire sans avoir atteint une qualification. Environ 300 d’entre eux ne trouvent pas d’emploi ni ne sont inscrits dans une mesure de formation antichômage.

Etre réduit à devoir quitter l’école avec le sentiment qu’on ne sait rien faire de vraiment utile alors qu’on est encore adolescent constitue une première expérience douloureuse d’exclusion. L’adolescent comprend que les portes d’accès aux diplômes et aux carrières intéressantes lui sont définitivement closes. Il réalise peu à peu que le fait de ne plus appartenir à la communauté scolaire ferme également l’accès à la culture ou aux activités sportives. Pour beaucoup de jeunes c’est un enchaînement de marginalisations et de rejets qui se met en marche.

Les raisons de l’exclusion de l’école sont la plupart du temps multiples: échecs scolaires répétés qui aboutissent dans une impasse, comportements inadmissibles, le fait de sous-estimer la valeur et l’importance de la qualification, la perte d’estime de soi fréquente chez celui qui pense n’être plus capable de faire quoi que ce soit que l’école puisse reconnaître comme valable.

Loin de relever exclusivement de l’école, ces raisons sont pour beaucoup à inscrire sur le compte de l’éducation reçue dans la famille ou de l’attitude à l’égard du travail scolaire et des études véhiculée par l’éducation parentale.

De surcroît, lorsque les difficultés scolaires ou les difficultés de comportement surviennent, les familles d’origine socio-économique modeste sont moins bien armées que les parents qui ont fait des études, qui connaissent les comportements stratégiques à adopter et qui savent guider leurs enfants.

L’école n’a pas ménagé ses efforts pour soutenir les jeunes qui rencontrent des difficultés: offre de cours d’appui, de remédiation, d’activités périscolaires, diversification des voies de formation, dotation des services de psychologie (SPOS) en ressources humaines.

Mais, parce que le maintien en situation scolaire ou l’exclusion est aussi une question d’éducation et d’attitude ces mesures ne prennent pas chez un nombre non négligeable de jeunes. C’est précisément sur ces jeunes, qu’on serait amené de qualifier de noyau dur, si leur nombre n’était pas aussi dramatiquement élevé, qu’il est nécessaire de se concentrer.

Notre pays est trop exigü pour absorber à la longue, année par année, 300 jeunes qui n’ont pas de perspective.

L’école peut y contribuer en agissant déjà de manière préventive pendant la scolarité obligatoire pour faire en sorte que les jeunes fragilisés puissent être maintenus en situation scolaire au-delà du temps d’obligation scolaire jusqu’à ce qu’ils aient obtenu une qualification.

L’école qui a la mission d’instruire et d’éduquer se donne ainsi une obligation supplémentaire, celle de se doter de ressources nécessaires qui lui permettent de mener à bon terme ce qu’elle a commencé.

C'est dans cette optique que l'action préventive de l'école pour éviter l'exclusion scolaire devrait être inscrite parmi les dispositions régissant l'obligation scolaire.

*

D) NECESSITE D'UNE LOI SEPARÉE

Jusqu'à présent, les dispositions légales relatives à l'enseignement obligatoire se retrouvent dans la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire.

Cet état de fait était logique dans l'optique du temps, alors qu'en 1912 la majorité des enfants fréquentaient uniquement l'enseignement primaire obligatoire de 7 années à l'époque, même si une minorité passait la 7^e année de l'enseignement obligatoire dans un lycée.

La situation a évidemment beaucoup évolué depuis lors, surtout depuis la réforme législative du 3 juin 1994 qui a supprimé les classes complémentaires de l'enseignement primaire en les remplaçant par le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.

A l'heure actuelle, tous les élèves accomplissent au moins 3 années de leur scolarité obligatoire en dehors de l'enseignement primaire dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique, de sorte qu'il apparaît indiqué de fixer les grands principes ayant trait à l'obligation scolaire dans une loi spéciale, distincte de la loi réglant l'organisation de l'enseignement fondamental.

A l'avenir les élèves accompliront les quatre premiers cycles de la scolarité obligatoire dans l'enseignement fondamental suivis de quatre années dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique.

Ce projet de loi se contente de fixer les grands principes relatifs à la durée, à la nature, au contrôle et au maintien de l'obligation scolaire, alors que des points de détail seront réglés par les lois portant organisation de l'enseignement fondamental, respectivement de l'enseignement secondaire ou secondaire technique.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Définitions

Art. 1.– Au sens de la présente loi, on entend par:

- a) élève: l'enfant âgé de 3 ans qui fréquente une école
- b) parents: la ou les personnes investies de l'autorité parentale
- c) Ecole: le service public de l'Education nationale dans son ensemble
- d) le ministre ou la ministre: le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions.

Droit à l'enseignement à l'Ecole

Art. 2.– Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché âgé de trois ans a droit à une formation scolaire qui, complétant l'action de sa famille, concourt à son éducation. Ce droit est garanti par l'Etat conformément aux dispositions des lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Missions de l'Ecole

Art. 3.– La formation scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant, sa créativité et sa confiance en ses capacités. Elle lui permet d'acquérir une culture, le prépare à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique. Elle l'éduque aux valeurs éthiques fondées sur la Déclaration des droits de l'homme et l'amène à respecter l'égalité entre les filles et les garçons. Elle constitue la base de l'éducation permanente.

Les familles sont associées à l'accomplissement de ces missions. Pour favoriser l'équité des chances, des dispositions appropriées rendent possible l'accès de chacun, en fonction de ses aptitudes et de ses besoins particuliers, aux différents types ou niveaux de la formation scolaire.

Art. 4.– Dans le respect de la liberté de conscience des élèves et à l’exception des cours d’instruction religieuse et morale, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse, philosophique ou politique.

Art. 5.– A l’exception de l’enseignant titulaire d’un cours d’instruction religieuse et morale, l’enseignant ne peut manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes son appartenance à une doctrine religieuse, philosophique ou politique.

Art. 6.– Les langues d’enseignement de l’Ecole sont le luxembourgeois, l’allemand et le français. L’emploi de ces langues, l’enseignement d’autres langues ainsi que l’enseignement dans une langue maternelle autre que le luxembourgeois, l’allemand ou le français sont réglés par les lois et règlements des différents ordres d’enseignement.

Obligation de fréquenter l’Ecole

Art. 7.– Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché âgé de quatre ans avant le premier septembre doit fréquenter l’Ecole. L’obligation scolaire s’étend sur douze années scolaires comptées à partir de cette date.

Art. 8.– La formation scolaire obligatoire s’accomplit dans les établissements scolaires publics. Elle consiste en la participation régulière à tous les cours et activités scolaires.

Art. 9.– La formation scolaire obligatoire peut également être suivie dans une école privée, une école européenne ou à l’étranger.

Elle peut aussi être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi.

Art. 10.– L’enfant à besoins spécifiques peut satisfaire à l’obligation scolaire en recevant un enseignement différencié en fonction de ses besoins constatés par la Commission d’inclusion scolaire.

Art. 11.– L’élève qui a atteint l’âge de 15 ans et qui peut entrer en apprentissage satisfait à l’obligation scolaire en fréquentant les cours professionnels concomitants.

Art. 12.– Des mesures destinées à maintenir en situation scolaire des élèves de l’enseignement postprimaire qui sont menacés d’exclusion scolaire peuvent être mises en œuvre suivant des modalités à déterminer par règlement grand-ducal.

Modalités

Art. 13.– L’administration communale informe les parents du début de l’obligation scolaire de leur enfant et l’inscrit d’office dans une école primaire dans le ressort scolaire de leur domicile. Les parents inscrivent leur enfant à un lycée à partir du moment qu’il remplit les conditions d’admission.

Art. 14.– Les parents ont l’obligation de veiller à ce que leur enfant fréquente régulièrement l’Ecole et participe aux cours et activités scolaires.

Exceptions

Art. 15.– A la demande des parents et sur autorisation du conseil communal, l’admission au premier cycle de l’enseignement fondamental peut être différée d’une année si l’état de santé ou si le développement physique ou intellectuel de l’enfant justifie cette mesure.

Les parents adressent leur demande à l’administration communale en y joignant un certificat établi par un pédiatre.

Absences et dispenses

Art. 16.– Lorsqu’un élève manque momentanément les cours, les parents doivent sans délai informer le titulaire ou le régent de la classe et lui faire connaître les motifs de cette absence.

Les seuls motifs légitimes sont la maladie de l'enfant, le décès d'un proche et le cas de force majeure.

Art. 17.– Des dispenses de fréquentation peuvent être accordées sur demande motivée des parents.

Les dispenses sont accordées:

1. par le titulaire ou le régent de classe, pour une durée ne dépassant pas une journée;
2. par le président ou la présidente du comité d'école ou le directeur ou la directrice du lycée, pour une durée dépassant une journée.

Sauf autorisation du ministre ou de la ministre, l'ensemble des dispenses accordées ne peut dépasser quinze jours dont cinq jours consécutifs par année scolaire.

Surveillance de l'obligation scolaire

Art. 18.– Dans tous les cas où l'élève est inscrit dans une école primaire autre que celle de la commune de résidence, les parents informent sans délais et au plus tard huit jours après le début des cours, moyennant remise d'une copie du certificat d'inscription délivré par l'école, l'administration communale de leur résidence. Les parents qui entendent donner l'enseignement à leur enfant à domicile font une déclaration à la commune.

Art. 19.– Le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire intercommunal veillent au respect de l'obligation scolaire. Chaque année, pour le 15 octobre, il dresse la liste de tous les enfants résidant dans la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire.

Art. 20.– Les modalités de vérification de l'inscription et du contrôle de l'assiduité des élèves fréquentant l'enseignement fondamental ou l'enseignement postprimaire sont déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 21.– Lorsque le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire informé par le président ou la présidente du comité d'école ou le directeur ou la directrice du lycée constate une infraction aux dispositions des articles 5, 11 et 12, il met les parents en demeure de se conformer à la loi et leur rappelle les sanctions pénales.

A défaut, il défère les parents devant l'officier du ministère public auprès du tribunal de police qui les fera citer à la prochaine audience.

Les parents seront condamnés à une amende de 251 à 2.000 euros.

Art. 22.– Pour la mise en œuvre des mesures prévues à l'article 11 ci-dessus, le Gouvernement est autorisé à renforcer le cadre du personnel des lycées et lycées techniques en procédant aux engagements de renforcement à titre permanent suivants:

- pour l'année scolaire 2008/2009: vingt éducateurs gradués ou éducatrices graduées
- pour l'année scolaire 2009/2010: dix éducateurs gradués ou éducatrices graduées
- pour l'année scolaire 2010/2011: dix éducateurs gradués ou éducatrices graduées
- pour l'année scolaire 2011/2012: dix éducateurs gradués ou éducatrices graduées
- pour l'année scolaire 2012/2013: dix éducateurs gradués ou éducatrices graduées.

Ces engagements définitifs au service de l'Etat se feront par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminé par les lois concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour les exercices concernés.

*

FICHE FINANCIERE

Frais de personnel

Personnel enseignant:

Du fait de la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans, on estime que le nombre d'élèves augmentera de 160 environ (source: Etude sur les élèves quittant prématurément l'école. Service des Statistiques et Analyses¹). Un surplus de 10 enseignants est donc à prévoir.

Coût pour le personnel éducatif:

Recrutement de 12 équipes à 5 éducateurs gradués étendu sur 5 années:

- pour l'année scolaire 2008/2009: 20 éducateurs gradués
- pour l'année scolaire 2009/2010: 10 éducateurs gradués
- pour l'année scolaire 2010/2011: 10 éducateurs gradués
- pour l'année scolaire 2011/2012: 10 éducateurs gradués
- pour l'année scolaire 2012/2013: 10 éducateurs gradués

60 éducateurs gradués; grade de début de carrière: 8; 4e échelon: 230 pts ind.

Calcul pour l'année scolaire 2008/2009: 20 éducateurs gradués:

$20 * 230 = 4.600$ points indiciaires

Rémunérations de base	$4.600 * 1,02 * 27,5510 * 6,7542 = 873.111.- €$
Allocations de fin d'année	$4.600 * 1,04 * 26,0881 * 6,8517 * 1/12 = 71.261.- €$
Charges sociales patronales	$4.600 * 1,02 * 27,5510 * 6,7542 * 0,044 = 38.417.- €$
- Assurance maladie:	2,70%
- Allocations familiales:	<u>1,70%</u>
	4,40%
Allocations de repas	$20 * 1.406,9 = 28.138.- €$
Total à prévoir pour 20 éducateurs gradués:	1.010.926.- €.

Pour les années suivantes, de 2009/2010 à 2012/2013, il y a lieu de prévoir chaque fois l'engagement de 10 éducateurs gradués supplémentaires.

Calcul:

$10 * 230 = 2.300$ points indiciaires

Rémunérations de base	$2.300 * 1,02 * 27,5510 * 6,7542 = 436.555.- €$
Allocations de fin d'année	$2.300 * 1,04 * 26,0881 * 6,8517 * 1/12 = 35.630.- €$
Charges sociales patronales	$2.300 * 1,02 * 27,5510 * 6,7542 * 0,044 = 19.208.- €$
- Assurance maladie:	2,70%
- Allocations familiales:	<u>1,70%</u>
	4,40%
Allocations de repas	$10 * 1.406,9 = 14.069.- €$
Total à prévoir pour 10 éducateurs gradués:	505.463.16.- €.

Dépense totale pour 60 éducateurs gradués: 3.032.779.- €.

¹ élèves quittant prématurément l'école

Age	<i>scolarisé au Luxembourg</i>	<i>scolarisé à l'étranger</i>	<i>mesure d'insertion</i>	<i>emploi</i>	<i>sans occupation</i>	<i>départ du pays/ introuvable</i>	<i>Total</i>
11 ans	0	1	0	0	0	0	1
12 ans	11	18	0	0	1	13	43
13 ans	15	33	0	0	0	15	63
14 ans	24	40	76	6	34	45	225
15 ans	26	70	68	11	49	46	270
Total	76	162	144	17	84	119	602

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er.

Cet article contient des définitions et ne nécessite pas de commentaire.

Article 2.

Cet article évoque le droit à l'enseignement avant d'en venir à l'obligation. A noter que ce droit s'étend jusqu'à l'âge de 18 ans étant donné que d'après la Convention relative aux droits de l'enfant approuvée au Luxembourg par la loi du 20 décembre 1993 „un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt ...“. Ainsi le terme „enfant“ désigne indifféremment l'enfant, le jeune, l'adolescent.

Article 3.

Cet article définit les missions de l'Ecole. Il est vrai que des dispositions de cette nature peuvent difficilement être considérées comme normatives. Le travail pédagogique de l'Ecole et la vie au sein des établissements ne se laissent que partiellement diriger et orienter par des normes juridiquement contraignantes liant à la fois quant au résultat à atteindre et quant aux moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

D'un autre côté, les Etats européens ont pris, au cours des dernières décennies, le parti d'inclure des dispositions précisant les orientations et les missions de leurs systèmes éducatifs dans leurs lois scolaires. On peut citer, à titre d'exemple, des lois récentes qui ont été élaborées en Belgique: le décret „missions“ (1997); en Allemagne: le Thüringer Schulgesetz (2002); au Portugal: la Lei de Bases do Sistema Educativo (1997).

Article 4.

Rien n'illustre mieux l'importance du respect de l'objectivité et de la neutralité dans l'enseignement que les mots que Jules Ferry a employés dans sa lettre du 27 novembre 1883 aux enseignants: „... Vous êtes l'auxiliaire et, à certains égards, le suppléant du père de famille. Parlez donc à son enfant comme vous voudriez qu'on parlât au vôtre. Au moment de proposer aux élèves un précepte, demandez-vous s'il se trouve un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire. Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire. Si oui, abstenez-vous. Vous ne toucherez jamais avec trop de scrupule à cette chose délicate et sacrée, qui est la conscience de l'enfant.

Article 5.

Cet article constitue la conséquence logique du précédent.

Article 6.

Cet article fixe les langues d'enseignement de l'Ecole. Il semble utile de préciser d'un côté que l'Ecole luxembourgeoise ne peut pas être mise dans l'obligation d'employer encore d'autres langues et que d'un autre côté les enseignants qui souhaitent y intervenir doivent maîtriser ces langues. Il reste évident que d'autres langues peuvent être enseignées „à“ l'Ecole et que dans le cours d'anglais la

langue employée est l'anglais. Des exceptions notamment la mise en œuvre de classes internationales menant au Baccalauréat international ainsi que l'organisation de cours intégrés en langue portugaise par exemple doivent toutefois rester possibles.

Article 7.

L'article 5 constitue le cœur du projet de loi. Il fixe la durée de la scolarité obligatoire à 12 années. Le point de départ de cette période se situe au moment de l'admission au premier cycle de l'enseignement fondamental, obligatoire pour tout enfant habitant notre pays âgé de 4 ans révolus avant le 1er septembre.

L'éducation précoce, ouverte aux enfants à partir de 3 ans, reste donc facultative.

L'extension à 12 ans de la scolarité obligatoire implique que l'élève ayant une scolarité normale passera 2 ans dans l'éducation préscolaire, 6 ans dans l'enseignement primaire et 4 ans dans l'enseignement postprimaire.

Article 8.

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Article 9.

Cet article énumère les endroits où la scolarité obligatoire peut s'accomplir.

L'article prévoit également la possibilité de l'enseignement à domicile selon les conditions définies par la loi régissant soit l'enseignement primaire, soit l'enseignement postprimaire. Ainsi cette possibilité jadis confinée à l'enseignement primaire est étendue à l'enseignement postprimaire, ceci pour permettre dans quelques rares cas d'expatriés venus travailler pendant une courte durée au Luxembourg de maintenir par un enseignement à distance leur enfant dans le système d'enseignement qu'ils retrouveront à leur retour au pays.

Article 10.

Il est précisé dans cet article que l'enfant à besoins spécifiques peut suffire à l'obligation scolaire en recevant un enseignement spécifique, étant donné que cet enseignement demeure une proposition faite aux parents.

Article 11.

Même si l'obligation scolaire est étendue jusqu'à l'âge de 16 ans, il n'est pas forcément nécessaire d'y suffire en suivant un enseignement à plein temps jusqu'à cet âge. De ce fait un élève âgé de 15 ans peut, s'il est entré en apprentissage, suffire à son obligation en suivant un enseignement concomitant. Certains pays font d'ailleurs la distinction entre l'obligation de fréquenter l'enseignement à temps plein et l'obligation de fréquenter l'enseignement professionnel; cette distinction a été introduite lorsque l'obligation scolaire a été étendue jusqu'à 18 ans.

Article 12.

Dans le même ordre d'idées, il faut éviter que des élèves de l'enseignement primaire qui éprouvent des difficultés à atteindre les objectifs de cet ordre d'enseignement n'y demeurent jusqu'à l'âge de l'adolescence qui les met en déphasage avec leurs camarades de classe. Ces élèves peuvent être scolarisés dans le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique qui a pour mission de les amener à un socle de compétences leur permettant d'accéder à la vie active et de participer à la vie en société. Si toutefois il s'avérait bénéfique pour l'un ou l'autre élève de parcourir pour la 2e fois un cycle en trois ans, le ministre peut l'y autoriser. Toutefois il faut éviter que ces prolongements ne se transforment en redoublements larvés.

Article 13.

Cet article crée la base légale pour la mise en œuvre de mesures visant à maintenir en situation scolaire des élèves menacés d'exclusion. Il est formulé de manière à donner à l'Etat la possibilité d'assortir ces mesures d'un certain nombre de conditions et d'éviter de créer d'office dans chaque lycée un service éducatif. Il est en effet prévu d'offrir ces mesures dans le contexte d'un programme limité

aux communautés scolaires qui souhaitent positivement y participer et qui pour cela ont pris un certain nombre de dispositions.

Article 14.

Il a paru nécessaire d'établir dans la présente loi le principe que les élèves soumis à l'obligation scolaire doivent régulièrement participer à tous les cours et aux activités scolaires.

Cette disposition a pour but d'empêcher que certains parents puissent, pour des raisons philosophiques ou religieuses e.a., soustraire leurs enfants à la fréquentation de certains cours.

L'enseignement obligatoire a en effet vocation à constituer un tout qui s'adresse dans son intégralité à tous les enfants et non un enseignement à la carte.

Article 15.

En principe les enfants doivent fréquenter l'école primaire dans le ressort scolaire où résident les parents. Ce principe permet cependant des exceptions se dégageant de l'évolution sur les plans familial et professionnel. Il peut se justifier que les enfants puissent fréquenter l'école du lieu de travail d'un de leurs parents.

Toutefois, une demande devra être adressée à l'administration communale concernée. Le conseil communal peut donner son accord s'il considère les raisons justifiées et si les effectifs des classes le permettent.

Il existe aujourd'hui un consensus général au sujet des avantages qu'une intégration sociale peut offrir aux enfants à besoins éducatifs spécifiques. Toutefois afin de maintenir une certaine flexibilité, les parents d'un enfant ayant l'âge de fréquenter une classe du premier cycle de l'enseignement fondamental, mais présentant une déficience intellectuelle, une déficience cérébrale et motrice, des déficiences de la vue ou de l'ouïe ainsi que d'autres déficiences, peuvent faire différer pendant une année la fréquentation par leur enfant d'une classe du premier cycle de l'enseignement fondamental.

Article 16.

Cet article détermine les règles à observer au cas où l'enfant doit s'absenter. Il ne nécessite pas de commentaire.

Article 17.

Par rapport à l'ancienne législation les procédures ont été simplifiées.

Article 18.

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Articles 19. et 20.

Ces articles précisent la manière dont les autorités scolaires veillent au respect de l'obligation scolaire et les moyens qu'elles ont afin de réprimer les violations de cette obligation.

On distingue entre le contrôle du respect de l'obligation d'inscription, qui incombe aux administrations communales, et le contrôle du respect de l'obligation de fréquentation régulière, qui incombe aux responsables de l'école sur place.

1) En ce qui concerne l'obligation d'inscription, le principe fixé dans la loi scolaire de 1912 selon lequel son contrôle incombe aux autorités communales est maintenu.

Les administrations communales sont responsables de l'organisation scolaire dans l'éducation préscolaire et dans l'enseignement primaire et ils sont donc le mieux à même de veiller au respect de l'obligation d'inscription.

Si le recensement des enfants fréquentant l'école primaire de leur commune de résidence ne pose aucun problème, en revanche les parents inscrivant leur enfant dans une école en dehors de leur commune de résidence doivent en informer les autorités communales par la remise d'un certificat d'inscription.

Même si les lycées et lycées techniques ne font plus partie de la compétence des administrations communales, il apparaît indiqué, afin de ne pas créer une rupture, de maintenir auprès des autorités

communales le pouvoir de contrôle du respect de l'obligation d'inscription des élèves fréquentant ces ordres d'enseignement.

Afin de les mettre en mesure d'exercer ce contrôle, les lycées et lycées techniques luxembourgeois doivent communiquer aux administrations communales respectives les listes des élèves de l'âge obligatoire de leur commune y inscrits. Pour les élèves inscrits à l'étranger, l'obligation d'information incombe aux parents.

Les communes transmettent les listes des enfants inscrits au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, qui a besoin de ces données notamment pour réaliser des études statistiques.

- 2) En ce qui concerne l'obligation de fréquentation régulière, son contrôle incombe à l'autorité scolaire sur place qui est, selon les cas, le président du comité d'école pour l'enseignement primaire ou le directeur du lycée ou lycée technique pour l'enseignement postprimaire.

Article 21.

Le présent projet de loi retient qu'en cas de violation de l'obligation d'inscription ou de fréquentation régulière, les parents de l'élève concerné pourront être déférés devant le tribunal de police par l'autorité compétente et qu'ils encourent une condamnation à une amende pénale. A noter que les montants des amendes ont été augmentés pour souligner l'importance que la société accorde au respect de l'obligation scolaire.

Article 22.

Cet article constitue la base légale pour recruter les éducateurs gradués dont l'éducation nationale a besoin pour faire fonctionner le programme de maintien en situation scolaire des élèves menacés d'exclusion. Le programme de recrutement est étalé sur plusieurs années en fonction de la mise en œuvre progressive des mesures prévues par la loi.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5758/01

N° 5758¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

* * *

**AVIS DE LA CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES
ET EMPLOYES PUBLICS**

(7.11.2007)

Par dépêche du 27 juillet 2007, Madame le Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a demandé, „pour le 15 novembre 2007 au plus tard“, l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Le projet en question a pour but, entre autres, d'étendre la durée de la scolarisation obligatoire de 11 à 12 années, extension qui permet de diviser plus aisément l'obligation scolaire en 6 cycles de 2 ans allant du préscolaire à l'enseignement secondaire ou secondaire technique.

Cet allongement, qui peut paraître indiqué pour des raisons sociétales, familiales et socio-économiques, soulève d'un autre côté des questions. En effet, beaucoup d'élèves de 15 ans, notamment ceux qui se trouvent en difficultés extrêmes d'apprentissage, éprouvent déjà aujourd'hui un profond dégoût face à l'école, et il sera difficile de leur fournir la motivation nécessaire pour continuer leur scolarité pendant une année supplémentaire. Par conséquent, l'offre scolaire proposée aux élèves en question devra être telle qu'ils puissent mettre à profit cette année additionnelle pour parfaire leurs aspirations et ambitions, tant sur le plan personnel que sur le plan professionnel.

Dans cet ordre d'idées, la Chambre approuve la teneur de l'**article 11** disposant qu'un élève âgé de 15 ans, s'il est entré en apprentissage, „satisfait à l'obligation scolaire en fréquentant les cours professionnels concomitants“.

De même, les dispositions de l'**article 12** relatives aux élèves menacés d'exclusion scolaire trouvent l'approbation de la Chambre.

L'**article 15**, qui permet l'octroi d'un sursis scolaire, nécessite la précision suivante: „L'admission à la première année obligatoire de l'enseignement fondamental peut être différée d'une année“.

Pour ce qui est de l'**article 16** („lorsqu'un élève manque momentanément les cours“), il faudrait préciser dans le texte si les excuses exigées de la part des parents pour motiver l'absence de leur enfant doivent se faire par écrit ou non. En plus se pose la question de savoir si la production d'un certificat médical est exigée pour des absences dépassant une certaine durée.

Pour terminer, la Chambre rend attentif à la définition malencontreuse du terme „élève“ à l'**article 1er**, où il faut évidemment préciser qu'il s'agit de „l'enfant âgé de 3 ans ou plus qui fréquente une école“. La même précision doit être ajoutée à l'**article 2** où, puisque ce n'est pas le Grand-Duché qui a trois ans, il faudrait donc lire:

„Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché et âgé de trois ans ou plus a droit ...“,

sinon, pour simplifier encore les choses et pour donner une raison d'être aux définitions introduites à l'article 1er:

„Tout élève habitant le territoire du Grand-Duché a droit ...“.

Sous la réserve des observations qui précèdent, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics se déclare d'accord avec le projet de loi sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière le 7 novembre 2007.

Le Directeur,
G. MULLER

Le Président,
E. HAAG

5758/02

N° 5758²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(15.11.2007)

Par courrier du 27 juillet 2007, Madame Mady Delvaux-Stehres, ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des employés privés.

1. Le projet de loi a pour objet de prolonger l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans et de fixer les grands principes relatifs à la nature et au contrôle de l'obligation scolaire. Suivant les revendications de la Chambre des employés privés, ces dispositions légales font l'objet d'une loi à part.

2. La CEP•L se montre satisfaite que le législateur ait tenu compte des avis des chambres professionnelles et procédé à la suppression de certaines incohérences et imprécisions dans le texte.

3. La définition du terme „élève“ (article 1 a) s'applique uniquement aux enfants de 3 ans et n'englobe pas les enfants fréquentant l'école et ayant dépassé cet âge. **La CEP•L propose de libeller l'article 1 a) comme suit: „élève: l'enfant âgé de 3 ans au moins qui fréquente l'école“.**

4. L'article 2 du projet stipule que tout enfant âgé de 3 ans a droit à une formation scolaire. **La CEP•L souhaiterait que cet article soit amendé afin d'inclure également les enfants âgés de plus de trois ans.**

Ceci dit, elle salue la consécration du droit de tout enfant à l'éducation précoce. La fréquentation de cet ordre d'enseignement constitue un facteur clé de l'intégration sociale des enfants et notamment de ceux d'origine étrangère. En 2005-2006, près de 44% des enfants inscrits au précoce avaient une langue maternelle autre que le luxembourgeois. Etant donné que le luxembourgeois y est utilisé comme langue de communication, la fréquentation de l'éducation précoce peut exercer une influence bénéfique sur le futur parcours scolaire de l'enfant, la bonne maîtrise du luxembourgeois étant étroitement liée à la réussite scolaire.

Le taux d'enfants allophones dans l'éducation préscolaire, cycle qui consolide la socialisation linguistique, était presque identique à celui de l'éducation précoce avec 43,8%. Vu l'importance de ce cycle d'apprentissage, la CEP•L salue le fait que le projet de loi sous avis rende la non-fréquentation du jardin d'enfants pénalement sanctionnable.

5. D'après la publication „Regards sur l'Education 2007“ de l'OCDE, le Luxembourg connaît un très faible taux de scolarisation des 15-19 ans qui s'élève à 72% seulement contre 82% en moyenne. Même si ce taux est faussé par le fait que 3.000 élèves¹ résidant au Luxembourg sont scolarisés dans les pays limitrophes, il n'en reste pas moins alarmant. **La prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans contribuerait sans doute à remédier à cette situation tout comme elle permettrait d'assainir à court terme le taux de chômage des jeunes. Cependant, la CEP•L s'interroge, si au-delà de ces corrections esthétiques, elle serait également capable d'engendrer une amélioration du taux d'achèvement d'études et du taux de certification.**

1 Chiffre estimé par le MENFP

6. Il est vrai que l'allongement de la scolarité obligatoire aurait l'avantage de garder les jeunes dans les structures éducatives jusqu'à ce qu'ils aient atteint un degré de maturité plus important qui les rendrait peut-être moins enclins à abandonner prématurément l'école. **Néanmoins, la CEP•L est d'avis qu'il est indispensable de développer d'autres mesures en parallèle afin de réduire les facteurs à la base des décrochages scolaires précoces. Elle insiste à cet effet sur la nécessité de réformer les méthodes d'enseignement en vue de renforcer la motivation des jeunes menacés d'exclusion et d'améliorer l'orientation scolaire ainsi que les mesures de remédiation, d'accompagnement et d'évaluation.** Ne faudrait-il pas repenser également le redoublement, sachant que le taux d'abandon scolaire est plus élevé dans les pays qui utilisent le redoublement?

7. Il y a unanimité sur le fait que l'enseignement initial n'est aujourd'hui plus à même de conférer les connaissances nécessaires jusqu'à la retraite. Un enseignement plus long est susceptible de fournir aux élèves une meilleure base pour continuer leurs apprentissages tout au long de la vie, car souvent les personnes peu qualifiées font preuve d'une plus grande réticence vis-à-vis de la formation continue que les personnes qualifiées. **Mais, d'autre part, est-ce qu'on ne risque pas de renforcer auprès de la population menacée d'exclusion la peur de toutes formes d'éducation et des échecs potentiels qu'elles recèlent en les obligeant à fréquenter plus longtemps un enseignement qui est pour eux synonyme d'échec?**

8. Y a-t-il encore lieu de prolonger la durée de l'obligation scolaire à 12 ans alors que le projet visant à organiser l'enseignement postprimaire en 6 cycles d'études de deux ans a été abandonné?

9. La Chambre des employés privés salue la mise en place des mesures préventives destinées à maintenir en situation scolaire des élèves de l'enseignement postprimaire menacés d'exclusion scolaire. Elle est convaincue que c'est par la prévention et par la réforme des dispositifs existants qu'il convient de combattre le phénomène du décrochage scolaire. Nul ne contestera qu'il est plus difficile de récupérer des élèves et de les amener vers une qualification une fois qu'ils sont sortis des structures scolaires. **La CEP•L souhaite toutefois que l'Etat développe en parallèle des dispositifs d'éducation de la 2e chance ainsi que des dispositifs de valorisation et de validation de l'expérience professionnelle, afin de permettre aux jeunes décrocheurs d'accéder à une qualification.**

10. L'article 14 a été relibellé pour consacrer „l'obligation“ des parents de veiller à ce que leurs enfants fréquentent régulièrement l'école. **La CEP•L adopte une approche positive quant à une plus grande responsabilisation des parents, tout en insistant que cette réorientation ne devrait aucunement déresponsabiliser l'Etat.**

11. La Chambre des employés privés invite finalement le législateur à rectifier une série d'incohérences qui existent au niveau du texte et du commentaire des articles. Ainsi, le commentaire de l'article 13 ne se reporterait-il pas plutôt à l'article 12? Et dans le même ordre d'idées, l'article 22 ne devrait-il pas faire référence à l'article 12 plutôt qu'à l'article 11? Il s'avère ensuite que l'article 21 ne devrait plus renvoyer aux articles 5, 11 et 12, mais aux articles 7, 13 et 14.

La CEP•L est d'avis qu'un contrôle des références s'impose après le remaniement de tout texte législatif et invite le législateur à procéder en ce sens.

Elle constate par ailleurs que le commentaire de l'article 15 dédie encore deux paragraphes à la disposition légale concernant l'inscription d'un enfant dans une école primaire d'une autre commune alors que cette clause ne figure plus dans le texte de loi. La CEP•L souhaite que les auteurs du texte fassent preuve de plus de rigueur.

12. Sous réserve des observations qui précèdent, la Chambre des employés privés marque son accord avec le projet de loi sous avis.

Luxembourg, le 15 novembre 2007

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jean-Claude REDING

5758/04

N° 5758⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI**relative à l'obligation scolaire**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

(19.12.2008)

OBSERVATIONS GENERALES

En date du 27 juillet 2007, notre chambre professionnelle a été saisie du projet de loi relatif à l'obligation scolaire.

D'emblée, notre chambre salue la volonté du gouvernement d'étendre l'obligation scolaire de 11 à 12 ans. Elle estime même qu'il faut, pour des raisons d'équité sociale et d'efficacité de l'Ecole luxembourgeoise, non seulement étendre l'obligation scolaire vers le haut, mais également mener une discussion sur la durée totale de l'obligation scolaire. En effet, les experts s'accordent pour dire que la scolarisation en bas âge représente un atout sur le plan du développement cognitif et social de l'enfant et que scolarisation précoce et réussite scolaire ultérieure sont souvent liées.

Malheureusement, nous ne disposons pas encore d'une analyse de l'offre actuelle de l'enseignement précoce au Luxembourg, qui permettrait, entre autres, de donner une réponse aux questions suivantes: quelle est l'origine socioprofessionnelle des parents qui envoient leurs enfants à l'enseignement précoce? Est-ce que l'objectif d'une meilleure intégration des enfants étrangers par l'apprentissage de la langue luxembourgeoise est atteint avec l'offre actuelle d'enseignement précoce? Sinon, que faut-il y changer?

Néanmoins, notre chambre plaide pour un enseignement précoce obligatoire dans un souci d'équité sociale, pour lequel un certain nombre de prémisses doivent pourtant être remplies: enseignement précoce sur au moins 5 jours par semaine, avec un accueil et un encadrement obligatoire sur toute la journée, organisé en coopération étroite avec les gestionnaires des maisons-relais, afin de permettre aux parents professionnellement actifs de pouvoir profiter de cette offre.

*

ANALYSE DES ARTICLES*Ad article 3*

Notre chambre approuve que le ministère remplace, parmi les missions de l'Ecole, le principe d'égalité des chances par celui d'équité des chances.

En effet, l'égalité des chances consiste dans une répartition égale des ressources et le traitement égal de tous les élèves, indépendamment d'éventuelles différences entre ceux-ci.

L'équité est un concept qui va plus loin et permet de tenir compte des éventuelles disparités entre les élèves. Selon la communication „efficacité et équité des systèmes européens d'éducation et de formation“ de la Commission des communautés européennes du 8 septembre 2006, l'équité désigne le degré auquel les individus peuvent bénéficier de l'éducation et de la formation, en matière de possibilités, d'accès, de traitement et de résultats.

Un système est équitable si les résultats de l'éducation et de la formation sont indépendants du milieu socio-économique et d'autres facteurs conduisant à un handicap éducatif et que le traitement reflète les besoins spécifiques des individus en matière d'apprentissage.

Nous sommes convaincus que l'application de ce principe d'équité des chances aura des répercussions positives sur l'efficacité de notre système scolaire et aussi sur notre société.

Ad article 5

Même si nous approuvons que l'enseignant n'est pas autorisé à manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes sa croyance religieuse, nous sommes cependant d'avis que ceci doit aussi être vrai pour tout le personnel éducatif et pour les élèves.

Ad article 9

Déjà dans son avis du 17 février 2004 sur le projet de loi de base sur l'Ecole, notre chambre s'est montré hostile à l'encontre de l'enseignement à domicile, reliquat d'une autre époque. Ce type d'enseignement va à l'encontre des principales missions de l'Ecole, à savoir la socialisation des enfants, la familiarisation avec la langue et la culture luxembourgeoise et l'équité des chances. Par conséquent, elle est d'avis que les exceptions doivent être strictement limitées (enfants de forains ou de bateliers, enfants gravement handicapés, enfants qui habitent au pays pour une durée très réduite avant de retourner dans leur pays d'origine).

Ad article 11

Cet article permet à un élève âgé de 15 ans de répondre à l'obligation scolaire en faisant une formation professionnelle organisée sous forme d'alternance de type apprentissage. Notre chambre ne peut qu'approuver ce principe, qui d'ailleurs existe également dans d'autres pays de l'UE. En effet, rien ne sert à forcer un élève fatigué et dégoûté de l'Ecole de fréquenter à plein temps une classe. Mieux vaut lui donner la chance de préparer un diplôme officiel tout en commençant son intégration dans la vie professionnelle.

Ad article 12

D'abord, il convient de définir ce qu'il faut entendre par jeunes menacés d'exclusion scolaire. S'agit-il de jeunes qui ont suffi à l'obligation scolaire et qui envisagent de quitter l'Ecole sans diplôme ou de jeunes qui seront exclus du cycle inférieur étant donné qu'ils ont déjà redoublé deux fois?

Ensuite, notre chambre s'interroge sur la prise en charge concrète des jeunes qui sont menacés d'exclusion scolaire. Nous craignons que les futures mesures pour les jeunes menacés d'exclusion scolaire à mener par les 60 éducateurs gradués qui seront embauchés à cet effet n'empiètent sur les mesures de l'ALJ (Action locale pour jeunes), prévues par le règlement grand-ducal du 24 août 2007 portant organisation 1. de COIP (classes d'orientation et d'initiation professionnelles) au CNFPC et aux lycées; 2. des mesures destinées à initier et à accompagner la transition vers la vie active par l'ALJ.

Est-ce que les éducateurs gradués nouvellement engagés complèteront le cadre du personnel de l'ALJ? Y aura-t-il une collaboration étroite entre ces différents intervenants ou comment seront coordonnées les différentes actions? Il nous paraît particulièrement recommandé de ne pas multiplier les personnes de référence pour un jeune à problèmes.

Ad article 15

Pourquoi accepter uniquement un certificat établi par un pédiatre et non pas par un autre spécialiste: un pédopsychiatre, à titre d'exemple? Il convient de formuler une phrase plus générale à cet égard.

Ad article 19

La liste de tous les enfants résidant dans la commune et soumis à l'obligation scolaire doit être dressée pour le 15 octobre, tandis que l'organisation scolaire doit être arrêtée pour le 1er octobre, d'après l'article 41 du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental.

Nous sommes d'avis que le contrôle de l'obligation scolaire doit se faire au plus tard au moment de la rentrée scolaire (au 15 septembre) et que l'organisation scolaire doit être arrêtée avant le début des cours, afin que les classes puissent fonctionner sans arrivées et départs permanents.

Ad article 20

Pour organiser des mesures destinées à maintenir en situation scolaire des élèves de l'enseignement postprimaire, menacés de l'exclusion scolaire, le recrutement progressif de 60 éducateurs gradués est

prévu. Nous demandons de ne pas se focaliser uniquement sur l'embauche d'éducateurs gradués, mais de laisser la porte ouverte à l'embauche d'autres professionnels tels que des psychologues, assistant(e)s familiaux/familiales, éducatrices/éducateurs, ...

Ad article 21

La référence aux articles est erronée. Il faut préciser qu'une infraction aux dispositions des articles 5, 7 et 16 peut donner lieu à des sanctions pénales.

Ad article 22

Les mesures de maintien scolaire sont prévues à l'article 12 et non pas à l'article 11.

Sous réserve des observations qui précèdent, notre chambre marque son accord au projet de loi sous avis.

Luxembourg, le 19 décembre 2007

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Le Président,
Nando PASQUALONI

Service Central des Imprimés de l'Etat

5758/03, 5759/05, 5760/06

N^{os} 5758³5759⁵5760⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

PROJET DE LOI

portant organisation de l'enseignement fondamental

PROJET DE LOI

concernant le personnel de l'enseignement fondamental

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(21.1.2008)

Par sa lettre du 27 juillet 2007, Madame la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet des projets de loi repris sous rubrique.

*

1. OBSERVATIONS GENERALES

Pour la Chambre des Métiers, le champ d'intérêt et le théâtre d'opération en matière d'éducation et de formation se situent traditionnellement au niveau de la formation professionnelle. En effet, c'est dans le cadre de la formation professionnelle proprement dite que sont formés non seulement les futurs collaborateurs, mais également les futurs chefs et dirigeants des entreprises du secteur de l'Artisanat.

Cependant, la formation professionnelle n'évolue pas en vase clos. Ceci est d'autant plus vrai que devant les effets cumulés des deux concepts de la „globalisation“ et du „lifelong learning“, les barrières à la fois conceptuelles et administratives

- entre les différents niveaux d'enseignement (enseignement précoce, enseignement préscolaire, enseignement primaire, enseignement secondaire, enseignement postsecondaire),
- entre les différents ordres d'enseignement (enseignement général, enseignement professionnel) et
- entre les différentes étapes de l'enseignement (formation initiale, formation continue)

tendent à s'estomper progressivement pour faire place à une vision plus intégrale, voire plus intégrative de l'éducation et de la formation.

Les enseignements précoce, préscolaire et primaire, rassemblés dorénavant sous l'écriteau „enseignement fondamental“, constituent le monde qui se situe en amont de l'enseignement secondaire en général et de l'enseignement secondaire technique et professionnel en particulier. C'est ici que sont

jetées les bases, positives et négatives, qui conditionnent pour une large part le parcours scolaire et professionnel ultérieur de l'apprenant-élève, étudiant ou apprenti.

Tout ce qui se passe et tout ce qui ne se passe pas au niveau de l'enseignement fondamental concerne et intéresse donc l'Artisanat et la Chambre des Métiers au tout premier degré. Dans le cadre du présent avis, elle compte donc faire part de ses vues concernant les principaux choix politiques et les grands axes qui commandent à la réforme de l'enseignement précoce, préscolaire et primaire. Dans ses commentaires, elle s'inspirera largement des positions et principes qu'elle avait établis dans son avis informel en date du 5 décembre 2006 concernant les avant-projets de loi et auxquels elle avait attribué valeur de critères pour l'appréciation ultérieure de tout projet de réforme définitif.

*

2. OBSERVATIONS PARTICULIERES

2.1. L'agencement et le contenu des trois projets de loi

Le projet de loi relatif à l'obligation scolaire ne se limite pas aux seuls sujets en relation directe avec la notion d'obligation scolaire tels que le droit à l'enseignement et l'obligation de fréquentation de l'Ecole (principes, modalités, exceptions, absences et dispenses, surveillance); il traite également d'autres sujets collatéraux tels que les missions de l'Ecole, l'emploi des langues, les mesures contre l'exclusion scolaire, le recrutement de personnel (avec indication précise du diplôme demandé, de l'année de recrutement et du nombre d'engagements).

Les auteurs des trois projets de loi soulignent eux-mêmes la nécessité de faire une loi spécifique pour tous les aspects concernant l'obligation scolaire étant donné que celle-ci ne se limite pas au seul enseignement fondamental, mais qu'elle comprend également, du moins en principe, les quatre premières années de l'enseignement secondaire. La Chambre des Métiers partage ce point de vue. Elle aurait cependant préféré un départage plus clair et plus net entre, d'une part les aspects à portée générale qui concernent toute l'Ecole et, d'autre part les aspects spécifiques qui concernent de manière exclusive ou inégale les différents niveaux, ordres ou étapes de la formation.

La Chambre des Métiers préconise donc l'approche suivante:

- pour l'Ecole ou l'enseignement en général, une loi fixant les grands principes de fonctionnement de l'Ecole: obligation scolaire, missions et déontologie de l'Ecole (mission d'intégration, obligation d'impartialité et de neutralité, etc.), droits et devoirs fondamentaux des différents acteurs et partenaires de l'Ecole, etc.;
- pour chaque niveau, ordre ou étape de l'enseignement, une loi portant sur les aspects spécifiques: finalités de l'enseignement, voies de formation, choix pédagogiques, structure et organisation, politique du personnel (indissociable des aspects précédents), etc.

L'ensemble des textes légaux pourrait utilement être intégré dans le „Code de la Formation“ dont la création a été exigée à plusieurs reprises par la Chambre des Métiers et notamment dans les avis qu'elle a été amenée à rédiger à propos d'autres projets de loi (réforme de la formation professionnelle, organisation des cours de formation professionnelle au CNFPC, etc.).

Ces quelques remarques s'entendent être des suggestions au profit d'une plus grande transparence au niveau de la législation en matière de formation et d'enseignement. Elles ne gênent cependant pas la Chambre des Métiers à prendre position par rapport aux principaux thèmes abordés – ou pas abordés – par les trois projets de loi lui soumis pour avis.

2.2. L'obligation scolaire

La Chambre des Métiers ne s'oppose pas au principe de l'extension de l'obligation scolaire qui devra être portée de 11 années scolaires à 12 années scolaires. Les raisons invoquées par le Gouvernement dans l'exposé des motifs du projet de loi relative à l'obligation scolaire – „une scolarisation meilleure et plus longue forme des citoyens mieux éclairés et plus responsables, des acteurs économiques plus efficaces et des personnes mieux à même de faire face aux défis et aux bouleversements rapides du monde du savoir“, „les modifications des structures sociofamiliales“ – peuvent être partagées par la Chambre des Métiers. Elle insiste néanmoins à relever au passage que c'est le Gouvernement lui-même qui dès le départ met l'accent autant sur la qualité que sur la durée de l'enseignement scolaire pour améliorer la formation des citoyens.

Cependant, une simple augmentation linéaire de l'obligation scolaire n'est, aux yeux de la Chambre des Métiers, qu'une mesure purement quantitative qui sert tout au plus d'alibi, mais qui ne s'inscrit pas dans une véritable démarche stratégique d'amélioration qualitative de l'enseignement (où la prolongation de l'obligation scolaire serait, le cas échéant, une des mesures d'application concrète). Elle propose donc de profiter de l'occasion pour élargir le débat au principe même de la durée générale de la scolarité et de réfléchir à deux sujets stratégiques et complémentaires:

- l'extension de l'obligation scolaire

L'obligation scolaire peut être étendue de deux manières:

- ♦ par avancement de l'obligation scolaire (au niveau de l'éducation précoce),
- ♦ par prolongation de l'obligation scolaire (au niveau de l'enseignement secondaire).

L'avancement de l'obligation scolaire présenterait, entre autres, les avantages suivants:

- ♦ favoriser la socialisation ainsi que l'intégration et/ou la cohabitation précoces des enfants de différents arrière-fonds culturels, linguistiques et nationaux;
- ♦ avancer l'apprentissage à un âge où les capacités d'assimilation des jeunes sont les plus développées.

- la réduction de la durée de l'enseignement secondaire

Dans le contexte général de l'apprentissage tout au long de la vie ou „lifelong learning“, cette durée pourrait être ramenée de 7 années à 6 années.

Une réduction de la durée de l'enseignement secondaire mettrait l'Ecole dans l'obligation de tenir compte à la fois des impératifs de la notion du „lifelong learning“ et des conclusions de l'enquête PISA et

- ♦ de procéder à un allègement substantiel des contenus des programmes de formation et de mettre l'accent davantage sur les méthodes d'apprentissage (apprendre à apprendre);
- ♦ d'évoluer d'une mentalité de l'addition des savoirs vers une culture du maniement des savoirs.

Si le Gouvernement n'était pas disposé à étendre l'obligation scolaire par avancement, la réduction d'une année de la durée de l'enseignement secondaire pourrait être maintenue ce qui reviendrait dans ce cas à une réduction pure et simple de la durée globale de la scolarité.

Subsidiairement aux remarques qui précèdent et pour ce qui est plus spécifiquement de la formation professionnelle, la Chambre des Métiers se réjouit de la précision apportée à l'article 11 du projet de loi relatif à l'obligation scolaire qui dispose que „l'élève qui a atteint l'âge de 15 ans et qui peut entrer en apprentissage satisfait à l'obligation scolaire en fréquentant les cours professionnels concomitants“. Cette disposition répond en effet à une revendication de la Chambre des Métiers qui n'aurait pas pu accepter un report d'une année de l'entrée en apprentissage suite à la prolongation d'une année de l'obligation scolaire.

Revenant à sa proposition de réfléchir à un raccourcissement de la durée de l'enseignement secondaire, elle profite de l'occasion pour rappeler son modèle en matière d'indemnisation des jeunes en apprentissage professionnel qui pourrait utilement contribuer à réduire des redoublements inutiles et ainsi contribuer, sinon en droit mais dans les faits, à une réduction de la durée effective de la scolarité.

Description du modèle:

- maintien des indemnités d'apprentissage effectivement versées par les entreprises formatrices au niveau actuel;
- remplacement des primes à l'apprentissage liées à la réussite de l'année scolaire par un montant forfaitaire constituant la différence entre la moyenne de l'indemnité d'apprentissage de tous les métiers et le salaire social minimum (à charge du Fonds pour l'Emploi) dont le versement est également lié à la réussite de l'année scolaire;
- capitalisation du montant forfaitaire sur un compte bloqué et versement du capital cumulé aux apprentis lors de la remise des diplômes de fin d'apprentissage et selon les conditions suivantes:
 - ♦ en cas de réussite à l'examen de fin d'apprentissage:
 - après 3 ans: 100% du montant capitalisé
 - après 4 ans: 80% du montant capitalisé
 - après 5 ans: 60% du montant capitalisé, etc.
 - ♦ en cas d'abandon ou d'écartement de l'apprentissage, le capital est déchu.

Avantages du modèle:

- adaptation de l'indemnité d'apprentissage au niveau du salaire social minimum;
- différenciation par métier au niveau des indemnités versées mensuellement et préservation du principe d'équité au niveau de la valorisation de l'effort personnel;
- incitation à l'effort personnel, promotion du mérite, absence de récompense sans réussite à l'examen de fin d'apprentissage;
- protection des mineurs par le système de capitalisation et de versement du capital cumulé au détenteur du diplôme de fin d'apprentissage (ce qui empêche un versement avant la majorité d'âge);
- promotion de l'esprit d'entreprise dans le sens que le modèle en question présente l'avantage d'être „ouvert vers le haut“ du fait que des mesures analogues et complémentaires sont envisageables en cas de réussite à l'examen de maîtrise (cf. triptyque „CATP – Brevet de Maîtrise-Indépendance professionnelle/Formation d'apprentis“).

La Chambre des Métiers est tout à fait consciente que son modèle engendrera des dépenses supplémentaires, du moins à court et à moyen terme. Elle est cependant d'avis qu'il pourrait en résulter des économies à plus long terme, par le simple fait que les frais d'investissement dans l'école de la première chance sont de toute évidence moins élevés que les frais de réparation à engager au niveau de l'école de la deuxième chance et au niveau des diverses initiatives dans le cadre de l'économie sociale.

2.3. La structure pédagogique et organisationnelle

La révision de l'approche pédagogique et la restructuration de l'organisation interne (qui en est le corollaire et la conséquence directs) de l'École constituent l'épine dorsale du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental. La démarche choisie par le Gouvernement dans ces deux domaines essentiels va incontestablement dans la bonne direction.

Ainsi, la Chambre des Métiers approuve:

- le regroupement des 9 années de l'éducation précoce, de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire en un „*enseignement fondamental*“ (article 1er).

La Chambre des Métiers partage et souligne l'affirmation des auteurs du projet de loi (extraite du dossier de presse): „*les 9 premières années de scolarisation forment un ensemble cohérent et continu durant lesquelles sont jetées les bases de tout apprentissage ultérieur*“. Si cette assertion est vraie, et la Chambre des Métiers n'en doute pas un seul instant, elle soulève cependant directement la question d'un avancement de l'obligation scolaire évoquée sub. 2.2. „L'obligation scolaire“ qui devrait dès lors commencer au niveau de l'éducation précoce.

- la subdivision des 9 années de l'enseignement en „*cycles d'apprentissage*“ (article 1er d'une durée de 2 années (sauf le premier cycle qui comprend les trois années de l'éducation précoce et de l'éducation préscolaire) organisés en „*domaines de développement et d'apprentissage*“ (article 7).

L'organisation de l'enseignement en cycles de deux années répond en effet de manière plus satisfaisante aux rythmes de développement et de progression qui peuvent sensiblement varier d'un enfant à l'autre. Dès lors, la nouvelle structure devra favoriser

- ♦ une approche pédagogique plus différenciée tenant compte de la diversité des élèves;
- ♦ une réduction des redoublements scolaires qui, surtout chez les enfants en bas âge, risquent de faire naître des sentiments de frustration, de démotivation et d'exclusion néfastes pour leur développement scolaire et social ultérieur.

Les mesures de différenciation introduites par l'article 24 qui dispose que „*les équipes pédagogiques s'appuient sur les dispositifs et les mesures de différenciation pédagogique ...*“ devraient contribuer à renforcer ces tendances.

- l'introduction, à l'article 8, du concept de „*socles de compétences*“ à atteindre à la fin de chaque cycle d'apprentissage.

Le concept de socles de compétences rejoint la notion d'„*acquisition de compétences*“ introduite à l'article 1er du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle. Il y a donc une certaine cohérence dans l'approche conceptuelle du Gouvernement à la lecture des deux principaux projets de réforme du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle (MENFP). En fixant des socles minimaux à atteindre au bout d'un cycle d'apprentissage, l'enseignement semble

s'aligner sur la philosophie du „management par objectifs“ et se familiariser avec l'idée du „benchmarking“. Dès lors, ce ne sont plus les seuls élèves qui doivent se mesurer à l'atteinte des objectifs fixés et qui font l'objet d'une évaluation au bout de chaque cycle d'apprentissage, mais également l'enseignement, y compris les enseignants.

- l'attribution à l'école, par l'article 37, d'une véritable identité notamment par „l'indication de son nom et de son adresse“.

Cette disposition, à première vue banale et d'ordre purement administratif, contribuera à renforcer la visibilité de l'école par rapport aux instances communales et à lui conférer le statut d'un véritable établissement autonome, en l'occurrence celui d'un „établissement scolaire“.

- l'établissement d'un „plan de réussite scolaire“ conformément aux dispositions de l'article 14. Le plan de réussite scolaire qui doit être obligatoirement établi au niveau de chaque école s'apparente à un véritable plan d'action pluriannuel.
- la création,
 - ♦ au niveau de chaque école, d'un „comité d'école“ (article 42) et, le cas échéant, d'un „comité de cogestion“ (article 46),
 - ♦ au niveau de chaque classe, d'un „titulaire de classe“ (article 10),
 - ♦ au niveau de chaque cycle, d'une „équipe pédagogique“ (article 11) avec désignation d'un „coordinateur de cycle“ (article 11),
 - ♦ au niveau de chaque arrondissement, d'une „équipe multiprofessionnelle“ (article 29), d'une „commission d'inclusion scolaire“ (article 31) avec désignation, pour l'élève en difficulté d'apprentissage, d'une „personne de référence“ (article 33).

Ces initiatives tiennent compte d'un besoin évident et urgent d'organisation et de structuration des activités scolaires au sens large et contribuent à répondre à deux défis prioritaires de l'Ecole: cohérence et différenciation.

- le renforcement du partenariat avec les parents des élèves.

L'association plus étroite des parents des élèves procède d'une évidence étant donné qu'ils sont les représentants légaux des clients mineurs de l'Ecole, à savoir les élèves.

Le remaniement de la structure pédagogique et organisationnelle de l'Ecole contribue à rapprocher les écoles un peu plus de la „réalité“ et de la „normalité“ telles qu'elles caractérisent d'autres organisations et notamment les entreprises. La désignation d'un „directeur d'école“ serait d'ailleurs la suite logique de cette évolution dont le succès dépendra cependant de deux facteurs majeurs:

- l'adhésion des enseignants aux nouvelles structures;
- l'adaptation de la formation initiale continue des enseignants.

2.4. L'emploi des langues

Le multilinguisme est un des atouts de l'économie luxembourgeoise; il est une des caractéristiques de l'Ecole luxembourgeoise.

Ces deux constats n'empêchent pas un troisième constat: l'emploi des langues est le „talon d'Achille“ de l'enseignement luxembourgeois et un des principaux facteurs d'exclusion des enfants ayant un arrière-fond de migration. L'enquête PISA a relevé de manière spectaculaire la problématique scolaire de ces enfants au point que la situation actuelle ne peut pas seulement être qualifiée d'immorale vis-à-vis des concitoyens d'origine étrangère, mais également, au vu de la dilapidation des ressources humaines restreintes dont dispose le pays, comme irresponsable, voire stupide d'un point de vue économique et social. En outre, à moyen terme, cette situation qui frôle la ségrégation scolaire risque de devenir intenable devant une population résidente d'origine étrangère qui approchera les 50% et devant l'opinion publique étrangère, notamment devant celle des pays d'origine des concitoyens d'origine étrangère.

Au Luxembourg, actuellement environ 40% de la population est composée de non-Luxembourgeois et environ 2/3 des salariés sont des non-Luxembourgeois (résidents ou frontaliers). Parmi les non-Luxembourgeois, la grande majorité peut être rangée dans la catégorie des populations dites „romano-phones“. Parmi les trois langues officielles du Luxembourg (luxembourgeois, allemand, français), c'est la langue française qui sert, du moins dans les relations professionnelles, de „lingua franca“ à cette population „romanophone“.

Devant ces constats, la place des langues, aussi bien au niveau de la société qu'au niveau de la communauté scolaire, ne peut pas laisser indifférents les responsables politiques.

Les intentions du Gouvernement et des responsables de l'Education nationale vont dans la direction d'assigner à la langue luxembourgeoise un rôle d'intégration à la fois au niveau de la communauté nationale et au niveau de la communauté scolaire. Les initiatives récentes du Gouvernement, et notamment la mise en place du „Plan d'action pour le réajustement de l'enseignement des langues“ avec ses 4 volets (volet communicatif, travail curriculaire, mise en pratique, mesures de formation et de recherche) et ses 66 mesures, s'expliquent sur cette toile de fond.

Sans vouloir mettre en question les bonnes intentions des responsables politiques, la Chambre des Métiers se permet cependant de se demander s'ils ne sont pas en train de succomber à une illusion et si le train pour faire du luxembourgeois la langue d'intégration n'est pas déjà parti depuis longtemps, d'autant plus que le flux „migratoire“ n'ira que croissant dans les années à venir.

Depuis des années, les responsables de l'enseignement semblent être confrontés à un dilemme:

- soit ils optent pour une alphabétisation en allemand, et les enfants dits „romanophones“ risquent de se sentir discriminés (l'étude PISA confirme ce „sentiment“);
- soit ils optent pour une alphabétisation en français, et les enfants dits „germanophones“ (dont font partie la majorité des enfants dits „indigènes“) risquent de se sentir discriminés;
- soit ils optent pour une alphabétisation en allemand ou en français, au choix des parents, et l'intégration des enfants dans une même communauté scolaire et nationale risque d'être hypothéquée.

Devant ce dilemme apparent, la Chambre des Métiers se demande s'il ne faudrait pas procéder à un changement radical de paradigme au niveau de l'emploi des langues et propose pour réflexion l'approche suivante:

- au niveau de l'enseignement fondamental
 - ♦ éducation précoce
 - scolarisation en luxembourgeois avec parallèlement un encadrement dans la langue maternelle
 - échanges interculturels entre les enfants de différentes origines culturelles, linguistiques et nationales
 - ♦ enseignement primaire
 - alphabétisation en français ou en allemand, au choix des parents avec, en parallèle, enseignement progressif de la langue qui n'a pas été retenue comme langue d'alphabétisation jusqu'à l'atteinte d'un socle de compétences comparable pour les deux langues au bout du 4e cycle
 - initiation à la langue anglaise
 - organisation d'un enseignement commun à tous les élèves en luxembourgeois: éducation physique, éducation artistique, activités culturelles et sociales, etc.
- au niveau de l'enseignement secondaire (avec une durée de 6 années dans l'hypothèse d'une réduction de la durée de l'enseignement secondaire tel que proposé pour discussion sub. 2.2. „L'obligation scolaire“)
 - ♦ 5e cycle (3 premières années)
 - introduction d'une „voie normale“ (avec, en parallèle, une „voie normale à enseignement différencié“) divisée en 2 sections „linguistiques“: une section francophone avec langue véhiculaire française et une section germanophone avec langue véhiculaire allemande
 - intensification de l'apprentissage de la langue anglaise
 - organisation d'un enseignement commun à tous les élèves en luxembourgeois: éducation physique, éducation artistique, activités culturelles et sociales, etc.
 - ♦ 6e cycle (3 dernières années)
 - fusion des sections linguistiques
 - introduction de sections thématiques avec langue véhiculaire française, allemande ou anglaise (à définir par matière).

Le statut de la langue luxembourgeoise devrait être repensé, réévalué et redéfini tant au niveau de l'enseignement qu'au niveau de la société. La langue luxembourgeoise pourrait revêtir progressivement

le statut d'un „parler“ local ou même régional rassemblant les citoyens se réclamant d'un terroir, d'une histoire et d'une culture communs. Elle pourrait devenir ainsi un facteur de rassemblement plutôt qu'un facteur de division et d'exclusion.

Les responsables politiques doivent impérativement prendre l'option entre un modèle social et scolaire de type „intégration“ des citoyens d'origine différente dans une communauté nationale et un modèle social et scolaire de type „cohabitation“ de différentes communautés regroupant les citoyens de même origine et prendre les mesures qui s'imposent suivant le choix opéré. Les deux modèles sont envisageables. Il va de soi que quelque soit l'option retenue, un consensus maximal est requis dans une question aussi sensible. Une „option zéro“ cependant qui consisterait à laisser aller les choses serait fatale pour toutes les communautés résidant sur le territoire national.

2.5. L'orientation scolaire et professionnelle et le système d'évaluation et de cotation

C'est le chapitre II „Les élèves“, section 3 „L'évaluation et l'orientation“, articles 26, 27 et 28 du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental qui traitent de la question primordiale de l'évaluation et de l'orientation de l'élève. D'emblée, la Chambre des Métiers doit avouer qu'elle ne cache pas sa déception profonde devant les dispositions des articles en question.

Compte tenu du vide à la fois conceptuel et structurel des articles 26 à 28, elle n'a pas d'autre choix que de renvoyer à la position qu'elle a développée dans son avis concernant la réforme de la formation professionnelle et qui s'applique autant à l'enseignement fondamental qu'à la formation professionnelle proprement dite:

„... Pour la Chambre des Métiers, en matière de formation professionnelle, l'orientation scolaire et professionnelle occupe la première place à la fois du point de vue chronologique et du point de vue hiérarchique. ... En effet, sans une orientation professionnelle adéquate, tous les efforts au niveau de l'amélioration des structures et de la qualité de la formation professionnelle proprement dite risquent d'être vains ou du moins largement hypothéqués. L'orientation tout au long de la vie („lifelong guidance“) est le corollaire naturel et logique de l'apprentissage tout au long de la vie („lifelong learning“). ...

... Toute l'importance d'une orientation systématique et précoce se justifie devant le double déséquilibre constaté sur le marché de l'apprentissage, un double déséquilibre dû à une double inadéquation:

- un déséquilibre quantitatif dû à une inéquation entre le nombre de postes d'apprentissage offerts par les entreprises et le nombre de postes d'apprentissage demandés par les jeunes par profession ou par métier et, surtout,
- un déséquilibre qualitatif dû à une inéquation entre le profil de qualification demandé par les entreprises et le profil de qualification offert par les jeunes.

... L'orientation scolaire et professionnelle n'est pas un acte thérapeutique, l'orientation scolaire et professionnelle est un droit! ...

... Le droit à une orientation scolaire et professionnelle et le dispositif qui y va nécessairement de pair ne sauraient cependant découler d'une simple déclaration d'intention, mais uniquement de la volonté politique de faire de l'orientation une partie intégrante du cursus scolaire et professionnel. Si donc volonté politique il y a d'introduire un droit à l'orientation scolaire et professionnelle et si donc volonté politique il y a de créer un véritable dispositif de „*l'orientation et de la guidance tout au long de la vie*“, il est indispensable d'en énoncer les grands principes et les grandes axes: „hic et nunc“, ici et maintenant dans le cadre du présent projet de loi. Or, il n'en est rien! ...

... En l'absence de pistes et de propositions concrètes de la part du législateur, la Chambre des Métiers tient à énoncer ci-après ses propres idées et lignes directrices pour un concept et une stratégie cohérents en matière d'orientation et de guidance tout au long de la vie:

- au niveau de la société
 - ♦ oeuvrer en direction d'un changement des mentalités en promouvant les formations et les métiers techniques et manuels (cf. LUXSKILL a.s.b.l.)
 - ♦ réaliser l'équivalence entre la formation professionnelle et la formation générale
- au niveau de tous les ordres d'enseignement
 - ♦ passer d'une orientation thérapeutique à une orientation systématique et proactive

- ♦ passer d'une orientation négative basée sur l'échec à une orientation positive basée sur les goûts et les intérêts des jeunes ainsi que sur leurs capacités tant manuelles qu'intellectuelles
- ♦ intégrer la dimension de l'orientation dans le cursus scolaire normal et dans la tâche normale de l'enseignant
- ♦ offrir, soit au niveau de la formation pédagogique des futurs enseignants, soit au niveau de la formation continue des enseignants, un module spécifique „Orientation scolaire et professionnelle“
- au niveau de l'enseignement primaire
 - ♦ éveiller l'intérêt et le goût pour les activités techniques et manuelles
 - ♦ informer sur les opportunités et les carrières professionnelles dans les métiers techniques et manuels
- au niveau du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique (EST)
 - ♦ organiser le cycle inférieur en deux voies parallèles, à savoir une voie „normale“ et une voie „normale à enseignement différencié“, tout en maintenant, pour les deux voies, le cap sur les mêmes buts et les mêmes objectifs (ce qui revient „de facto“ à la création d'une „voie unique“ avec possibilité, pour les élèves les plus „faibles“ ou les plus „forts“, d'avancer selon un rythme individualisé et personnalisé moyennant un enseignement différencié)
 - ♦ faire intervenir des instituteurs en tant que personnes de référence au niveau de l'enseignement général
 - ♦ promouvoir l'orientation basée sur le libre choix et l'adhésion personnelle (orientation positive/par la réussite) et limiter l'orientation basée sur une décision à caractère contraignant (orientation négative/par l'échec)
 - en généralisant le concept d'éducation au choix sur toute la durée du cycle inférieur
 - en prenant en considération autant les capacités techniques et manuelles que les capacités intellectuelles
 - en repoussant au maximum le moment de la décision d'orientation définitive
- au niveau du „lifelong learning“
 - ♦ offrir un conseil et une guidance tout au long de la vie („lifelong guidance“)
 - ♦ documenter le parcours individuel (formation et expériences professionnelles)
- au niveau des structures et du personnel
 - ♦ séparer les dimensions psychologie et orientation (cf. CPOS et SPOS)
 - ♦ créer une structure spécifique pour l'orientation (cf. „Instance nationale d'Orientation et de Conseil en Formation“)
- mettre en place une veille permanente des formations et des métiers ainsi que des offres et des demandes de postes d'apprentissage et d'emploi (cf. „Centres de Compétences“, „Observatoire de la formation professionnelle“)
- recruter des professionnels de l'orientation ...

... L'élaboration et la mise en place d'un concept et d'une stratégie cohérents en matière d'orientation scolaire et professionnelle nécessitent la création de structures efficaces et performantes et le recours à du personnel qualifié. ...

... elle (*lire: la Chambre des Métiers*) demande la création d'une véritable „Instance nationale d'Orientation et de Conseil en Formation“ en lieu et place tant des organes de coordination que des services d'orientation actuels avec un statut, un nom et une adresse précis, avec une composition représentative, avec une équipe professionnelle et avec des missions claires:

- élaboration et implémentation d'un concept et d'une stratégie cohérents en s'inspirant notamment des propositions formulées ci-devant par la Chambre des Métiers;
- formation des enseignants-orienteurs;
- accueil, information, orientation et dispatching des clients;
- etc.

Ces revendications s'inspirent largement des lignes directrices et des voies à suivre esquissées par les experts de l'OCDE en guise de conclusion de leur examen thématique des politiques d'information, d'orientation et de conseil au Luxembourg effectué en 2002.

Si le Gouvernement persiste dans son obstination à refuser de s'inspirer des recommandations formulées par les experts de l'OCDE, il pêche par omission. Il omet en effet de poser les jalons d'une véritable politique d'orientation scolaire et professionnelle et de créer ainsi les prémisses indispensables d'une réforme de la formation professionnelle digne de ce nom. Tous les effets escomptés par les différentes dispositions du présent projet de loi sont dès lors hypothéqués dès le départ! ..."

La Chambre des Métiers tient à marquer également son étonnement devant la formulation plus que lapidaire de l'article 28 qui se contente de disposer qu'„à l'issue du quatrième cycle de l'enseignement fondamental, les élèves sont orientés vers l'ordre d'enseignement postprimaire qui correspond le mieux à leurs aspirations et leurs capacités“. Elle tient à rappeler aux auteurs du projet de loi que l'orientation tant scolaire que professionnelle n'est pas un acte isolé dans le temps et dans l'espace mais qu'elle est un processus. L'orientation tout au long de la vie ou „lifelong guidance“ est le corollaire naturel de l'apprentissage tout au long de la vie ou „lifelong learning“. Elle commence avec le début de l'obligation scolaire; elle s'étend sur toute la carrière scolaire et professionnelle de la personne; elle guide la personne et la prépare à ses futurs choix scolaires et professionnels. Si un véritable processus d'information, de conseil et d'orientation, adapté aux différentes classes d'âge, n'a pas été engagé dès l'entrée dans l'enseignement fondamental, la Chambre des Métiers s'interroge comment quiconque pourra sérieusement envisager d'„orienter“ les jeunes „vers l'ordre d'enseignement postprimaire qui correspond le mieux à leurs aspirations et leurs capacités“. La décision quant à l'intégration de „l'ordre d'enseignement postprimaire qui correspond le mieux à leurs aspirations et leurs capacités“ ne sera pas perçue, ni par les jeunes, ni par leurs parents comme l'aboutissement d'une véritable démarche d'orientation, mais plutôt comme un simple acte de sanction et de stigmatisation sociales.

Concernant plus particulièrement le sujet de la documentation du parcours scolaire de l'élève, il est question de deux outils:

- l'article 26 mentionne le „dossier d'évaluation“ remis à chaque élève et alimenté sous la responsabilité du titulaire de classe;
- l'article 17 mentionne le „fichier“ alimenté par le titulaire de classe.

La Chambre des Métiers s'oppose à l'introduction de nouveaux outils lancés tout simplement dans la nature sans aucune analyse de cohérence préalable avec des outils parallèles et analogues, qu'ils soient en création ou qu'ils soient déjà en place depuis des années.

Elle demande par conséquent que le „fichier“ dont il est question à l'article 27 ne soit rien d'autre que le „fichier élèves“ qui est utilisé au niveau de l'enseignement secondaire et que le „dossier d'évaluation“ dont il est question à l'article 26 ne soit rien d'autre que le „portefeuille d'orientation et de formation“ prévu à l'article 53 du projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et à propos duquel la Chambre des Métiers avait demandé dans son avis qu'il soit en concordance avec „le cadre communautaire unique pour la transparence des qualifications et des compétences (Europass) instauré par décision du Parlement européen et du Conseil en date du 15 décembre 2004“.

Finalement, pour ce qui est de l'évaluation des progrès et/ou des compétences de l'élève, la Chambre des Métiers reste également sur sa faim. Le projet de loi ne contient en effet aucun indice sur les méthodes et les outils qui seront mis en place pour procéder à cette évaluation si ce n'est le renvoi à un règlement grand-ducal. Une entreprise aussi ambitieuse qu'est la réforme de l'Ecole aurait dû être l'occasion de revoir et de réformer en profondeur le système même de l'évaluation des élèves, aussi bien quant à sa philosophie de base que quant à ses méthodes.

Or, apparemment il n'en sera rien. L'élève luxembourgeois continuera à venir au monde avec des compétences équivalentes à un crédit scolaire de 60 points. A partir de ce moment, il va grandir dans un environnement scolaire et social qui ne connaît que la soustraction des lacunes et non pas l'addition des forces. Ce système éminemment destructeur a marqué des générations entières au point d'avoir engendré un esprit et une culture qui ont décidément des difficultés à imaginer un système d'enseignement où l'apprentissage est compris comme une expédition de découverte et non pas comme une expédition punitive.

La Chambre des Métiers propose pour réflexion les suggestions suivantes:

- introduction du principe d'une évaluation positive (par addition des forces) au détriment d'une évaluation négative (par soustraction des faiblesses) et, par voie de conséquence, remplacement du „Bic Rouge“ par le „Bic Vert“;

- objectivisation de l'évaluation (standardisation des méthodes, organisation d'épreuves nationales, etc.) de façon à ce que l'évaluation des élèves puisse servir également, du moins dans une certaine mesure, au „benchmarking“ et au positionnement des différents établissements scolaires.

Le système d'évaluation actuellement en vigueur contribue à faire en sorte que le système scolaire luxembourgeois connaît plus de perdants que de gagnants parmi ses élèves au point qu'il en est devenu lui-même un grand perdant dans le „ranking PISA“. Il est temps de sortir d'une logique destructive, créatrice de frustrations et porteuse d'un potentiel de violences à retardement à ne pas sous-estimer et d'entrer dans une logique constructive mettant en avant la progression individuelle et la valorisation personnelle de l'apprenant.

2.6. La transition enseignement fondamental – enseignement secondaire

Le rassemblement de l'éducation précoce, de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire dans un seul enseignement fondamental pose la question de la transition de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire (dont la dénomination devrait d'ailleurs être adaptée en conséquence). La question de la transition de l'enseignement primaire vers l'enseignement secondaire se posait toujours et elle n'avait jamais trouvé de réponse satisfaisante. Cependant, avec la création de l'enseignement fondamental, véritable „bloc“ d'enseignement homogène et cohérent s'échelonnant sur 9 années, la question se pose d'une manière encore plus accentuée.

L'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire ne sont pas deux mondes différents, mais deux étapes successives dans le cursus scolaire de l'apprenant. En outre, d'un point de vue organisationnel, ce ne sont pas non plus deux structures indépendantes, mais deux „services“ à l'intérieur d'une même „institution“, à savoir le MENFP.

Dans l'intérêt même des clients, à savoir des enfants, l'„institution MENFP“ doit veiller à une coordination optimale entre les deux services en question. Il est en effet inadmissible que les parents des élèves se voient systématiquement répéter, lors des réunions des parents des élèves des classes de 7e, la phrase standard: „Ils (les enfants) ne savent rien“. Il est inconcevable que le „service enseignement secondaire“ porte un jugement aussi néfaste sur les élèves de 7e et donc sur 9 années de travail du „service enseignement précoce, préscolaire et primaire“.

Pour améliorer la transition de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire et pour assurer un encadrement à la fois pédagogique et scolaire approprié aux jeunes pendant cette phase cruciale de leur développement personnel et scolaire, la Chambre des Métiers propose la mise en place d'un lien institutionnalisé entre le 4e cycle de l'enseignement fondamental et les division et cycle inférieurs de l'enseignement secondaire notamment

- par la création d'„équipes curriculaires mixtes“ et
- par la création d'„équipes pédagogiques mixtes“

composées d'enseignants du 4e cycle de l'enseignement fondamental et d'enseignants des division et cycle inférieurs de l'enseignement secondaire.

2.7. Les relations Ecole – monde extérieur

Les dispositions cumulées des articles 17 et 18 du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental apportent des ouvertures substantielles au niveau de l'organisation de l'Ecole, au niveau des missions de l'Ecole et au niveau de la collaboration de l'Ecole avec des partenaires externes. En effet, par l'inscription dans le texte de loi de l'obligation, pour la commune, d'offrir des activités périscolaires, le législateur procède à un changement de paradigme. Dorénavant, les traditionnelles activités sportives, culturelles et sociales offertes au niveau de la commune pourront rentrer dans le giron des activités scolaires auxquelles elles pourront être directement „rattachées“. En revêtant le statut d'activités périscolaires, ces activités ne se situeront donc plus nécessairement à un niveau „extra-scolaire“, mais pourront devenir des activités „intrascolaires“, c'est-à-dire scolaires au sens large.

La Chambre des Métiers approuve cette nouvelle philosophie qui trace le cadre pour l'élaboration de nouvelles formules par les communes et les écoles qui peuvent aller d'un simple „encadrement périscolaire“ (article 17) jusqu'à la mise en place d'un „horaire scolaire aménagé visant la mise en place de la journée continue“ (article 18). L'association, le cas échéant, d'un „organisme assurant l'accueil socio-éducatif agréé par l'Etat“ (article 17) auquel pourra être „délégué“ l'encadrement périscolaire est un autre signe d'ouverture de l'Ecole qui trouve également son assentiment.

L'ensemble du nouveau dispositif légal devra permettre une prise en charge plus complète et plus intégrale du jeune. Pour ce faire, les communes et les écoles disposeront à l'avenir d'une base légale et d'un cadre opérationnel leur permettant d'engager leur responsabilité et de mettre en place des initiatives et des concepts innovateurs et intelligents en vue d'un encadrement à la fois global et différencié des enfants.

Bien qu'allant dans la bonne direction, les ouvertures réalisées au niveau des articles 17 et 18 ne vont pas assez loin de l'avis de la Chambre des Métiers, notamment en ce qui concerne l'association d'institutions et de partenaires externes. En effet, elle estime que l'Ecole, sous peine de s'enfermer dans un monde virtuel, devra renforcer ses relations avec le monde économique, culturel et social, c'est-à-dire avec le monde réel qui l'entoure. C'est à ce prix que l'Ecole réussira à se désenclaver et à s'intégrer véritablement et durablement dans le milieu dont elle est d'ailleurs l'émanation. La question à se poser est donc moins celle qui consiste à savoir si les représentants du monde économique, culturel et social ont droit d'entrée dans l'Ecole, mais plutôt celle de savoir si l'Ecole est en droit de se fermer aux représentants du monde économique, culturel et social.

Une dimension supplémentaire dans laquelle l'Ecole devra impérativement se positionner dans les années à venir est entièrement absente du dispositif légal: la dimension de la „Grande Région“. Or, l'actuel Luxembourg et plus encore le futur Luxembourg sont inconcevables en dehors de la dimension qu'offre la „Grande Région“. Le Luxembourg des générations à venir se définira moins comme une entité à part que comme une composante parmi d'autres de la Grande Région.

Déjà aujourd'hui, le consommateur, privé et public, s'approvisionne, c'est-à-dire achète dans la Grande Région tout comme l'entreprise, privée et publique, s'approvisionne, c'est-à-dire recrute dans la Grande Région. Tant du point de vue de la libre circulation des marchandises que de la libre circulation des personnes, les frontières sont en train de devenir obsolètes. Le marché national des biens et des services se confond progressivement avec le marché régional des biens et des services; le marché national de l'emploi se confond progressivement avec le marché régional de l'emploi.

De plus en plus de personnes qui se présentent sur le marché du travail luxembourgeois ne sont plus le „produit“ du système scolaire luxembourgeois, mais d'autres systèmes scolaires, d'ailleurs pour la plupart d'entre eux placés devant le Luxembourg au „ranking PISA“. Le Luxembourg est en passe de perdre sa souveraineté en matière de formation de sa main-d'oeuvre. Le recouvrement, non pas de l'ancienne souveraineté (qui rimait surtout avec monopole), mais d'une nouvelle souveraineté (qui rimera davantage avec qualité et concurrence) ne pourra se faire qu'au prix d'une ouverture tous azimuts (échanges, partenariats, accords de collaboration, ...) de l'Ecole luxembourgeoise et/ou des écoles luxembourgeoises sur les systèmes éducatifs de la Grande Région. Des initiatives prometteuses ont d'ailleurs été engagées par le MENFP, et la Chambre des Métiers s'en félicite. Le „Deutsch-Luxemburgisches Schengen Lyzeum Perl“ en est un exemple à la fois concret et original. La Chambre des Métiers invite le Gouvernement à poursuivre sur cette voie et à engager le processus nécessaire pour que le marché national de la formation puisse s'intégrer progressivement dans un marché régional de la formation. Dans cet ordre d'idées, les élèves luxembourgeois qui chaque année prennent le chemin de l'enseignement belge montrent la voie à suivre et peuvent être considérés comme précurseurs.

2.8. L'évaluation externe de l'Ecole

A l'heure actuelle, les seules véritables évaluations externes dont a fait l'objet l'Ecole luxembourgeoise sont celles qui ont été organisées sur un plan international et auxquelles le Luxembourg a participé parmi d'autres Etats membres ou non membres de l'Union européenne: étude OCDE sur la politique d'orientation scolaire et professionnelle, étude PISA sur l'acquisition de savoirs et savoir-faire, étude PIRLS sur les performances linguistiques, etc.

L'objet des études internationales et notamment de la plus importante et de la plus complète parmi elles, à savoir l'étude PISA, n'est pas d'évaluer les compétences des élèves. Les compétences des élèves sont évaluées par l'Ecole elle-même. L'objet des études externes est en effet d'évaluer, par l'intermédiaire des compétences des élèves, les performances du système d'enseignement. L'évaluation des élèves n'en est donc que le moyen, la finalité en étant l'évaluation de l'Ecole.

Cette précision et cette mise au point ne sont pas sans importance, car d'aucuns ont tendance à confondre les moyens avec les objectifs. Or, une distinction claire et nette entre les moyens et les objectifs des études est indispensable si on veut en tirer les conclusions qui s'imposent et opérer les bons choix aux bons moments et, surtout, aux bons endroits.

C'est donc l'Ecole luxembourgeoise et non pas les élèves de l'Ecole luxembourgeoise qui ont eu de mauvaises notes dans le cadre de l'étude PISA. C'est par conséquent à l'Ecole d'en tirer les conclusions qui s'imposent et de s'engager dans un mouvement de réforme interne dont les trois projets de loi sous avis doivent constituer les premiers pas.

La Chambre des Métiers souscrit au principe d'une évaluation externe de l'Ecole. Pour elle une telle évaluation n'est pas un outil pour permettre à quiconque de se porter juge ou arbitre ni de l'enseignement ni des enseignants. Une telle évaluation permet d'établir un état des lieux et d'élaborer un cahier des charges et constitue donc la première étape dans un processus d'amélioration dont les différents intervenants de l'enseignement devront être les instigateurs et les acteurs.

Or, dans le contexte de la mise en place d'une évaluation externe de l'Ecole, les intentions du Gouvernement sont tout sauf claires. Ainsi, dans le cadre du dossier de presse, il est affirmé que „chaque école participe à une évaluation externe que le SCRIPT commandite auprès de l'Université de Luxembourg (art. 16)“. Or, l'article 16 du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental auquel est renvoyé explicitement dans le dossier de presse se limite à disposer que „l'école participe à l'évaluation externe de la qualité de l'enseignement mise en oeuvre par le SCRIPT“. Aucune allusion n'est faite au niveau de l'article 16 quant à l'intervention, à quelque niveau que ce soit, de l'Université de Luxembourg. Quant au commentaire de l'article 16, il précise que l'article 16 „introduit l'obligation pour chaque école de participer à l'évaluation organisée par le SCRIPT qui a l'évaluation du système éducatif dans ses attributions“.

La lecture des différents textes qui font référence au principe de l'évaluation de l'Ecole appelle de la part de la Chambre des Métiers plusieurs remarques:

- s'il est vraiment dans l'intention du Gouvernement de procéder ou de faire procéder à une évaluation externe de l'Ecole, et la Chambre des Métiers ne se permettrait pas d'en douter, un vocabulaire uniforme et cohérent s'impose. Elle ne comprend pas pourquoi les auteurs ont recours à un vocabulaire disparate et ambigu pour fixer une seule et même idée, à savoir celle d'une évaluation externe et un seul et même principe, à savoir celui d'une évaluation neutre;
- le „Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT)“ est un service parmi d'autres – le futur enseignement fondamental en sera un autre – du MENFP et son rôle en tant que „commanditaire“, „metteur en oeuvre“ ou „organisateur“ de l'évaluation ne peut être ni externe, ni neutre. Il est évident qu'une évaluation ne peut être externe et neutre que dans la mesure où l'évaluateur est externe et neutre par rapport à l'„évalué“;
- l'Université de Luxembourg, étant donné qu'elle ne dépend pas directement du MENFP et qu'elle jouit d'une certaine autonomie, pourrait utilement être l'évaluateur externe préconisé par le Gouvernement. D'autres organismes ou institutions luxembourgeoises ou étrangères (universités, instituts de recherche, etc.) pourraient également être investis de cette mission. Dès lors, rien n'empêche les auteurs du projet de loi de le préciser clairement au niveau de l'article 16 du projet de loi.

2.9. La politique du personnel

En règle générale, il n'est ni dans les intentions, ni dans les coutumes de la Chambre des Métiers de se prononcer sur la politique du personnel de l'Etat, que ce soit au niveau du recrutement du personnel ou au niveau de la gestion du personnel. Cependant, plusieurs remarques s'imposent dans le présent contexte de l'école fondamentale:

- Une loi à part pour régler les questions ayant trait au personnel n'est pas justifiée de l'avis de la Chambre des Métiers. En effet, les questions générales concernant le personnel au service de l'Etat sont réglées dans les législations y afférentes. Tout ce qui concerne plus spécifiquement le personnel d'un niveau, d'un ordre ou d'une étape de l'enseignement pourrait utilement être incorporé dans la législation réglementant l'enseignement en question (voir remarques et suggestions sub. 2.1. „L'agencement et le contenu des trois projets de loi“ du présent avis).
- L'article 8 concernant le personnel de l'enseignement fondamental prévoit la création, à côté de la fonction d'enseignement proprement dit, de la fonction d'encadrement en joignant aux instituteurs/institutrices des éducateurs/éducatrices gradué(e)s et des éducateurs/éducatrices. Au vu des missions de plus en plus larges et complexes de l'Ecole – elles ont tendance à s'élargir à la fois dans le temps pour s'étaler sur une part de plus en plus importante de la journée et dans l'espace pour s'étendre

à des domaines para- et périscolaires –, la Chambre des Métiers approuve la création d'une telle fonction d'encadrement tout en insistant sur deux points:

- ♦ l'éducation et la socialisation des enfants sont des missions qui incombent prioritairement et essentiellement aux parents. En aucune façon, la création d'une nouvelle fonction d'encadrement au sein de l'École ne doit déresponsabiliser les parents et les démettre de leur rôle d'éducation et de socialisation de leurs enfants, ni même leur suggérer que tel pourrait être le cas;
- ♦ le personnel enseignant et le personnel éducatif doivent former un seul corps cohérent. L'article 8, en disposant qu'„il est créé un corps du personnel enseignant et éducatif“ consacre ce principe et la Chambre des Métiers tient à en féliciter les auteurs du projet de loi. En effet, l'enfant et l'élève ne sont pas deux entités distinctes pas plus que l'École et la société ne sont deux réalités différentes. Il est grand temps de reconnaître ces évidences et de commencer à mettre en pratique le vieux adage romain: „non scholae sed vitae discimus – ce n'est pas pour l'École mais pour la vie que nous apprenons“.
- La nomination dans le corps du personnel enseignant et éducatif des instituteurs et institutrices de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire par l'Etat trouve l'approbation de la Chambre des Métiers. Elle souscrit aux motifs avancés par les auteurs du projet de loi dans le commentaire de l'article 10: simplification de la procédure, procédure plus objective, clarification du statut et de la structure hiérarchique, mobilité accrue, etc.
- La formation initiale de référence requise pour accéder tant à la fonction d'instituteur de l'éducation préscolaire qu'à la fonction d'instituteur de l'enseignement primaire est, d'après l'article 11, celle du „bachelor professionnel en sciences de l'éducation délivré par l'Université de Luxembourg“.

Dans ce contexte, la Chambre des Métiers tient à citer quelques passages de son avis concernant le projet de loi portant création de l'Université de Luxembourg et qui se rapportent plus spécifiquement à l'intégration des études supérieures existantes dans le giron de l'Université de Luxembourg:

„... En effet, le projet de loi prévoit l'intégration avec armes et bagages dans le carcan de la nouvelle Université de Luxembourg des instituts d'études supérieures actuellement existants. Sont concernés nommément par les visées du législateur: l'Institut Supérieur de Technologie (IST), l'Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Pédagogiques (ISERP) et l'Institut d'Etudes Educatives et Sociales (IEES). Est par ailleurs également concerné, le Centre Universitaire de Luxembourg, ce qui ne pose pas problème à la Chambre des Métiers de même que l'intégration implicite du CRP-Centre Universitaire. ...

... La Chambre des Métiers s'oppose avec vigueur à toute tentative d'„universitatisation“ des études supérieures à caractère professionnel par leur incorporation dans les structures de l'Université de Luxembourg. En effet, elle redoute une académisation de formations somme toute à finalité professionnelle ainsi que la création d'une mentalité et d'un état d'esprit auprès des étudiants concernés qui risquent d'aboutir tôt au tard, par un effet domino, à des attentes irréalistes quant aux conditions de travail futures et de mener tout droit à des revendications en cascade, notamment de nature salariale.

Le maintien, voire le renforcement d'un ordre d'enseignement de type école professionnelle supérieure avec l'intégration, le cas échéant, dans cet ordre, des études paramédicales est, de l'avis de la Chambre des Métiers, la meilleure option et la voie à suivre. ...“

Pour ce qui est précisément du corps du personnel enseignant et éducatif composé d'instituteurs/institutrices auxquels s'ajouteront des éducateurs/éducatrices gradué(e)s et des éducateurs/éducatrices, la Chambre des Métiers maintient et souligne sa position de l'époque.

Quant à la formation continue du personnel, elle est régie non pas par les dispositions du projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental, mais par les dispositions du Chapitre IV „Le personnel intervenant“, Section 2 „La formation continue du personnel“, articles 71 à 75 du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental (ce qui ne laisse d'ailleurs pas d'autre choix à la Chambre des Métiers que de renvoyer une fois de plus aux remarques et suggestions formulées sub. 2.1. „L'agencement et le contenu des trois projets de loi“ du présent avis).

L'article 74 assigne au SCRIPT le rôle de coordinateur des mesures de formation continue à l'intention du personnel intervenant. La Chambre des Métiers approuve cette initiative dans le cadre de la redéfinition et de la restructuration des activités du SCRIPT.

*

3. OBSERVATIONS FINALES

Pour certains, parmi lesquels se range la Chambre des Métiers, les dispositions des trois projets de loi ne vont pas assez loin; pour d'autres, elles vont certainement trop loin.

Une chose est sûre: la réforme de l'enseignement fondamental est désormais sur orbite. Le succès en dépendra largement de la volonté, de l'habileté et des capacités dont feront preuve les pilotes du MENFP pour poser l'avion de la réforme sur la piste des réalités du monde de l'enseignement précoce, préscolaire et primaire.

Compte tenu des réflexions et des remarques qui précèdent, la Chambre des Métiers peut marquer son accord avec les grands axes des projets de loi lui soumis pour avis.

Luxembourg, le 21 janvier 2008

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur,
Paul ENSCH

Le Président,
Roland KUHN

Service Central des Imprimés de l'Etat

5758/05

N° 5758⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(18.3.2008)

Par dépêche du 2 août 2007, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait parvenir au Conseil d'Etat le projet de loi relative à l'obligation scolaire, élaboré par la ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Etaient joints au projet de loi un exposé des motifs, un commentaire des articles et une fiche financière.

Les avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre des employés privés, de la Chambre de travail et de la Chambre des métiers sont parvenus au Conseil d'Etat par dépêches respectives des 26 novembre 2007, 27 novembre 2007, 22 janvier 2008 et 28 janvier 2008.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Comme l'évolution de l'obligation scolaire au fil du temps est décrite en détail dans l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique, le Conseil d'Etat se dispense d'y revenir et renvoie à cette partie des documents parlementaires.

Dans son intitulé, le projet de loi semble viser la seule obligation scolaire, mais pour des raisons inexplicées dans les documents mis à disposition du Conseil d'Etat, les auteurs du texte ont ajouté des dispositions *a priori* complètement étrangères à l'objet principal. En effet, les articles 1er à 6 n'ont pas leur place dans le projet de loi sous rubrique, tant pour des raisons de forme, voire de légistique, que pour des raisons de fond.

Par ailleurs, quelques-unes des dispositions des articles incriminés sont d'ores et déjà couvertes par d'autres textes de loi; le Conseil d'Etat y reviendra lors de l'examen des articles.

En ce qui concerne la mesure phare du projet de loi sous examen, c'est-à-dire l'extension de l'obligation scolaire qui sera portée de 11 à 12 ans, elle trouve l'accord du Conseil d'Etat. Ce dernier approuve aussi le fait de soumettre à la procédure législative une loi spécifique concernant l'obligation scolaire, d'autant plus que celle-ci ne se limite pas à l'enseignement fondamental, mais qu'elle concerne également les quatre premières années de l'enseignement postprimaire.

Toutefois, le Conseil d'Etat estime qu'il s'agit d'une mesure purement quantitative qui, fondamentalement, ne changera pas grand-chose sur le plan qualitatif, sur le plan des contenus voire de l'offre scolaire mise en place. Le problème récurrent des nombreux jeunes quittant l'école sans diplôme et sans qualification (les „dropouts“) ne sera pas résolu par le type de mesures contenues dans le projet de loi sous rubrique. La question qui se pose dans ce contexte est plutôt de savoir de quelle façon ces jeunes peuvent (re)trouver une motivation forte, un sens à la fréquentation de l'école. Voilà pourquoi, notamment, les nombreux efforts tendant à diversifier et élargir l'offre scolaire doivent être continués voire intensifiés.

Le Conseil d'Etat donne également à considérer que l'importance accrue qu'aura inexorablement l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie fera de sorte que, de toute façon, la fin de l'obligation scolaire ne signifiera plus forcément la fin de l'apprentissage. La plupart des jeunes scolarisés

aujourd'hui seront au cours de leur carrière professionnelle obligés, d'une manière ou d'une autre, de retourner sur les bancs d'un organisme de formation (continue).

Dans plusieurs avis émis dans le cadre du présent projet de loi, la question de savoir pourquoi l'extension de l'obligation scolaire n'a pas été avancée au début de la scolarité (au lieu, comme dans le cas présent, à la fin) a été posée. Le Conseil d'Etat regrette le mutisme des auteurs du texte à ce propos, car le sujet aurait pour le moins mérité une réflexion. Les arguments avancés concernent notamment le problème de l'harmonisation de l'offre de l'éducation précoce, trop inégalement répartie et organisée sur le plan national, et, selon les auteurs de ces avis, un avancement de l'obligation scolaire aurait eu l'avantage de favoriser la scolarisation et l'intégration des enfants de différentes origines nationales, culturelles ou linguistiques.

En ce qui concerne d'autres éléments nouveaux qui caractérisent le projet de loi relative à l'obligation scolaire, ils trouvent l'accord du Conseil d'Etat. Il y a lieu de relever le fait que lors de la dernière année de l'obligation scolaire, la formation peut être organisée à temps partiel et ainsi permettre un accès en première année d'apprentissage; il en va de même pour la disposition permettant de maintenir en situation scolaire les élèves menacés prématurément d'exclusion, pour quelque raison que ce soit.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Observations préliminaires

Le Conseil d'Etat donne à considérer que certaines notions utilisées dans le cadre du présent projet de loi (cycle inférieur, président du comité d'école, commission d'inclusion scolaire ...) sont définies dans le projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental (*doc. parl.* No 5759). Dans le cas où le législateur entend mettre le présent projet de loi en vigueur avant le projet de loi No 5759, les notions visées sont à définir dans le cadre du présent projet de loi.

Aussi, et pour des raisons de lisibilité du projet de loi, le Conseil d'Etat insiste-t-il à ce que les fonctions de ministre, président, directeur ou autres soient uniquement désignées en utilisant la terminologie masculine, alors qu'un terme employé au masculin qualifie la fonction sans préjudice quant au sexe du titulaire appelé à l'assumer.

Article 1er

Le Conseil d'Etat propose de supprimer les définitions reprises sub a), b) et d), car elles se retrouvent dans d'autres textes législatifs, notamment le Code civil.

En ce qui concerne la définition du terme „école“, le Conseil d'Etat propose de la reformuler de la façon suivante:

„école: l'enseignement dispensé dans le cadre des établissements soumis aux lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement, public et privé, ainsi que celles régissant la formation professionnelle“.

Article 2

L'article sous examen est superfluetatoire eu égard aux dispositions contenues à l'article 23 de la Constitution. Même si, en théorie, le droit à l'enseignement peut être considéré comme le corollaire de l'obligation scolaire, le Conseil d'Etat suggère de s'en tenir strictement, dans le projet de loi sous rubrique, à cette dernière.

Dès lors, l'article 2 est à supprimer.

Article 3

Comme indiqué plus haut, le Conseil d'Etat considère que cet article n'a pas sa place dans le texte sous rubrique, car il ne concerne en rien l'obligation scolaire, et partant il est à supprimer.

Au cas où le législateur souhaiterait néanmoins inscrire les missions de l'école dans un texte de loi, le Conseil d'Etat propose de reprendre les dispositions afférentes dans les lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement.

En cas de maintien de cet article dans sa forme actuelle, il propose d'assortir le substantif „culture“ de l'adjectif „générale“ à la deuxième ligne.

Article 4

Les articles 4 et 5 se proposent d'aborder le sujet épineux de la place des doctrines religieuse, philosophique et politique.

Le Conseil d'Etat ne peut que s'étonner de retrouver ces dispositions dans le projet de loi sous rubrique.

Le Conseil d'Etat insiste avec force pour supprimer cet article dans sa totalité, à la fois pour des raisons de fond, d'opportunité et de légistique formelle, d'autant plus que la matière est régie à suffisance de droit par l'article 22 de la loi modifiée du 12 août 1912 concernant l'enseignement primaire, et que la fréquentation des cours est régie par l'article 26 de la même loi.

Article 5

Le Conseil d'Etat demande de supprimer aussi l'article sous rubrique. En effet, l'objet visé est d'ores et déjà couvert par les dispositions contenues dans la loi modifiée du 16 avril 1979 concernant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Article 6

Cet article n'a pas sa place dans le projet de loi sous rubrique. D'une part, il n'a aucun lien organique avec la visée principale du projet, et, d'autre part, l'objet visé est déjà couvert par les dispositions de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

En cas de maintien de cet article dans le corps du projet, le Conseil d'Etat se verrait par ailleurs obligé de s'opposer formellement à la dernière disposition de cet article qui est contraire à l'article 23 de la Constitution comme permettant l'emploi des langues incriminées par voie réglementaire. Seule la loi peut prévoir de telles dispositions.

Article 7 (2 selon le Conseil d'Etat)

Concernant les enfants visés, le Conseil d'Etat tient à préciser, dans le but d'éviter toute ambiguïté, qu'il s'agit des enfants âgés de 4 ans révolus avant le 1er septembre. Il propose dès lors la formulation suivante:

„**Art. 2.** Tout enfant habitant le Luxembourg, âgé de 4 ans révolus avant le 1er septembre, doit fréquenter l'école. Cette obligation s'étend sur douze années consécutives à partir du 1er septembre de l'année en question.“

Articles 8 et 9 (3 selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat propose de regrouper les articles 8 et 9 dans un même article 3 nouveau.

L'article 8, devenant ainsi l'alinéa premier du nouvel article, n'appelle pas d'observation particulière, sauf à remplacer les termes „établissements scolaires publics“ par „écoles“.

Le Conseil d'Etat renvoie à ses observations formulées à l'endroit de l'article 1er en ce qui concerne la définition du terme „école“. Dans la mesure où la proposition du Conseil d'Etat serait retenue, les termes „une école privée“ figurant à l'alinéa premier de l'article 9 seraient à supprimer.

Le deuxième alinéa de l'article 9 a trait à la formation scolaire obligatoire qui peut être dispensée, sous certaines conditions déterminées par la loi, à domicile. Le Conseil d'Etat met en garde contre une interprétation trop large de cette disposition et tient à rappeler qu'une des missions principales de l'école consiste en la socialisation des enfants.

Pour des raisons de cohérence et de clarté du texte sous avis, et afin de faciliter la recherche juridique ultérieure, le Conseil d'Etat propose de compléter *in fine* le deuxième alinéa de l'article 9 (3 selon le Conseil d'Etat) par la référence à la loi réglant la formation scolaire obligatoire dispensée à domicile, à savoir „la loi du ... portant organisation de l'enseignement fondamental“ (*doc. parl.* No 5759).

Article 10 (4 selon le Conseil d'Etat)

Il est prévu de créer la commission d'inclusion scolaire par le biais du projet de loi susmentionné portant organisation de l'enseignement fondamental.

Le Conseil d'Etat rappelle dès lors aux auteurs du projet de loi sous avis qu'il y a lieu de veiller ou bien à ce que le présent texte entre en vigueur à la suite du projet No 5759, ou bien à ce que la création

de ladite commission se fasse dans le cadre du présent projet, et ce afin d'éviter une éventuelle situation d'insécurité juridique.

Article 11 (5 selon le Conseil d'Etat)

Cet article dispose que l'élève qui a atteint l'âge de 15 ans répond également à l'obligation scolaire s'il poursuit des études dans le cadre de la formation professionnelle, notamment sous forme d'alternance de type apprentissage. Comme indiqué dans ses considérations générales, le Conseil d'Etat approuve ce principe.

Article 12 (6 selon le Conseil d'Etat)

L'enseignement constitue une matière que l'article 23 de la Constitution érige en matière réservée à la loi. Dans la mesure où l'article sous examen ne respecte pas les exigences de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution, en renvoyant sans autre précision à un règlement grand-ducal, il ne répond pas aux obligations constitutionnelles et le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement.

Les dispositions de cet article concernent donc les élèves menacés d'exclusion scolaire et le but est de leur offrir la possibilité de profiter des mesures de formations spécifiques. Cette façon de faire rencontre l'approbation du Conseil d'Etat et rejoint les soucis de la Chambre de commerce qui notamment „souhaite toutefois que l'Etat développe en parallèle des dispositifs d'éducation de la 2e chance (...)“. La Chambre de travail, dans le même contexte, pose un certain nombre de questions que le Conseil d'Etat fait siennes.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat renvoie dans ce contexte aux remarques que la Chambre de travail a formulées dans son avis du 19 décembre 2007 (*doc. parl.* No 5758⁴) à l'endroit du présent projet de loi.

Articles 13 et 14 (7 et 8 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation, sauf à remplacer *in fine* de l'article 13 (7 selon le Conseil d'Etat) les termes „qu'il“ par ceux de „où il“.

Article 15 (9 selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat marque son accord avec cet article, mais propose de modifier la deuxième phrase qui serait à reformuler *in fine* de la façon suivante: „(...) joignant le cas échéant les pièces justificatives“.

Article 16 (10 selon le Conseil d'Etat)

En ce qui concerne cet article, le Conseil d'Etat se demande s'il ne faudrait pas préciser que les excuses des parents pour expliquer l'absence de leur enfant doivent se faire par écrit pour des absences de courte durée et par un certificat médical pour des absences plus longues.

Articles 17 et 18 (11 et 12 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation particulière.

Le Conseil d'Etat renvoie à ses observations préliminaires quant à l'utilisation des formes masculines et féminines pour désigner les fonctions de président du comité d'école et de directeur de lycée, ainsi qu'aux notions déjà utilisées dans le présent projet de loi, mais dont les définitions sont prévues dans d'autres projets de loi.

Article 19 (13 selon le Conseil d'Etat)

Cet article prévoit que le relevé vise la liste des élèves concernés par l'obligation scolaire qui doit être dressée par l'administration communale de résidence de l'enfant pour le 15 octobre de chaque année. Pour des raisons de bon fonctionnement des classes, on peut se demander s'il ne vaudrait pas mieux avancer la date précitée au 1er octobre.

Article 20 (14 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

Article 21 (15 selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat rend attentif à des incohérences existant au niveau des références (sans parler de celles du commentaire des articles). Dans le présent article, il ne faudrait pas renvoyer aux articles 5, 11 et 12, mais aux articles 7, 13 et 14 (2, 7 et 8 selon le Conseil d'Etat). Par ailleurs, il y aurait lieu de préciser les sanctions prévues par les infractions aux dispositions des articles 5, 7 et 16 (2 et 10 selon le Conseil d'Etat).

D'un point de vue rédactionnel, le Conseil d'Etat propose d'insérer les termes „par écrit“ entre ceux de „demeure“ et „de“, et d'ajouter le terme „encourues“ à la suite de celui de „sanctions“ au premier alinéa de l'article sous examen.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article sous examen sont à reformuler de la façon suivante:

„A défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire dans un délai de 8 jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à l'alinéa qui précède, le collègue des bourgmestre et échevins, informé respectivement par le président du comité d'école ou le directeur du lycée, en informe le ministère public territorialement compétent.

Les infractions aux articles 7, 8, 16 et 18 (2, 3, 10 et 12 selon le Conseil d'Etat) de la présente loi sont punis d'une amende de ...“

Le Conseil d'Etat éprouve des difficultés à proposer le taux de l'amende encourue en vertu de l'article 22 (16 selon le Conseil d'Etat), alors qu'il existe une incohérence entre le degré de la juridiction et le taux de l'amende, tels que proposés par les auteurs du projet.

Si les auteurs entendent accorder aux infractions le qualificatif de délit, les montants de l'amende sont adéquats, mais dans ce cas le tribunal d'arrondissement est compétent. Dans la mesure où il serait simplement envisagé d'assortir l'infraction d'une amende contraventionnelle, le tribunal de police serait compétent. Dans cette hypothèse, le taux de l'amende est à adapter conformément à l'article 26 du Code pénal („25 euros à 250 euros“).

Article 22 (16 selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat, tout en ne voulant pas se prononcer sur le bien-fondé des recrutements à effectuer, est à se demander si l'augmentation attendue de 160 élèves suite à la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans, d'une part, et, d'autre part, les mesures de lutte contre l'exclusion scolaire prévues à l'article 12 (6 selon le Conseil d'Etat), nécessitent le recrutement de 60 éducateurs gradués sur 5 ans.

S'y ajoute que la fiche financière prévoit encore le recrutement de 10 enseignants supplémentaires qui ne figurent toutefois pas à l'énumération prévue à l'article sous examen.

Par ailleurs, il faut redresser l'incohérence du renvoi à l'article 11 car, en fait, il doit s'agir d'un renvoi à l'article 12 selon le commentaire des articles. En ce qui concerne le fond, le Conseil d'Etat demande de ne pas insister exclusivement sur l'embauche d'éducateurs gradués, mais d'envisager aussi l'embauche d'autres professionnels.

Pour des raisons de cohérence, notamment en ce qui concerne la terminologie, le Conseil d'Etat réitère sa préoccupation de prévoir des mises en vigueur simultanées des trois projets de loi concernant l'Education nationale (*doc. parl.* Nos 5758, 5759 et 5760).

Ainsi délibéré en séance plénière, le 18 mars 2008.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat

5758/06

N° 5758⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

* * *

**AMENDEMENTS ADOPTES PAR LA COMMISSION DE
L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(21.8.2008)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-après une série d'amendements au projet de loi sous rubrique, amendements que la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a adoptés lors de la réunion du 25 juin 2008.

Je joins en annexe, à titre d'information, le nouveau texte coordonné tel qu'il se présente suite aux propositions d'amendements de la **Chambre des Députés (en gras et souligné)** et des propositions de texte du Conseil d'Etat que la commission a fait siennes (en souligné).

*

Remarque d'ordre général

Pour des raisons de lisibilité du projet de loi, le Conseil d'Etat insiste pour que les fonctions de ministre, président, directeur ou autres soient uniquement désignées par la terminologie masculine, estimant qu'un terme employé au masculin qualifie la fonction sans préjudice quant au sexe du titulaire appelé à l'assumer.

La commission parlementaire, sur avis de la Conférence des Présidents de la Chambre, se rallie au Conseil d'Etat. Le projet de loi initial subit donc les modifications en conséquence.

Remarque concernant l'article 1er

Le Conseil d'Etat propose de supprimer les définitions reprises sub a), b) et d), car elles se retrouvent dans d'autres textes législatifs, notamment le Code civil. La commission se rallie partiellement à cette vue de la Haute Corporation et propose néanmoins de préciser, pour faciliter la lecture du texte, qu'au sens de la présente loi le terme ministre désigne le ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions.

Amendement I portant sur l'article 1er

Concernant le terme „école“, le Conseil d'Etat avait proposé de le reformuler de la façon suivante:

„école: l'enseignement dispensé dans le cadre des établissements soumis aux lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement, public et privé, ainsi que celles régissant la formation professionnelle“.

La commission parlementaire estime que cette définition estompe la différence entre l'enseignement public et les écoles privées. Pour le législateur, l'enseignement public constitue la règle générale alors que l'enseignement privé possède un caractère complémentaire ou alternatif. Cette priorité expliquée par ailleurs la hiérarchie des deux articles 8 et 9 du projet qui perdrait son sens si la définition concernant l'école était rédigée de la manière proposée par le Conseil d'Etat.

L'article 1er, après modification, pourrait se lire comme suit:

„Définitions

Art. 1.– Au sens de la présente loi, on entend par:

- a) élève: l'enfant âgé de 3 ans qui fréquente une école;
- b) parents: la ou les personnes investies de l'autorité parentale;
- e) **a) Ecole: l'enseignement dispensé dans le cadre des établissements soumis aux lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement ainsi qu'à celles régissant la formation professionnelle le service public de l'Education nationale dans son ensemble;**
- d) **b) le ministre ou la ministre: le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions.**

Amendement II portant sur l'article 2

Le Conseil d'Etat estime que l'article sous examen est superfétatoire eu égard aux dispositions contenues à l'article 23 de la Constitution. Selon le Conseil d'Etat l'article 2 serait dès lors à supprimer. La commission parlementaire ne partage pas cette vue. Elle propose de maintenir l'article tout en complétant l'indication de l'âge des enfants ayant droit à une formation scolaire. En effet, la définition du terme „élève“, biffé au niveau de l'article 1er, doit être complétée vu qu'elle ne couvre pas seulement les enfants âgés de trois ans.

L'article 2 se lirait donc comme suit:

„Droit à l'enseignement à l'Ecole

Art. 2.– Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché âgé de trois ans **ou plus** a droit à une formation scolaire qui, complétant l'action de sa famille, concourt à son éducation. Ce droit est garanti par l'Etat conformément aux dispositions des lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Remarques concernant l'article 3

Le Conseil d'Etat considère que cet article n'a pas sa place dans le texte sous rubrique, car il ne concerne en rien l'obligation scolaire, et partant il serait à supprimer.

Le Conseil d'Etat propose cependant une alternative au cas où le législateur souhaiterait néanmoins inscrire les missions de l'école dans un texte de loi et suggère de reprendre les dispositions afférentes dans les lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement. La commission opte pour cette démarche.

Le Conseil d'Etat propose en plus d'assortir le substantif „culture“ de l'adjectif „générale“ à la deuxième ligne, en cas de maintien de l'article. Vu que la commission ne souhaite pas le supprimer, il est opté pour l'ajout proposé par la Haute Corporation.

Amendement III concernant l'article 3

La commission propose en outre de compléter la dénomination de la Déclaration (universelle) des droits de l'homme.

L'article 3 se lit donc comme suit:

„Missions de l'Ecole

Art. 3.– La formation scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant, sa créativité et sa confiance en ses capacités. Elle lui permet d'acquérir une culture générale, le prépare à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique. Elle l'éduque aux valeurs éthiques fondées sur la Déclaration **universelle** des droits de l'homme et l'amène à respecter l'égalité entre les filles et les garçons. Elle constitue la base de l'éducation permanente.

Les familles sont associées à l'accomplissement de ces missions. Pour favoriser l'équité des chances, des dispositions appropriées rendent possible l'accès de chacun, en fonction de ses aptitudes et de ses besoins particuliers, aux différents types ou niveaux de la formation scolaire.

Amendement IV concernant l'article 4

Les articles 4 et 5 se proposent d'aborder le sujet de la neutralité religieuse, philosophique et politique de l'enseignement dans les branches autres que l'instruction religieuse.

Le Conseil d'Etat s'étonne de retrouver ces dispositions dans le projet de loi sous rubrique. Le Conseil d'Etat insiste pour supprimer cet article dans sa totalité, d'autant plus que la matière est régie à suffisance de droit par l'article 22 de la loi modifiée du 12 août 1912 concernant l'enseignement primaire, et que la fréquentation des cours est régie par l'article 26 de la même loi.

La commission parlementaire se prononce en faveur du maintien de l'article, notamment au vu de l'abrogation de la loi de 1912 suite à la mise en vigueur de l'actuel projet de loi 5759 sur l'enseignement fondamental. Cependant, pour tenir compte de l'appréciation de la Haute Corporation, elle propose de modifier le texte en biffant la référence à la philosophie.

„Art. 4.– Dans le respect de la liberté de conscience des élèves et à l'exception des cours d'instruction religieuse et morale, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse, ~~philosophique~~ ou politique.“

Amendement V relatif à l'article 5

Le Conseil d'Etat demande de supprimer l'article 5, trouvant que l'objet visé est d'ores et déjà couvert par les dispositions contenues dans la loi modifiée du 16 avril 1979 concernant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

La commission parlementaire ne partage pas cette vue du Conseil d'Etat en estimant que les libellés des articles 10.1. et 14 correspondants du statut des fonctionnaires qui disposent que „*Le fonctionnaire doit dans l'exercice, comme en dehors de l'exercice de ses fonctions, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ses fonctions ou à sa capacité de les exercer, donner lieu à scandale ou compromettre les intérêts du service public.*“, et „*Le fonctionnaire est tenu au devoir de disponibilité, d'indépendance et de neutralité.*“ sont insuffisants pour permettre à l'Etat-patron d'intervenir contre un fonctionnaire qui manifesterait de manière ostensible ses opinions religieuses et/ou politiques. De même, les dispositions existant actuellement ne suffisent pas pour permettre au Gouvernement d'interdire une tenue vestimentaire exprimant une appartenance religieuse.

D'après l'avis de la commission parlementaire, l'article 5 serait donc à maintenir dans sa teneur initiale, en biffant cependant la référence à une pensée philosophique, par analogie avec l'article 4.

„Art. 5.– A l'exception de l'enseignant titulaire d'un cours d'instruction religieuse et morale, l'enseignant ne peut manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes son appartenance à une doctrine religieuse, philosophique ou politique.“

Amendement VI relatif à l'article 6

Le Conseil d'Etat estime que cet article n'a pas sa place dans le projet de loi sous rubrique. D'une part, la Haute Corporation considère que le texte n'a aucun lien organique avec la visée principale du projet, et, que d'autre part, l'objet visé est déjà couvert par les dispositions de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

La Haute Corporation se verrait obligée de s'opposer formellement à la disposition de cet article prévoyant que l'emploi des langues d'enseignement pourrait partiellement être réglé par règlement grand-ducal, comme étant contraire à l'article 23 de la Constitution.

La commission parlementaire suit partiellement l'appréciation du Conseil d'Etat. Il lui importe de préciser quelles sont les langues dans lesquelles on peut et on doit enseigner à l'Ecole luxembourgeoise et de stipuler que l'emploi d'autres langues doit être réglementé, non pas par la voie réglementaire prévue dans le texte initial mais par voie législative. La référence à des règlements d'exécution est donc biffée du texte qui prend la teneur suivante:

„Art. 6.– Les langues d'enseignement de l'Ecole sont le luxembourgeois, l'allemand et le français. L'emploi de ces langues est déterminé par règlement grand-ducal. L'enseignement d'autres langues ainsi que l'enseignement dans une langue autre que le luxembourgeois, l'allemand ou le français sont réglés par les lois ~~et règlements~~ régissant les des différents ordres d'enseignement.“

Remarque concernant l'article 7

Cet article concerne l'obligation de fréquenter l'école. Concernant les enfants visés, le Conseil d'Etat tient à préciser, dans le but d'éviter toute ambiguïté, qu'il s'agit des enfants âgés de 4 ans révolus avant le 1er septembre. Il propose dès lors la formulation suivante:

„**Art. 2.** Tout enfant habitant le Luxembourg, âgé de 4 ans révolus avant le 1er septembre, doit fréquenter l'école. Cette obligation s'étend sur douze années consécutives à partir du 1er septembre de l'année en question.“

La commission est d'accord avec la simplification du texte proposée par le Conseil d'Etat qui remplace „le territoire du Grand-Duché“ par „le Luxembourg“ ainsi qu'avec le libellé proposé par la Haute Corporation.

„Obligation de fréquenter l'Ecole

Art. 7.– ~~Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché le Luxembourg~~ âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'Ecole. Cette L²-obligation scolaire s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question. scolaires comptées à partir de cette date.

Remarque concernant les articles 8 et 9

L'article 8 n'appelle pas d'observation particulière de la part du Conseil d'Etat, sauf à remplacer les termes „établissements scolaires publics“ par „écoles“. La commission ne peut pas se rallier à cette proposition de texte, vu que le terme „école“ tel que défini dans la nouvelle législation (projet de loi 5759) n'a pas la même signification que la terminologie „établissement scolaire“. La nouvelle loi tente en effet de désigner dans son article 2 par „école“ „une entité administrative et pédagogique identifiable, regroupant en communauté scolaire les élèves et les équipes pédagogiques d'un ou de plusieurs bâtiments scolaires;“.

Il est dès lors proposé de garder les articles 8 et 9 inchangés.

„**Art. 8.–** La formation scolaire obligatoire s'accomplit dans les établissements scolaires publics. Elle consiste en la participation régulière à tous les cours et activités scolaires.

Art. 9.– La formation scolaire obligatoire peut également être suivie dans une école privée, une école européenne ou à l'étranger.

Elle peut aussi être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi.“

Amendement VII portant sur l'article 10

Il est prévu de créer la commission d'inclusion scolaire par le biais du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental (projet de loi 5759). La commission propose par conséquent de modifier le libellé de l'article afin qu'il n'y soit plus question de „la“ commission, mais d'„une“ commission.

„**Art. 10.–** L'enfant à besoins spécifiques peut satisfaire à l'obligation scolaire en recevant un enseignement différencié en fonction de ses besoins constatés par la **une** commission d'inclusion scolaire.“

Amendement VIII relatif à l'article 12

Les dispositions de cet article concernent donc les élèves menacés d'exclusion scolaire et le but est de leur offrir la possibilité de profiter des mesures de formations spécifiques.

L'enseignement étant une matière réservée à la loi et dans la mesure où l'article sous examen ne respecte pas les exigences de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution, en renvoyant sans autre précision à un règlement grand-ducal, il ne répond pas aux obligations constitutionnelles et le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement.

La commission suit le Conseil d'Etat et propose de modifier l'article 12 qui prendrait le libellé suivant:

„**Art. 12.–** Pour prévenir l'exclusion scolaire d'élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou de comportement graves avant d'avoir obtenu une qualification, les lycées organisent des activités ou des classes visant à

- leur donner une aide éducative et comportementale;
- les soutenir dans leur travail scolaire;
- les amener à des activités culturelles, sportives et d'engagement communautaire en dehors de la période des cours.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités d'organisation de ces activités ou classes.

Des mesures destinées à maintenir en situation scolaire des élèves de l'enseignement postprimaire qui sont menacés d'exclusion scolaire peuvent être mises en œuvre suivant des modalités à déterminer par règlement grand-ducal.

Remarque concernant les articles 13 et 14

Sans observation de la part du Conseil d'Etat, sauf à remplacer *in fine* de l'article 13 les termes „qu'il“ par ceux de „où il“, formulation à laquelle la commission parlementaire se rallie.

„Modalités

Art. 13.– L'administration communale informe les parents du début de l'obligation scolaire de leur enfant et l'inscrit d'office dans une école primaire dans le ressort scolaire de leur domicile. Les parents inscrivent leur enfant à un lycée à partir du moment ~~qu'il~~ où il remplit les conditions d'admission.

Art. 14.– Les parents ont l'obligation de veiller à ce que leur enfant fréquente régulièrement l'Ecole et participe aux cours et activités scolaires.

Remarque concernant l'article 15

Le Conseil d'Etat marque son accord avec cet article, mais propose de modifier la deuxième phrase qui serait à reformuler *in fine* de la façon suivante: „(...) joignant le cas échéant les pièces justificatives“. La commission préfère garder le texte initial, estimant que la détermination de la nature des „pièces justificatives“ et la qualification des personnes qui les établiraient induirait une nouvelle critérisation.

L'article 15 se lit comme suit:

„Exceptions

Art. 15.– A la demande des parents et sur autorisation du conseil communal, l'admission au premier cycle de l'enseignement fondamental peut être différée d'une année si l'état de santé ou si le développement physique ou intellectuel de l'enfant justifie cette mesure.

Les parents adressent leur demande à l'administration communale en y joignant un certificat établi par un pédiatre.

Amendement IX concernant l'article 16

En ce qui concerne cet article, le Conseil d'Etat se demande s'il ne faudrait pas préciser que les excuses des parents pour expliquer l'absence de leur enfant doivent se faire par écrit pour des absences de courte durée et par un certificat médical pour des absences plus longues.

La commission note qu'une disposition correspondante est déjà prévue dans la loi portant organisation de l'enseignement fondamental. L'article 16 pourrait donc garder son libellé initial. Cependant, dans un souci d'une plus grande sécurité juridique, il sera fait référence aux autres lois dans le corps de l'article sous rubrique qui, après modification, se lit comme suit:

„Absences et dispenses

Art. 16.– Lorsqu'un élève manque momentanément les cours, les parents doivent sans délai informer le titulaire ou le régent de la classe et lui faire connaître les motifs de cette absence.

Les modalités d'information en cas d'absence sont déterminées par les lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Les seuls motifs légitimes sont la maladie de l'enfant, le décès d'un proche et le cas de force majeure.

Remarque concernant les articles 17 et 18

Sans observation particulière de la part du Conseil d'Etat. Les libellés des articles sont adaptés suite à la suggestion de ne pas féminiser les titres et fonctions.

„Art. 17.– Des dispenses de fréquentation peuvent être accordées sur demande motivée des parents.

Les dispenses sont accordées:

1. par le titulaire ou le régent de classe, pour une durée ne dépassant pas une journée;
2. par le président ~~ou la présidente~~ du comité d'école ou le directeur ~~ou la directrice~~ du lycée, pour une durée dépassant une journée.

Sauf autorisation du ministre ~~ou de la ministre~~, l'ensemble des dispenses accordées ne peut dépasser quinze jours dont cinq jours consécutifs par année scolaire.

Surveillance de l'obligation scolaire

Art. 18.– Dans tous les cas où l'élève est inscrit dans une école primaire autre que celle de la commune de résidence, les parents informent sans délais et au plus tard huit jours après le début des cours, moyennant remise d'une copie du certificat d'inscription délivré par l'école, l'administration communale de leur résidence. Les parents qui entendent donner l'enseignement à leur enfant à domicile font une déclaration à la commune.“

Remarque concernant l'article 19

Cet article prévoit que le relevé vise la liste des élèves concernés par l'obligation scolaire qui doit être dressée par l'administration communale de résidence de l'enfant pour le 15 octobre de chaque année. Le Conseil d'Etat se demande si, pour des raisons de bon fonctionnement des classes, on peut se demander s'il ne vaudrait pas mieux avancer la date précitée au 1er octobre.

La commission marque son accord avec cette proposition.

„**Art. 19.**– Le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire intercommunal veillent au respect de l'obligation scolaire. Chaque année, pour le ~~15~~ 1er octobre, il dresse la liste de tous les enfants résidant dans la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire.“

Amendement X relatif à l'article 20

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat, l'article subit néanmoins des modifications proposées par la commission parlementaire pour rendre le texte conforme aux propositions de formulation que fait la Commission nationale pour la protection des données.

„**Art. 20.**– L'administration de l'éducation nationale, les établissements scolaires et les autorités communales échangent les données nécessaires au contrôle du respect de l'obligation scolaire, de l'assiduité des élèves fréquentant l'enseignement fondamental ou l'enseignement postprimaire et à l'accomplissement des missions de l'Ecole en général, à l'aide de procédés automatisés ou non. Les procédés automatisés se font moyennant interconnexion de données et sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé. Les conditions, critères et modalités de l'échange sont déterminés par règlement grand-ducal.“

„**Art. 20.**– Les modalités de vérification de l'inscription et du contrôle de l'assiduité des élèves fréquentant l'enseignement fondamental ou l'enseignement postprimaire sont déterminées par règlement grand-ducal.“

Remarques concernant l'article 21

Le Conseil d'Etat rend attentif à des incohérences existant au niveau des références. Les renvois aux articles, contenus dans le texte, ont donc été revus.

D'un point de vue rédactionnel, le Conseil d'Etat propose d'insérer les termes „par écrit“ entre ceux de „demeure“ et „de“, et d'ajouter le terme „encourues“ à la suite de celui de „sanctions“ au premier alinéa de l'article sous examen. La commission est d'accord avec cette proposition.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article sous examen sont, d'après le Conseil d'Etat, à reformuler de la façon suivante:

„A défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire dans un délai de 8 jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à l'alinéa qui précède, le collège des bourgmestre et échevins, informé respectivement par le président du comité d'école ou le directeur du lycée, en informe le ministère public territorialement compétent. (...)“

La commission parlementaire peut faire sienne cette proposition de texte.

Par ailleurs, la commission parlementaire souhaite préciser les sanctions prévues pour les infractions aux dispositions des articles correspondants.

Le Conseil d'Etat éprouve des difficultés à proposer le taux de l'amende encourue en vertu de l'article 22, alors qu'il existe une incohérence entre le degré de la juridiction et le taux de l'amende, tels que proposés par les auteurs du projet. La commission parlementaire, après réexamen de la question, se prononce en faveur d'amendes s'échelonnant entre 25 et 250 euros, conformément à la proposition du Conseil d'Etat.

Le libellé de l'article 21, après adaptation, se présente comme suit:

„Art. 21.– Lorsque le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire informé par le président ou la présidente du comité d'école ou le directeur ou la directrice du lycée constate une infraction aux dispositions des articles 7, 13 et 14 5, 11 et 12, il met les parents en demeure par écrit de se conformer à la loi et leur rappelle les sanctions pénales encourues.

A défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire dans un délai de huit jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à l'article qui précède, le collège des bourgmestre et échevins, informé respectivement par le président du comité d'école ou le directeur du lycée, en informe le ,il défère les parents devant l'officier du ministère public territorialement compétent. auprès du tribunal de police qui les fera citer à la prochaine audience.

Les parents seront condamnés à une amende de 25 à 2.000 euros.“

Les infractions aux articles 7, 13 et 14 de la présente loi sont punies d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante euros.“

Remarque concernant l'article 22

Le Conseil d'Etat demande que soit redressée l'incohérence du renvoi à l'article 11, ce que la commission propose de rectifier.

La commission rappelle qu'elle apporte à cet article les adaptations de texte devenues nécessaires suite à la suggestion de la Haute Corporation de ne pas féminiser les titres et fonctions.

„Art. 22.– Pour la mise en oeuvre des mesures prévues à l'article 11 12 ci-dessus, le Gouvernement est autorisé à renforcer le cadre du personnel des lycées et lycées techniques en procédant aux engagements de renforcement à titre permanent suivants:

- pour l'année scolaire 2008/2009: vingt éducateurs gradués ou éducatrices graduées
- pour l'année scolaire 2009/2010: dix éducateurs gradués ou éducatrices graduées
- pour l'année scolaire 2010/2011: dix éducateurs gradués ou éducatrices graduées
- pour l'année scolaire 2011/2012: dix éducateurs gradués ou éducatrices graduées
- pour l'année scolaire 2012/2013: dix éducateurs gradués ou éducatrices graduées.

Ces engagements définitifs au service de l'Etat se feront par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminé par les lois concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour les exercices concernés.“

*

Copie de la présente est envoyée pour information à la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et à la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Lucien WEILER

Annexe: Texte amendé et coordonné

*

TEXTE COORDONNE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Les propositions d'amendements de la commission parlementaire figurent en caractères gras soulignés

Les modifications reprises du Conseil d'Etat sont soulignées

PROJET DE LOI relative à l'obligation scolaire

Définitions

Art. 1.- Au sens de la présente loi, on entend par:

- a) élève: l'enfant âgé de 3 ans qui fréquente une école;
- b) parents: la ou les personnes investies de l'autorité parentale;
- e) **a) Ecole: l'enseignement dispensé dans le cadre des établissements soumis aux lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement ainsi qu'à celles régissant la formation professionnelle le service public de l'Education nationale dans son ensemble;**
- d) **b) le ministre ou la ministre:** le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions.

Droit à l'enseignement à l'Ecole

Art. 2.- Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché âgé de trois ans **ou plus** a droit à une formation scolaire qui, complétant l'action de sa famille, concourt à son éducation. Ce droit est garanti par l'Etat conformément aux dispositions des lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Missions de l'Ecole

Art. 3.- La formation scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant, sa créativité et sa confiance en ses capacités. Elle lui permet d'acquérir une culture générale, le prépare à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique. Elle l'éduque aux valeurs éthiques fondées sur la Déclaration **universelle** des droits de l'homme et l'amène à respecter l'égalité entre les filles et les garçons. Elle constitue la base de l'éducation permanente.

Les familles sont associées à l'accomplissement de ces missions. Pour favoriser l'équité des chances, des dispositions appropriées rendent possible l'accès de chacun, en fonction de ses aptitudes et de ses besoins particuliers, aux différents types ou niveaux de la formation scolaire.

Art. 4.- Dans le respect de la liberté de conscience des élèves et à l'exception des cours d'instruction religieuse et morale, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse, **philosophique** ou politique.

Art. 5.- A l'exception de l'enseignant titulaire d'un cours d'instruction religieuse et morale, l'enseignant ne peut manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes son appartenance à une doctrine religieuse, **philosophique** ou politique.

Art. 6.- Les langues d'enseignement de l'Ecole sont le luxembourgeois, l'allemand et le français. **L'emploi de ces langues est déterminé par règlement grand-ducal.** L'enseignement d'autres langues ainsi que l'enseignement dans une langue autre que le luxembourgeois, l'allemand ou le français sont réglés par les lois **et règlements régissant les** des différents ordres d'enseignement.

Obligation de fréquenter l'Ecole

Art. 7.- Tout enfant habitant ~~le territoire du Grand-Duché~~ le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'Ecole. Cette L'obligation scolaire s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question. ~~scolaires comptées à partir de cette date.~~

Art. 8.– La formation scolaire obligatoire s’accomplit dans les établissements scolaires publics. Elle consiste en la participation régulière à tous les cours et activités scolaires.

Art. 9.– La formation scolaire obligatoire peut également être suivie dans une école privée, une école européenne ou à l’étranger.

Elle peut aussi être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi.

Art. 10.– L’enfant à besoins spécifiques peut satisfaire à l’obligation scolaire en recevant un enseignement différencié en fonction de ses besoins constatés par la une commission d’inclusion scolaire.

Art. 11.– L’élève qui a atteint l’âge de 15 ans et qui peut entrer en apprentissage satisfait à l’obligation scolaire en fréquentant les cours professionnels concomitants.

Art. 12.– Pour prévenir l’exclusion scolaire d’élèves ayant des difficultés d’apprentissage ou de comportement graves avant d’avoir obtenu une qualification, les lycées organisent des activités ou des classes visant à

- leur donner une aide éducative et comportementale;
- les soutenir dans leur travail scolaire;
- les amener à des activités culturelles, sportives et d’engagement communautaire en dehors de la période des cours.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités d’organisation de ces activités ou classes.

Des mesures destinées à maintenir en situation scolaire des élèves de l’enseignement postprimaire qui sont menacés d’exclusion scolaire peuvent être mises en oeuvre suivant des modalités à déterminer par règlement grand-ducal.

Modalités

Art. 13.– L’administration communale informe les parents du début de l’obligation scolaire de leur enfant et l’inscrit d’office dans une école primaire dans le ressort scolaire de leur domicile. Les parents inscrivent leur enfant à un lycée à partir du moment qu’il ou il remplit les conditions d’admission.

Art. 14.– Les parents ont l’obligation de veiller à ce que leur enfant fréquente régulièrement l’Ecole et participe aux cours et activités scolaires.

Exceptions

Art. 15.– A la demande des parents et sur autorisation du conseil communal, l’admission au premier cycle de l’enseignement fondamental peut être différée d’une année si l’état de santé ou si le développement physique ou intellectuel de l’enfant justifie cette mesure.

Les parents adressent leur demande à l’administration communale en y joignant un certificat établi par un pédiatre.

Absences et dispenses

Art. 16.– Lorsqu’un élève manque momentanément les cours, les parents doivent sans délai informer le titulaire ou le régent de la classe et lui faire connaître les motifs de cette absence.

Les modalités d’information en cas d’absence sont déterminées par les lois régissant les différents ordres d’enseignement.

Les seuls motifs légitimes sont la maladie de l’enfant, le décès d’un proche et le cas de force majeure.

Art. 17.– Des dispenses de fréquentation peuvent être accordées sur demande motivée des parents.

Les dispenses sont accordées:

1. par le titulaire ou le régent de classe, pour une durée ne dépassant pas une journée;

2. par le président ~~ou la présidente~~ du comité d'école ou le directeur ~~ou la directrice~~ du lycée, pour une durée dépassant une journée.

Sauf autorisation du ministre ~~ou de la ministre~~, l'ensemble des dispenses accordées ne peut dépasser quinze jours dont cinq jours consécutifs par année scolaire.

Surveillance de l'obligation scolaire

Art. 18.— Dans tous les cas où l'élève est inscrit dans une école primaire autre que celle de la commune de résidence, les parents informent sans délais et au plus tard huit jours après le début des cours, moyennant remise d'une copie du certificat d'inscription délivré par l'école, l'administration communale de leur résidence. Les parents qui entendent donner l'enseignement à leur enfant à domicile font une déclaration à la commune.

Art. 19.— Le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire intercommunal veillent au respect de l'obligation scolaire. Chaque année, pour le ~~15~~ 1^{er} octobre, il dresse la liste de tous les enfants résidant dans la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire.

Art. 20.— L'administration de l'éducation nationale, les établissements scolaires et les autorités communales échangent les données nécessaires au contrôle du respect de l'obligation scolaire, de l'assiduité des élèves fréquentant l'enseignement fondamental ou l'enseignement postprimaire et à l'accomplissement des missions de l'Ecole en général, à l'aide de procédés automatisés ou non. Les procédés automatisés se font moyennant interconnexion de données et sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé. Les conditions, critères et modalités de l'échange sont déterminés par règlement grand-ducal.

~~Art. 20.~~— ~~Les modalités de vérification de l'inscription et du contrôle de l'assiduité des élèves fréquentant l'enseignement fondamental ou l'enseignement postprimaire sont déterminées par règlement grand-ducal.~~

Art. 21.— Lorsque le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire informé par le président ~~ou la présidente~~ du comité d'école ou le directeur ~~ou la directrice~~ du lycée constate une infraction aux dispositions des articles 7, 13 et 14 ~~5, 11 et 12~~, il met les parents en demeure par écrit de se conformer à la loi et leur rappelle les sanctions pénales encourues.

A défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire dans un délai de huit jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à l'article qui précède, le collège des bourgmestre et échevins, informé respectivement par le président du comité d'école ou le directeur du lycée, en informe le ~~il~~ défère les parents devant l'officier du ministère public territorialement compétent. ~~auprès du tribunal de police qui les fera citer à la prochaine audience.~~

Les parents seront condamnés à une amende de 251 à 2.000 euros.

Les infractions aux articles 7, 13 et 14 de la présente loi sont punies d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante euros.

Art. 22.— Pour la mise en oeuvre des mesures prévues à l'article ~~11~~ 12 ci-dessus, le Gouvernement est autorisé à renforcer le cadre du personnel des lycées et lycées techniques en procédant aux engagements de renforcement à titre permanent suivants:

- pour l'année scolaire 2008/2009: vingt éducateurs gradués ~~ou éducatrices graduées~~
- pour l'année scolaire 2009/2010: dix éducateurs gradués ~~ou éducatrices graduées~~
- pour l'année scolaire 2010/2011: dix éducateurs gradués ~~ou éducatrices graduées~~
- pour l'année scolaire 2011/2012: dix éducateurs gradués ~~ou éducatrices graduées~~
- pour l'année scolaire 2012/2013: dix éducateurs gradués ~~ou éducatrices graduées~~.

Ces engagements définitifs au service de l'Etat se feront par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminé par les lois concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour les exercices concernés.

*

TEXTE AMENDE ET COORDONNE PROPOSE PAR LA COMMISSION

(version intégrée)

**PROJET DE LOI
relative à l'obligation scolaire****Définitions**

Art. 1.– Au sens de la présente loi, on entend par:

- a) Ecole: l'enseignement dispensé dans le cadre des établissements soumis aux lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement ainsi qu'à celles régissant la formation professionnelle
- b) ministre: le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions.

Droit à l'enseignement à l'Ecole

Art. 2.– Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché âgé de trois ans ou plus a droit à une formation scolaire qui, complétant l'action de sa famille, concourt à son éducation. Ce droit est garanti par l'Etat conformément aux dispositions des lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Missions de l'Ecole

Art. 3.– La formation scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant, sa créativité et sa confiance en ses capacités. Elle lui permet d'acquérir une culture générale, le prépare à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique. Elle l'éduque aux valeurs éthiques fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'amène à respecter l'égalité entre les filles et les garçons. Elle constitue la base de l'éducation permanente.

Les familles sont associées à l'accomplissement de ces missions. Pour favoriser l'équité des chances, des dispositions appropriées rendent possible l'accès de chacun, en fonction de ses aptitudes et de ses besoins particuliers, aux différents types ou niveaux de la formation scolaire.

Art. 4.– Dans le respect de la liberté de conscience des élèves et à l'exception des cours d'instruction religieuse et morale, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse ou politique.

Art. 5.– A l'exception de l'enseignant titulaire d'un cours d'instruction religieuse et morale, l'enseignant ne peut manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes son appartenance à une doctrine religieuse ou politique.

Art. 6.– Les langues d'enseignement de l'Ecole sont le luxembourgeois, l'allemand et le français. L'emploi de ces langues est déterminé par règlement grand-ducal. L'enseignement d'autres langues ainsi que l'enseignement dans une langue autre que le luxembourgeois, l'allemand ou le français sont réglés par les lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Obligation de fréquenter l'Ecole

Art. 7.– Tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'Ecole. Cette obligation s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question.

Art. 8.– La formation scolaire obligatoire s'accomplit dans les établissements scolaires publics. Elle consiste en la participation régulière à tous les cours et activités scolaires.

Art. 9.– La formation scolaire obligatoire peut également être suivie dans une école privée, une école européenne ou à l'étranger.

Elle peut aussi être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi.

Art. 10.– L'enfant à besoins spécifiques peut satisfaire à l'obligation scolaire en recevant un enseignement différencié en fonction de ses besoins constatés par une commission d'inclusion scolaire.

Art. 11.– L'élève qui a atteint l'âge de 15 ans et qui peut entrer en apprentissage satisfait à l'obligation scolaire en fréquentant les cours professionnels concomitants.

Art. 12.– Pour prévenir l'exclusion scolaire d'élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou de comportement graves avant d'avoir obtenu une qualification, les lycées organisent des activités ou des classes visant à

- leur donner une aide éducative et comportementale;
- les soutenir dans leur travail scolaire;
- les amener à des activités culturelles, sportives et d'engagement communautaire en dehors de la période des cours.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités d'organisation de ces activités ou classes.

Modalités

Art. 13.– L'administration communale informe les parents du début de l'obligation scolaire de leur enfant et l'inscrit d'office dans une école primaire dans le ressort scolaire de leur domicile. Les parents inscrivent leur enfant à un lycée à partir du moment où il remplit les conditions d'admission.

Art. 14.– Les parents ont l'obligation de veiller à ce que leur enfant fréquente régulièrement l'Ecole et participe aux cours et activités scolaires.

Exceptions

Art. 15.– A la demande des parents et sur autorisation du conseil communal, l'admission au premier cycle de l'enseignement fondamental peut être différée d'une année si l'état de santé ou si le développement physique ou intellectuel de l'enfant justifie cette mesure.

Les parents adressent leur demande à l'administration communale en y joignant un certificat établi par un pédiatre.

Absences et dispenses

Art. 16.– Lorsqu'un élève manque momentanément les cours, les parents doivent sans délai informer le titulaire ou le régent de la classe et lui faire connaître les motifs de cette absence.

Les modalités d'information en cas d'absence sont déterminées par les lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Les seuls motifs légitimes sont la maladie de l'enfant, le décès d'un proche et le cas de force majeure.

Art. 17.– Des dispenses de fréquentation peuvent être accordées sur demande motivée des parents.

Les dispenses sont accordées:

1. par le titulaire ou le régent de classe, pour une durée ne dépassant pas une journée;
2. par le président du comité d'école ou le directeur du lycée, pour une durée dépassant une journée.

Sauf autorisation du ministre, l'ensemble des dispenses accordées ne peut dépasser quinze jours dont cinq jours consécutifs par année scolaire.

Surveillance de l'obligation scolaire

Art. 18.– Dans tous les cas où l'élève est inscrit dans une école primaire autre que celle de la commune de résidence, les parents informent sans délais et au plus tard huit jours après le début des cours, moyennant remise d'une copie du certificat d'inscription délivré par l'école, l'administration communale de leur résidence. Les parents qui entendent donner l'enseignement à leur enfant à domicile font une déclaration à la commune.

Art. 19.– Le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire intercommunal veillent au respect de l'obligation scolaire. Chaque année, pour le 1er octobre, il dresse la liste de tous les enfants résidant dans la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire.

Art. 20.– L’administration de l’éducation nationale, les établissements scolaires et les autorités communales échangent les données nécessaires au contrôle du respect de l’obligation scolaire, de l’assiduité des élèves fréquentant l’enseignement fondamental ou l’enseignement postprimaire et à l’accomplissement des missions de l’Ecole en général, à l’aide de procédés automatisés ou non. Les procédés automatisés se font moyennant interconnexion de données et sous garantie d’un accès sécurisé, limité et contrôlé. Les conditions, critères et modalités de l’échange sont déterminés par règlement grand-ducal.

Art. 21.– Lorsque le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire informé par le président du comité d’école ou le directeur du lycée constate une infraction aux dispositions des articles 7, 13 et 14, il met les parents en demeure par écrit de se conformer à la loi et leur rappelle les sanctions pénales encourues.

A défaut des parents de se conformer à l’obligation scolaire dans un délai de huit jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à l’article qui précède, le collège des bourgmestre et échevins, informé respectivement par le président du comité d’école ou le directeur du lycée, en informe le ministère public territorialement compétent.

Les infractions aux articles 7, 13 et 14 de la présente loi sont punies d’une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante euros.

Art. 22.– Pour la mise en oeuvre des mesures prévues à l’article 12 ci-dessus, le Gouvernement est autorisé à renforcer le cadre du personnel des lycées et lycées techniques en procédant aux engagements de renforcement à titre permanent suivants:

- pour l’année scolaire 2008/2009: vingt éducateurs gradués
- pour l’année scolaire 2009/2010: dix éducateurs gradués
- pour l’année scolaire 2010/2011: dix éducateurs gradués
- pour l’année scolaire 2011/2012: dix éducateurs gradués
- pour l’année scolaire 2012/2013: dix éducateurs gradués.

Ces engagements définitifs au service de l’Etat se feront par dépassement de l’effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminé par les lois concernant le budget des recettes et des dépenses de l’Etat pour les exercices concernés.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5758/07

N° 5758⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (1.10.2008)	1
2) Dépêche de la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle à la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement (25.9.2008)	2

*

**DEPECHE DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS
AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(1.10.2008)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe copie d'une lettre par laquelle Madame la Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle aimerait vous signaler une erreur matérielle qui s'est glissée dans le texte du projet de loi sous rubrique.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour la Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement,*

Daniel ANDRICH

Conseiller de Gouvernement 1re classe

*

**DEPECHE DE LA MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE A LA SECRETAIRE D'ETAT
AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**
(25.9.2008)

Madame la Secrétaire d'Etat,

On me rend attentive au fait que la disposition inscrite au paragraphe 2 de l'article 21 „A défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire dans un délai de huit jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à **l'article** qui précède ...“ devrait se référer à „**l'alinéa** qui précède“. En effet c'est l'alinéa 1 de l'article 21 qui stipule qu'une mise en demeure est adressée aux parents par le collège des bourgmestre et échevins.

Comme il s'agit d'un redressement d'ordre technique je vous saurais gré de bien vouloir demander au Conseil d'Etat d'y souscrire et d'en informer la Chambre des Députés.

Veillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de ma parfaite considération.

*La Ministre de l'Education nationale et
de la Formation professionnelle,*

Mady DELVAUX-STEHRÉS

5758/08

N° 5758⁸

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(7.10.2008)

Par courrier daté du 21 août 2008, le Président de la Chambre des députés a fait parvenir au Conseil d'Etat un certain nombre d'amendements parlementaires dans le cadre du projet de loi relative à l'obligation scolaire, amendements adoptés le 25 juin 2008 par la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre. Etaient joints un commentaire des amendements et un texte coordonné tel qu'il se présente suite aux propositions d'amendement évoquées ci-avant.

Par dépêche du 1er octobre 2008, la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement communique au Conseil d'Etat une rectification au libellé de l'article 21.

Observation d'ordre général

A diverses autres reprises, et notamment dans son avis du 18 mars 2008, le Conseil d'Etat avait insisté pour que le législateur, une fois pour toutes, désigne les fonctions de ministre, président, directeur ou autres uniquement en utilisant la terminologie masculine car dans la langue française ces termes utilisés au masculin qualifient la fonction sans préjudice quant au sexe du titulaire appelé à l'assumer, nonobstant certains usages récents différents, contraires aux exigences linguistiques en place. Voilà pourquoi le Conseil d'Etat se félicite que la commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre ait demandé l'avis *ad hoc* de la Conférence des Présidents de la Chambre des députés. Cette dernière instance s'est ralliée au Conseil d'Etat, de sorte qu'on peut espérer que les commissions de la Chambre, mais aussi et surtout le Gouvernement respecteront dorénavant cette façon de faire.

Le texte coordonné en a tenu compte.

Amendement I portant sur l'article 1er

Les auteurs des amendements proposent d'abord de retenir l'esprit des propositions du Conseil d'Etat en ce qui concerne la définition du terme „Ecole“, mais proposent de ne pas retenir la distinction entre enseignement public et enseignement privé. Le Conseil d'Etat peut se rallier à cette façon de voir les choses. Il en est de même en ce qui concerne le maintien de la définition du terme de „ministre“.

Amendement II portant sur l'article 2

Sans observation.

Amendement III portant sur l'article 3

Le Conseil d'Etat approuve l'ajout de l'adjectif „universelle“ à la dénomination „Déclaration des droits de l'homme“ et constate, tout en l'approuvant, que l'adjectif „générale“ vient s'accoler désormais au substantif „culture“, tel que proposé dans l'avis du Conseil d'Etat.

Amendement IV portant sur l'article 4

Le Conseil d'Etat ne s'oppose pas au maintien des dispositions concernant la place de certaines doctrines religieuses et politiques. Il renvoie toutefois à cet égard à ses observations formulées dans son avis sur le projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental (*doc. parl. No 5759*).

Amendement V portant sur l'article 5

Le Conseil d'Etat prend acte des choix de la commission parlementaire.

Amendement VI portant sur l'article 6

La commission parlementaire se propose de maintenir dans le corps du texte sous rubrique les dispositions concernant les langues. Le Conseil d'Etat ne partage pas cette façon de voir les choses. Par ailleurs, il prend acte que le législateur tient compte de l'opposition formelle visant l'inscription dans la loi des dispositions concernant les langues.

Remarques concernant les articles 7 à 9

Sans observation.

Amendement VII portant sur l'article 10

Le Conseil se déclare d'accord pour remplacer le déterminant défini „la“ par le déterminant indéfini „une“ devant „commission d'inclusion scolaire“.

Amendement VIII portant sur l'article 12

Comme la commission parlementaire, dans ses amendements, a tenu compte de l'opposition formelle du Conseil d'Etat et précise dorénavant dans la loi et non plus dans un règlement les matières réservées, le Conseil d'Etat peut donner son accord. Il en va de même des nouveaux contenus de cet article.

Remarques concernant les articles 13 à 15

Sans observation.

Amendement IX portant sur l'article 16

Alors que le Conseil d'Etat avait proposé dans son avis de distinguer, dans le chef des absences, entre les absences de longue et de courte durée, la commission parlementaire préfère procéder à un renvoi aux différentes lois régissant les divers ordres d'enseignement. Le Conseil d'Etat marque son accord avec cette façon de procéder.

Remarques concernant les articles 17 à 19

Sans observation.

Amendement X portant sur l'article 20

Par le biais des amendements, la commission parlementaire propose une modification de cet article tendant à rendre conforme le texte originel avec les exigences de la Commission nationale pour la protection des données. Le Conseil d'Etat approuve les nouvelles dispositions.

Remarques concernant l'article 21

Les renvois erronés aux articles du premier texte ont été redressés. Par ailleurs, la commission parlementaire a adopté les propositions rédactionnelles du Conseil d'Etat dans le cadre du premier alinéa de l'article sous examen. Elle a aussi adopté les propositions de modification de texte des troisième et quatrième alinéas. Finalement, elle a fait de même au sujet des propositions du Conseil d'Etat concernant les amendes.

Il reste à redresser une erreur matérielle et à écrire au deuxième alinéa de l'article 21 „conformément à l'alinéa qui précède“ (au lieu de: „à l'article“).

Remarque concernant l'article 22

Les suggestions du Conseil d'Etat ont été retenues par la commission parlementaire.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 7 octobre 2008.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

5758/09, 5759/12, 5760/10

N^{os} 5758⁹
5759¹²
5760¹⁰

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

PROJET DE LOI

portant organisation de l'enseignement fondamental

PROJET DE LOI

concernant le personnel de l'enseignement fondamental

* * *

**DEPECHE DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS AVEC
LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(24.10.2008)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que Madame la Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle avait l'intention de pouvoir faire adopter les trois projets en question simultanément par la Chambre des Députés. Or, il appert qu'en raison des décalages qui se sont produits dans le calendrier de la procédure législative, il faudrait, soit reporter le débat parlementaire tant que le projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental n'aura pas abouti, soit décaler l'ordre de soumission à la Chambre.

Comme le projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental induit une réforme significative de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire, réforme qui doit être préparée non seulement sur le plan administratif mais surtout au niveau pédagogique, le Gouvernement souhaite voir adopter ledit projet ainsi que celui relatif à l'obligation scolaire par la Chambre des Députés dans les meilleurs délais possibles.

Dès lors, à moins de créer un vide juridique, Madame la Ministre aimerait informer la Chambre des Députés que les dispositions de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire qui se rapportent aux questions de personnel ne pourront pas être abolies comme cela est stipulé au tiret 1 de l'article 78 du texte amendé du 26 août 2008 par la Commission de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle de la Chambre. Partant, le tiret 1 devrait se lire: *(Art. 78.– Sont abrogées les dispositions légales suivantes:) la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire sauf les articles 28 à 52 ainsi que les points 7, 8 et 14 de l'article 71 et l'article 72.*

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*La Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement,
Octavie MODERT*

Service Central des Imprimés de l'Etat

5758 - Dossier consolidé : 77

5758/10

N° 5758¹⁰

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

(7.1.2009)

La Commission se compose de: M. Jos SCHEUER, Président; M. Fernand DIEDERICH, Rapporteur; MM. Claude ADAM, Eugène BERGER, Mme Anne BRASSEUR, M. John CASTEGNARO, Mmes Marie-Thérèse GANTENBEIN-KOULLEN, Françoise HETTO-GAASCH, MM. Robert MEHLEN, Gilles ROTH et Fred SUNNEN, Membres.

*

**I. HISTORIQUE DU PROJET DE LOI ET TRAVAUX
PARLEMENTAIRES**

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés le 24 août 2007 par Madame la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Quatre chambres professionnelles ont émis leur avis sur le projet de loi, à savoir la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (7 novembre 2007), la Chambre des Employés privés (15 novembre 2007), la Chambre de Travail (19 décembre 2007), et la Chambre des Métiers (21 janvier 2008).

Le groupe parlementaire „Déi Gréng“ a introduit des propositions d'amendements, datées au 11 décembre 2007.

L'avis du Conseil d'Etat a été émis le 18 mars 2008.

L'avis complémentaire du Conseil d'Etat du 7 octobre 2008 porte sur les amendements adoptés par la commission parlementaire lors de sa réunion du 25 juin 2008 ainsi que sur une rectification transmise par la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement par dépêche du 1er octobre 2008.

*

II. TRAVAUX PARLEMENTAIRES

La Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a procédé à l'examen du texte au cours de ses réunions du 26 septembre 2007 et du 16 octobre 2007, date à laquelle Monsieur Fernand Diederich a été nommé rapporteur du projet de loi.

Lors de sa réunion du 28 avril 2008, la commission a entamé l'examen de l'avis du Conseil d'Etat. Le 7 mai 2008 elle a examiné des propositions d'amendements du groupe „Déi Gréng“. Le 25 juin 2008 ont été présentées les propositions d'amendements parlementaires, finalisées au mois de juillet 2008.

L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été examiné par la commission parlementaire le 8 décembre 2008. Le présent projet de rapport a été présenté et adopté lors de la réunion du 7 janvier 2009.

*

III. OBJET DU PROJET DE LOI

Jusqu'à présent, les dispositions légales relatives à l'enseignement obligatoire se retrouvaient dans la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire.

La situation a évidemment beaucoup évolué depuis cette date, surtout depuis la réforme législative du 3 juin 1994 qui a supprimé les classes complémentaires de l'enseignement primaire en les remplaçant par le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.

A l'heure actuelle, en règle générale, les élèves accomplissent au moins trois années de leur scolarité obligatoire en dehors de l'enseignement primaire dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique, de sorte qu'il apparaît indiqué de fixer les grands principes ayant trait à l'obligation scolaire dans une loi spéciale, distincte de la loi réglant l'organisation de l'enseignement fondamental.

Le présent texte propose d'étendre la durée de la scolarité obligatoire de 11 années à 12 années, prenant son point de départ au premier cycle de l'enseignement fondamental dont la fréquentation est obligatoire pour tout enfant âgé de 4 ans révolus avant le 1er septembre.

Il est communément admis dans nos sociétés qu'une scolarisation meilleure et plus longue forme des citoyens mieux socialisés et plus responsables, des acteurs économiques plus efficaces et des personnes plus capables de faire face aux défis et aux bouleversements rapides du monde en général et du savoir en particulier.

Ensemble avec les modifications des structures sociofamiliales, voilà autant de raisons qui plaident en faveur d'une nouvelle extension de l'obligation scolaire. Sur 25 pays de l'Union européenne, seulement 10, dont le Luxembourg, limitent la fin de la scolarité à 15 ans. Les autres l'ont prolongée jusqu'à 16 ans et au-delà. A noter que dans les pays où la scolarité obligatoire s'étend jusqu'à 18 ans, il peut être suffi à l'obligation scolaire en participant à partir de 16 ans à un enseignement à temps partiel. Cette solution est également prévue dans le présent projet pour des élèves âgés de 15 ans.

Par rapport à la législation actuellement en vigueur, le projet apporte d'autres innovations essentielles:

- Le manque à l'obligation de fréquenter l'éducation préscolaire devient sanctionnable.

Jusqu'à présent, la violation de l'obligation de fréquenter l'éducation préscolaire n'était pas pénalement sanctionnable. Le caractère plus contraignant donné à l'obligation de fréquenter le premier cycle de l'enseignement fondamental se justifie par le fait que cette éducation joue un rôle très important dans la socialisation et les premiers apprentissages des enfants.

- L'Etat veille à maintenir en situation scolaire les élèves menacés prématurément d'exclusion.

L'étude „Le décrochage scolaire au Luxembourg“ réalisée par le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle (MENFP)¹ au courant de l'année scolaire 2006/2007 montre que le taux de décrochage² a diminué significativement ces dernières années. Ladite étude a recensé les élèves ayant quitté les écoles luxembourgeoises sans diplôme de fin d'études et, parmi eux, les jeunes qui sont des décrocheurs scolaires, c.-à-d. qui ne se réinscrivent pas à une autre école ou à une autre formation.

La baisse du taux de décrochage s'explique notamment par le fait que le MENFP a fait de la lutte contre l'exclusion scolaire une de ses priorités absolues. En effet, la création de nouvelles offres scolaires pour des élèves en difficultés comme les classes relais ainsi que le suivi systématique des décrocheurs par l'Action locale pour Jeunes (ALJ) contribue à faire baisser le taux de décrochage.

Néanmoins il reste plus de 9% des élèves qui quittent définitivement l'école sans diplôme. Quant aux raisons qui les ont poussés, les élèves concernés et interrogés à ce sujet invoquent le plus souvent leur manque de motivation à poursuivre une formation scolaire, le fait de ne pas avoir trouvé de poste d'apprentissage, l'échec scolaire ainsi que le mauvais choix d'une formation ou une mauvaise orientation vers une formation qui ne leur convient pas.

¹ „Le décrochage scolaire au Luxembourg – mai 2006 à avril 2007; Parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire; Causes du décrochage“, MENFP, juin 2008.

² La notion de „décrocheurs“ telle qu'elle est utilisée dans l'étude s'applique aux jeunes ayant quitté l'école de manière définitive et ayant rejoint le marché de l'emploi, fréquentant une mesure d'insertion professionnelle ou étant sans occupation spécifique.

L'école se doit en effet d'agir de manière préventive pendant la scolarité obligatoire pour faire en sorte que les jeunes fragilisés puissent être maintenus en situation scolaire au-delà du temps d'obligation scolaire jusqu'à ce qu'ils aient obtenu une qualification. Il est très difficile d'absorber à la longue, année par année, ces jeunes menacés de marginalisation. C'est pourquoi le projet de loi prévoit que des équipes d'éducateurs puissent être constituées dans les lycées qui s'engagent dans un projet de maintien en situation scolaire.

- Le projet de loi fixe les langues d'enseignement de l'école luxembourgeoise.

Le luxembourgeois, l'allemand et le français sont définis explicitement comme étant les langues d'enseignement de l'école luxembourgeoise. Des dérogations restent possibles (p. ex. pour les cours intégrés en langue maternelle, le bac international en langue anglaise), mais ne constituent pas la norme.

- L'obligation de dispenser un enseignement neutre est inscrite au projet de loi.

Dans le respect de la liberté de conscience des élèves, la formation scolaire ne doit privilégier aucune doctrine religieuse ou politique. Il en découle l'interdiction pour les enseignants, mis à part ceux de la formation religieuse, d'afficher leurs convictions personnelles par leur tenue vestimentaire ou un autre signe distinctif.

*

IV. LES AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics souligne que beaucoup d'élèves de 15 ans, notamment ceux qui se trouvent en difficultés extrêmes d'apprentissage, éprouvent déjà aujourd'hui un profond dégoût face à l'école, et il sera difficile de leur fournir la motivation nécessaire pour continuer leur scolarité pendant une année supplémentaire. Dans ce contexte, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics approuve tout particulièrement la disposition stipulant qu'un élève âgé de 15 ans, s'il est entré en apprentissage, satisfait à l'obligation scolaire en fréquentant des cours professionnels concomitants.

Par ailleurs, selon la chambre professionnelle il faudrait préciser dans le texte si les excuses exigées de la part des parents pour motiver l'absence de leur enfant doivent se faire par écrit ou non lorsqu'un élève manque momentanément les cours. En plus, la Chambre des Employés publics se pose la question si la production d'un certificat médical est exigée pour des absences dépassant une certaine durée.

Avis de la Chambre des Employés privés

La Chambre des Employés privés salue la consécration du droit de tout enfant à l'éducation précoce. Etant donné que le luxembourgeois y est utilisé comme langue de communication, la fréquentation de l'éducation précoce peut exercer une influence bénéfique sur le futur parcours scolaire de l'enfant, la bonne maîtrise du luxembourgeois étant étroitement liée à la réussite scolaire.

Selon la Chambre des Employés privés, la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans contribue à remédier à l'exclusion scolaire. Néanmoins, la chambre professionnelle est d'avis qu'il est indispensable de développer d'autres mesures en parallèle afin de réduire les facteurs à la base des décrochages scolaires précoces. Elle insiste à cet effet sur la nécessité de réformer les méthodes d'enseignement en vue de renforcer la motivation des jeunes menacés d'exclusion et d'améliorer l'orientation scolaire ainsi que les mesures de remédiation, d'accompagnement et d'évaluation.

En ce qui concerne l'obligation des parents à veiller à ce que leurs enfants fréquentent régulièrement l'école, la Chambre des Employés privés adopte une approche positive quant à une plus grande responsabilisation des parents, tout en insistant que la réorientation ne devrait aucunement déresponsabiliser l'Etat.

Avis de la Chambre des Métiers

La Chambre des Métiers ne s'oppose pas au principe de l'extension de l'obligation scolaire. Cependant, une simple augmentation linéaire de l'obligation scolaire n'est, aux yeux de la Chambre des Métiers, qu'une mesure purement quantitative qui ne s'inscrit pas dans une véritable démarche stratégique d'amélioration qualitative de l'enseignement. Dans ce contexte, la Chambre professionnelle

propose d'étendre l'obligation scolaire par l'avancement de l'obligation scolaire au niveau de l'éducation précoce ainsi qu'une réduction de la durée de l'enseignement secondaire.

Selon la Chambre des Métiers, l'avancement de l'obligation scolaire permettrait de favoriser la socialisation ainsi que l'intégration précoce des enfants de différents arrière-fonds culturels, linguistiques et nationaux, tandis qu'une réduction de la durée de l'enseignement secondaire mettrait l'École dans l'obligation de procéder à un allègement substantiel des contenus des programmes de formation, de mettre l'accent davantage sur les méthodes d'apprentissage et d'évoluer d'une mentalité de l'addition des savoirs vers une culture du maniement des savoirs.

D'autre part, la Chambre des Métiers se réjouit de la précision que l'élève qui a atteint l'âge de 15 ans et qui peut entrer en apprentissage satisfait à l'obligation scolaire en fréquentant les cours professionnels concomitants. Cette disposition répond à une revendication de la Chambre des Métiers qui n'aurait pas pu accepter un report d'une année de l'entrée en apprentissage suite à la prolongation d'une année de l'obligation scolaire.

Avis de la Chambre de Travail

La Chambre de Travail salue l'intention gouvernementale d'étendre l'obligation scolaire de 11 à 12 ans. Elle estime même qu'il faut, pour des raisons d'équité sociale et d'efficacité de l'École luxembourgeoise, non seulement étendre l'obligation scolaire vers le haut, mais également mener une discussion sur la durée totale de l'obligation scolaire. En effet, les experts s'accordent pour dire que la scolarisation en bas âge représente un atout sur le plan du développement cognitif et social de l'enfant et que scolarisation précoce et réussite scolaire ultérieure sont souvent liées.

La Chambre de Travail plaide pour un enseignement précoce obligatoire dans un souci d'équité sociale, pour lequel un certain nombre de prémisses doivent pourtant être remplies: éducation précoce sur au moins cinq jours par semaine, avec un accueil et un encadrement obligatoire sur toute la journée, organisé en coopération étroite avec les gestionnaires des maisons-relais, afin de permettre aux parents professionnellement actifs de pouvoir profiter de cette offre.

Par ailleurs, la Chambre de Travail approuve que l'enseignant ne soit pas autorisé à manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes sa croyance religieuse. Toutefois, la Chambre de Travail est d'avis que ceci doit aussi être vrai pour tout le personnel éducatif et pour les élèves.

*

V. LES AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 18 mars 2008, le Conseil d'Etat marque son accord avec la mesure phare du projet de loi, c'est-à-dire l'extension de l'obligation scolaire qui sera portée de 11 à 12 ans. Par ailleurs, le Conseil d'Etat approuve aussi le fait de soumettre à la procédure législative une loi spécifique concernant l'obligation scolaire, d'autant plus que celle-ci ne se limite pas à l'enseignement fondamental, mais qu'elle concerne également les quatre premières années de l'enseignement postprimaire.

D'autre part, les dispositions permettant d'organiser la dernière année de la scolarité obligatoire à temps partiel et de maintenir en situation scolaire les élèves de l'enseignement postprimaire qui sont menacés d'exclusion scolaire trouvent l'assentiment du Conseil d'Etat. Le fait que lors de la dernière année de l'obligation scolaire, la formation peut être organisée à temps partiel et ainsi permettre un accès en première année d'apprentissage trouve également l'accord du Conseil d'Etat.

Cependant, le Conseil d'Etat estime que l'extension de l'obligation scolaire telle que prévue par le projet de loi est une mesure plutôt quantitative qui, fondamentalement, ne changera pas grand chose sur le plan qualitatif, sur le plan des contenus voire de l'offre scolaire mise en place. Dans ce contexte, la Haute Corporation soutient le Gouvernement dans ses efforts tendant à diversifier et élargir l'offre scolaire.

En outre, le Conseil d'Etat est d'avis que les auteurs du projet de loi ont ajouté des dispositions complètement étrangères à l'objet principal à savoir l'obligation scolaire. Selon la Haute Corporation, les articles relatifs au droit à l'enseignement à l'école ainsi qu'aux missions de l'école n'ont pas leur place dans le projet de loi tant pour des raisons de forme, voire légistiques, que pour des raisons de fond.

Quant à l'article relatif aux langues d'enseignement, le Conseil d'Etat trouve qu'il n'a pas sa place dans le projet de loi étant donné qu'il n'a aucun lien organique avec la visée principale du projet, et, d'autre part, que l'objet visé est déjà couvert par les dispositions de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat approuve en grande partie les amendements parlementaires. Elle réitère toutefois son point de vue quant aux dispositions linguistiques qui, selon la Haute Corporation, n'ont pas leur place dans le projet de loi relative à l'obligation scolaire.

*

VI. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Remarque générale s'appliquant au texte entier

Pour des raisons de lisibilité du projet de loi, le Conseil d'Etat insiste pour que les fonctions de ministre, président, directeur ou autres soient uniquement désignées par la terminologie masculine, estimant qu'un terme employé au masculin qualifie la fonction sans préjudice quant au sexe du titulaire appelé à l'assumer.

La commission parlementaire, sur avis de la Conférence des Présidents de la Chambre, se rallie au Conseil d'Etat. Le projet de loi initial a donc subi les modifications qui s'imposaient.

Article 1er

Cet article définit les termes et concepts qui figurent au présent texte.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer les définitions reprises sub a), b) et d), car elles se retrouvent dans d'autres textes législatifs, notamment dans le Code civil. La commission se rallie partiellement à cette vue du Conseil d'Etat et propose néanmoins de préciser, pour faciliter la lecture du texte, qu'au sens de la présente loi le terme „ministre“ désigne le ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions.

Concernant le terme „école“, le Conseil d'Etat propose de le reformuler de la façon suivante:

„école: l'enseignement dispensé dans le cadre des établissements soumis aux lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement, public et privé, ainsi que celles régissant la formation professionnelle“

La commission parlementaire estime que cette définition estompe la différence entre l'enseignement public et les écoles privées. Pour le législateur, l'enseignement public constitue la règle générale alors que l'enseignement privé possède un caractère complémentaire ou alternatif. Cette priorité explique par ailleurs la hiérarchie des deux articles 8 et 9 du projet qui perdrait son sens si la définition concernant l'école était rédigée de la manière proposée par le Conseil d'Etat.

Quant à la définition du terme „parents“, la question se pose si elle correspond toujours à la nouvelle interprétation du rôle parental et s'il ne vaudrait pas mieux parler de „responsabilité parentale“ et non plus d'„autorité parentale“. Actuellement, le Code civil connaît encore la terminologie „autorité parentale“ (voir les articles 371 à 381 du Code civil et le projet de loi 5867 relatif à la responsabilité parentale, déposé le 11 avril 2008). La commission se prononce en fin de compte contre une modification du texte, souhaitant abandonner la question au droit commun.

Article 2

L'article 2 prévoit un droit à l'enseignement dans une école publique pour tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché âgé de trois ans au moins. Un enfant fréquentant l'école est considéré comme élève. Il est précisé que ce droit existe en faveur des enfants résidant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Les enfants de nationalité luxembourgeoise habitant à l'étranger, n'ont pas le droit de fréquenter l'école luxembourgeoise. A l'heure actuelle, les communes luxembourgeoises peuvent néanmoins accepter ces enfants.

Le Conseil d'Etat estime que l'article sous examen est superfétatoire eu égard aux dispositions contenues à l'article 23 de la Constitution. Selon le Conseil d'Etat l'article 2 serait dès lors à supprimer. La commission parlementaire ne partage pas cette vue. Elle propose de maintenir l'article tout en complétant l'indication de l'âge des enfants ayant droit à une formation scolaire.

Article 3

L'article 3 traite des missions de l'institution école. La formation scolaire permet à l'enfant d'acquiescer une culture, le prépare à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique. Elle l'éduque aux valeurs éthiques fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'amène à respecter l'égalité entre les filles et les garçons. Elle constitue la base de l'éducation permanente. Les familles sont associées à l'accomplissement de ces missions. Pour favoriser l'équité des chances, des dispositions appropriées rendent possible l'accès de chacun, en fonction de ses aptitudes et de ses besoins particuliers, aux différents types ou niveaux de la formation scolaire.

Il est vrai que la notion de „famille“ n'est pas définie juridiquement. Cependant son remplacement par „les parents“ limiterait la tâche éducative aux seuls ascendants directs, en négligeant les grands-parents, oncles, tantes, etc.

Le Conseil d'Etat considère que cet article n'a pas sa place dans le texte sous rubrique, car il ne concerne en rien l'obligation scolaire, et partant il serait à supprimer.

Le Conseil d'Etat propose cependant une alternative au cas où le législateur souhaiterait néanmoins inscrire les missions de l'école dans un texte de loi et suggère de reprendre les dispositions afférentes dans les lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement. La commission opte pour cette démarche.

Le Conseil d'Etat propose en plus d'assortir le substantif „culture“ de l'adjectif „générale“ à la deuxième ligne, en cas de maintien de l'article, ce qui trouve l'assentiment de la commission parlementaire.

La commission, reprenant une proposition d'amendement du groupe „Déi Gréng“, propose de compléter la dénomination de la Déclaration (universelle) des droits de l'homme.

Les articles 4 et 5 concernent les cours d'instruction religieuse ou de formation morale. Les articles 4 et 5 se proposent donc d'aborder le sujet de la neutralité religieuse, philosophique et politique de l'enseignement dans les branches autres que l'instruction religieuse.

L'article 4 indique que la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse, philosophique ou politique. L'article 5 détermine le principe de la tenue vestimentaire neutre pour tous les enseignants à l'exception de l'enseignant titulaire d'un cours d'instruction religieuse et morale. L'article 5 fournit ainsi la base légale pour le Gouvernement de refuser à un enseignant de manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes son appartenance à une doctrine religieuse, philosophique ou politique.

Le Conseil d'Etat s'étonne de retrouver ces dispositions dans le projet de loi sous rubrique. Le Conseil d'Etat insiste avec force pour supprimer cet article dans sa totalité, à la fois pour des raisons de fond, d'opportunité et de légistique formelle, d'autant plus que la matière est régie à suffisance de droit par l'article 22 de la loi modifiée du 12 août 1912 concernant l'enseignement primaire, et que la fréquentation des cours est régie par l'article 26 de la même loi.

La commission parlementaire se prononce en faveur du maintien de l'article, notamment au vu de l'abrogation de la loi de 1912 suite à la mise en vigueur de l'actuel projet de loi 5759 sur l'enseignement fondamental. Cependant, pour tenir compte de l'appréciation de la Haute Corporation, elle propose de modifier le texte de l'article 4 en biffant la référence à la philosophie.

L'article 5 n'a pas pour objectif d'interdire de façon générale le port de signes religieux ou politiques. Il doit cependant être permis par une loi que l'Etat-patron impose une neutralité aux agents publics.

Cet article est donc en conformité avec l'article 9 de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales qui stipule que „1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accompagnement des rites.

2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.“

Le Conseil d'Etat demande de supprimer l'article 5 sous rubrique. En effet, l'objet visé serait, d'après la Haute Corporation, d'ores et déjà couvert par les dispositions contenues dans la loi modifiée du 16 avril 1979 concernant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

La commission parlementaire ne partage pas cette vue du Conseil d'Etat en estimant que les libellés des articles 10.1. et 14 correspondants du statut des fonctionnaires qui disposent que „*Le fonctionnaire doit dans l'exercice, comme en dehors de l'exercice de ses fonctions, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ses fonctions ou à sa capacité de les exercer, donner lieu à scandale ou compromettre les intérêts du service public.*“, et „*Le fonctionnaire est tenu au devoir de disponibilité, d'indépendance et de neutralité.*“ sont insuffisants pour permettre à l'Etat-patron d'intervenir contre un fonctionnaire qui manifesterait de manière ostensible ses opinions religieuses et/ou politiques. De même, les dispositions existant actuellement ne suffisent pas pour permettre au Gouvernement d'interdire une tenue vestimentaire exprimant une appartenance religieuse.

D'après l'avis de la commission parlementaire, l'article 5 serait donc à maintenir dans sa teneur initiale, en biffant cependant la référence à une pensée philosophique, par analogie avec l'article 4.

Le groupe parlementaire „Déi Gréng“ avait proposé de biffer l'article 5. La commission n'a pas retenu cette option.

Article 6

Cet article fixe les langues d'enseignement de l'Ecole. Certaines langues sont employées pour enseigner (le luxembourgeois, l'allemand et le français à l'école primaire); d'autres langues sont enseignées à l'école et la langue employée pendant ces cours est la langue enseignée. Des exceptions, notamment la mise en place de classes internationales menant p. ex. en langue véhiculaire anglaise au baccalauréat international ainsi que l'organisation de cours intégrés en langue portugaise par exemple, doivent toutefois rester possibles.

Cet article fixe la base légale pour le contrôle des compétences linguistiques des futurs enseignants pour assurer que ces derniers soient capables d'utiliser les langues usuelles du pays.

Le Conseil d'Etat estime une nouvelle fois que cet article n'a pas sa place dans le projet de loi sous rubrique. D'une part, il n'a aucun lien organique avec la visée principale du projet, et, d'autre part, l'objet visé est déjà couvert par les dispositions de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

La Haute Corporation se verrait obligée de s'opposer formellement à la disposition de cet article prévoyant que l'emploi des langues d'enseignement pourrait partiellement être réglé par règlement grand-ducal, comme étant contraire à l'article 23 de la Constitution.

La commission parlementaire suit partiellement l'appréciation du Conseil d'Etat. Il lui importe de préciser quelles sont les langues dans lesquelles on peut et on doit enseigner à l'Ecole luxembourgeoise et de stipuler que l'emploi d'autres langues doit être réglementé, non pas par la voie réglementaire prévue dans le texte initial mais par voie législative. La référence à des règlements d'exécution est donc biffée du texte.

Article 7

Cet article concerne l'obligation de fréquenter l'école. L'article fixe la durée de la scolarité obligatoire à douze années. Le début se situe au moment de l'admission au premier cycle de l'enseignement fondamental, obligatoire pour tout enfant habitant notre pays âgé de quatre ans révolus avant le 1er septembre.

L'éducation précoce, ouverte aux enfants à partir de trois ans, reste donc facultative.

Concernant les enfants visés, le Conseil d'Etat tient à préciser, dans le but d'éviter toute ambiguïté, qu'il s'agit des enfants âgés de quatre ans révolus avant le 1er septembre et propose une formulation allant dans ce sens.

La commission est d'accord avec la simplification du texte proposée par le Conseil d'Etat qui remplace „le territoire du Grand-Duché“ par „le Luxembourg“ ainsi qu'avec le nouveau libellé proposé par la Haute Corporation.

La commission relève une différence dans les terminologies employées pour désigner les jeunes âgés „de trois ans au moins“ ou de „quatre ans révolus“. Le libellé de l'article 7 est donc amendé comme suit:

„Obligation de fréquenter l'École“

„**Art. 7.**– Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché de Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'École. Cette obligation scolaire s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question, scolaires comprises à partir de cette date.“

Article 8

L'article donne des précisions sur la fréquentation des cours en spécifiant notamment que tous les cours doivent être fréquentés. Cette disposition ne concerne pas les élèves à besoins spécifiques qui sont physiquement non capables de fréquenter certains cours ou qui fréquentent un enseignement adapté à leurs besoins. Le texte vise surtout les enfants qui, pour des raisons religieuses, solliciteraient une dispense des cours d'éducation physique ou de biologie.

L'article 8 n'appelle pas d'observation particulière de la part du Conseil d'Etat, sauf à remplacer les termes „établissements scolaires“ par „écoles“. La commission ne peut pas se rallier à cette proposition de texte, vu que le terme „école“ tel que défini dans la nouvelle législation (projet de loi 5759) n'a pas la même signification que la terminologie „établissement scolaire“. La nouvelle loi tente en effet de désigner dans son article 2 par „école“ „une entité administrative et pédagogique identifiable, regroupant en communauté scolaire les élèves et les équipes pédagogiques d'un ou de plusieurs bâtiments scolaires“.

Article 9

Cet article énumère les endroits où la scolarité obligatoire peut s'accomplir. L'article prévoit également la possibilité de l'enseignement à domicile selon les conditions définies par la loi régissant soit l'enseignement primaire, soit l'enseignement postprimaire.

Le Conseil d'Etat propose de regrouper les articles 8 et 9 dans un même article 3 nouveau. L'article 8 n'appelle pas d'observation particulière, sauf à remplacer les termes „établissements scolaires publics“ par „écoles“.

Le deuxième alinéa de l'article 9 a trait à la formation scolaire obligatoire qui peut être dispensée, sous certaines conditions déterminées par la loi, à domicile. Le Conseil d'Etat met en garde contre une interprétation trop large de cette disposition et tient à rappeler qu'une des missions principales de l'école consiste en la socialisation des enfants. Pour des raisons de cohérence et de clarté du texte sous avis, et afin de faciliter la recherche juridique ultérieure, le Conseil d'Etat propose de compléter *in fine* le deuxième alinéa de l'article 9 par la référence à la loi réglant la formation scolaire obligatoire dispensée à domicile, à savoir „la loi du ... portant organisation de l'enseignement fondamental“ (*doc. parl.* No 5759).

Il est finalement proposé de garder les articles 8 et 9 inchangés.

Article 10

Il est précisé dans cet article que l'enfant à besoins spécifiques peut suffire à l'obligation scolaire en recevant un enseignement spécifique, étant donné que cet enseignement demeure une proposition faite aux parents.

Il est prévu de créer la commission d'inclusion scolaire par le biais du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental (projet de loi 5759). La commission propose par conséquent de modifier le libellé de l'article afin qu'il n'y soit plus question de „la“ commission, mais d'„une“ commission.

Article 11

Cet article dispose que l'élève qui a atteint l'âge de 15 ans répond également à l'obligation scolaire s'il poursuit des études dans le cadre de la formation professionnelle, notamment sous forme de formation en alternance. Comme indiqué dans ses considérations générales, le Conseil d'Etat approuve ce principe.

Article 12

Cet article crée la base légale pour la mise en œuvre de mesures visant à maintenir en situation scolaire des élèves menacés d'exclusion. Il est formulé de manière à donner à l'Etat la possibilité

d'assortir ces mesures d'un certain nombre de conditions et d'éviter de créer d'office dans chaque lycée un service éducatif. Il est en effet prévu de proposer ces mesures dans le contexte d'un programme limité à celles des communautés scolaires qui souhaitent positivement y participer et qui pour cela ont pris un certain nombre de dispositions.

Les dispositions de cet article concernent donc les élèves menacés d'exclusion scolaire et le but est de leur offrir la possibilité de profiter des mesures de formations spécifiques. Cette façon de faire rencontre l'approbation du Conseil d'Etat et rejoint les soucis de la Chambre de Commerce qui souhaite que l'Etat développe en parallèle des dispositifs d'éducation de la 2e chance (...). La Chambre de Travail, dans le même contexte, pose un certain nombre de questions que le Conseil d'Etat fait siennes.

L'enseignement étant une matière réservée à la loi et dans la mesure où l'article sous examen ne respecte pas les exigences de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution, en renvoyant sans autre précision à un règlement grand-ducal, il ne répond pas aux obligations constitutionnelles et le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement.

La commission propose une modification de l'article 12 qui trouve finalement aussi l'assentiment du Conseil d'Etat.

Article 13

L'article donne des détails concernant la procédure d'inscription. L'initiative incombe à l'administration communale qui informe les parents du début de l'obligation scolaire de leur enfant et l'inscrit d'office dans une école primaire dans le ressort scolaire de leur domicile. Les parents inscrivent leur enfant à un lycée à partir du moment qu'il remplit les conditions d'admission.

Les articles 13 et 14 restent sans observation de la part du Conseil d'Etat, sauf à remplacer *in fine* de l'article 13 les termes „qu'il“ par ceux de „où il“, ce qui trouve l'assentiment de la commission parlementaire.

Article 14

Les élèves soumis à l'obligation scolaire doivent régulièrement participer à tous les cours et aux activités scolaires. Cette disposition a pour but d'empêcher que certains parents puissent, pour des raisons philosophiques ou religieuses e.a., soustraire leurs enfants à la fréquentation de certains cours.

En principe les enfants doivent fréquenter l'école primaire dans le ressort scolaire où résident les parents. Par parents on entend „la ou les personnes investies de l'autorité parentale“. Ce principe permet cependant des exceptions se dégageant de l'évolution sur les plans familial et professionnel. Les enfants peuvent, sous certaines conditions, fréquenter l'école du lieu de travail de leurs parents.

Article 15

Le texte ne prévoit plus d'admission anticipée de l'enfant à l'éducation préscolaire, étant donné que les enfants peuvent, dès l'âge de trois ans, fréquenter l'éducation précoce. A la demande des parents et sur autorisation du conseil communal, l'admission au premier cycle de l'enseignement fondamental peut être différée, c'est-à-dire retardée d'une année si l'état de santé ou si le développement physique ou intellectuel de l'enfant justifie cette mesure. La demande doit être accompagnée d'un certificat d'un pédiatre.

Il existe aujourd'hui un consensus général au sujet des avantages qu'une intégration sociale peut offrir aux enfants à besoins éducatifs spécifiques. Toutefois, afin de maintenir une certaine flexibilité, les parents d'un enfant ayant l'âge de fréquenter une classe du premier cycle de l'enseignement fondamental, mais présentant une déficience intellectuelle, une déficience cérébrale et motrice, des déficiences de la vue ou de l'ouïe ainsi que d'autres déficiences, peuvent faire différer pendant une année la fréquentation par leur enfant d'une classe du premier cycle de l'enseignement fondamental. Un enfant peut parcourir un cycle d'études en un, deux ou trois ans.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec cet article, mais propose de modifier la deuxième phrase qui serait à reformuler *in fine* de la façon suivante: „(...) joignant le cas échéant les pièces justificatives“. La commission préfère garder le texte initial, estimant que la détermination de la nature des „pièces justificatives“ et la qualification des personnes qui les établiraient induirait une nouvelle critérisation.

La proposition de texte du groupe „Déi Gréng“ concernant l’article 15 spécifie que pour justifier de retarder le passage au premier cycle de l’enseignement fondamental, c’est le développement physique, psychique, émotionnel ou socio-affectif de l’enfant qui devrait être évalué et non strictement son développement intellectuel. Par conséquent, ce n’est plus le pédiatre, mais une personne formée dans le domaine médico-psycho-pédagogique ou thérapeutique qui sera compétente de juger de ce développement.

La proposition d’amendement n’est pas retenue textuellement.

Article 16

Cet article détermine les règles à observer au cas où l’enfant doit s’absenter de l’école.

En ce qui concerne cet article, le Conseil d’Etat se demande s’il ne faudrait pas préciser que les demandes d’excuses des parents pour expliquer l’absence de leur enfant doivent se faire par écrit pour des absences de courte durée et par un certificat médical pour des absences plus longues.

La commission note qu’une disposition correspondante est déjà prévue dans la loi portant organisation de l’enseignement fondamental. L’article 16 pourrait donc garder son libellé initial. Cependant, dans un souci d’une plus grande sécurité juridique, il sera fait référence aux autres lois dans le corps de l’article sous rubrique qui, après modification, se lit comme suit:

„Absences et dispenses

Art. 16.– Lorsqu’un élève manque momentanément les cours, les parents doivent sans délai informer le titulaire ou le régent de la classe et lui faire connaître les motifs de cette absence.

Les modalités d’information en cas d’absence sont déterminées par les lois régissant les différents ordres d’enseignement.

Les seuls motifs légitimes sont la maladie de l’enfant, le décès d’un proche et le cas de force majeure.“

Article 17

Cet article précise les procédures en cas de dispenses de fréquentation des cours. Par rapport à l’ancienne législation les procédures ont été simplifiées. Un certificat attestant la maladie de l’élève de l’enseignement postprimaire peut, le cas échéant, être demandé à tout moment.

La dispense de fréquenter le cours est accordée avant l’absence proprement dite. Les sanctions en cas d’absence non excusée sont p. ex. l’inscription des heures d’absence sur le bulletin de l’élève.

L’article reste sans observation particulière de la part du Conseil d’Etat.

Article 18

Les parents ont la possibilité d’inscrire leurs enfants dans une école primaire autre que celle de la commune de résidence. Dans ce cas les parents informent au plus tard huit jours après le début des cours, moyennant remise d’une copie du certificat d’inscription délivré par l’école, l’administration communale de leur résidence. Les parents qui entendent donner l’enseignement à domicile à leur enfant font une déclaration à la commune.

L’article reste sans observation particulière de la part du Conseil d’Etat.

Articles 19 et 20

Ces articles précisent la manière dont les autorités scolaires veillent au respect de l’obligation scolaire et les moyens dont elles disposent afin de réprimer les violations de cette obligation. On distingue entre le contrôle du respect de l’obligation d’inscription, qui incombe aux administrations communales, et le contrôle du respect de l’obligation de fréquentation régulière, qui incombe aux responsables de l’école sur place. Il sera veillé à structurer la procédure de manière qu’un contrôle moyennant fichiers informatiques soit possible.

Article 19

Cet article prévoit que le relevé vise la liste des élèves concernés par l’obligation scolaire qui doit être dressée par l’administration communale de résidence de l’enfant pour le 15 octobre de chaque

année. Le Conseil d'Etat se demande si, pour des raisons de bon fonctionnement des classes, on peut se demander s'il ne vaudrait pas mieux avancer la date précitée au 1er octobre.

La commission marque son accord avec cette proposition.

Article 20

Resté sans observation de la part du Conseil d'Etat, l'article subit néanmoins des modifications proposées par la commission parlementaire pour rendre le texte conforme aux propositions de formulation que fait la Commission nationale pour la protection des données. A noter que la terminologie „administration de l'éducation nationale“ désigne les services du Ministère de l'Education nationale.

„Art. 20.– L'administration de l'éducation nationale, les établissements scolaires et les autorités communales échangent les données nécessaires au contrôle du respect de l'obligation scolaire, de l'assiduité des élèves fréquentant l'enseignement fondamental ou l'enseignement postprimaire et à l'accomplissement des missions de l'Ecole en général, à l'aide de procédés automatisés ou non. Les procédés automatisés se font moyennant interconnexion de données et sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé. Les conditions, critères et modalités de l'échange sont déterminés par règlement grand-ducal.“

Article 21

Le présent projet de loi retient qu'en cas de violation de l'obligation d'inscription ou de fréquentation régulière, les parents de l'élève concerné pourront être déférés devant le tribunal de police par l'autorité compétente et qu'ils encourent une condamnation à une amende pénale.

Le Conseil d'Etat rend attentif à des incohérences existant au niveau des références. Les renvois aux articles, contenus dans le texte, ont donc été revus.

D'un point de vue rédactionnel, le Conseil d'Etat propose d'insérer les termes „par écrit“ entre ceux de „demeure“ et „de“, et d'ajouter le terme „encourues“ à la suite de celui de „sanctions“ au premier alinéa de l'article sous examen. La commission est d'accord avec cette proposition.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article sous examen sont, d'après le Conseil d'Etat, à reformuler de la façon suivante:

„A défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire dans un délai de 8 jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à l'alinéa qui précède, le collège des bourgmestre et échevins, informé respectivement par le président du comité d'école ou le directeur du lycée, en informe le ministère public territorialement compétent. (...)“

La commission parlementaire peut faire sienne cette proposition de texte.

Par ailleurs, la commission parlementaire souhaite préciser les sanctions prévues par les infractions aux dispositions des articles correspondants.

Le Conseil d'Etat éprouve des difficultés à proposer le taux de l'amende encourue en vertu de l'article 22, alors qu'il existe une incohérence entre le degré de la juridiction et le taux de l'amende, tels que proposés par les auteurs du projet. La commission parlementaire, après réexamen de la question, se prononce en faveur d'amendes s'échelonnant entre 25 et 250 euros, conformément à la proposition du Conseil d'Etat.

Par une lettre du 25 septembre 2008, la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle rend attentif à une erreur matérielle. La disposition inscrite au paragraphe 2 de l'article 21 „A défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire dans un délai de huit jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à l'article qui précède ...“ devrait se référer à „l'alinéa qui précède“.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat approuve le redressement de cette erreur.

Dès lors, l'article 21 se lirait comme suit:

„Art. 21.– Lorsque le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire informé par le président du comité d'école ou le directeur du lycée constate une infraction aux dispositions des articles 7, 13 et 14, il met les parents en demeure par écrit de se conformer à la loi et leur rappelle les sanctions pénales encourues.

A défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire dans un délai de huit jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à l'alinéa qui précède, le collège des

bourgmestre et échevins, informé respectivement par le président du comité d'école ou le directeur du lycée, en informe le ministère public territorialement compétent.

Les infractions aux articles 7, 13 et 14 de la présente loi sont punies d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante euros.“

Article 22

Cet article constitue la base légale pour recruter les éducateurs gradués dont l'éducation nationale a besoin pour faire fonctionner le programme de maintien en situation scolaire des élèves menacés d'exclusion. Le programme de recrutement est étalé sur plusieurs années en fonction de la mise en oeuvre progressive des mesures prévues par la loi.

Le Conseil d'Etat, tout en ne voulant pas se prononcer sur le bien-fondé des recrutements à effectuer, est à se demander si l'augmentation attendue de 160 élèves suite à la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans, d'une part, et, d'autre part, les mesures de lutte contre l'exclusion scolaire prévues à l'article 12, nécessitent le recrutement de 60 éducateurs gradués sur cinq ans.

S'y ajoute que la fiche financière prévoit encore le recrutement de 10 enseignants supplémentaires qui ne figurent toutefois pas à l'énumération prévue à l'article sous examen. Par ailleurs, il faut redresser l'incohérence du renvoi à l'article 11 car, en fait, il doit s'agir d'un renvoi à l'article 12 selon le commentaire des articles. En ce qui concerne le fond, le Conseil d'Etat demande de ne pas insister exclusivement sur l'embauche d'éducateurs gradués, mais d'envisager aussi l'embauche d'autres professionnels.

Pour des raisons de cohérence, notamment en ce qui concerne la terminologie, le Conseil d'Etat réitère sa préoccupation de prévoir des mises en vigueur simultanées des trois projets de loi concernant l'Education nationale (*doc. parl.* Nos 5758, 5759 et 5760).

La commission en prend acte.

*

VII. TEXTE COORDONNE

Au vu de ce qui précède, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle recommande à la Chambre des Députés de voter le texte dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI
relative à l'obligation scolaire

Définitions

Art. 1.– Au sens de la présente loi, on entend par:

- a) Ecole: l'enseignement dispensé dans le cadre des établissements soumis aux lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement ainsi qu'à celles régissant la formation professionnelle
- b) ministre: le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions.

Droit à l'enseignement à l'Ecole

Art. 2.– Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché âgé de trois ans ou plus a droit à une formation scolaire qui, complétant l'action de sa famille, concourt à son éducation. Ce droit est garanti par l'Etat conformément aux dispositions des lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Missions de l'Ecole

Art. 3.– La formation scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant, sa créativité et sa confiance en ses capacités. Elle lui permet d'acquérir une culture générale, le prépare à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique. Elle l'éduque aux valeurs éthiques fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'amène à respecter l'égalité entre les filles et les garçons. Elle constitue la base de l'éducation permanente.

Les familles sont associées à l'accomplissement de ces missions. Pour favoriser l'équité des chances, des dispositions appropriées rendent possible l'accès de chacun, en fonction de ses aptitudes et de ses besoins particuliers, aux différents types ou niveaux de la formation scolaire.

Art. 4.– Dans le respect de la liberté de conscience des élèves et à l'exception des cours d'instruction religieuse et morale, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse ou politique.

Art. 5.– A l'exception de l'enseignant titulaire d'un cours d'instruction religieuse et morale, l'enseignant ne peut manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes son appartenance à une doctrine religieuse ou politique.

Art. 6.– Les langues d'enseignement de l'Ecole sont le luxembourgeois, l'allemand et le français. L'emploi de ces langues est déterminé par règlement grand-ducal. L'enseignement d'autres langues ainsi que l'enseignement dans une langue autre que le luxembourgeois, l'allemand ou le français sont réglés par les lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Obligation de fréquenter l'Ecole

Art. 7.– Tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'Ecole. Cette obligation s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question.

Art. 8.– La formation scolaire obligatoire s'accomplit dans les établissements scolaires publics. Elle consiste en la participation régulière à tous les cours et activités scolaires.

Art. 9.– La formation scolaire obligatoire peut également être suivie dans une école privée, une école européenne ou à l'étranger.

Elle peut aussi être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi.

Art. 10.– L'enfant à besoins spécifiques peut satisfaire à l'obligation scolaire en recevant un enseignement différencié en fonction de ses besoins constatés par une commission d'inclusion scolaire.

Art. 11.– L'élève qui a atteint l'âge de 15 ans et qui peut entrer en apprentissage satisfait à l'obligation scolaire en fréquentant les cours professionnels concomitants.

Art. 12.– Pour prévenir l'exclusion scolaire d'élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou de comportement graves avant d'avoir obtenu une qualification, les lycées organisent des activités ou des classes visant à

- leur donner une aide éducative et comportementale;
- les soutenir dans leur travail scolaire;
- les amener à des activités culturelles, sportives et d'engagement communautaire en dehors de la période des cours.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités d'organisation de ces activités ou classes.

Modalités

Art. 13.– L'administration communale informe les parents du début de l'obligation scolaire de leur enfant et l'inscrit d'office dans une école primaire dans le ressort scolaire de leur domicile. Les parents inscrivent leur enfant à un lycée à partir du moment où il remplit les conditions d'admission.

Art. 14.– Les parents ont l'obligation de veiller à ce que leur enfant fréquente régulièrement l'Ecole et participe aux cours et activités scolaires.

Exceptions

Art. 15.– A la demande des parents et sur autorisation du conseil communal, l'admission au premier cycle de l'enseignement fondamental peut être différée d'une année si l'état de santé ou si le développement physique ou intellectuel de l'enfant justifie cette mesure.

Les parents adressent leur demande à l'administration communale en y joignant un certificat établi par un pédiatre.

Absences et dispenses

Art. 16.– Lorsqu'un élève manque momentanément les cours, les parents doivent sans délai informer le titulaire ou le régent de la classe et lui faire connaître les motifs de cette absence.

Les modalités d'information en cas d'absence sont déterminées par les lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Les seuls motifs légitimes sont la maladie de l'enfant, le décès d'un proche et le cas de force majeure.

Art. 17.– Des dispenses de fréquentation peuvent être accordées sur demande motivée des parents.

Les dispenses sont accordées:

1. par le titulaire ou le régent de classe, pour une durée ne dépassant pas une journée;
2. par le président du comité d'école ou le directeur du lycée, pour une durée dépassant une journée.

Sauf autorisation du ministre, l'ensemble des dispenses accordées ne peut dépasser quinze jours dont cinq jours consécutifs par année scolaire.

Surveillance de l'obligation scolaire

Art. 18.– Dans tous les cas où l'élève est inscrit dans une école primaire autre que celle de la commune de résidence, les parents informent sans délai et au plus tard huit jours après le début des cours, moyennant remise d'une copie du certificat d'inscription délivré par l'école, l'administration communale de leur résidence. Les parents qui entendent donner l'enseignement à leur enfant à domicile font une déclaration à la commune.

Art. 19.– Le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire intercommunal veillent au respect de l'obligation scolaire. Chaque année, pour le 1er octobre, il dresse la liste de tous les enfants résidant dans la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire.

Art. 20.– L’administration de l’éducation nationale, les établissements scolaires et les autorités communales échangent les données nécessaires au contrôle du respect de l’obligation scolaire, de l’assiduité des élèves fréquentant l’enseignement fondamental ou l’enseignement postprimaire et à l’accomplissement des missions de l’Ecole en général, à l’aide de procédés automatisés ou non. Les procédés automatisés se font moyennant interconnexion de données et sous garantie d’un accès sécurisé, limité et contrôlé. Les conditions, critères et modalités de l’échange sont déterminés par règlement grand-ducal.

Art. 21.– Lorsque le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire informé par le président du comité d’école ou le directeur du lycée constate une infraction aux dispositions des articles 7, 13 et 14, il met les parents en demeure par écrit de se conformer à la loi et leur rappelle les sanctions pénales encourues.

A défaut des parents de se conformer à l’obligation scolaire dans un délai de huit jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à l’alinéa qui précède, le collège des bourgmestre et échevins, informé respectivement par le président du comité d’école ou le directeur du lycée, en informe le ministère public territorialement compétent.

Les infractions aux articles 7, 13 et 14 de la présente loi sont punies d’une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante euros.

Art. 22.– Pour la mise en oeuvre des mesures prévues à l’article 12 ci-dessus, le Gouvernement est autorisé à renforcer le cadre du personnel des lycées et lycées techniques en procédant aux engagements de renforcement à titre permanent suivants:

- pour l’année scolaire 2008/2009: vingt éducateurs gradués
- pour l’année scolaire 2009/2010: dix éducateurs gradués
- pour l’année scolaire 2010/2011: dix éducateurs gradués
- pour l’année scolaire 2011/2012: dix éducateurs gradués
- pour l’année scolaire 2012/2013: dix éducateurs gradués.

Ces engagements définitifs au service de l’Etat se feront par dépassement de l’effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminé par les lois concernant le budget des recettes et des dépenses de l’Etat pour les exercices concernés.

Luxembourg, le 7 janvier 2009

Le Rapporteur,
Fernand DIEDERICH

Le Président,
Jos SCHEUER

Service Central des Imprimés de l'Etat

5758/11

N° 5758¹¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

relative à l'obligation scolaire

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(3.2.2009)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 23 janvier 2009 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI
relative à l'obligation scolaire**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 21 janvier 2009 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et les avis émis par le Conseil d'Etat en ses séances des 18 mars 2008 et 7 octobre 2008;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 3 février 2009.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat

5758,5759,5760



RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 187

3 septembre 2009

S o m m a i r e

**LOIS ET RÈGLEMENTS GRAND-DUCAUX CONCERNANT
L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL**

1. LOIS DE BASE

Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire	page 2979
Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental	2981
Loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental	2996

2. LES ENSEIGNEMENTS

Règlement grand-ducal du 26 août 2009 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental	3009
Règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 déterminant les modalités d'évaluation des élèves ainsi que le contenu du dossier d'évaluation	3023
Règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les missions et le fonctionnement de l'équipe pédagogique ainsi que les attributions et les modalités d'indemnisation du coordinateur de cycle	3025
Règlement grand-ducal du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles	3026
Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 fixant les modalités d'élaboration et d'application du plan de réussite scolaire	3027
Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 fixant les conditions et les modalités de l'affectation des instituteurs-ressources	3029
Règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays	3030
Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant le fonctionnement des classes d'enfants hospitalisés	3036
Règlement grand-ducal du 12 mai 2009 fixant le fonctionnement des commissions d'inclusion scolaire régionales	3037

3. LE PARTENARIAT

Règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du comité d'école et du comité de cogestion, la composition du corps électoral et les modalités d'élection des membres, le calcul du volume des leçons supplémentaires mis à disposition des comités	3039
Règlement grand-ducal du 28 mai 2009 concernant les modalités d'élection des membres du personnel enseignant à la commission scolaire nationale, le fonctionnement de celle-ci ainsi que les décharges et indemnités de ses membres	3041
Règlement grand-ducal du 28 mai 2009 ayant pour objet de déterminer	
1) les modalités d'élection des représentants des parents d'élèves à l'école et à la commission scolaire communale;	
2) les modalités d'élection des représentants du personnel des écoles à la commission scolaire communale;	
3) l'organisation et le fonctionnement de la commission scolaire communale	3044

4. L'ORGANISATION SCOLAIRE

Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission	3047
Règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale aux 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e cycles de l'enseignement fondamental	3048
Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité	3049
Règlement grand-ducal du 13 mai 2009 portant	
a) fixation du nombre et des délimitations des arrondissements d'inspection de l'enseignement fondamental;	
b) fixation du nombre et des délimitations des bureaux régionaux de l'inspection de l'enseignement fondamental	3049

5. LA TÂCHE DU PERSONNEL DES ÉCOLES

Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental	3052
Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant le détail de la tâche des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental	3056
Règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 fixant les détails de la tâche des éducateurs et des éducateurs gradués de l'enseignement fondamental	3057
Règlement grand-ducal du 1 ^{er} juillet 2009 fixant les conditions et modalités selon lesquelles les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement peuvent accéder aux grades de substitution prévus à l'article 22, section VII, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État	3060

6. LES ACCÈS AUX FONCTIONS

Règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental	3064
Règlement grand-ducal du 25 mars 2009 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur	3068
Règlement grand-ducal du 13 mai 2009 portant réglementation des modalités de recrutement des candidats-inspecteurs ainsi que des études, du stage et de l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental	3072
Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant:	
1. les programmes ainsi que les modalités des épreuves des formations théorique et pratique sanctionnées par le certificat de formation des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants pour l'enseignement fondamental;	
2. les indemnités	
a. des formateurs intervenant dans le cadre de la formation sanctionnée par le certificat de formation;	
b. des membres du jury d'examen	3076
Règlement grand-ducal du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental	3078

1. LOIS DE BASE

Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire	2979
Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental	2981
Loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental	2996

Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire.

Republication du texte paru au Mém. A-20 du 16.2.2009, p. 198

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 21 janvier 2009 et celle du Conseil d'État du 3 février 2009 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Définitions

Art. 1^{er}. Au sens de la présente loi, on entend par:

- a) École: l'enseignement dispensé dans le cadre des établissements soumis aux lois organiques régissant les différents ordres d'enseignement ainsi qu'à celles régissant la formation professionnelle
- b) ministre: le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

Droit à l'enseignement à l'École

Art. 2. Tout enfant habitant le territoire du Grand-Duché âgé de trois ans ou plus a droit à une formation scolaire qui, complétant l'action de sa famille, concourt à son éducation. Ce droit est garanti par l'État conformément aux dispositions des lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Missions de l'École

Art. 3. La formation scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant, sa créativité et sa confiance en ses capacités. Elle lui permet d'acquérir une culture générale, le prépare à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique. Elle l'éduque aux valeurs éthiques fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'amène à respecter l'égalité entre les filles et les garçons. Elle constitue la base de l'éducation permanente.

Les familles sont associées à l'accomplissement de ces missions. Pour favoriser l'équité des chances, des dispositions appropriées rendent possible l'accès de chacun, en fonction de ses aptitudes et de ses besoins particuliers, aux différents types ou niveaux de la formation scolaire.

Art. 4. Dans le respect de la liberté de conscience des élèves et à l'exception des cours d'instruction religieuse et morale, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse ou politique.

Art. 5. À l'exception de l'enseignant titulaire d'un cours d'instruction religieuse et morale, l'enseignant ne peut manifester ostensiblement par sa tenue vestimentaire ou le port de signes son appartenance à une doctrine religieuse ou politique.

Art. 6. Les langues d'enseignement de l'École sont le luxembourgeois, l'allemand et le français. L'emploi de ces langues est déterminé par règlement grand-ducal. L'enseignement d'autres langues ainsi que l'enseignement dans une langue autre que le luxembourgeois, l'allemand ou le français sont réglés par les lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Obligation de fréquenter l'École

Art. 7. Tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'École. Cette obligation s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question.

Art. 8. La formation scolaire obligatoire s'accomplit dans les établissements scolaires publics. Elle consiste en la participation régulière à tous les cours et activités scolaires.

Art. 9. La formation scolaire obligatoire peut également être suivie dans une école privée, une école européenne ou à l'étranger.

Elle peut aussi être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi.

Art. 10. L'enfant à besoins spécifiques peut satisfaire à l'obligation scolaire en recevant un enseignement différencié en fonction de ses besoins constatés par une commission d'inclusion scolaire.

Art. 11. L'élève qui a atteint l'âge de 15 ans et qui peut entrer en apprentissage satisfait à l'obligation scolaire en fréquentant les cours professionnels concomitants.

Art. 12. Pour prévenir l'exclusion scolaire d'élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou de comportement graves avant d'avoir obtenu une qualification, les lycées organisent des activités ou des classes visant à

- leur donner une aide éducative et comportementale;
- les soutenir dans leur travail scolaire;
- les amener à des activités culturelles, sportives et d'engagement communautaire en dehors de la période des cours.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités d'organisation de ces activités ou classes.

Modalités

Art. 13. L'administration communale informe les parents du début de l'obligation scolaire de leur enfant et l'inscrit d'office dans une école primaire dans le ressort scolaire de leur domicile. Les parents inscrivent leur enfant à un lycée à partir du moment où il remplit les conditions d'admission.

Art. 14. Les parents ont l'obligation de veiller à ce que leur enfant fréquente régulièrement l'École et participe aux cours et activités scolaires.

Exceptions

Art. 15. À la demande des parents et sur autorisation du conseil communal, l'admission au premier cycle de l'enseignement fondamental peut être différée d'une année si l'état de santé ou si le développement physique ou intellectuel de l'enfant justifie cette mesure.

Les parents adressent leur demande à l'administration communale en y joignant un certificat établi par un pédiatre.

Absences et dispenses

Art. 16. Lorsqu'un élève manque momentanément les cours, les parents doivent sans délai informer le titulaire ou le régent de la classe et lui faire connaître les motifs de cette absence.

Les modalités d'information en cas d'absence sont déterminées par les lois régissant les différents ordres d'enseignement.

Les seuls motifs légitimes sont la maladie de l'enfant, le décès d'un proche et le cas de force majeure.

Art. 17. Des dispenses de fréquentation peuvent être accordées sur demande motivée des parents.

Les dispenses sont accordées:

- 1) par le titulaire ou le régent de classe, pour une durée ne dépassant pas une journée;
- 2) par le président du comité d'école ou le directeur du lycée, pour une durée dépassant une journée.

Sauf autorisation du ministre, l'ensemble des dispenses accordées ne peut dépasser quinze jours dont cinq jours consécutifs par année scolaire.

Surveillance de l'obligation scolaire

Art. 18. Dans tous les cas où l'élève est inscrit dans une école primaire autre que celle de la commune de résidence, les parents informent sans délais et au plus tard huit jours après le début des cours, moyennant remise d'une copie du certificat d'inscription délivré par l'école, l'administration communale de leur résidence. Les parents qui entendent donner l'enseignement à leur enfant à domicile font une déclaration à la commune.

Art. 19. Le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire intercommunal veillent au respect de l'obligation scolaire. Chaque année, pour le 1^{er} octobre, il dresse la liste de tous les enfants résidant dans la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire.

Art. 20. L'administration de l'éducation nationale, les établissements scolaires et les autorités communales échangent les données nécessaires au contrôle du respect de l'obligation scolaire, de l'assiduité des élèves fréquentant l'enseignement fondamental ou l'enseignement postprimaire et à l'accomplissement des missions de l'École en général, à l'aide de procédés automatisés ou non. Les procédés automatisés se font moyennant interconnexion de données et sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé. Les conditions, critères et modalités de l'échange sont déterminés par règlement grand-ducal.

Art. 21. Lorsque le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire informé par le président du comité d'école ou le directeur du lycée constate une infraction aux dispositions des articles 7, 13 et 14, il met les parents en demeure par écrit de se conformer à la loi et leur rappelle les sanctions pénales encourues.

A défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire dans un délai de huit jours à partir de la mise en demeure qui leur est adressée conformément à l'alinéa qui précède, le collège des bourgmestre et échevins, informé respectivement par le président du comité d'école ou le directeur du lycée, en informe le ministère public territorialement compétent.

Les infractions aux articles 7, 13 et 14 de la présente loi sont punies d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante euros.

Art. 22. Pour la mise en œuvre des mesures prévues à l'article 12 ci-dessus, le Gouvernement est autorisé à renforcer le cadre du personnel des lycées et lycées techniques en procédant aux engagements de renforcement à titre permanent suivants:

- pour l'année scolaire 2008/2009: vingt éducateurs gradués
- pour l'année scolaire 2009/2010: dix éducateurs gradués
- pour l'année scolaire 2010/2011: dix éducateurs gradués
- pour l'année scolaire 2011/2012: dix éducateurs gradués
- pour l'année scolaire 2012/2013: dix éducateurs gradués.

Ces engagements définitifs au service de l'État se feront par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminé par les lois concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour les exercices concernés.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 6 février 2009.
Henri

Doc. parl. 5758; sess. ord. 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Republication du texte paru au Mém. A-20 du 16.2.2009, p. 200

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 21 janvier 2009 et celle du Conseil d'État du 3 février 2009 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Chapitre I. Cadre général

Section 1 – Structure et définitions

Art. 1^{er}. L'enseignement fondamental comprend neuf années de scolarité, réparties en quatre cycles d'apprentissage. Le premier cycle comprend une année d'éducation précoce dont la fréquentation est facultative et deux années d'éducation préscolaire faisant partie de l'obligation scolaire.

Les deuxième, troisième et quatrième cycles suivants constituent l'enseignement primaire. Chaque cycle d'apprentissage a une durée de deux ans.

Art. 2. Au sens de la présente loi, on entend par:

1. le ministre: le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions;
2. SCRIPT: le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;
3. école: une entité administrative et pédagogique identifiable, regroupant en communauté scolaire les élèves et les équipes pédagogiques d'un ou de plusieurs bâtiments scolaires;
4. cycle: une période d'apprentissage au terme de laquelle l'élève atteint des objectifs prédéfinis;
5. classe: un groupe d'élèves placé sous la responsabilité d'un titulaire de classe;
6. instituteur: une personne nommée à une fonction d'instituteur au sens de la législation concernant le personnel de l'enseignement fondamental;
7. titulaire de classe: l'instituteur responsable d'une classe;
8. équipe pédagogique: le personnel enseignant et le personnel éducatif en charge des classes d'un même cycle;
9. équipe multiprofessionnelle: une équipe regroupant des instituteurs de l'enseignement spécial ainsi que du personnel de l'Éducation différenciée et du Centre de logopédie;
10. équipe médico-socio-scolaire: une équipe agréée par le ministre ayant la Santé dans ses attributions et assurant la médecine scolaire dans les écoles, conformément à la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire;

11. personnel enseignant: les instituteurs, les chargés de cours ainsi que les enseignants et les chargés de cours de religion;
12. personnel éducatif: les éducateurs ainsi que les éducateurs gradués;
13. personnel de l'école: le personnel affecté à une école et assurant l'enseignement et l'éducation des élèves, ainsi que leur prise en charge en cas de difficultés d'apprentissage;
14. personnel intervenant: le personnel de l'école et le personnel de l'équipe multiprofessionnelle;
15. instituteur-ressource: un instituteur ayant acquis des connaissances par l'expérience et la formation dans un domaine particulier des sciences de l'éducation, et auquel l'équipe pédagogique ou l'inspecteur fait appel pour toute question relevant de ce domaine;
16. élève à besoins éducatifs spécifiques: enfant soumis à l'obligation scolaire et qui en raison de ses particularités mentales, caractérielles, sensorielles ou motrices ne peut atteindre les socles de compétences définis pour l'enseignement fondamental dans le temps imparti;
17. compétence: la capacité de réaliser une tâche à partir d'un ensemble de savoirs, de savoir-faire et d'attitudes acquis;
18. socles de compétences: un référentiel présentant les compétences dont la maîtrise est attendue à la fin de chaque cycle;
19. plan de réussite scolaire: les objectifs et les actions déterminés en vue d'augmenter la qualité de l'enseignement et des apprentissages dans une école.

Dans la suite du texte le masculin du nom désigne indistinctement les personnes de sexe masculin et les personnes de sexe féminin.

Par «inspecteur général de l'enseignement fondamental» et «inspecteur de l'enseignement fondamental» il y a lieu d'entendre «inspecteur général de l'enseignement primaire» et «inspecteur de l'enseignement primaire» tels qu'utilisés dans les lois et règlements antérieurs.

Par conseil communal et collège des bourgmestre et échevins, il y a lieu d'entendre, dans le cas d'un syndicat de communes et à moins que le présent texte n'en dispose autrement, le comité du syndicat quand sont visées les attributions qui incombent à un conseil communal dans une commune et le bureau quand sont visées celles incombant à un collège des bourgmestre et échevins.

Section 2 – Le droit à l'enseignement fondamental

Art. 3. Chaque enfant habitant le Grand-Duché de Luxembourg a droit à l'enseignement fondamental déterminé suivant les dispositions de la présente loi.

Art. 4. L'enseignement est commun aux filles et aux garçons.

Art. 5. L'accès à l'enseignement public est gratuit pour chaque enfant habitant le Grand-Duché, inscrit à une école de sa commune de résidence, à une école d'une autre commune ou à une école de l'État.

La commune, ou l'État pour les écoles et classes étatiques, fournit gratuitement aux élèves les manuels scolaires à utiliser en classe, recommandés par le ministre.

Section 3 – Les objectifs de l'enseignement fondamental

Art. 6. L'enseignement fondamental vise à développer progressivement auprès des élèves

1. les connaissances et compétences langagières, mathématiques et scientifiques,
 2. les facultés intellectuelles, affectives et sociales et les capacités de jugement,
 3. la prise de conscience du temps et de l'espace ainsi que la compréhension et le respect du monde environnant par l'observation et l'expérimentation,
 4. les habilités motrices et les capacités physiques et sportives,
 5. les aptitudes manuelles, créatrices et artistiques et
 6. la citoyenneté, le sens de la responsabilité et le respect d'autrui,
- afin de les rendre aptes à suivre des études ultérieures et à apprendre tout au long de la vie.

Les dispositions de cet article s'appliquent également à l'enseignement à domicile et à l'enseignement privé.

Art. 7. Le premier cycle de l'enseignement fondamental comprend les domaines de développement et d'apprentissage suivants:

1. le raisonnement logique et mathématique;
2. le langage, la langue luxembourgeoise et l'éveil aux langues;
3. la découverte du monde par tous les sens;
4. la psychomotricité, l'expression corporelle et la santé;
5. l'expression créatrice, l'éveil à l'esthétique et à la culture;
6. la vie en commun et les valeurs.

Les deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental comprennent les domaines de développement et d'apprentissage suivants:

1. l'alphabétisation, les langues allemande, française et luxembourgeoise, ainsi que l'ouverture aux langues;
2. les mathématiques;
3. l'éveil aux sciences et les sciences humaines et naturelles;
4. l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé;
5. l'éveil à l'esthétique, à la création et à la culture, les arts et la musique;
6. la vie en commun et les valeurs enseignées à travers l'éducation morale et sociale ou l'instruction religieuse et morale.

Les élèves des classes primaires sont inscrits sur demande des parents soit dans le cours d'éducation morale et sociale, soit dans le cours d'instruction religieuse et morale.

L'éducation aux médias est intégrée dans les différents domaines.

Les sujets de promotion de la santé sont définis conjointement par les ministres ayant l'Éducation et la Santé dans leurs attributions.

Les activités d'appui pendant et en dehors des heures de classe et l'aide aux devoirs à domicile soutiennent les apprentissages.

Art. 8. Un règlement grand-ducal fixe un plan d'études qui définit les socles de compétences à atteindre à la fin de chaque cycle dans les domaines définis à l'article précédent, les programmes y afférents ainsi que les grilles des horaires hebdomadaires.

Le programme de l'instruction religieuse et morale est arrêté par le ministre sur proposition du chef du culte. Il fait partie du plan d'études.

Section 4 – L'organisation pédagogique

Art. 9. Chaque classe est dirigée par un instituteur, désigné titulaire de classe dans le cadre de l'organisation scolaire.

Le titulaire de classe a pour mission:

1. d'amener, par des mesures de différenciation pédagogique, ses élèves à atteindre les objectifs définis par le plan d'études;
2. de documenter l'organisation des activités scolaires et les parcours de formation des élèves;
3. d'évaluer régulièrement les apprentissages des élèves;
4. d'informer périodiquement les parents des résultats et des progrès scolaires de leur enfant;
5. d'engager un dialogue avec les parents dès que des difficultés scolaires apparaissent;
6. d'organiser régulièrement des réunions d'information et de concertation avec les parents des élèves;
7. de travailler en étroite collaboration avec les équipes pédagogiques de son école;
8. de collaborer avec l'équipe multiprofessionnelle et l'équipe médico-socio-scolaire;
9. d'assurer les travaux administratifs concernant sa classe.

En l'absence d'un instituteur, un chargé de cours peut être autorisé à exercer la fonction de titulaire de classe.

Art. 10. Dans chaque école, le personnel enseignant et le personnel éducatif en charge des classes d'un même cycle constituent une équipe pédagogique.

Si dans une école, le nombre de classes par cycle est supérieur à six, la prise en charge de ces classes peut être assurée par deux ou trois équipes pédagogiques.

Pour assurer la cohérence des programmes, des évaluations et des mesures pédagogiques, chaque équipe pédagogique se réunit régulièrement. Elle invite à ses réunions au moins une fois par trimestre un ou plusieurs membres de l'équipe multiprofessionnelle visée à l'article 27, ainsi que un ou plusieurs membres de l'organisme assurant l'accueil socio-éducatif des élèves visé à l'article 16.

Pour assurer la coordination entre les équipes pédagogiques d'une école, la ou les équipes d'un cycle désignent en leur sein un coordinateur de cycle.

Les missions et le fonctionnement de l'équipe pédagogique ainsi que les attributions et les modalités d'indemnisation du coordinateur de cycle sont fixés par règlement grand-ducal.

Art. 11. Les équipes pédagogiques peuvent utiliser du matériel didactique autre que le matériel recommandé par le ministre, à condition que son utilisation ait été approuvée par le comité d'école et qu'il soit conforme au plan d'études.

Les manuels destinés à l'instruction religieuse et morale sont proposés par le chef du culte et arrêtés par le ministre.

Art. 12. Le cours d'éducation morale et sociale est donné par un instituteur dans les locaux de l'école que fréquentent les élèves à raison de deux leçons hebdomadaires fixées à différents jours de la semaine, sauf dérogation accordée par le ministre.

Le cours d'instruction religieuse et morale est donné dans les locaux de l'école que fréquentent les élèves à raison de deux leçons hebdomadaires fixées à différents jours de la semaine, conformément aux dispositions de la convention conclue entre le Gouvernement et l'Archevêché de Luxembourg en application de l'article 22 de la Constitution, sauf dérogation accordée par le ministre.

Dans chaque classe, le cours d'éducation morale et sociale et le cours d'instruction religieuse et morale sont donnés aux mêmes heures.

Les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale sont fixées par règlement grand-ducal.

L'organisation des cours d'éducation morale et sociale ainsi que celle des cours d'instruction religieuse et morale font partie intégrante de la délibération annuelle du conseil communal sur l'organisation scolaire. La commune expédie l'extrait du registre aux délibérations relatif à l'organisation des cours d'instruction religieuse et morale au ministre des Cultes qui en transmet une copie à l'Archevêché.

Section 5 – Le développement scolaire

Art. 13. Dans chaque école, un plan de réussite scolaire est élaboré par le comité d'école en concertation avec les partenaires et autorités scolaires.

Le plan de réussite scolaire porte sur l'amélioration de la qualité des apprentissages et de l'enseignement.

Il définit les objectifs à atteindre, les moyens à engager, les échéances à respecter et les indicateurs de réussite.

L'élaboration du plan tient compte

1. de l'analyse de la situation de départ établie par le comité d'école,
2. des recommandations de l'inspecteur d'arrondissement,
3. des recommandations de l'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement,
4. des priorités arrêtées par le ministre.

Le plan de réussite porte sur une durée de quatre années.

Il est reconsidéré annuellement par le comité d'école et le cas échéant, il est actualisé.

L'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement dans les écoles accompagne l'école dans la mise en œuvre du plan de réussite scolaire. Elle avise obligatoirement chaque plan de réussite scolaire qui engage des ressources financières et humaines. Le plan de réussite scolaire est soumis pour approbation au conseil communal ensemble avec l'organisation scolaire.

Un règlement grand-ducal fixe les modalités d'élaboration et d'application du plan de réussite scolaire.

Art. 14. Les écoles peuvent adapter dans le cadre de leur plan de réussite scolaire les grilles des horaires hebdomadaires arrêtées par le plan d'études, sans pour autant porter préjudice aux apprentissages visés par les domaines définis à l'article 7.

Art. 15. L'école participe à l'évaluation externe de la qualité de l'enseignement mise en œuvre par le SCRIPT à un rythme pluriannuel. Le président du comité d'école fournit les données statistiques requises.

Section 6 – L'encadrement périscolaire

Art. 16. Chaque commune offre un encadrement périscolaire suivant des modalités et des normes déterminées conjointement par le ministre, en ce qui concerne les activités d'apprentissage, d'animation culturelle et sportive, ainsi que par le ministre ayant la Famille dans ses attributions, en ce qui concerne l'accueil socio-éducatif.

L'encadrement périscolaire a pour mission d'assurer aux élèves l'accès aux ressources documentaires, culturelles et sportives nécessaires à leur développement et à leur formation, de les accompagner dans leurs apprentissages et de contribuer à leur développement affectif et social.

L'encadrement périscolaire est assuré par l'école et/ou par un organisme assurant l'accueil socioéducatif agréé par l'État.

L'école et l'organisme se concertent et collaborent pour mettre en œuvre les aspects communs de leurs missions respectives.

Un règlement grand-ducal conjoint des ministres mentionnés ci-avant détermine les modalités d'organisation et précise les activités et les prestations indispensables à mettre en œuvre par l'école et par l'organisme.

Art. 17. Les communes peuvent intégrer, dans le cadre d'une ou de plusieurs écoles, les activités d'encadrement périscolaire dans un horaire scolaire aménagé visant la mise en place de la journée continue, en alternant des séquences d'apprentissage scolaire et des séquences d'encadrement.

Chapitre II. Les élèves

Section 1 – L'admission à l'école

Art. 18. Chaque enfant habitant le Grand-Duché et âgé de trois ans révolus avant le 1^{er} septembre peut fréquenter une classe d'éducation précoce dans une école de sa commune de résidence. L'admission se fait en principe au début de l'année scolaire sur demande écrite des parents adressée à l'administration communale avant le 1^{er} avril. Le conseil communal peut également décider des admissions au début du deuxième et du troisième trimestre.

Art. 19. Chaque enfant habitant le Grand-Duché doit fréquenter l'école communale dans le ressort scolaire de sa commune de résidence, à moins qu'il ne soit inscrit dans une autre école communale de sa commune de résidence, dans une école de l'État ou une Ecole européenne, dans une école privée ou dans une école à l'étranger ou qu'il ne reçoive un enseignement à domicile.

Art. 20. Les parents peuvent demander l'admission de leur enfant dans une autre école de leur commune que celle du ressort scolaire de sa résidence. Ils adressent une demande écrite dûment motivée au collège des bourgmestre et échevins concerné qui donne suite à la demande si l'organisation scolaire le permet et après avoir fait vérifier les motifs de la demande par les services compétents.

Ils peuvent également demander l'admission de leur enfant dans une école d'une autre commune. Dans ce cas, ils adressent une demande écrite dûment motivée au collège des bourgmestre et échevins de la commune où ils entendent inscrire leur enfant.

Celui-ci donne suite à la demande si l'organisation scolaire de la commune d'accueil le permet et après vérification des motifs par les services compétents.

Sont considérés comme motifs valables:

1. la garde de l'enfant par un membre de la famille jusque et y compris le 3^e degré;
2. la garde de l'enfant par une tierce personne exerçant une activité d'assistance parentale agréée par l'État;
3. la garde de l'enfant par un organisme œuvrant dans le domaine socio-éducatif agréé par l'État;
4. la situation du lieu de travail d'un des parents.

Dans le cas où la commune d'accueil accepte la demande, la commune d'origine prend en charge les frais de scolarité de l'enfant dans la commune d'accueil.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités d'une telle admission ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité.

Art. 21. Les parents qui entendent faire donner à leur enfant l'enseignement à domicile doivent indiquer leurs motifs dans leur demande et solliciter l'autorisation auprès de l'inspecteur d'arrondissement. Cette autorisation peut être limitée dans le temps.

L'enseignement à domicile doit viser l'acquisition des socles de compétences définis par le plan d'études.

Dans des circonstances dûment justifiées, notamment si les parents entendent faire donner à leur enfant un enseignement à distance, l'inspecteur d'arrondissement peut accorder une dispense d'enseignement de l'une ou de l'autre matière prévue à l'article 7.

L'enseignement à domicile est soumis au contrôle de l'inspecteur. S'il est constaté que l'enseignement dispensé ne répond pas aux critères définis ci-dessus, l'élève est inscrit d'office à l'école de sa commune de résidence. Il en sera de même en cas de refus opposé à l'inspecteur de procéder au contrôle.

Section 2 – Le parcours scolaire

Art. 22. En principe, chaque élève soumis à l'obligation scolaire parcourt un cycle de l'enseignement fondamental en deux années.

Pour permettre aux élèves d'atteindre les objectifs fixés par le plan d'études dans le temps imparti, les équipes pédagogiques s'appuient sur les dispositifs et les mesures de différenciation pédagogique suivants:

1. des dispositifs de différenciation des parcours de formation à l'intérieur de la classe pour aider les élèves qui éprouvent des difficultés et pour stimuler les élèves qui manifestent des aptitudes particulières;
2. des mesures de décloisonnement consistant à permettre à des élèves de différentes classes d'être regroupés temporairement selon leurs besoins, leurs intérêts ou leur niveau de compétence;
3. la possibilité offerte à un élève de suivre des enseignements dans un autre cycle;
4. des mesures d'accompagnement décidées en fin de cycle pour être mises en œuvre au cycle suivant selon les besoins de l'élève.

Art. 23. Sur décision de l'équipe pédagogique, un élève qui, après une année d'enseignement, maîtrise les objectifs définis pour la fin du cycle peut être admis au cycle suivant.

Sur décision de l'équipe pédagogique prise au cours du cycle, un élève peut passer une année supplémentaire au sein du cycle afin de lui permettre d'atteindre les objectifs définis pour la fin du cycle.

En cas de désaccord avec la décision de l'équipe pédagogique, les parents ont la possibilité d'introduire un recours auprès de l'inspecteur d'arrondissement qui statue dans le délai d'un mois.

L'élève qui suit une année supplémentaire au sein du cycle reçoit un enseignement qui évite la répétition des activités déjà bien maîtrisées et qui est spécialement adapté à ses besoins d'apprentissage.

Dès que l'équipe pédagogique constate qu'un élève ne peut atteindre les objectifs de fin de cycle dans le temps maximal imparti, il bénéficie des mesures prévues dans la section 4 du présent chapitre.

La durée totale du séjour d'un élève dans les trois cycles qui correspondent à l'enseignement primaire ne peut pas excéder huit années.

Section 3 – L'évaluation et l'orientation

Art. 24. Les apprentissages sont régulièrement évalués par le titulaire de classe.

L'évaluation est au service des apprentissages. Elle a pour objectifs:

1. l'observation du travail de l'élève et l'adaptation de l'enseignement à ses besoins;
2. l'information régulière de l'élève, de ses parents et du personnel intervenant sur les progrès réalisés;
3. la prise de décisions motivées en relation avec la progression de l'élève au cours et à la fin du cycle.

L'évaluation situe la performance de l'élève à la fois par rapport aux connaissances antérieures et par rapport aux apprentissages témoignant de la maîtrise des objectifs définis par le plan d'études.

Chaque élève reçoit un dossier d'évaluation dès qu'il est soumis à l'obligation scolaire. Ce dossier documente la progression des apprentissages de l'élève et certifie à la fin de chaque cycle que l'élève a développé le socle de compétences pour suivre avec fruit l'enseignement dans le cycle subséquent.

Il accompagne l'élève jusqu'à la fin de sa scolarité au sein de l'enseignement fondamental.

Le titulaire de classe est responsable de la tenue du dossier.

Lorsque l'élève quitte l'enseignement fondamental, son dossier d'évaluation est remis au directeur du lycée auquel il est inscrit.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités de l'évaluation des élèves ainsi que le contenu du dossier d'évaluation.

Art. 25. Le titulaire de la classe rassemble dans un fichier les données à caractère personnel des élèves ainsi que les données concernant leur progression et leur fréquentation scolaires.

Un règlement grand-ducal détermine le contenu et le traitement des données précitées, leur utilisation après la fin de la scolarité au sein de l'enseignement fondamental et les modalités d'archivage à la fin de l'année scolaire.

Art. 26. À l'issue du quatrième cycle de l'enseignement fondamental, les élèves sont orientés vers l'ordre d'enseignement postprimaire qui correspond le mieux à leurs aspirations et leurs capacités.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités d'admission dans les différentes classes de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique.

Section 4 – Les mesures d'aide, d'appui et d'assistance en cas de difficultés d'apprentissage

Art. 27. Au niveau de chaque arrondissement d'inspection, il est constitué au moins une équipe multiprofessionnelle qui a pour mission d'assurer, en collaboration avec le titulaire de classe, et, au besoin, avec l'équipe médico-socio-scolaire concernée, le diagnostic et la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques et de conseiller le titulaire de classe et l'équipe pédagogique dans la mise en œuvre de mesures de différenciation.

Ces équipes multiprofessionnelles comprennent du personnel de l'Éducation différenciée et du Centre de logopédie, des instituteurs de l'enseignement spécial affectés à une commune de l'arrondissement et d'autres experts dans l'aide, l'appui et l'assistance à donner aux élèves en question.

Art. 28. La composition et la coordination du travail des équipes multiprofessionnelles sont établies, en concertation, par le directeur de l'Éducation différenciée, le directeur du Centre de logopédie et l'inspecteur général.

En concertation avec les comités d'école concernés, les équipes assurent une présence régulière dans les écoles.

Elles y exercent leurs missions sous la responsabilité de l'inspecteur d'arrondissement concerné dans le cadre des moyens autorisés et des actions prévues par la commission d'inclusion scolaire, dénommée par la suite «CIS».

L'inspecteur d'arrondissement est chargé de l'encadrement pédagogique de l'équipe de son arrondissement. Après concertation avec les membres de l'équipe, il fixe les principes de fonctionnement, l'ordre de priorité des actions prévues et les procédures d'évaluation des interventions.

Art. 29. Il est créé dans chaque arrondissement au moins une commission d'inclusion scolaire qui a pour mission de définir, soit à la demande des parents, soit à la demande de l'instituteur et pour autant que les parents aient marqué leur accord, la prise en charge des élèves en question.

La CIS fait établir un dossier qui comprend:

1. un diagnostic des besoins de l'élève;
2. les aides qui peuvent lui être attribuées;
3. un plan de prise en charge individualisé.

Le plan est soumis aux parents pour accord. La CIS fait évaluer annuellement le plan et y intègre les adaptations jugées nécessaires pour assurer le progrès scolaire de l'élève.

Le plan peut consister en:

1. l'adaptation de l'enseignement en classe assuré par le titulaire de classe en collaboration avec l'équipe pédagogique;
2. l'assistance en classe par un ou des membres de l'équipe multiprofessionnelle rattachée pour la période d'intervention à l'équipe pédagogique;
3. le séjour temporaire pour l'apprentissage de certaines matières dans une classe autre que la classe d'attache;
4. l'enseignement dans une classe de l'Éducation différenciée;
5. l'enseignement dans une école ou institution spécialisée au Luxembourg ou à l'étranger.

Dans les cas visés sous 4. et 5., le dossier est transmis pour approbation à la commission médico-psycho-pédagogique nationale.

Art. 30. Chaque CIS comprend:

1. l'inspecteur d'arrondissement comme président;
2. un instituteur comme secrétaire;
3. trois membres de l'équipe multiprofessionnelle concernée dont au moins un représentant de l'Éducation différenciée.

En outre, elle peut comprendre:

4. le médecin scolaire concerné, un médecin pédiatre ou un médecin spécialiste en neuropsychiatrie ou en neurologie ou en psychiatrie;
5. l'assistant social ou l'assistant d'hygiène sociale concerné.

Le ministre nomme les membres. Il nomme les membres mentionnés aux points 4 et 5 sur proposition respectivement du ministre ayant la Santé dans ses attributions et du ministre ayant la Famille dans ses attributions.

Les membres sont nommés pour des mandats renouvelables de trois ans. Le mandat d'un membre d'une commission vient à expiration, dès qu'il ne remplit plus les conditions d'attribution spécifiées ci-devant.

Les parents sont invités à participer à une réunion de concertation préalable avec les membres de la CIS en vue de la préparation de la proposition de prise en charge mentionnée à l'article 29.

Le titulaire de classe et, le cas échéant, le responsable de l'organisme assurant l'accueil socioéducatif concerné ou son délégué, assistent aux réunions.

La commission peut appeler un ou plusieurs experts à assister à ses séances.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont fixées par règlement grand-ducal.

Art. 31. La CIS désigne en son sein pour chaque élève qui lui est signalé, une personne de référence qui, ensemble avec l'inspecteur d'arrondissement, veille à la collaboration entre le personnel de l'école, le personnel d'encadrement périscolaire, les membres de l'équipe multiprofessionnelle concernés et les membres de l'équipe médico-socio-scolaire concernée.

Cette personne est l'interlocuteur de l'élève et de ses parents.

Les parents et le titulaire de classe concernés sont informés de la démarche préconisée et associés aux mesures proposées dans l'intérêt de l'élève.

Art. 32. Le dossier mentionné à l'article 29 appartient à l'élève.

Pendant la durée de la scolarisation dans l'enseignement fondamental, ce dossier est confié à la personne de référence qui en assure la gestion. Les parents ont accès au dossier de l'élève et aux informations y contenues.

A la fin de cette scolarisation et pour autant que l'élève poursuit sa scolarité dans l'enseignement public luxembourgeois, le dossier est transmis par la CIS au Service de psychologie et d'orientation scolaires du lycée concerné.

Art. 33. En cas de désaccord avec la proposition de prise en charge de la CIS, approuvée le cas échéant par la commission médico-psycho-pédagogique nationale, les parents peuvent s'adresser au ministre qui soumet le dossier à un groupe d'experts qu'il nomme.

Le groupe d'experts peut soit se rallier à la proposition de prise en charge de la CIS, soit faire une proposition alternative.

Art. 34. Les enfants qui intègrent l'enseignement fondamental en cours de scolarité obligatoire sont inscrits, sur décision de l'inspecteur d'arrondissement, dans le cycle qui correspond à leur âge et à leur préparation antérieure. Ceux d'entre eux qui sont inscrits dans le premier cycle et qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue luxembourgeoise ont droit à un cours d'accueil.

Ceux d'entre eux qui sont inscrits dans le deuxième, troisième ou quatrième cycle et qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue allemande ou la langue française pour pouvoir suivre l'enseignement fondamental, ont droit à un cours d'accueil. Celui-ci a pour objectif d'assurer un apprentissage intensif soit de la langue allemande, soit de la langue française et, le cas échéant, un enseignement d'initiation de la seconde de ces deux langues.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités de fonctionnement des cours d'accueil au sein des cycles d'apprentissage de l'enseignement fondamental.

Chapitre III. Structures administratives et gestionnaires

Section 1 – L'établissement des écoles

Art. 35. Toute commune est tenue de mettre à la disposition les infrastructures et équipements nécessaires pour assurer l'enseignement fondamental

- soit en établissant une ou plusieurs écoles sur son territoire,
- soit en établissant une école avec d'autres communes, le cas échéant dans le cadre d'un syndicat de communes.

Le conseil communal détermine les ressorts scolaires.

Chaque école, comprenant un ou plusieurs bâtiments scolaires, offre les quatre cycles de l'enseignement fondamental. Elle est identifiée par le conseil communal, notamment par l'indication de son nom et de son adresse.

Chaque école est dotée d'une bibliothèque scolaire et assure l'accès des élèves aux technologies de l'information et de la communication.

Art. 36. Les classes d'éducation précoce, les classes d'éducation préscolaire et les classes d'enseignement primaire sont créées dans le cadre de l'organisation scolaire établie conformément aux dispositions de la section 2 du présent chapitre.

En cas de besoin dépassant le cadre communal, une commune, de concert avec d'autres communes, peut créer une classe régionale dans le cadre de l'organisation scolaire établie par la commune siège.

Art. 37. Pour des besoins exceptionnels dépassant le cadre communal, l'État est autorisé à créer des classes spécialisées de l'enseignement fondamental, à savoir:

- des classes pour enfants hospitalisés;
- des classes pour enfants nouvellement installés au Luxembourg.

Le fonctionnement de ces classes est déterminé par règlement grand-ducal.

Ces classes sont placées sous l'autorité du ministre qui en assure le financement.

L'État peut conclure des conventions pour la mise à disposition d'infrastructures adéquates avec des communes et des syndicats de communes.

Section 2 – L'organisation scolaire

Art. 38. Le conseil communal délibère annuellement sur l'organisation de l'enseignement fondamental, sur la base des rapports établis par les comités d'école, avisés par la commission scolaire et dans le respect du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à sa disposition par le ministre.

Le contingent comprend:

1. les leçons attribuées pour assurer l'enseignement de base en tenant compte des normes pédagogiques communément admises en matière d'effectifs de classe;
2. les leçons attribuées pour répondre à des besoins en relation avec la composition socioéconomique et socioculturelle de la population scolaire;
3. les leçons attribuées pour la réalisation des mesures prévues par le plan de réussite scolaire;
4. les leçons attribuées pour assurer l'enseignement moral et social.

L'introduction du contingent se fait progressivement sur une durée de 10 ans qui suit la mise en vigueur de la présente loi.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités d'établissement du contingent.

Dans la même délibération, le conseil communal arrête les mesures prévues dans le cadre du plan de réussite scolaire, le budget des écoles établies sur son territoire ainsi que le nombre de postes vacants pour lesquels il demande une affectation de personnel au ministre.

L'occupation des différents postes par les instituteurs est arrêtée par le conseil communal qui, à cet effet, prend un règlement d'occupation des postes qui assure la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle ou dans le cadre du plan de réussite scolaire.

Le règlement d'occupation des postes doit être approuvé par le ministre.

Un règlement grand-ducal fixe la date de la rentrée des classes et la date de la fin des classes ainsi que les vacances et congés scolaires.

Art. 39. La délibération sur l'organisation scolaire est transmise à l'inspecteur d'arrondissement pour avis et au ministre pour approbation.

L'organisation scolaire comprenant toutes les données nominatives et chiffrées est arrêtée pour le 1^{er} octobre suivant la rentrée des classes par le collège des bourgmestre et échevins. Ces données sont transmises à la commission scolaire, aux comités d'école, à l'inspecteur d'arrondissement et au ministre.

Les données résultant de l'organisation scolaire définitive servent de base

1. à l'organisation générale de l'enseignement fondamental au plan national et à la planification des besoins en personnel intervenant;
2. à la détermination des parts respectives de l'État et de la commune dans la rémunération du personnel intervenant.

Un règlement grand-ducal détermine les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes doivent fournir au ministre ainsi que les modalités de leur transmission.

Section 3 – La gestion et l'ordre intérieur des écoles

Art. 40. Il est créé dans chaque école un comité d'école qui a les missions suivantes:

1. élaborer une proposition d'organisation de l'école;
2. élaborer un plan de réussite scolaire et participer à son évaluation;

3. élaborer une proposition sur la répartition du budget de fonctionnement alloué à l'école;
4. donner son avis sur toute question qui concerne le personnel de l'école ou sur lequel la commission scolaire le consulte;
5. déterminer les besoins en formation continue du personnel;
6. organiser la gestion du matériel didactique et informatique de l'école;
7. approuver l'utilisation du matériel didactique conformément à l'article 11.

Art. 41. Chaque comité d'école est composé de trois membres au moins et de neuf membres au plus dont au moins deux tiers d'instituteurs. Les membres du comité sont élus par et parmi les membres du personnel de l'école, avant la fin de l'année scolaire.

Le ministre nomme le président du comité d'école parmi les instituteurs membres du comité et sur proposition de ce dernier.

La durée des mandats, qui sont renouvelables, est de cinq années.

Le responsable de l'organisme qui assure l'accueil socio-éducatif des élèves de l'école ou son délégué est invité au moins une fois par trimestre à assister avec voix consultative aux réunions du comité d'école et chaque fois que figure à l'ordre du jour un sujet qui le concerne.

Art. 42. Le président du comité d'école a pour attributions:

1. de présider, de préparer et de coordonner les travaux du comité d'école;
2. de veiller, ensemble avec l'inspecteur d'arrondissement, au bon fonctionnement de l'école et d'animer et de coordonner le travail des équipes pédagogiques;
3. d'assurer les relations avec les autorités communales et nationales;
4. d'assurer les relations avec les parents d'élèves;
5. d'assurer les relations avec l'organisme qui assure l'encadrement socio-éducatif des élèves et avec l'équipe médico-socio-scolaire;
6. d'accueillir les remplaçants des enseignants et d'organiser l'insertion des nouveaux élèves;
7. de coordonner les plans horaires des différents enseignants;
8. de rassembler les données concernant les élèves fournies par les titulaires de classe;
9. d'informer le bourgmestre ou son délégué de toute absence d'élève dont le motif n'est pas reconnu valable;
10. d'accorder les dispenses de fréquentation scolaire pour une durée dépassant une journée, dans la limite de l'article 17 de la législation relative à l'obligation scolaire;
11. de collaborer avec l'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement dans les écoles.

Il peut déléguer les points sous 6, 8 et 9 de ses attributions à d'autres membres, notamment dans le cas où l'école comprend plusieurs bâtiments scolaires.

Art. 43. A défaut de candidatures pour le comité d'école ou pour le poste de président, le conseil communal, après avoir demandé l'avis de l'inspecteur d'arrondissement, désigne pour un mandat d'une année un responsable d'école auquel il peut attribuer la totalité ou une partie des missions du comité d'école et du président du comité d'école afin d'assurer le bon fonctionnement de l'école.

Art. 44. Dans les communes disposant de deux à quatre écoles, les présidents des comités d'école se réunissent au moins une fois par trimestre afin

1. de coordonner notamment les propositions concernant l'organisation scolaire et le budget des écoles;
2. de veiller à un échange d'informations et de bonnes pratiques entre les écoles.

En outre, ils peuvent assumer ensemble les missions du comité d'école mentionnées à l'article 40 sous les points 4 et 5.

Dans les communes disposant d'au moins cinq écoles, les missions énumérées ci-avant peuvent être assurées par un comité de cogestion.

Les membres et le président du comité de cogestion sont élus par et parmi le personnel des écoles.

Le comité se réunit au moins une fois par trimestre avec les présidents des comités d'école.

Art. 45. Le comité d'école, ainsi que le comité de cogestion, disposent d'un volume global de leçons supplémentaires qui est fixé en fonction du nombre du personnel de l'école et qui est réparti entre les membres du comité respectif. L'indemnisation de ces leçons supplémentaires prestées est faite selon les besoins du service sous forme d'allocation d'indemnités ou de décharges.

Un règlement grand-ducal fixe la composition et les modalités de fonctionnement du comité d'école et du comité de cogestion, la composition du corps électoral et les modalités d'élection des membres, le calcul du volume des leçons supplémentaires mis à disposition des comités.

Art. 46. Un règlement grand-ducal détermine les dispositions concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles.

Section 4 – Le partenariat

Art. 47. Au niveau de chaque classe, les partenaires des parents sont le titulaire de la classe et l'équipe pédagogique qui assurent l'encadrement scolaire des élèves.

Les parents et les enseignants procèdent régulièrement à des échanges individuels au sujet des élèves.

Les parents sont tenus de répondre aux convocations du titulaire de classe, du président du comité d'école ou de l'inspecteur d'arrondissement.

Pendant l'année scolaire, le titulaire de classe organise régulièrement des réunions d'information et de concertation pour les parents des élèves portant notamment sur les objectifs du cycle, les modalités d'évaluation des apprentissages et l'organisation de la classe que fréquentent leurs enfants.

Pour communiquer avec les parents, les trois langues du pays sont à employer suivant les besoins.

Art. 48. Tous les deux ans, les parents des élèves de chaque école, convoqués en assemblée par le président du comité d'école, ou, à défaut, le responsable d'école, élisent au moins deux représentants des parents qui ne sont pas membres du personnel intervenant dans l'école.

L'assemblée détermine le nombre de représentants des parents et les modalités d'élection de ces derniers.

A défaut de candidatures aux élections, le conseil communal peut désigner des représentants des parents d'élèves.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités d'élection des représentants des parents d'élèves.

Art. 49. Sur convocation du président du comité d'école ainsi que chaque fois qu'ils en font la demande, les représentants des parents se réunissent avec le comité d'école, pour

1. discuter, et le cas échéant, amender et compléter la proposition d'organisation de l'école ainsi que le plan de réussite scolaire élaborés par le comité d'école;
2. organiser les réunions et manifestations communes des partenaires scolaires;
3. formuler, en y associant les élèves, des propositions sur toutes les questions en relation avec l'organisation de la vie scolaire.

Il y a au moins trois réunions par année scolaire.

Art. 50. Au niveau communal, le partenariat entre les autorités scolaires, le personnel des écoles et les parents d'élèves s'exerce à travers la commission scolaire communale qui est un organe consultatif du conseil communal.

La commission scolaire communale est constituée selon le cas par la commune ou par le syndicat de communes.

Sans préjudice des attributions prévues dans d'autres articles, la commission scolaire a pour mission:

1. de coordonner les propositions concernant l'organisation des écoles et les plans de réussite scolaire et de faire un avis pour le conseil communal;
2. de faire le suivi de la mise en œuvre de l'organisation scolaire et des plans de réussite scolaire;
3. de promouvoir les mesures d'encadrement périscolaire en favorisant l'information, les échanges et la concertation entre les parents, le personnel intervenant dans les écoles et les services et organismes assurant la prise en charge des élèves en dehors de l'horaire scolaire normal;
4. d'émettre un avis sur les rapports établis par l'Agence pour le Développement de la qualité de l'enseignement dans les écoles et de porter à la connaissance du collège des bourgmestre et échevins tout ce qu'elle juge utile ou préjudiciable aux intérêts de l'enseignement fondamental;
5. d'émettre un avis sur les propositions concernant le budget des écoles;
6. de participer à l'élaboration de la conception, de la construction ou de la transformation des bâtiments scolaires.

Art. 51. Chaque commission scolaire comprend:

1. comme président, respectivement le bourgmestre ou son délégué, à désigner parmi les membres du conseil communal, ou le président du syndicat de communes ou son délégué, à désigner parmi les membres du comité;
2. au moins quatre membres à nommer respectivement par le conseil communal ou le comité du syndicat de communes;
3. au moins deux représentants du personnel des écoles élus par le personnel des écoles parmi les membres des comités d'école ou du comité de cogestion;
4. au moins deux représentants des parents des élèves fréquentant une école de la commune ou du syndicat de communes et qui ne sont pas membres du personnel intervenant, élus par et parmi leurs pairs.

Le nombre des personnes énumérées sub 3. doit être égal au nombre des personnes énumérées sub. 4. Le nombre total des personnes énumérées sub 3. et 4. doit être égal au nombre des personnes énumérées sub 2.

Le nombre maximal des personnes énumérées sub 2., 3. et 4. est fixé par le conseil communal.

Le conseil communal fixe les jetons de présence à allouer aux membres de la commission scolaire.

Les modalités d'élection des membres, l'organisation et le fonctionnement de la commission scolaire sont fixés par règlement grand-ducal.

Art. 52. L'inspecteur d'arrondissement assiste obligatoirement à la ou aux séance(s) de la commission scolaire consacrées à l'organisation scolaire. Il est invité également aux autres séances. Le secrétaire de la commission lui fait parvenir à cet effet les ordres du jour et les rapports des séances.

Une fois par trimestre, un représentant de l'instruction religieuse et morale, à désigner par le chef du culte, est invité. Selon les besoins et au moins une fois par trimestre, la commission scolaire invite un représentant de l'équipe multiprofessionnelle concernée, un représentant du service ou de l'organisme assurant l'accueil socio-éducatif, un médecin scolaire ou un membre de l'équipe médico-socio-scolaire concernée ainsi que d'autres experts.

Les personnes invitées assistent à la séance avec voix consultative.

Art. 53. Au niveau national, le partenariat entre les autorités scolaires, le personnel des écoles et les parents d'élèves s'exerce à travers la commission scolaire nationale.

La commission scolaire nationale propose au ministre les réformes, les axes de recherche, les offres en formation continue et les améliorations qu'elle juge nécessaires ou opportunes.

Dans l'intérêt d'un développement scolaire continu, elle porte à sa connaissance des pratiques pédagogiques innovantes. Elle donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre. Elle est notamment consultée sur les questions de principe et d'intérêt général concernant l'enseignement fondamental.

Elle émet un avis sur le nouveau matériel didactique à utiliser en classe. Elle constate notamment la conformité dudit matériel aux dispositions du plan d'études de l'enseignement fondamental.

Art. 54. La commission scolaire nationale se compose:

1. de quatre membres à nommer par le ministre;
2. d'un membre à désigner par le ministre ayant la Famille dans ses attributions;
3. d'un membre du personnel de l'enseignement postprimaire à désigner par le ministre;
4. de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental;
5. d'un inspecteur de l'enseignement fondamental à élire par et parmi ses pairs;
6. de quatre instituteurs de l'enseignement fondamental à élire par et parmi leurs pairs;
7. d'un représentant des autorités communales à nommer par le ministre sur proposition du Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises;
8. de deux parents d'élèves nommés par le ministre sur proposition de l'organisation représentative des associations des parents d'élèves.

Le ministre désigne parmi les membres le président, le vice-président et le secrétaire de la commission. Il désigne en outre un secrétaire administratif.

Est reconnue organisation représentative des associations des parents d'élèves par le ministre, l'organisation qui compte parmi ses membres affiliés la majorité des associations sans but lucratif de parents d'élèves de l'enseignement fondamental dûment constituées.

Le mandat des membres de la commission a une durée de cinq ans. Ce mandat est renouvelable.

Les membres cessent de faire partie de la commission scolaire nationale quand ils ne remplissent plus les conditions de représentation requises. Dans ce cas, ainsi qu'en cas de démission, de révocation ou de décès d'un membre, il est pourvu, dans le délai d'un mois, à la vacance de poste par la désignation d'un nouveau membre qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

Une fois par trimestre, le directeur de l'Éducation différenciée, le directeur du Centre de logopédie, un représentant du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, un responsable de la médecine scolaire désigné par le ministre ayant la Santé dans ses attributions ainsi que le chef du culte ou son délégué, sont invités à assister à la réunion de la commission.

Pour l'aider à remplir ses missions, la commission peut s'adresser à des organismes ou institutions luxembourgeois ou étrangers. En outre la commission peut s'adjoindre des experts et les charger d'études ponctuelles.

Art. 55. Le Gouvernement met à la disposition de la commission les locaux et le budget nécessaires à son fonctionnement ainsi qu'un secrétaire administratif.

Les modalités d'élection des membres, le fonctionnement de la commission ainsi que les décharges et indemnités des membres sont fixés par règlement grand-ducal.

Art. 56. Les parents d'élèves qui sont membres de la commission scolaire nationale ont droit à un congé de deux demi-journées par mois pour remplir leur mandat. Pendant ce congé, ils peuvent s'absenter du lieu de travail du secteur public et privé avec maintien de leur rémunération. Dans le secteur public les bénéficiaires du congé continueront à toucher leur traitement et à jouir des avantages attachés à leur fonction. Sont visés sous le terme de «secteur public», l'État, les communes, les syndicats de communes, les établissements et services publics placés sous la surveillance de l'État ou des communes, les organismes parastataux ainsi que la société nationale des chemins de fer.

Dans le secteur privé, les bénéficiaires du congé ont droit, pour chaque demi-journée de congé, à une indemnité compensatoire égale à la moitié du salaire journalier moyen tel qu'il est défini par l'article L.233-14 du Code du Travail, sans qu'elle ne puisse dépasser le quadruple du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.

L'indemnité compensatoire est payée par l'employeur. L'État rembourse à l'employeur le montant de l'indemnité et la part patronale des cotisations sociales au vu d'une déclaration y afférente, dont le modèle est défini par le ministre compétent.

Les personnes exerçant une activité professionnelle indépendante ou libérale bénéficient d'une indemnité compensatoire fixée sur base du revenu ayant servi pour le dernier exercice cotisable comme assiette de cotisation pour l'assurance pension, sans qu'elle ne puisse dépasser le quadruple du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.

L'indemnité compensatoire revenant aux ayants droit visés par le présent article leur est payée directement par l'État.

Section 5 – La surveillance des écoles

Art. 57. La surveillance des écoles est exercée:

1. en ce qui concerne l'État, par le ministre,
2. en ce qui concerne la commune, par le conseil communal et le collège des bourgmestre et échevins, chacun selon ses compétences.

La surveillance de l'enseignement religieux appartient au chef du culte. A cet égard, il fait visiter les cours d'instruction religieuse et morale par des délégués chargés d'une mission d'inspection qu'il fait connaître au ministre.

Art. 58. Dans le cadre de l'enseignement fondamental, la commune, par ses organes compétents respectifs, exerce notamment les attributions suivantes:

1. établir et adopter l'organisation scolaire;
2. approuver le ou les plans de réussite scolaire;
3. veiller au respect de l'obligation scolaire;
4. participer à l'administration des écoles;
5. veiller à la réalisation et à l'entretien des bâtiments et équipements scolaires;
6. procéder à la répartition, parmi les écoles, des différents membres du personnel affecté à la commune en vertu de l'article 38;
7. organiser l'encadrement périscolaire des élèves tel que prévu aux articles 16 et 17 et veiller à son application;
8. veiller à l'exécution des dispositions légales en rapport avec la sécurité dans les écoles.

Un règlement grand-ducal détermine les normes en matière de constructions scolaires.

Art. 59. Le pays est divisé en arrondissements d'inspection dont le nombre et les délimitations sont fixés par règlement grand-ducal.

Sur proposition de l'inspecteur général, le ministre décide de l'affectation des inspecteurs aux différents arrondissements ou à des missions spécifiques.

Art. 60. L'inspecteur de l'enseignement fondamental assure la surveillance des écoles de l'enseignement fondamental, publiques et privées, et de l'enseignement à domicile dans son arrondissement.

A cet effet, il s'assure de la bonne marche des écoles et veille à l'observation des lois, règlements et directives officielles.

Il coordonne les actions des présidents des comités d'école de son arrondissement.

Il exerce le pouvoir hiérarchique sur le personnel des écoles de son arrondissement à l'exception des enseignants et chargés de cours de religion. Il informe le ministre des manquements disciplinaires éventuels du personnel précité. Le ministre procède conformément aux dispositions énoncées dans la loi fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Il surveille l'ensemble des activités d'apprentissage ayant lieu pendant l'horaire scolaire, excepté le cours d'instruction religieuse et morale.

Il soutient le dialogue et la concertation entre les partenaires scolaires.

Il participe à la mise en œuvre des plans de réussite scolaire.

Il assure la présidence de la commission d'inclusion scolaire de son arrondissement et il exerce le pouvoir d'instruction sur les membres de l'équipe multiprofessionnelle dans le cadre de leurs interventions dans les écoles.

Art. 61. Un ou plusieurs arrondissements d'inspection disposent d'un bureau régional d'inspection.

Les inspecteurs ainsi que le personnel administratif y assurent:

1. les travaux administratifs incombant dans les arrondissements d'inspection afférents;
2. l'affectation des membres de la réserve de suppléants pour l'enseignement fondamental;
3. le remplacement en cours d'année du personnel enseignant;
4. la gestion des archives;
5. le prêt de documentation pédagogique et de matériel didactique.

Avec l'approbation du ministre, le service de l'enseignement d'une commune peut assurer les missions du bureau régional d'inspection énumérées au point 3. Une convention établie entre le ministre et la commune fixe les modalités d'application.

Le nombre des bureaux régionaux, leurs sièges et les arrondissements d'inspection y rattachés sont déterminés par règlement grand-ducal.

Art. 62. Les inspecteurs de l'enseignement fondamental se réunissent en collège.

Le collège des inspecteurs a pour mission:

1. de coordonner les interventions des inspecteurs dans leurs arrondissements respectifs;
2. de donner son avis sur les questions qui lui sont soumises par le ministre en matière d'organisation et d'orientation pédagogique de l'enseignement;
3. de proposer au ministre des mesures susceptibles de contribuer au développement de la qualité de l'enseignement et de l'encadrement des élèves;
4. de fournir aux services du ministère de l'Éducation nationale les données dont ceux-ci ont besoin pour la gestion de l'organisation et pour la définition des orientations pédagogiques de l'enseignement fondamental;
5. de collaborer avec l'Université du Luxembourg dans le cadre de l'organisation de la formation initiale pratique des futurs instituteurs;
6. de faire au ministre des propositions en matière de formation continue des enseignants;
7. d'organiser la formation offerte aux remplaçants intervenant dans l'enseignement fondamental.

Le collège établit annuellement un rapport de ses activités qu'il remet au ministre en signalant les initiatives pédagogiques intéressantes et en formulant des recommandations sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer le fonctionnement des écoles, la qualité de l'enseignement et la prise en charge des élèves.

Art. 63. Le collège se compose de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental et au plus de 25 inspecteurs affectés à un arrondissement d'inspection ou à des missions spécifiques.

Sous l'autorité du ministre, l'inspecteur général est le chef hiérarchique des inspecteurs de l'enseignement fondamental. Il préside les réunions du collège et assure la coordination des missions énoncées à l'article précédent, ainsi que les relations avec le ministre.

Art. 64. Des instituteurs bénéficiant d'une décharge partielle ou complète de leur tâche d'enseignement peuvent être affectés en qualité d'instituteurs-ressources au collège des inspecteurs. Sous l'autorité de l'inspecteur général, ils interviennent au niveau des écoles afin d'accompagner les équipes pédagogiques qui en font la demande dans la mise en œuvre du plan de réussite scolaire ou sur proposition de l'inspecteur d'arrondissement. Ils favorisent les échanges entre les écoles.

Les conditions et les modalités de cette affectation sont déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 65. Pour assurer des travaux d'organisation et d'administration dans l'intérêt des écoles, le collège des inspecteurs dispose d'un bureau national.

Le bureau national est à la disposition de l'inspecteur général, du collège des inspecteurs et de son secrétaire. Ce bureau assure et centralise les travaux administratifs du collège. Le secrétaire est choisi parmi les inspecteurs de l'enseignement fondamental. Selon les besoins du service et dans les limites des crédits budgétaires, il est adjoint au collège un ou plusieurs fonctionnaires ou employés pour assurer le support administratif.

Art. 66. Les bureaux national et régionaux sont dotés des locaux et des moyens budgétaires nécessaires à l'exercice de leurs missions. Ils sont placés sous l'autorité respectivement de l'inspecteur général et de l'inspecteur affecté à l'arrondissement comprenant la commune siège du bureau en question.

Chapitre IV. Le personnel intervenant

Section 1 – Le cadre du personnel des écoles et des équipes multiprofessionnelles

Art. 67. Le personnel intervenant dans l'enseignement fondamental se compose du personnel des écoles et du personnel des équipes multiprofessionnelles.

Art 68. Le personnel des écoles peut comprendre:

1. des instituteurs de l'éducation préscolaire;
2. des instituteurs de l'enseignement primaire;
3. des instituteurs d'enseignement spécial;
4. des professeurs d'enseignement logopédique;
5. des pédagogues;
6. des psychologues;
7. des pédagogues curatifs;
8. des orthophonistes;
9. des rééducateurs en psychomotricité;
10. des ergothérapeutes;
11. des assistants sociaux;
12. des puériculteurs;
13. des éducateurs gradués;
14. des éducateurs;
15. des infirmiers;

16. des bibliothécaires documentalistes;
17. des chargés de cours;
18. des enseignants, des chargés de cours de religion.

Le personnel de l'école peut être assisté par des enseignants de cours en langue maternelle pour enfants de langue étrangère ainsi que par des médiateurs interculturels.

Art. 69. Le personnel des équipes multiprofessionnelles peut comprendre:

1. des professeurs d'enseignement logopédique;
2. des instituteurs d'enseignement logopédique;
3. des instituteurs d'éducation différenciée;
4. des instituteurs d'enseignement spécial;
5. des instituteurs de l'éducation préscolaire;
6. des instituteurs de l'enseignement primaire;
7. des pédagogues;
8. des psychologues;
9. des assistants sociaux;
10. des ergothérapeutes;
11. des masseurs-kinésithérapeutes;
12. des orthophonistes;
13. des pédagogues curatifs;
14. des rééducateurs en psychomotricité;
15. des éducateurs gradués;
16. des éducateurs;
17. des puériculteurs;
18. des infirmiers.

Section 2 – La formation continue

Art. 70. Le personnel intervenant et les inspecteurs ont le droit et le devoir d'entretenir et de perfectionner leurs compétences professionnelles moyennant la formation continue.

Le ministre veille à assurer la formation continue du personnel intervenant par des offres régulières proposées, si possible, en dehors des heures de classe. Il fixe chaque année les domaines prioritaires de la formation continue et il désigne les unités de formation continue qui sont obligatoires.

Art. 71. La formation continue répond soit à des besoins individuels, soit à des besoins collectifs des équipes pédagogiques ou des équipes multiprofessionnelles, soit à des besoins et spécificités locaux, régionaux ou nationaux. Elle s'oriente aux directives du plan d'études, ainsi qu'à des dispositifs pédagogiques et didactiques susceptibles d'améliorer la qualité de l'enseignement et de promouvoir la réussite de tous les élèves.

La formation continue vise le développement des compétences professionnelles.

Art. 72. L'initiative d'une formation continue peut être prise

1. au sein d'une école ou de plusieurs écoles, notamment dans le cadre d'un plan de réussite scolaire;
2. au niveau d'un ou de plusieurs arrondissements d'inspection;
3. au niveau national.

Art. 73. Sous la coordination du SCRIPT, des activités de formation continue du personnel intervenant peuvent être organisées ou offertes par des instituts de formation nationaux et étrangers ainsi que par les autorités scolaires.

Le collège des inspecteurs et la commission scolaire nationale peuvent faire au ministre des propositions quant à l'offre et aux modalités de la formation continue.

Art. 74. La participation par l'instituteur à des activités de formation continue peut être comptabilisée pour l'obtention du certificat de perfectionnement ainsi que d'autres certificats ou diplômes.

Un règlement grand-ducal fixe les modalités d'obtention du certificat de perfectionnement.

Chapitre V. Dispositions financières

Art. 75. Les frais de construction et d'équipement des infrastructures scolaires communales et régionales de l'enseignement fondamental sont à charge des communes. Les sommes nécessaires à ces fins sont portées annuellement au budget communal.

L'État contribue à ces dépenses dans une mesure qui est déterminée annuellement par la loi du budget.

Un règlement grand-ducal détermine, d'après des principes uniformes, les bases de répartition entre les communes des subsides en faveur de l'enseignement fondamental.

Art. 76. 1. Les rémunérations du personnel des écoles visé à l'article 67 sont à charge de l'État à l'exception des rémunérations pour prestations dépassant le cadre du contingent qui sont à charge de la commune respective.

2. (1) La dotation annuelle allouée à chaque commune au titre du Fonds communal de dotation financière institué par l'article 38 de la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 1988, est diminuée d'un tiers du coût total des rémunérations du personnel qui lui est attribué dans le cadre du contingent pour assurer l'enseignement de base visé à l'alinéa 2 de l'article 38.

(2) À la section II de la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 1988, le point 4° du paragraphe (1) est remplacé par le texte suivant:

«4° un crédit spécial inscrit au budget des dépenses courantes du ministère de l'Intérieur égal à la différence entre la dotation du fonds telle que définie à la loi budgétaire annuelle d'une part, et, d'autre part, les alimentations du fonds prévues aux numéros 1° à 3° et le tiers du coût total des rémunérations du personnel des écoles qui est attribué aux communes dans le cadre du contingent pour assurer l'enseignement de base visé à l'alinéa 2 de l'article 38.»

(3) Un règlement grand-ducal précise les modalités d'application de cette disposition.

Chapitre VI. Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales

Art. 77. La loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée est modifiée comme suit:

1. L'alinéa premier de l'article 4 est modifié comme suit:

«L'inspection et l'organisation pédagogiques des instituts et services sont assurées sous l'autorité du ministre conformément à l'article 60 de la loi portant organisation de l'enseignement fondamental. Par dérogation, les devoirs de surveillance imposés par la prédite loi aux pouvoirs communaux sont exercés, pour l'éducation différenciée, sous l'autorité du ministre.»

2. L'article 6 est modifié comme suit:

«Les dispositions relatives au contrôle de l'obligation scolaire s'appliquent à l'égard du personnel enseignant et des personnes ayant la garde des enfants visés ci-dessus, à l'exception des dispositions relatives aux attributions des autorités communales, qui sont de la compétence du ministre.»

3. L'article 9 est modifié comme suit:

«Toute personne ayant la garde d'un enfant visé à l'article 1^{er} doit signaler cet enfant à la commission d'inclusion scolaire concernée. Il en est de même pour les administrations communales, les inspecteurs de l'enseignement fondamental, les médecins inspecteurs, les assistants sociaux et les assistants d'hygiène sociale, si ces personnes ont été renseignées sur des cas d'enfants visés à l'article 1^{er}.»

4. Les articles 10 et 11 sont abrogés.

5. L'article 11 est modifié comme suit:

«Sur avis de la commission d'inclusion scolaire, approuvé par la commission médico-psycho-pédagogique nationale, un enfant peut, avec l'accord de la personne ayant la garde, être temporairement placé dans une des classes ou dans un des centres d'observation prévus à l'article 2 de la présente loi.

Lorsque l'intérêt de la formation d'un enfant l'exige, le ministre, après avoir entendu la commission médico-psycho-pédagogique nationale, peut autoriser cet enfant à recevoir l'éducation et les soins appropriés au-delà du terme de la scolarité obligatoire. En ce cas, les dispositions de l'article 8 ci-dessus continuent à être applicables.»

6. L'article 12 est modifié comme suit:

«Les demandes visant le transfert d'un enfant de l'éducation différenciée à l'enseignement fondamental sont adressées par la personne ayant la garde de l'enfant à la commission d'inclusion scolaire concernée au moins deux mois avant la rentrée des cours. La commission transmet cette information à la commission médico-psycho-pédagogique nationale et au ministre en y joignant son avis.

Les transferts se font par décision du ministre.»

7. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 14 sont modifiés comme suit:

«Les communautés ou associations doivent se conformer aux dispositions de la loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé.

Par dérogation, les attributions confiées par la loi portant organisation de l'enseignement fondamental aux autorités communales sont, pour l'éducation différenciée, de la compétence du ministre.»

Art. 78. Sont abrogées les dispositions légales suivantes:

- la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;
- l'article 4 de la loi du 9 août 1921 portant révision des traitements des fonctionnaires et complétant la loi du 28 décembre 1920, portant allocation d'une indemnité de vie chère supplémentaire;
- le titre III, chapitre 1^{er}, de la loi du 5 août 1963 portant réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;
- la loi du 18 août 1973 ayant pour objet la formation et le classement du personnel de l'éducation préscolaire;
- les articles 28 et 33 de la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs, b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques, c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Art. 79. Dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi, les règlements grand-ducaux existants, pris en exécution de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire, restent en vigueur jusqu'à la publication d'éventuels règlements pris en exécution de la présente loi.

Art. 80. La présente loi entre en vigueur au début de l'année scolaire 2009-2010.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 6 février 2009.
Henri

Doc. parl. 5759; sess. ord. 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

Loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

*Republication du texte paru au Mém. A-20 du 16.2.2009, p. 215
Rectificatif: Mém. A-98 du 14.5.2009, p. 1471*

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 21 janvier 2009 et celle du Conseil d'État du 3 février 2009 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Chapitre I – Définitions

Art. 1^{er}. Au sens de la présente loi, sont désignés par les termes

1. ministre, le ministre de l'Éducation nationale;
2. inspecteur général de l'enseignement fondamental et inspecteur de l'enseignement fondamental, l'inspecteur général de l'enseignement primaire et l'inspecteur de l'enseignement primaire, tels qu'utilisés dans les lois et règlements antérieurs;
3. conseil communal et collège des bourgmestre et échevins, dans le cas d'un syndicat de communes et à moins que le présent texte n'en dispose autrement, le comité du syndicat quand sont visées les attributions qui incombent à un conseil communal dans une commune et le bureau quand sont visées celles incombant à un collège des bourgmestre et échevins.

Chapitre II – Le personnel des écoles de l'enseignement fondamental

Art. 2. (1) Il est créé un cadre du personnel des écoles de l'enseignement fondamental ayant pour mission d'assurer l'enseignement et l'encadrement socio-éducatif des élèves fréquentant une école de l'enseignement fondamental.

(2) Le cadre du personnel des écoles de l'enseignement fondamental est placé sous l'autorité du ministre.

(3) Le cadre des fonctionnaires peut comprendre:

1. des instituteurs;
2. des pédagogues;
3. des psychologues;
4. des pédagogues curatifs;
5. des orthophonistes;
6. des rééducateurs en psychomotricité;
7. des ergothérapeutes;
8. des assistants sociaux;
9. des puériculteurs;
10. des éducateurs gradués;
11. des éducateurs;
12. des bibliothécaires-documentalistes.

(4) En dehors des fonctionnaires énumérés ci-dessus, le cadre peut comprendre des stagiaires et des employés de l'État.

(5) Des agents d'autres administrations et services de l'État peuvent être détachés auprès du cadre du personnel des écoles de l'enseignement fondamental.

(6) Les conditions d'admission au stage et de nomination des membres du personnel mentionnés au paragraphe 3, points 2 à 9 et 12 sont celles fixées pour les fonctions correspondantes par:

- 1) la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;
- 2) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;
- 3) les règlements d'exécution relatifs aux lois précitées et les règlements grand-ducaux modifiés du 30 janvier 2004 applicables pour le recrutement dans les administrations et services de l'État.

(7) La durée normale de travail et le régime des congés du personnel mentionné au paragraphe 3, points 2 à 9 et 12 sont fixés conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur pour les fonctionnaires et employés de l'État.

Art. 3. Selon les besoins, le cadre du personnel des écoles de l'enseignement fondamental peut également comprendre des membres de la réserve de suppléants prévue au chapitre V.

Chapitre III – Les instituteurs

Art. 4. L'enseignement fondamental est assuré par des instituteurs.

Les classes d'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage, tel que défini à l'article 1^{er} de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, sont encadrées par des équipes comprenant un instituteur et un éducateur. Les modalités d'encadrement des classes d'éducation précoce sont fixées par règlement grand-ducal.

La tâche normale des instituteurs des deuxième, troisième et quatrième cycles, tels que définis à l'article 1^{er} de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, comprend vingt-trois leçons hebdomadaires d'enseignement direct et cinquante-quatre heures d'appui pédagogique annuelles ainsi que cent vingt-six heures de travail annuelles à assurer dans l'intérêt des élèves et de l'école.

La tâche normale des instituteurs du premier cycle comprend vingt-cinq leçons hebdomadaires d'enseignement direct et cinquante-quatre heures d'appui pédagogique annuelles ainsi que cent vingt-six heures de travail annuelles à assurer dans l'intérêt des élèves et de l'école.

Les instituteurs bénéficient des décharges pour ancienneté suivantes:

- au moment d'atteindre l'âge de quarante-cinq ans: une leçon d'enseignement direct;
- au moment d'atteindre l'âge de cinquante ans: deux leçons d'enseignement direct;
- au moment d'atteindre l'âge de cinquante-cinq ans: quatre leçons d'enseignement direct.

Un règlement grand-ducal détermine le détail de la tâche, les modalités d'octroi et le volume des décharges pour activités connexes dans l'intérêt du fonctionnement de l'école ou de l'enseignement en général, ainsi que les modalités d'octroi et d'indemnisation des leçons supplémentaires.

Art. 5. Le recrutement des instituteurs se fait par voie de concours.

Le ministre organise chaque année le concours réglant l'accès à la fonction.

Les candidats ayant passé avec succès les épreuves du concours sont nommés à la fonction d'instituteur dans l'ordre de leur classement jusqu'à concurrence du nombre des admissions à la fonction arrêté conformément aux dispositions de l'article 33.

Le classement des candidats à l'issue du concours vaut pour l'année scolaire subséquente.

Les conditions d'admission au concours, les contenus et les modalités du concours sont définis par règlement grand-ducal.

Art. 6. Peut être nommé à la fonction d'instituteur à condition d'être habilité à enseigner dans les quatre cycles que comprend l'enseignement fondamental et de s'être classé en rang utile à l'issue du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur:

- 1) le détenteur du bachelor professionnel en sciences de l'éducation délivré par l'Université du Luxembourg;
- 2) le détenteur d'un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur, conforme aux dispositions des directives CE relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- 3) le détenteur d'un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur, délivré par une institution située dans un pays qui n'est pas membre de l'Union Européenne et reconnu par le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Art. 7. La nomination à la fonction d'instituteur est provisoire et révocable pendant les deux premières années de la nomination.

Pendant cette période, l'instituteur reçoit un accompagnement de la part de l'équipe pédagogique dont il fait partie et de la part de l'inspecteur d'arrondissement. Il participe obligatoirement à des activités de formation en rapport avec son insertion professionnelle.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités de cet accompagnement et de ces activités de formation.

La période de nomination provisoire peut être suspendue soit d'office, soit à la demande de l'intéressé, pour la durée de toute absence prolongée en cas d'incapacité de travail ainsi que dans l'hypothèse où l'instituteur bénéficie des congés visés aux articles 29bis ou 30, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

En cas d'incapacité professionnelle constatée pendant cette période par l'inspecteur d'arrondissement ensemble avec l'inspecteur général, la révocation de la nomination provisoire peut être prononcée par le ministre, l'intéressé entendu en ses explications.

En dehors de l'hypothèse prévue à l'alinéa précédent, toute nomination provisoire est considérée comme définitive après deux années de service effectif.

Art. 8. Le ministre affecte les instituteurs soit à une commune, soit à une école ou classe de l'État.

Les instituteurs nouvellement admis à la fonction sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours visé à l'article 5.

L'instituteur qui souhaite être changé d'affectation présente sa demande au ministre.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une classe ou école de l'État sont prises par le ministre.

Les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste par l'inspecteur d'arrondissement sur base d'une note d'inspection et de l'ancienneté de service.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des instituteurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

Art. 9. Le ministre établit chaque année la liste des postes d'instituteur vacants, qui est une liste nationale et qui est publiée au plus tard le 1^{er} juin de chaque année.

Après les opérations de réaffectation prévues à l'article qui précède, le ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants. L'affectation à ces postes se fait par ordre de priorité:

- 1) par les instituteurs nouvellement nommés après le concours d'accès à la fonction visé à l'article 5, premier alinéa;
- 2) par des membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16, points 2 à 8, et selon l'ordre de priorité établi au même article;
- 3) par des remplaçants, conformément à l'article 27.

Les décisions individuelles d'affectation sont prises par le ministre.

L'affectation des agents mentionnés aux points 2 et 3 ne peut être prononcée chaque fois que pour une année scolaire au maximum.

Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente.

Art. 10. En cas de suppression d'un poste d'instituteur dans une commune, dans une école ou classe de l'État, l'instituteur qui l'occupait sera réaffecté dans une commune, dans une école ou classe de l'État du même arrondissement d'inspection ou, si aucun poste n'est vacant dans cet arrondissement, dans une commune, dans une école ou une classe de l'État d'un arrondissement d'inspection avoisinant.

Art. 11. Le ministre peut réaffecter d'office un instituteur, sur proposition de l'inspecteur général, dans l'intérêt du service, l'intéressé entendu en ses observations.

Chapitre IV – Les éducateurs gradués et les éducateurs

Art. 12. Des éducateurs gradués et des éducateurs interviennent dans l'enseignement fondamental afin d'assurer l'encadrement socio-éducatif des élèves.

La tâche normale des éducateurs gradués et des éducateurs est fixée à quarante heures par semaine et comprend l'éducation des élèves à la vie en communauté, la collaboration dans les équipes pédagogiques et l'organisation d'activités de prise en charge socio-éducatif en dehors des heures de classe.

Les éducateurs gradués et les éducateurs ont leurs congés légaux pendant la période des vacances et des congés scolaires tels que visés par les dispositions réglementaires fixant les calendriers des vacances et congés scolaires en vigueur.

En période scolaire, la tâche hebdomadaire de l'éducateur gradué et de l'éducateur est de quarante-quatre heures.

Les heures supplémentaires cumulées en période scolaire sont récupérées prioritairement pendant la période des vacances et congés scolaires.

Les détails de la tâche sont fixés par règlement grand-ducal.

Art. 13. Les conditions générales d'admission, les conditions et modalités de déroulement du stage et de nomination ainsi que les conditions spécifiques propres aux fonctions d'éducateur gradué et d'éducateur telles que définies à l'article 12 ci-dessus, sont fixées par règlement grand-ducal sous réserve des dispositions suivantes:

- 1) Les fonctionnaires de la carrière de l'éducateur gradué doivent être détenteurs soit d'un diplôme luxembourgeois de bachelor en sciences sociales et éducatives, soit d'un diplôme d'éducateur gradué luxembourgeois, soit d'un diplôme, certificat ou titre étranger reconnu équivalent par le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions;
- 2) Les fonctionnaires de la carrière de l'éducateur doivent être détenteurs d'un diplôme d'éducateur luxembourgeois ou d'un diplôme, certificat ou titre étranger reconnu équivalent par le ministre.

Art. 14. L'affectation ou le changement d'affectation des éducateurs gradués et des éducateurs à une commune ou une école ou classe de l'État est décidé par le ministre.

Les éducateurs gradués ou éducateurs nouvellement admis au stage sont affectés en fonction de leur rang au classement établi au concours de recrutement.

L'éducateur gradué ou l'éducateur qui souhaite être changé d'affectation présente sa demande au ministre.

Les décisions individuelles de réaffectation à une classe ou école de l'État sont prises par le ministre.

Les décisions individuelles de réaffectation à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste par l'inspecteur d'arrondissement sur base d'une note d'inspection et de l'ancienneté de service.

Le détail des critères de classement ainsi que les modalités de la procédure d'affectation et de réaffectation des éducateurs gradués et des éducateurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

Le ministre peut réaffecter d'office un éducateur gradué ou un éducateur sur proposition de l'inspecteur général, dans l'intérêt du service, l'intéressé entendu en ses observations.

Chapitre V – La réserve de suppléants

Art. 15. Une réserve de suppléants, placée sous l'autorité du ministre, comprenant des instituteurs ainsi que des chargés de cours visés à l'article 16, points 2 à 8, est mise en place conformément aux dispositions du présent chapitre.

Les membres de la réserve de suppléants ont pour mission d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur ou d'occuper un poste d'instituteur resté vacant, le cas échéant.

La tâche des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants se compose d'une tâche d'enseignement, de surveillance, d'orientation et de concertation, ainsi que d'une tâche administrative. Le contenu des différentes tâches est fixé par règlement grand-ducal. Pour ce qui est de la tâche hebdomadaire d'enseignement direct, elle se définit comme suit:

- a) lors de remplacements d'une durée inférieure à un mois, elle correspond à celle des instituteurs remplacés;
- b) lors de remplacements d'une durée d'un mois au moins, elle est fixée à
 - 26 leçons d'enseignement direct pour un remplacement effectué au premier cycle;
 - 24 leçons d'enseignement direct pour un remplacement effectué au deuxième, troisième ou quatrième cycle.

Pendant les périodes où les membres de la réserve de suppléants n'assurent aucune ou seulement une tâche partielle d'enseignement, ils sont tenus d'assurer des tâches administratives ou autres dans l'intérêt de l'enseignement.

Ces tâches sont fixées au prorata de la différence entre une tâche hebdomadaire normale d'enseignement et la tâche hebdomadaire d'enseignement effectivement prestée.

Art. 16. La réserve de suppléants peut comprendre:

- 1) des instituteurs;
- 2) des chargés de cours détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur ayant obtenu des notes suffisantes dans les épreuves de classement, mais ne s'étant pas classés en rang utile lors du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur;
- 3) des chargés de cours détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur remplissant les conditions de langue en vue de l'admission au concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur;
- 4) des chargés de cours détenteurs du certificat de qualification de chargé de direction établi conformément aux dispositions de la loi modifiée du 5 juillet 1991 portant e.a. fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;
- 5) des chargés de cours détenteurs d'une attestation d'admissibilité à la réserve de suppléants établie conformément à la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire;
- 6) des chargés de cours détenteurs du certificat de formation prévu à l'article 19 ci-dessous;
- 7) des chargés de cours engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle;
- 8) des chargés de cours engagés à durée déterminée et à tâche complète ou partielle pour une année scolaire au minimum.

Le ministre peut affecter des membres de la réserve de suppléants aux postes de remplacement d'un instituteur pour une année scolaire dans une commune, une classe ou école de l'État. Cette affectation se fait prioritairement selon l'ordre de classement ci-dessus, et subsidiairement selon l'ancienneté de service acquise comme membre de la réserve de suppléants et en second ordre de subsidiarité selon l'âge des candidats.

Le ministre peut affecter ou réaffecter d'office un membre de la réserve de suppléants dans l'intérêt du service, l'intéressé entendu en ses observations.

Chaque membre de la réserve de suppléants qui n'a pas été affecté ou réaffecté à un poste d'instituteur vacant pour une année scolaire, est attaché par le ministre à un arrondissement d'inspection, à un groupe d'arrondissements, à un bureau régional d'inspection ou au bureau national de l'inspection.

Art. 17. Nul n'est admis à la réserve de suppléants s'il ne remplit les conditions énoncées à l'article 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État pour les emplois définis à l'article 16, point 1 ci-dessus ou à l'article 3 de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État pour les emplois définis à l'article 16, points 2 à 8 ci-dessus.

Exceptionnellement et pour des raisons dûment motivées tenant à l'intérêt du service, des dispenses individuelles de la connaissance de deux des trois langues administratives pourront être accordées par décision du Gouvernement en Conseil.

Art. 18. En dehors des conditions fixées à l'article 17, les candidats à un emploi de chargé de cours de la réserve de suppléants doivent

- 1) être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministre;
- 2) être détenteurs d'une attestation habilitant à faire des remplacements, délivrée par le Collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental.

Art. 19. Les chargés de cours membres de la réserve, occupant un des emplois définis à l'article 16, point 8, suivent une formation en cours d'emploi sanctionnée par un certificat de formation.

Pour être admissibles au bénéfice d'un contrat à durée indéterminée, ces chargés de cours doivent avoir obtenu le certificat de formation avant le terme de douze mois à compter à partir de leur entrée en service; exceptionnellement, cette période pourra être prorogée pour une durée de douze mois.

Art. 20. Le ministre statue sur l'admission des candidats à la formation, la priorité revenant aux candidats les plus âgés.

Art. 21. La formation en cours d'emploi comporte une partie pédagogique et méthodologique s'étendant sur cent vingt heures ainsi qu'une partie pratique.

La formation est organisée par l'Institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées.

Les programmes des formations théorique et pratique, les modalités des épreuves sanctionnant la formation ainsi que l'indemnité des formateurs sont déterminés par règlement grand-ducal.

En cas de réussite, le ministre délivre au candidat un certificat de formation qui l'habilite à faire des remplacements dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

Art. 22. Les personnes énumérées à l'article 16, points 2 à 8, bénéficient d'un engagement en qualité d'employés de l'État à durée indéterminée ou à durée déterminée et à tâche complète ou partielle auprès de la réserve de suppléants.

Le recrutement des nouveaux membres de la réserve se fait dans la limite des postes prévus chaque année par la loi budgétaire en tenant compte des besoins en personnel déterminés par la procédure de planification des besoins en personnel enseignant.

Art. 23. Les membres de la réserve engagés sous le statut de l'employé de l'État sont classés au grade E2, tel que déterminé par la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, à condition d'être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministre.

Les modalités de classement et de rémunération de ces agents sont fixées par règlement grand-ducal. Lors de la reconstitution de leur carrière, il leur est tenu compte du temps passé au service de l'enseignement public dans les conditions de l'article 7 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, à l'exception des dispositions du paragraphe 6, alinéa 1^{er} et alinéa 2, première phrase.

Chapitre VI – Les autres intervenants

Art. 24. L'État peut engager sous le régime de l'employé de l'État ou du salarié de l'État des ressortissants étrangers pour les charger d'activités dans l'intérêt de l'enseignement fondamental. Les personnes à engager doivent:

- 1) être détentrices de l'un des diplômes ou certificats visés à l'article 6, points 2 et 3;
- 2) démontrer un niveau de connaissances suffisant dans une des trois langues administratives du pays telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues et se soumettre à cet effet à une épreuve vérifiant ces connaissances;
- 3) remplir les conditions fixées par l'article 3, alinéa 2, de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État.

Les modalités de recrutement, de classement et de rémunération sont fixées par règlement grand-ducal.

Art. 25. L'État peut engager sous le régime de l'employé de l'État ou du salarié de l'État des ressortissants étrangers en qualité de médiateurs interculturels.

Ils ont pour mission de favoriser l'insertion scolaire des enfants étrangers et d'assurer les liens entre l'école et les familles de ces élèves par le biais d'un travail de traduction, d'information ou de médiation. Les personnes à engager doivent:

- 1) être détentrices d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur;
- 2) démontrer un niveau de connaissances suffisant dans une des trois langues administratives du pays telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues et se soumettre à cet effet à une épreuve vérifiant ces connaissances;
- 3) remplir les conditions fixées par l'article 3, alinéa 2, de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État.

Les médiateurs interculturels interviennent ponctuellement, à la demande des enseignants, des inspecteurs et parents d'élèves pour des situations exclusivement scolaires ou en relation directe avec la scolarisation d'un enfant.

Les interventions des médiateurs interculturels sont coordonnées par le ministre.

Les modalités de recrutement, de classement et de rémunération sont fixées par règlement grand-ducal.

Art. 26. L'instruction religieuse et morale est assurée par le personnel défini dans la Convention conclue entre le Gouvernement et l'Archevêché de Luxembourg concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire.

Art. 27. A défaut de disponibilité de membres de la réserve de suppléants, l'État peut procéder au remplacement d'un instituteur par un détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements délivrée par le Collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental, engagé sous le régime de l'employé de l'État.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, une commune peut procéder à ce remplacement, conformément aux dispositions de l'article 61 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements ainsi que les modalités de calcul et d'allocation de l'indemnité de remplacement sont fixées par règlement grand-ducal.

Pour les agents définis ci-dessus, l'aptitude prévue par l'article 3, point d), de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État est constatée pendant un délai de trois mois après le premier engagement. L'aptitude ainsi constatée a une validité de cinq ans, même en cas d'engagements répétitifs.

Chapitre VII – La planification des besoins en personnel enseignant et éducatif

Art. 28. Les besoins en personnel des écoles de l'enseignement fondamental et les mesures destinées à y faire face font l'objet d'une planification continue, couvrant des périodes de cinq années scolaires.

Art. 29. Il est institué une commission d'experts, chargée de procéder aux études nécessaires à la planification.

Un règlement grand-ducal détermine la composition et le fonctionnement de la commission.

Les membres de la commission ont droit à une indemnité dont le montant et les modalités sont fixés par le règlement grand-ducal mentionné à l'alinéa précédent.

Art. 30. Pour la détermination des besoins actuels et l'évaluation des besoins futurs de la période sous examen, la commission tient compte notamment:

1. des besoins spécifiques déclarés par les communes dans le cadre de l'organisation scolaire;
2. des normes pédagogiques en matière d'effectifs par classe fixées par le ministre;
3. de l'évolution démographique générale et régionale et plus particulièrement de celle des effectifs scolaires globaux prévisibles;
4. de la tâche du personnel des écoles de l'enseignement fondamental telle qu'elle est fixée dans la présente loi;
5. de la réalisation progressive des missions, ainsi que des dispositions légales et réglementaires spécifiques de l'enseignement fondamental;
6. des besoins en personnel à prévoir pour assurer les remplacements;
7. des réformes organiques ou pédagogiques et de toutes autres mesures ou situations susceptibles de modifier les besoins en personnel des écoles.

Art. 31. Chaque année la commission remet au ministre un rapport général comprenant notamment:

1. des données statistiques concernant l'organisation de l'année scolaire en cours;
2. l'évaluation des besoins prévisibles en personnel des écoles de l'enseignement fondamental couvrant la période des cinq années subséquentes.

Art. 32. Sur base du rapport général de la commission, le ministre propose au Gouvernement en conseil un programme de recrutement de personnel pour la période quinquennale à venir.

Art. 33. Le Gouvernement en conseil arrête le volume et les échéances du programme de recrutement.

Les engagements de personnel pour autant qu'ils dépassent le remplacement du personnel quittant le service, sont autorisés par la loi budgétaire.

Chapitre VIII – L’inspectorat

Art. 34. La surveillance des écoles de l’enseignement fondamental est assurée par les inspecteurs de l’enseignement fondamental placés sous l’autorité de l’inspecteur général de l’enseignement fondamental.

Art. 35. L’inspecteur général de l’enseignement fondamental est choisi parmi les fonctionnaires appartenant ou ayant appartenu pendant cinq ans au moins au personnel de la carrière supérieure de l’enseignement.

L’inspecteur général de l’enseignement fondamental est nommé par le Grand-Duc.

Art. 36. Les inspecteurs de l’enseignement fondamental doivent être détenteurs d’un certificat d’aptitude aux fonctions d’inspecteur de l’enseignement fondamental, délivré à la suite d’un stage et d’un examen dont les modalités sont déterminées par règlement grand-ducal.

Pour être admis à ce stage et à cet examen, les candidats à la fonction d’inspecteur de l’enseignement fondamental doivent:

1. se prévaloir d’une pratique professionnelle de cinq années dans l’enseignement fondamental en qualité d’instituteur;
2. être détenteurs d’un diplôme de master en relation avec l’enseignement fondamental;
3. se classer en rang utile lors d’un concours de recrutement dont les modalités sont déterminées par règlement grand-ducal.

Des professeurs titulaires d’un titre ou d’un grade étranger homologué en lettres ou en sciences, des professeurs de sciences économiques et sociales, des professeurs d’éducation artistique, des professeurs d’éducation musicale, des professeurs d’éducation physique, des professeurs de doctrine chrétienne, détenteurs du certificat d’aptitude à ces mêmes fonctions de l’enseignement supérieur et secondaire, ainsi que des professeurs d’enseignement logopédique peuvent être nommés aux fonctions d’inspecteur de l’enseignement fondamental, à condition de se prévaloir d’une pratique professionnelle de cinq années dans l’enseignement, de se classer en rang utile lors du concours de recrutement prévu à l’alinéa qui précède, de faire un stage et de passer avec succès un examen de fin de stage dont les modalités sont fixées par règlement grand-ducal.

Les inspecteurs de l’enseignement fondamental sont nommés par le Grand-Duc.

Art. 37. Des inspecteurs peuvent être chargés de missions en dehors de l’inspection par arrêté grand-ducal. Au cas où un inspecteur est affecté à pareille mission, il est placé hors cadre par dépassement des effectifs prévus par son cadre d’origine. En cas de cessation de son affectation à une mission spécifique, cet inspecteur reste, à défaut de vacance d’emploi, placé provisoirement hors cadre et est réintégré dans le cadre du collège des inspecteurs lors de la première vacance d’emploi qui s’y produit. Le temps pendant lequel l’inspecteur en question s’est trouvé placé hors cadre lui est bonifié dans sa totalité comme ancienneté de service. L’emploi hors cadre est supprimé de plein droit par l’effet de la réintégration.

Art. 38. Sur proposition de l’inspecteur général, le ministre décide de l’affectation des inspecteurs aux différents arrondissements ou à des missions spécifiques.

Art. 39. Les fonctionnaires des carrières du rédacteur et de l’expéditionnaire administratif appelés à remplir des fonctions de gestion administrative dans le bureau national d’inspection ou dans un bureau régional d’inspection sont recrutés parmi les fonctionnaires ou stagiaires des mêmes carrières de l’administration gouvernementale et détachés aux administrations précitées.

Au cas où son grade est supérieur à celui de chef de bureau, le fonctionnaire est placé hors cadre par dépassement des effectifs de son grade de l’administration gouvernementale. Sous réserve de l’accomplissement des conditions de promotion aux grades supérieurs de sa carrière, il peut être promu jusqu’à la fonction d’inspecteur principal premier en rang par dépassement des effectifs de l’administration gouvernementale au moment où son collègue de rang égal ou immédiatement inférieur bénéficie d’une promotion. Le fonctionnaire placé hors cadre et détaché auprès d’un bureau régional dans les conditions ci-dessus, et dont le détachement prend fin, rentre dans le cadre normal à la première vacance d’un emploi de la fonction qu’il occupe.

Chapitre IX – Dispositions modificatives

Art. 40. La loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l’État est modifiée et complétée comme suit:

- a) À l’article 3, alinéas 1 et 3 sont supprimées les références «15°» et «17°» à l’article 22, section IV. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l’État.
- b) À l’article 8, section III., alinéa 3, les termes «grade E4» sont remplacés par ceux de «grade E6».
- c) À l’article 19, les deux alinéas du paragraphe 2, et le paragraphe 4 sont supprimés, les anciens paragraphes 5 et 6 devenant les nouveaux paragraphes 2 et 3.
- d) À l’article 20, la section I. est supprimée et l’ancienne section II. devient l’unique section de l’article 20.
- e) À l’ancienne section II. de l’article 20, devenue l’unique section de cet article, les termes «E4» sont supprimés à l’alinéa premier et les alinéas 2 et 3 sont supprimés.
- f) L’article 20ter est supprimé.
- g) À l’article 22, section IV., les points 15° et 17° sont supprimés.

- h) À l'article 22, section V., les points 4° et 5° sont supprimés.
- i) À l'annexe A – Classification des fonctions – rubrique IV «Enseignement» sont supprimées dans les grades renseignés les carrières et fonctions suivantes:

E3	Différents établissements	instituteur [IV-15°, V-4°]
	Différents ordres d'enseignement	instituteur d'économie familiale ^{80, 93} [IV-15°, V-4°]
	Éducation différenciée	instituteur ⁶⁷ [IV-15°, V-4°]
	Éducation préscolaire	instituteur [IV-15°, V-4°]
	Enseignement primaire	instituteur [IV-15°, V-4°]
E3ter	Différents établissements	instituteur d'enseignement complémentaire ⁸⁷ [V-4°, V-5°]
	Différents établissements	instituteur d'enseignement spécial [V-4°, V-5°]
	Différents établissements	instituteur principal ⁴⁷ [V-4°, V-5°]
	Différents ordres d'enseignement	instituteur d'économie familiale ^{80, 93} [IV-17°, V-5°]
	Éducation différenciée	instituteur d'enseignement spécial ⁶⁷ [V-4°, V-5°]
	Éducation différenciée	instituteur d'enseignement complémentaire ⁶⁷ [V-4°, V-5°]
	Éducation préscolaire	instituteur principal ⁵⁸ [V-4°, V-5°]
	Enseignement primaire	instituteur d'enseignement spécial ²⁵ [V-4°, V-5°]
	Enseignement primaire	instituteur principal [V-4°, V-5°]
	Enseignement secondaire technique	instituteur d'enseignement préparatoire ⁹³
	Force publique	instituteur [IV-17°, V-4°]
E 4	Différents établissements	instituteur d'enseignement technique ⁴⁷
	Différents ordres d'enseignement	instituteur d'enseignement technique ³¹
	Centre de logopédie	instituteur d'enseignement logopédique ⁵⁸
	Centres socio-éducatifs de l'État	instituteur spécial ^{8,78}
	Éducation différenciée	instituteur d'éducation différenciée ⁶⁷
	Enseignement primaire	instituteur d'enseignement primaire supérieur
	Enseignement secondaire technique	institutrice d'enseignement ménager agricole ³¹
	Force publique	instituteur spécial ²⁵ (doit remplir les conditions prévues à l'article 19, paragraphe 2 de la loi modifiée du 22 juin 1963)
	Maisons d'enfants de l'État	instituteur spécial ¹²³

- j) À l'annexe A – Classifications des fonctions – rubrique IV «Enseignement» sont ajoutées au grade E5 les carrières et fonctions suivantes:

E5	Différents établissements	instituteur
	Différents ordres d'enseignement	instituteur d'économie familiale
	Éducation différenciée	instituteur
	Enseignement fondamental	instituteur
	Enseignement fondamental	Instituteur d'éducation préscolaire
	Enseignement fondamental	Instituteur d'enseignement primaire
	Enseignement fondamental	Instituteur d'enseignement spécial
	Différents établissements	instituteur d'enseignement spécial
	Différents ordres d'enseignement	instituteur d'économie familiale
	Éducation différenciée	instituteur d'enseignement spécial
	Différents établissements	instituteur d'enseignement préparatoire
	Force publique	instituteur
	Différents établissements	instituteur d'enseignement technique
	Différents ordres d'enseignement	instituteur d'enseignement technique

	Centre de logopédie	instituteur d'enseignement logopédique
	Centres socio-éducatifs de l'État	instituteur spécial
	Éducation différenciée	instituteur d'éducation différenciée
	Force publique	instituteur spécial
	Maisons d'enfants de l'État	instituteur spécial

- k) À l'annexe D – Détermination Tableau IV – «Enseignement» dans la carrière moyenne de l'enseignement sont supprimées dans les grades renseignés les carrières et fonctions suivantes:

moyenne de l'enseignement	E3	instituteur de l'enseignement primaire/des différents établissements/de l'éducation préscolaire/de l'éducation différenciée ⁶⁷ /d'économie familiale ⁸⁰	E3
	E3ter	instituteur principal ⁵⁸ , instituteur d'enseignement complémentaire ou d'enseignement spécial ⁵⁸ , instituteur d'économie familiale ⁸⁰ /de la Force publique ⁵⁸ /de l'Éducation différenciée ⁶⁷ /d'enseignement préparatoire ⁹³	E3ter
	E4	instituteur spécial de la Force publique, instituteur d'enseignement logopédique ⁵⁸ , instituteur des enseignements primaire supérieur/technique ³¹ , instituteur d'éducation différenciée ⁶⁷ , instituteur spécial-Maisons d'Enfants de l'État ¹²³ , instituteur spécial des centres socio-éducatifs de l'État ⁷⁸ , institutrice d'enseignement ménager agricole	E4

- l) À l'annexe D – Détermination Tableau IV – «Enseignement» dans la carrière supérieure de l'enseignement sont ajoutées au grade E5, grade de la computation de la bonification d'ancienneté E5, les carrières et fonctions suivantes:

supérieure de l'enseignement	E5	Instituteur, instituteur d'enseignement primaire/des différents établissements/d'éducation préscolaire/d'éducation différenciée/d'économie familiale instituteur d'enseignement spécial, instituteur d'économie familiale/de la Force publique/de l'Éducation différenciée/d'enseignement préparatoire instituteur spécial de la Force publique, instituteur d'enseignement logopédique, instituteur d'enseignement technique, instituteur d'éducation différenciée, instituteur spécial-Maisons d'Enfants de l'État, instituteur spécial des centres socio-éducatifs de l'État.	E5
------------------------------	----	--	----

Chapitre X – Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 41. (1) Les instituteurs d'éducation préscolaire, d'enseignement primaire et d'enseignement spécial en service, en congé parental ou en congé sans traitement auprès des communes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont repris en la même qualité dans le cadre du personnel des écoles de l'enseignement fondamental sous le statut de fonctionnaire de l'État et affectés à la commune auprès de laquelle ils étaient engagés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, à moins qu'ils ne présentent une demande de réaffectation au ministre dans le contexte de l'article 8, alinéa 5 de la présente loi.

Les instituteurs d'éducation préscolaire, d'enseignement primaire et d'enseignement spécial qui bénéficient d'une nomination pour la seule année scolaire 2008/2009 dans une commune sont réaffectés suite à leur demande.

(2) L'instituteur d'éducation préscolaire est habilité à enseigner au premier cycle d'apprentissage.

L'instituteur d'enseignement primaire et l'instituteur d'enseignement spécial sont habilités à enseigner aux deuxième, troisième et quatrième cycles d'apprentissage.

L'instituteur qualifié pour enseigner dans l'éducation préscolaire et dans l'enseignement primaire est habilité à enseigner dans les quatre cycles d'apprentissage de l'enseignement fondamental.

(3) Par dérogation à l'article 4 de la présente loi, les maîtresses de jardin d'enfants en service auprès des communes en qualité de fonctionnaires communales continuent à être habilitées à enseigner au premier cycle d'apprentissage et restent affectées à la commune auprès de laquelle elles étaient engagées au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 42. Les détenteurs d'un brevet d'aptitude pédagogique délivré par l'Institut pédagogique, les détenteurs d'un certificat d'études pédagogiques délivré avant l'année scolaire 1994/1995 par l'Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques, ainsi que les candidats ayant passé avec succès le concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur et qui n'ont pas été nommés à la fonction avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont dispensés du concours mentionné à l'article 5.

Par dérogation à l'article 5, alinéa 3 et suite à leur demande adressée au ministre, ils sont nommés à la fonction d'instituteur.

Par dérogation à l'article 8, alinéa 2, ils sont classés par ordre décroissant d'âge devant les instituteurs nouvellement admis pendant l'année en cours.

Leur affectation à une commune, une école ou classe de l'État se fait selon les règles tracées à l'article 9, paragraphe 2.

Les dispositions du présent article cessent de sortir leurs effets dix ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 43. (1) Par dérogation à l'article 4, alinéa 3, les instituteurs d'enseignement spécial en service à l'entrée en vigueur de la présente loi continuent à bénéficier d'une tâche d'enseignement direct de vingt et une leçons hebdomadaires.

(2) Par dérogation à l'article 4, alinéa 5, les instituteurs qui au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi bénéficient de deux leçons de décharge pour ancienneté se voient accorder une troisième leçon de décharge pour ancienneté jusqu'à cinquante-cinq années d'âge.

Art. 44. Les employés communaux ainsi que les salariés au service des communes faisant partie des carrières définies à l'article 2 ci-dessus, paragraphe 3, points 2 à 12, en service auprès des écoles d'une commune ou d'un syndicat de communes à l'entrée en vigueur de la présente loi, peuvent opter pendant une période de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi d'être engagés par l'État sous le régime de l'employé de l'État et sous réserve de leur admissibilité à ce régime.

Les carrières de tous les agents ainsi repris sont reconstituées d'après les modalités définies par la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, respectivement par la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État. Il leur est tenu compte du temps passé au service de l'enseignement public dans les conditions de l'article 7 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, à l'exception des dispositions du paragraphe 6, alinéa 1^{er} et alinéa 2, première phrase.

Les employés communaux ainsi que les salariés des communes faisant partie des carrières définies à l'article 2 ci-dessus, paragraphe 3, points 10 et 11, en service auprès des écoles d'une commune et qui ont opté personnellement pour être repris par l'État, sont affectés à la commune auprès de laquelle ils étaient engagés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, à moins qu'ils ne présentent une demande de réaffectation au ministre.

Les modalités et le calendrier de la reprise sont fixés par règlement grand-ducal.

Art. 45. Peuvent intervenir dans l'enseignement fondamental les chargés de cours bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée auprès d'une administration communale, ainsi que les fonctionnaires communaux, les employés communaux et les salariés des communes faisant partie des carrières énumérées à l'article 2 ci-dessus, paragraphe 3, points 2 à 12, en service auprès des écoles d'une commune à l'entrée en vigueur de la présente loi suivant convention à établir par l'État avec les communes respectives.

Les modalités du calcul des frais de personnel à charge de l'État sont fixées par règlement grand-ducal sous réserve que la part de l'État ne peut pas dépasser le montant qui résulterait de l'application à ces agents de la législation applicable aux fonctionnaires et employés de l'État.

Le personnel mentionné ci-dessus, habilité à effectuer des remplacements dans l'enseignement fondamental, ne peut occuper un poste vacant d'instituteur à partir de la deuxième liste des postes vacants que dans l'hypothèse où aucune candidature d'un instituteur ou d'un membre de la réserve des suppléants n'a été introduite et sous condition de l'avis favorable de l'inspecteur.

Art. 46. Par dérogation à l'article 6, peut être nommé à la fonction d'instituteur, à condition de s'être classé en rang utile à l'issue du concours réglant l'accès à la fonction visé à l'article 5:

1. le détenteur du certificat d'études pédagogiques, option éducation préscolaire, délivré à partir de l'année scolaire 1994/1995;
2. dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, le détenteur d'un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur habilité à enseigner au premier cycle d'apprentissage de l'enseignement fondamental, conforme aux dispositions des directives CE relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
3. le détenteur du certificat d'études pédagogiques, option enseignement primaire, délivré à partir de l'année scolaire 1994/1995;
4. dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, le détenteur d'un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur habilité à enseigner aux deuxième, troisième et quatrième cycles d'apprentissage de l'enseignement fondamental, conforme aux dispositions des directives CE relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Les instituteurs visés aux points 1 et 2 sont habilités à enseigner au premier cycle d'apprentissage.

Les instituteurs visés aux points 3 et 4 sont habilités à enseigner aux deuxième, troisième et quatrième cycles d'apprentissage.

Art. 47. Les membres de la réserve de suppléants ayant suivi la formation préparant à assurer des remplacements dans l'éducation préscolaire avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont habilités à assurer des remplacements au premier cycle d'apprentissage.

Les membres de la réserve de suppléants ayant suivi la formation préparant à assurer des remplacements dans l'enseignement primaire avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont habilités à assurer des remplacements aux deuxième, troisième et quatrième cycles d'apprentissage.

Art. 48. Les communes organisant des classes d'éducation précoce qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, ne sont pas encadrées conformément à l'article 4, alinéa 2, adapteront l'encadrement de ces classes conformément aux dispositions prescrites par la loi pendant une période transitoire de cinq ans au maximum.

Art. 49. (1) Le Gouvernement est autorisé à procéder pour l'année scolaire 2009/2010 aux engagements à titre permanent suivants:

1. huit inspecteurs de l'enseignement fondamental;
2. quinze éducateurs gradués;
3. trente-cinq éducateurs.

(2) Par dérogation aux dispositions des articles 32 et 33 de la présente loi, le Gouvernement est autorisé à procéder pour l'année scolaire 2009/2010 à l'engagement à titre permanent de deux cent quatre-vingt-cinq instituteurs.

(3) Les engagements définitifs au service de l'État résultant des dispositions ci-dessus dépassant le nombre des postes vacants par les agents ayant quitté le service se font par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminés dans la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009.

Art. 50. Pour la gestion du cadre du personnel de l'enseignement fondamental, le Gouvernement est autorisé à procéder à l'engagement à titre permanent de trente-cinq agents des carrières supérieures ou moyennes de l'État sous le statut de fonctionnaire ou d'employé de l'État pour les besoins de l'Administration gouvernementale, ainsi que pour les bureaux national et régionaux de l'inspectorat.

Ces engagements définitifs au service de l'État se font par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminé par la loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice en question.

Art. 51. a) Les agents relevant des carrières reclassées en vertu de la présente loi, en service, en congé parental ou en congé sans traitement au moment de l'entrée en vigueur de la même loi et classés aux grades E3, E3ter et E4 accèdent au grade E5 par substitution.

La substitution est obtenue en remplaçant les indices des grades E3, E3ter et E4 du tableau indiciaire «IV – Enseignement» de l'annexe C de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État par l'indice du grade E5 correspondant au même numéro d'échelon, diminué d'un échelon dans le nouveau grade.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, et pour les agents rémunérés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi au grade E3 sur base de l'échelon quatre (indice 220), l'échelon cinq (indice 232) et l'échelon six (indice 247), la substitution se fait au grade E5, aux échelons respectifs, échelon deux (indice 266), échelon trois (indice 278) et échelon quatre (indice 293).

Toutefois, une majoration de l'indice jusqu'à concurrence du dernier échelon (indice 480) du grade E5 est accordée sur base de l'article 4 de la loi précitée dans le nouveau grade aux agents bénéficiant d'une telle majoration de l'indice au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. La présente disposition ne porte pas préjudice aux droits de l'agent de continuer à bénéficier des échelons et majorations de l'indice subséquents dans son nouveau grade jusqu'à concurrence du dernier échelon (indice 480) du grade E5, conformément à l'article 4 précité.

b) Les agents reclassés bénéficient d'un premier avancement de deux échelons supplémentaires sur base de l'article 8, section III de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires après trois ans de bons et loyaux services depuis leur nomination au grade E3, E3ter, E4 ou E5 et passés dans l'un ou l'autre de ces grades.

c) Les agents reclassés, qui au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent se prévaloir de moins de dix ans de bons et loyaux services depuis leur nomination au grade E3, E3ter ou E4, ou à l'un ou l'autre de ces grades, bénéficieront d'un second avancement en traitement de deux échelons supplémentaires calculé sur base de la section V de l'article 8 précité, au fur et à mesure qu'ils rempliront après l'entrée en vigueur de la présente disposition la condition d'avoir accompli dix ans de bons et loyaux services passés depuis leur nomination au grade E3, E3ter, E4 ou E5, ou à l'un ou l'autre de ces grades.

Les dispositions inscrites à l'article 8, section V de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ne sont pas applicables aux agents reclassés.

d) Les agents reclassés bénéficient d'une prime pensionnable de douze points indiciaires après dix ans de bons et loyaux services passés depuis leur nomination au grade E3, E3ter, E4 ou E5, ou à l'un ou l'autre de ces grades, en application de l'article 20 de la loi précitée.

e) Les agents reclassés au grade E5 peuvent accéder au grade de substitution E5bis de leur carrière, conformément à l'article 22, section VII a) et b) de la loi précitée.

f) Les agents reclassés ne bénéficient plus des primes pensionnables de douze et quinze points indiciaires jusqu'ici accordées sur base de l'article 20, section I de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, primes abolies en vertu de la présente loi.

g) Les agents reclassés ne bénéficient plus de l'augmentation d'échelons de quatre points indiciaires jusqu'ici accordée sur base de l'article 22, section V, point 4° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, augmentation d'échelons supprimée en vertu de la présente loi.

h) Les agents reclassés au grade E5, à l'échelon seize (indice 480) et classés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi à l'échelon dix-sept du grade E3 (indice 385), du grade E3ter (indice 424) et du grade E4 (indice 441), ou bénéficiaires d'une majoration de l'indice correspondante accordée sur base de l'article 4 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, bénéficient d'un supplément de traitement pensionnable de vingt points indiciaires après deux ans de bons et loyaux services passés au grade E5, à l'échelon seize (indice 480).

i) Les agents reclassés au grade E5, à l'échelon seize (indice 480) et classés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi aux échelons dix-huit, dix-neuf ou vingt du grade E3 (indice 400), du grade E3ter (indices 439 et 450) et du grade E4 (indices 453, 465 et 475), ou bénéficiaires d'une majoration de l'indice correspondante accordée sur base de l'article 4 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, bénéficient du supplément de traitement pensionnable de vingt points indiciaires à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

j) Les agents reclassés au grade E5 à des échelons inférieurs à l'échelon seize de ce grade (indice 480), ou bénéficiaires d'une majoration de l'indice accordée sur base de l'article 4 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et inférieure en valeur à cet échelon seize du grade E5, bénéficient du supplément de traitement pensionnable de vingt points indiciaires après deux ans de bons et loyaux services passés au grade E5, à l'échelon seize (indice 480).

Le supplément de traitement pensionnable de vingt points indiciaires accordé dans les conditions définies aux points h), i) et j) ci-dessus n'est plus dû en cas de classement de l'agent à un échelon autre que l'échelon seize (indice 480) du grade E5.

Par dérogation à l'article 29ter de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, le même supplément de traitement pensionnable de vingt points indiciaires est pris en compte comme élément faisant partie du traitement de base pour la détermination de l'allocation de fin d'année accordée sur base de ce même article.

k) À l'égard des fonctionnaires relevant du régime spécial transitoire, démissionnés ou démissionnaires endéans une période transitoire de cinq années à compter depuis l'entrée en vigueur de la présente loi, l'application de l'article 13 de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État se fait sur la base de la rémunération établie conformément aux anciennes dispositions qui continuent de sortir leurs effets jusqu'au terme de cette période transitoire.

La rémunération ainsi établie est augmentée, dans le respect des dispositions de l'article 14 de la loi précitée, d'autant de soixantièmes de la différence entre ce montant et la rémunération établie conformément aux présentes dispositions transitoires sous a) - j) que l'intéressé a presté de mois de services depuis ladite entrée en vigueur. La différence est arrêtée le premier jour du mois au courant duquel la démission intervient et les mois de service sont comptabilisés pour un mois entier, indépendamment de la tâche exercée.

Pour l'application de l'article 45 de la loi précitée, ainsi que des articles 60 et 61 de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois et de l'article 29bis sous 2., alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, la rémunération à prendre en compte correspond au traitement y défini établi sur la base des dispositions transitoires qui précèdent.

L'application de l'alinéa 3 de l'article 29bis sous 4. de la loi précitée se fait dans le respect des deux premiers alinéas du présent article.

Par dérogation à l'article 1^{er}, dernier alinéa de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, est applicable au montant différentiel dont question à l'alinéa 2 qui précède la valeur du point indiciaire y fixée au point A).

Les dispositions qui précèdent sont applicables, par analogie, aux fonctionnaires dont l'entrée en service ou la fin du congé sans traitement et la reprise consécutive du service se situent après l'entrée en vigueur de la présente loi. A cet effet, le début de la période transitoire coïncide avec le premier jour du mois respectivement de l'entrée en service et de sa reprise. Si la période transitoire est interrompue par une ou plusieurs périodes d'absence de service, elle est étendue pour autant.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, les congés énumérés à l'article 28 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut des fonctionnaires de l'État, hormis les congés sans traitement visés à l'article 30 paragraphe 2 de la loi précitée, comptent comme périodes de service effectives.

Les dispositions qui précèdent cessent de sortir leurs effets dix ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les pensions en cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et calculées sur base des dispositions abrogées restent acquises. Il en est de même des droits à pension réalisés à cette date alors même que l'échéance y relative n'est pas encore intervenue.

Art. 52. (1) Sont repris dans la réserve prévue à l'article 15, les agents faisant partie au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi de la réserve de suppléants créée par la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

(2) Peuvent être repris dans la réserve les chargés de cours à tâche complète ou partielle, en service auprès des écoles à l'entrée en vigueur de la présente loi, bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée auprès d'une administration communale, le cas échéant par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 17 et de l'article 18 ci-dessus. Ils occuperont un des postes définis à l'article 16, point 7 ci-dessus, et bénéficieront d'un contrat à durée indéterminée en qualité d'employé de l'État.

Ces agents sont classés au grade E2, tel que déterminé par la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, à condition d'être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministre; à défaut d'être détenteurs d'un des diplômes définis ci-dessus, ils sont classés au grade E1.

Art. 53. Pour les agents repris dans le cadre de la présente loi, définis à l'article 2, paragraphe 3, points 2 à 12 et à l'article 52, paragraphe 2 ci-dessus, l'aptitude prévue par l'article 2, paragraphe 1, point d) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, respectivement par l'article 3, point d) de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État, est constatée par validation implicite du certificat médical ayant constaté la même aptitude dans le cadre de leur engagement auprès de la commune respective avant la reprise.

Dans tous les cas, la validité des certificats médicaux ne peut être supérieure à trois ans au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Pour tous les autres agents non couverts par les dispositions de l'alinéa premier ci-dessus, l'aptitude prévue par l'article 2, paragraphe 1, point d) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, respectivement par l'article 3, point d) de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État, doit être constatée au cours d'une période de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 54. Les chargés de cours, membres de la réserve de suppléants créée par la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire, qui ont été nommés aux fonctions d'instituteur de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire après avoir obtenu le certificat d'études pédagogiques (CEP) pendant les années académiques 2005/06, 2006/07 et 2007/08, bénéficient d'une reconstitution de carrière. Il leur est tenu compte du temps passé au service de l'enseignement public dans les conditions de l'article 7 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, à l'exception des dispositions du paragraphe 6, alinéa 1^{er} et alinéa 2, première phrase.

Art. 55. (1) La loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire est abrogée.

(2) La présente loi abroge et modifie le cas échéant toutes les dispositions qui lui sont contraires contenues dans d'autres lois, notamment les dispositions selon lesquelles les instituteurs sont classés dans la carrière moyenne de l'enseignement en les reclassant dans la carrière supérieure de l'enseignement.

Art. 56. La présente loi entre en vigueur au début de l'année scolaire 2009/2010 à l'exception des articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 16, alinéas 2, 3 et 4, ainsi que des articles 42, 46, 49 et 50 qui entrent en vigueur le jour de la publication au Mémorial.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 6 février 2009.
Henri

Doc. parl. 5760; sess. ord. 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

2. LES ENSEIGNEMENTS

Règlement grand-ducal du 26 août 2009 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental	3009
Règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 déterminant les modalités d'évaluation des élèves ainsi que le contenu du dossier d'évaluation	3023
Règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les missions et le fonctionnement de l'équipe pédagogique ainsi que les attributions et les modalités d'indemnisation du coordinateur de cycle	3025
Règlement grand-ducal du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles	3026
Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 fixant les modalités d'élaboration et d'application du plan de réussite scolaire	3027
Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 fixant les conditions et les modalités de l'affectation des instituteurs-ressources	3029
Règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays	3030
Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant le fonctionnement des classes d'enfants hospitalisés	3036
Règlement grand-ducal du 12 mai 2009 fixant le fonctionnement des commissions d'inclusion scolaire régionales	3037

Règlement grand-ducal du 26 août 2009 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

Republication du texte paru au Mém. A-184 du 1.9.2009, p. 2688

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le plan d'études de l'enseignement fondamental est constitué de trois parties différentes jointes en annexe, portant sur les socles de compétences, les programmes et les grilles des horaires hebdomadaires. Les trois annexes font partie intégrante du présent règlement.

Art. 2. Les socles de compétences à atteindre à la fin de chaque cycle d'apprentissage par les élèves figurent à l'annexe 1.

Art. 3. À l'annexe 2 figurent les programmes des différents domaines de développement et d'apprentissage de l'enseignement fondamental. Les programmes comprennent les compétences à développer au cours des quatre cycles d'apprentissage, des exemples de descripteurs témoignant des niveaux de compétence qui peuvent être atteints au cours d'un cycle, ainsi que les contenus se rapportant au développement des compétences.

Art. 4. Les grilles des horaires hebdomadaires des différentes branches relatives aux domaines de développement et d'apprentissage de l'enseignement fondamental figurent à l'annexe 3.

Art. 5. À partir de l'année scolaire 2009/2010, le plan d'études est applicable dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental pendant une période d'essai qui porte sur une durée de deux années.

Art. 6. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur pour la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 7. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Pour la Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,*

Mars Di Bartolomeo
Ministre de la Santé

Château de Berg, le 26 août 2009.
Henri

Annexe 1 – Socles de compétences

1. Cycle 1

1.1 Raisonnement logique et mathématique

Domaines des compétences mathématiques relatives aux contenus	Niveau socle
Espace et formes	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de s'orienter dans un environnement scolaire et extrascolaire élargi: bâtiment(s) scolaire(s), alentours de l'école, quartier, trajets empruntés régulièrement etc.; • de se situer dans l'espace et de décrire sa position dans l'espace; • de repérer des objets dans l'espace par rapport à soi; • de classer des formes quadrangulaires, triangulaires et rondes et de les nommer; • de différencier des objets en fonction des caractéristiques liées à la forme et de décrire les différences; • de suivre un itinéraire et de le décrire; • de dégager des régularités dans des motifs (frises, pavages); • de reproduire et de continuer des motifs (frises, pavages).
Nombres et opérations	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de compter jusqu'à 10; • de dénombrer des collections d'objets jusqu'à 10 éléments; • de lire les chiffres de 0 à 9 et de les reconnaître dans différents contextes; • d'ordonner des nombres dans l'espace numérique de 0 à 9; • de reconnaître globalement des quantités structurées jusqu'à 5 éléments; • de comparer des collections aux objets et configurations divers: plus que, moins que, autant que; • de résoudre des opérations d'addition en situation dans l'espace numérique de 1 à 5; • de résoudre des opérations de soustraction en situation dans l'espace numérique de 1 à 5.
Grandeurs et mesures	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'utiliser des unités de mesure naturelles (longueur d'un pied, bouteille etc.) en situation; • d'estimer la durée d'événements familiers et de la décrire; • de différencier les temps de la journée (matin, après midi, soir); • de situer des événements les uns par rapport aux autres (les étapes d'une activité, les activités d'une journée scolaire etc.); • de comparer des objets en fonction de leur grandeur (longueur, masse, capacité) et d'employer les notions correspondantes «plus»/«moins»/«égal»; • de classer des objets selon la grandeur: petit/grand, léger/lourd, long/court; • de ranger des objets selon la longueur: du plus petit au plus grand et vice versa.
Situations-problèmes	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de formuler un problème mathématique en ses propres mots; • de résoudre un problème mathématique en une étape par un procédé actif; • de décrire sa démarche lors de la résolution du problème; • d'appliquer des connaissances et des démarches connues pour résoudre un problème donné.

1.2 Le langage, la langue luxembourgeoise et l'éveil aux langues

Domaines des compétences	Niveau socle
Compréhension orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'écouter les autres; • de comprendre des consignes à trois éléments et de les exécuter; • de comprendre globalement des textes (actions des personnages, succession des événements) bien structurés et cohérents portant sur des sujets familiers, présentés d'une façon bien articulée et à une vitesse de narration peu élevée; • d'identifier les différents personnages d'un texte; • de dégager le message principal d'un texte; • de suivre le fil conducteur d'une conversation.
Production orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de s'exprimer de façon cohérente et compréhensible lors d'une conversation portant sur des sujets familiers; • d'exprimer son opinion; • de raconter des événements vécus personnellement; • de reformuler un texte en ses propres mots; • de répondre à des questions portant sur le contenu d'un texte; • de respecter la chronologie des événements racontés (trame narrative d'une histoire, déroulement d'une activité; suite des images d'une histoire); • de respecter les règles de conversation convenues (attendre son tour de parole, écouter les autres, réagir aux incitations de ses interlocuteurs, respecter le sujet).

Les domaines de compétences «premiers pas vers la compréhension écrite» et «premiers pas vers la production écrite» ne sont pas intégrés dans les socles de compétences définis pour la fin du cycle 1. Il s'agit en effet plutôt de créer des situations d'apprentissage qui permettent une prise de contact de l'élève avec l'écrit, d'éveiller son intérêt et de lui conférer les premières notions relatives à la compréhension et production écrite que de fixer des socles à atteindre. Les compétences à développer ainsi que des exemples de descripteurs se retrouvent à l'annexe 2 du présent règlement grand-ducal.

2. Cycle 2

2.1 Mathématiques

Domaines des compétences mathématiques relatives aux contenus	Niveau socle
Espace et formes	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de représenter des surfaces sur du papier quadrillé; • d'identifier et de nommer le carré, le rectangle, le triangle et le cercle; • de poser, de découper et de plier des surfaces; • de compléter des figures géométriques simples en utilisant la symétrie axiale; • de reconnaître et de continuer les régularités dans des pavages et des motifs géométriques.
Nombres et opérations	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'associer les nombres de l'espace numérique de 0 à 100 à leurs symboles graphiques respectifs et inversement; • d'utiliser le système de numération décimal (U, D, C); • d'effectuer des opérations d'addition et de soustraction dans l'espace numérique de 0 à 20 avec dépassement de la dizaine; • de comparer des nombres de l'espace numérique de 0 à 100: plus grand que, plus petit que, égal à; • d'ordonner des nombres de l'espace numérique de 0 à 100; • d'utiliser les relations de réciprocity entre l'addition et la soustraction; • d'utiliser le calcul écrit de manière correcte pour effectuer des opérations de l'addition et de la soustraction.

Grandeurs et mesures	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'identifier et de nommer des unités de mesure utilisées dans la vie courante (l, kg, h, m); • de mesurer à l'aide des unités usuelles de mesure; • comparer les longueurs d'objets rectilignes et de segments; • de se situer et situer des événements de son vécu dans le temps en utilisant les notions de journée et de semaine; • de résoudre des problèmes de grandeurs lorsqu'il n'est fait appel qu'à des opérations simples nécessitant une seule étape.
Situations-problèmes	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'identifier dans l'énoncé d'un problème d'une étape les informations pertinentes, même si une reformulation verbale est parfois nécessaire; • d'anticiper les résultats d'opérations; • de résoudre un problème nécessitant une étape; • d'utiliser des méthodes de résolution travaillées en classe et de développer occasionnellement ses propres démarches de résolution; • de formuler des problèmes à partir d'opérations arithmétiques et d'illustrations; • de communiquer le résultat de façon orale, écrite ou à l'aide d'une illustration.

2.2 Langue allemande

Domaines des compétences	Niveau socle
Compréhension orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de comprendre des consignes simples et de les exécuter; • de dégager et de restituer des informations isolées entendues d'un document d'écoute simple, à condition de pouvoir s'appuyer sur des indications ciblées et sur plusieurs écoutes; • d'extraire des données identifiables sans équivoque, énoncées dans une communication verbale; • de reproduire des informations explicites qui sont en relation avec son vécu; • d'identifier les idées essentielles d'un message dans la mesure où il s'agit d'une situation familière et de messages simples exprimés lentement dans un langage courant; • de reconnaître un contexte connu ainsi que son objet, à condition que celui-ci traite d'un sujet familier; • de suivre le fil conducteur d'une conversation dans laquelle il est impliqué.
Production orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de s'exprimer à l'aide de mots et de phrases simples lorsque l'interlocuteur est prêt à répéter plus lentement et à l'aider à formuler sa pensée; • de prendre la parole et de réagir, le cas échéant, de manière hésitante lors d'une conversation; • de fournir des renseignements simples concernant sa personne, sa famille, son entourage; • de s'exprimer par des phrases courtes devant un public, phrases qui font partie d'un répertoire étudié en classe.

Compréhension écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de lire un texte à haute voix; • de comprendre un texte simple portant sur un sujet familier en identifiant les éléments pertinents p. ex. les personnages principaux d'un texte, mais l'interprétation du texte ne dépasse pas nécessairement la compréhension élémentaire; • de formuler des hypothèses en lisant le titre ou en regardant les illustrations; • de tirer des conclusions simples ainsi que d'énoncer un jugement simple; • de lire des livres pour enfants contenant des images illustrant le texte, écrits en langage simple; • de choisir de temps en temps les offres de lecture dans les phases d'activités libres et de regarder des livres, mais de manière peu systématique.
Production écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'écrire librement un texte court globalement compréhensible dans lequel peuvent apparaître des phrases incomplètes et manquer les délimitations des phrases; • d'utiliser dans ses productions le vocabulaire appris en classe; • d'orthographier les mots les plus fréquents; • de respecter une syntaxe élémentaire; • de produire des textes, tels que des comptes rendus subjectifs, des descriptions et des narrations; • de recopier fidèlement; • d'utiliser correctement des techniques d'apprentissage (p. ex. s'exercer avec des cartes de mots); • de manifester de l'intérêt pour l'écriture dans les phases d'activités libres et d'utiliser l'écriture activement de sa propre initiative.

2.3 Langue française

Domaines des compétences	Attentes de fin de cycle
Compréhension orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de répondre à des questions du type «qui», «où», «qu'est-ce que»; • de montrer sa compréhension d'un texte oral simple et court par le dessin et la discussion; • d'accomplir des tâches productives et créatives en prolongement du texte oral.
Production orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'articuler de manière à se faire comprendre; • de participer à des échanges très simples et structurés organisés en classe; • de réciter des textes courts mémorisés.

2.4 Langue luxembourgeoise

Domaines des compétences	Attentes de fin de cycle
Compréhension orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de comprendre une consigne contenant au maximum deux actions décrites en termes familiers; • de dégager le sens global et les idées principales des propos de son interlocuteur lors d'une conversation portant sur des sujets familiers; • d'identifier les divers intervenants d'un document d'écoute.
Production orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de s'échanger dans le cadre de la classe sur des sujets familiers; • de raconter succinctement une histoire inventée ou un événement vécu; • de mémoriser et de réciter une comptine.

Réfléchir sur le monde	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de se mettre à la place d'autrui; • de s'imaginer vivre en un autre lieu que le Luxembourg; • d'articuler des désirs pour l'avenir; • d'adopter une attitude de réflexion dans une discussion à visée philosophique et/ou éthique.
------------------------	---

3. Cycle 3 – Socles de compétences

3.1 Mathématiques

Domaines des compétences mathématiques relatives aux contenus	Niveau socle
Espace et formes	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'identifier et de nommer un carré, un rectangle, un triangle, un cercle; • de dessiner avec l'équerre des segments avec ou sans intersection et des perpendiculaires ; • de compléter des figures symétriques; • de poursuivre une frise ou un pavage; • de construire le modèle d'un solide.
Nombres et opérations	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'associer les mots-nombres de l'espace numérique de 0 à 1.000.000 à leur leurs symboles graphiques respectifs et inversement; • de comparer, classer des nombres et d'estimer des quantités; • d'utiliser un tableau de numération décimal (unités jusqu'aux unités de millions); • d'effectuer mentalement par des processus personnels des opérations d'addition et de soustraction simples avec passage de la dizaine et de la centaine dans un espace numérique allant jusqu'à 1.000; • d'appliquer correctement le processus écrit des opérations d'addition, de soustraction et de multiplication dans un espace numérique allant jusqu'à 100.000; • d'effectuer mentalement les multiplications du répertoire multiplicatif de base de 0×0 à 9×9; • de contrôler les solutions des opérations d'addition et de soustraction par supputation.
Grandeurs et mesures	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de reconnaître des grandeurs dans des situations de la vie courante; • de classer et de comparer les unités conventionnelles typiques de longueurs, de montants d'argent, de temps, de volume et de masse; • de choisir et d'utiliser dans un contexte simple des instruments et des unités de mesure appropriés à la situation pour mesurer et calculer des longueurs, des capacités, des masses et le temps; • de construire et d'interpréter des diagrammes à ligne brisée.
Situations-problèmes	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'identifier dans l'énoncé d'un problème à une étape les informations pertinentes; • d'anticiper les résultats d'opérations et de résoudre par écrit un problème nécessitant une étape en utilisant des stratégies connues en choisissant et en appliquant l'opération arithmétique appropriée; • de représenter à l'aide d'une illustration le cheminement vers la solution et de communiquer le résultat oralement; • de formuler oralement des exercices à partir d'une opération arithmétique.

3.2 Langue allemande

Domaines des compétences	Niveau socle
Compréhension orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de comprendre, d'identifier et d'attribuer des informations clairement énoncées dans une communication orale portant sur un sujet familier à condition que l'on parle de façon lente et distincte; • d'extraire, d'identifier et d'associer d'une manière logique à une structure donnée simple quelques informations isolées évidentes et reliées à son vécu ou à son savoir habituel; • d'identifier les divers intervenants d'un document d'écoute et d'en reconstituer le déroulement; • de participer à des conversations sur un thème familier faisant intervenir plusieurs interlocuteurs.
Production orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de s'exprimer simplement lorsque l'interlocuteur est disposé à répéter plus lentement et à l'aider à formuler sa pensée; • d'utiliser des phrases courtes et des tournures simples pour décrire des personnes ou des objets familiers; • de s'exprimer qu'il n'a pas compris quelque chose en présence de thèmes familiers; • de demander des informations au sujet de la vie courante, comme demander son chemin ou un prix; • de réagir en termes simples à des incitations au dialogue, et commence à alimenter volontairement la conversation; • d'utiliser les formes de politesse élémentaires: remercier, demander, adresser poliment la parole à quelqu'un, se présenter; • de présenter brièvement un thème familier (p. ex. présenter un livre ou faire un petit exposé) qui ne sera que partiellement structuré du point de vue logique et temporel; • de lire couramment un texte simple à haute voix s'il a eu l'occasion de s'y préparer; • de s'articuler et de se faire comprendre partiellement; • d'utiliser des structures de syntaxe élémentaires qui proviennent d'un répertoire exercé.
Compréhension écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de lire des textes courts et de structure simple sur des sujets concrets et courants, p. ex. des histoires simples, résumés figurant sur le rabat des livres et consignes de bricolage; • d'identifier les événements principaux d'une histoire, son déroulement et les détails significatifs; • d'identifier et de répéter des informations simples exprimées de manière explicite; • d'expliquer différentes affirmations simples évoquées dans leur contexte; • d'associer des sous-titres, des encadrés et des illustrations au texte; • d'établir les liens entre différents passages ou parties de texte, tirer des conclusions simples ou énoncer ce qu'il aime ou non; • de reconnaître les genres de texte les plus fréquents (histoire, conte, poème, recette ...).

Production écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de montrer de l'intérêt pour l'écriture dans les phases d'activités libres ou au quotidien et d'utiliser activement l'écriture de sa propre initiative; • de s'adapter à la tâche lors de la rédaction d'un texte portant sur un sujet familier; • de formuler sommairement ce qu'il a compris globalement d'un texte ou d'un sujet familier et courant; • de traiter un sujet de façon brève et élémentaire sans le développer davantage; • d'inventer et de rédiger de petites histoires simples portant sur un sujet familier, p. ex. invention et rédaction de petites histoires en relation avec des images ...; • de se référer à des critères formels (ponctuation, orthographe) lorsqu'il retravaille son texte; • de s'exprimer et de se faire comprendre en utilisant le lexique de base et en utilisant les formes et les structures de la grammaire élémentaire en commettant des erreurs occasionnelles de grammaire élémentaire et d'orthographe.
-------------------	---

3.3 Langue française

Domaines des compétences	Niveau socle
Compréhension orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de comprendre des éléments de messages facilement identifiables et généralement courts; • de dégager le thème principal d'un texte d'écoute si le sujet est familier; • d'identifier assez bien les personnages et les lieux; • de s'appuyer sur les mises en situation ou les illustrations qui évoquent le contenu du texte; • de dire s'il aime un texte, une histoire; • de reproduire assez correctement des éléments entendus; • d'arriver, lors d'une interaction orale, à saisir l'idée centrale, quand il s'agit d'un message simple formulé en langue courante et à débit lent.
Production orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de s'exprimer de manière très simple et très brève, souvent à l'aide de mots isolés ou de séries de phrases, par rapport à des sujets traités en classe; • de verbaliser s'il n'a pas compris et de solliciter de l'aide, le cas échéant; • de respecter en grande partie le sujet abordé, même si ses contributions se limitent souvent à citer ou à dénommer des faits, des choses ou des personnes; • de réaliser assez bien des tâches simples par rapport à des sujets familiers et peu complexes; • de lire assez bien des textes simples, courts et bien entraînés en classe.
Compréhension écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de comprendre des textes simples, fonctionnels, littéraires, bien illustrés et courts s'ils utilisent un vocabulaire extrêmement fréquent et portent sur des sujets simples et familiers; • de trouver des informations explicitement formulées dans le texte, si le sujet lui est familier; • de parler du sujet du texte et des données générales (auteur, lieu, personnages), tout en s'appuyant sur les illustrations qui accompagnent le texte; • de répondre convenablement à des questions précises au sujet du texte; • de dire s'il aime un texte; • de présenter brièvement et de manière élémentaire un livre qu'il a lu et de collaborer à des projets de lecture s'il est bien encadré dans un groupe de pairs.

Production écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de réinvestir essentiellement des structures linguistiques apprises pour produire des écrits élémentaires et simples dont le sens est généralement clair et le contenu limité aux centres d'intérêt préparés en classe; • de répondre sommairement à des questions simples et précises; • de recopier fidèlement les mots et productions utilisés fréquemment et régulièrement; • d'utiliser les structures syntaxiques simples appartenant à un répertoire mémorisé; • de réviser ses textes à l'aide d'un corrigé.
-------------------	--

3.4 Langue luxembourgeoise

Domaines des compétences	Niveau socle
Compréhension orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de dégager les informations principales d'une communication orale portant sur un sujet familier; • de dégager l'organisation d'un document d'écoute (chronologie, étapes); • d'identifier les divers intervenants d'un document d'écoute.
Production orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de mener une conversation portant sur des sujets familiers; • d'émettre un point de vue personnel en le motivant; • de réciter un poème par cœur.
Compréhension écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de lire à haut voix un texte court et de structure simple comportant un vocabulaire habituel et familier; • de comprendre le message principal d'un texte narratif peu compliqué et d'en identifier les personnages principaux; • de reconnaître les genres de texte les plus fréquents (histoire, conte, poème, ...).

4. Cycle 4

4.1 Mathématiques

Domaines des compétences mathématiques relatives aux contenus	Niveau socle
Espace et formes	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de construire avec précision des figures géométriques sur une grille; • de désigner des surfaces (carré, rectangle, triangle rectangle, cercle, parallélogramme) et des solides (cube, parallélépipède, pyramide, boule, cylindre) par le terme spécifique approprié; • de dessiner avec l'équerre des segments et des droites avec ou sans intersection, des perpendiculaires et des parallèles, des angles droits; • de construire et de décrire le modèle d'un solide; • de déterminer le périmètre et la surface d'un carré et d'un rectangle à condition que les longueurs soient exprimées en cm et en nombres naturels.

Nombres et opérations	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de lire les mots-nombres de nombres supérieurs à 1.000.000; • de déterminer les relations de grandeur entre de grands nombres; • de comprendre le système décimal et de calculer à l'aide des quatre opérations de base; • de comparer, de classer des nombres supérieurs à 1.000.000 et d'estimer des grandes quantités; • de comprendre la relation entre l'addition et la soustraction ainsi que celle entre la multiplication et la soustraction et d'utiliser correctement les algorithmes des calculs écrits correspondants; • d'arrondir des nombres et d'estimer le résultat d'opérations arithmétiques; • d'identifier, de lire et d'écrire des nombres fractionnés; • d'employer à bon escient les termes et signes arithmétiques appropriés.
Grandeurs et mesures	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de se représenter les ordres de grandeur des unités de mesure usuelles dans la vie courante; • de classer et de comparer ces unités de mesure; • de choisir et d'utiliser dans un contexte simple des instruments et des unités de mesure appropriés à la situation pour mesurer et calculer des longueurs, des capacités, des masses et le temps; • de se référer aux ordres de grandeur habituels de la vie courante; • de faire la modélisation mathématique de situations concrètes faisant appel aux notions de grandeur, dans la mesure où il n'est fait appel qu'à des opérations simples nécessitant une seule étape.
Situations-problèmes	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'identifier dans l'énoncé d'un problème les informations pertinentes et les étapes à franchir; • d'anticiper les résultats d'opérations et de résoudre par écrit un problème nécessitant deux étapes en utilisant des stratégies connues en choisissant et en appliquant les opérations arithmétiques appropriées; • de représenter à l'aide d'une illustration le cheminement vers la solution et de communiquer le résultat par écrit; • de décrire oralement ses propres démarches de résolution et de les comparer avec les démarches développées par d'autres élèves; • de formuler par écrit des exercices à partir d'une opération arithmétique.

4.2 Langue allemande

Domaines des compétences	Niveau socle
Compréhension orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de comprendre, d'identifier et d'attribuer des informations énoncées dans une communication orale portant sur un sujet d'actualité si le débit est lent et clair; • d'extraire, d'identifier et de structurer plusieurs informations reliées à son vécu ou à son savoir habituel; • d'identifier les divers intervenants d'un document d'écoute, leurs sentiments et leurs motifs d'action, la suite chronologique des événements, le lieu et le moment, le lien avec le réel; • de participer à des conversations sur un sujet d'actualité faisant intervenir plusieurs interlocuteurs en identifiant et en comprenant les intentions explicites des interlocuteurs.

Production orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de s'échanger sur des informations simples de la vie quotidienne lorsque son interlocuteur utilise un langage clair et standard; • d'utiliser de façon assez correcte des phrases et des tournures simples dans des situations prévisibles en commettant encore l'une ou l'autre erreur élémentaire; • de s'exprimer qu'il n'a pas compris quelque chose et de demander des informations supplémentaires; • de demander des informations sur des sujets d'actualité; • de réagir avec une aisance acceptable dans des situations bien structurées à des incitations au dialogue; • de respecter les règles élémentaires de la conversation: demander la parole, respecter les tours de parole, ne pas interrompre son interlocuteur...; <p>élémentaires: remercier, demander, respecter les formules de politesse, se présenter;</p> <ul style="list-style-type: none"> • de faire un bref exposé structuré portant sur un sujet familier; • de lire couramment un texte simple à haute voix; • d'utiliser un mot inadéquat de son répertoire et faire des gestes pour clarifier ce qu'il veut dire.
Compréhension écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de lire des textes factuels et de structure simple sur des sujets qu'il connaît bien; • d'identifier et de restituer oralement les éléments essentiels d'un texte peu compliqué; • de paraphraser de courts passages d'un texte en utilisant ses propres mots; • d'expliquer des affirmations isolées et de comprendre des énonciations partielles dans leur contexte; • d'exploiter des ressources humaines et matérielles (dictionnaires, internet ...); • d'établir les liens entre différents passages ou parties de texte, de tirer des conclusions ou d'énoncer un jugement; • de reconnaître les genres de texte courants et décrire leur fonction et leur effet.
Production écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de montrer de l'intérêt pour l'écriture et d'utiliser activement l'écriture de sa propre initiative; • de s'adapter à la tâche lors de la rédaction d'un texte; • de formuler assez clairement ce qu'il a compris globalement d'un texte ou d'un sujet d'actualité; • de rédiger des textes courts et simples assez structurés portant sur une gamme de sujets familiers variés; • de se référer à des critères formels lorsqu'il retravaille son texte; • de s'exprimer en utilisant le lexique de base et les formes et structures grammaticales élémentaires avec une correction suffisante, de manière à ce que le sens général reste clair.

4.3 Langue française

Domaines des compétences	Niveau socle
Compréhension orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'appréhender le sens global de messages si le débit est lent et la langue clairement articulée; • de dégager les idées centrales d'un texte d'écoute si le sujet est familier; • d'identifier les personnages, leurs sentiments, les lieux et le moment; • d'émettre un jugement simple; • de décrire de manière satisfaisante des éléments entendus; • de comprendre, lors d'une interaction orale, les idées essentielles, quand il s'agit d'un échange oral portant sur un sujet familier.
Production orale	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de s'exprimer généralement de manière simple et brève, parfois encore à l'aide de mots isolés ou de séries de phrases, par rapport à des sujets familiers en reproduisant le plus souvent des formulations routinières; • de demander à son interlocuteur, en termes très simples, de répéter en cas d'incompréhension ou de clarifier ce qui a été dit; • de respecter le sujet abordé, même si ses contributions se limitent souvent à citer ou à dénommer des faits, des choses ou des personnes; • de réaliser des tâches simples par rapport à des sujets peu complexes; • de lire convenablement des textes courts et simples s'il a eu l'occasion de se préparer.
Compréhension écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de comprendre des types de textes très fréquents, simples et généralement courts, s'ils utilisent le vocabulaire de base et portent sur des sujets concrets et courants; • de trouver des informations explicitement et implicitement formulées dans le texte, s'il s'agit d'un sujet concret et courant; • d'identifier l'idée principale d'un texte ainsi que les données générales (auteur, lieu, temps, personnages, organisation du texte); • de recourir spontanément à divers outils de référence; • d'émettre un jugement simple par rapport au texte; • de présenter brièvement un livre qu'il a lu et de collaborer à des projets de lecture.
Production écrite	<p>L'élève est capable:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'écrire de petits textes en se référant à des modèles routiniers; • d'utiliser des techniques et des méthodes étudiées en classe; • de développer un sujet de manière rudimentaire mais cohérente en assurant la compréhension; • de raconter ou de décrire un événement vécu, un animal, un objet qu'il connaît bien; • de réviser ses textes, s'il est renseigné sur les aspects perfectibles de son texte, en mobilisant ses connaissances lexicales, syntaxiques et orthographiques essentielles.

4.4 Langue luxembourgeoise

Domaines des compétences	Niveau socle
Compréhension orale	L'élève est capable: <ul style="list-style-type: none"> • de repérer les opinions (pour, contre) exprimées par son interlocuteur lors d'un débat portant sur un sujet familier; • de restituer à l'aide de ses propres mots tout ou partie d'un document d'écoute; • de participer à des conversations sur un sujet d'actualité.
Production orale	L'élève est capable: <ul style="list-style-type: none"> • de participer de manière constructive à des discussions portant sur un sujet d'actualité; • de raconter succinctement un texte lu ou entendu; • de réciter expressivement un texte par cœur.
Compréhension écrite	L'élève est capable: <ul style="list-style-type: none"> • de lire silencieusement un texte littéraire et de manifester sa compréhension globale en répondant à des questions du type «qui», «où», «quoi»; • de nommer des auteurs et des œuvres de la littérature luxembourgeoise; • de développer une interprétation personnelle du texte.
Production écrite	L'élève est capable: <ul style="list-style-type: none"> • de relater un événement vécu de manière compréhensible; • de respecter le fil rouge.

Annexe 2 – Programmes

(Voir Mém. A-184 du 1.9.2009)

Annexe 3 – Grilles des horaires hebdomadaires

Cycle 1

Les équipes pédagogiques veilleront à prévoir pour chaque semaine des situations d'apprentissage qui couvrent en principe l'ensemble des domaines de développement et d'apprentissage définis à l'article 7, alinéa 1 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Cycle 2

	Nombre annuel leçons	Nombre moyen de leçons par semaine
Alphabétisation, langue allemande, langue française et ouverture aux langues	360 (306 + 54)*	10
Mathématiques	216	6
Éveil aux sciences	108	3
Langue luxembourgeoise	36	1
Vie en commun et valeurs: Éducation morale et sociale ou Instruction religieuse et morale	72	2
Éveil à l'esthétique, à la création et à la culture, arts et musique	108	3
Expression corporelle, psychomotricité, sports et santé	108	3
Total	1008 leçons	28 leçons

La répartition hebdomadaire des leçons sera fonction de la planification de l'équipe pédagogique de cycle, dans le respect des volumes annuels fixés pour chacun des domaines et des besoins des enfants.

* 54 leçons de langue française pendant le 2^{ème} semestre de la deuxième année du cycle 2

Cycle 3

	Nombre annuel leçons	Nombre moyen de leçons par semaine
Langue allemande, langue française et ouverture aux langues	432	12
Mathématiques	180	5
Éveil aux sciences	72	2
Langue luxembourgeoise	36	1
Vie en commun et valeurs: Éducation morale et sociale ou Instruction religieuse et morale	72	2
Éveil à l'esthétique, à la création et à la culture, arts et musique	108	3
Expression corporelle, psychomotricité, sports et santé	108	3
Total	1008 leçons	28 leçons

La répartition hebdomadaire des leçons sera fonction de la planification de l'équipe pédagogique de cycle, dans le respect des volumes annuels fixés pour chacun des domaines et des besoins des enfants.

Cycle 4

	Nombre annuel leçons	Nombre moyen de leçons par semaine
Langue allemande, langue française et ouverture aux langues	432	12
Mathématiques	180	5
Sciences naturelles	36	1
Sciences humaines	72	2
Langue luxembourgeoise	36	1
Vie en commun et valeurs: Éducation morale et sociale ou Instruction religieuse et morale	72	2
Éveil à l'esthétique, à la création et à la culture, arts et musique	108	3
Expression corporelle, psychomotricité, sports et santé	72	2
Total	1008 leçons	28 leçons

La répartition hebdomadaire des leçons sera fonction de la planification de l'équipe pédagogique de cycle, dans le respect des volumes annuels fixés pour chacun des domaines et des besoins des enfants.

Règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 déterminant les modalités d'évaluation des élèves ainsi que le contenu du dossier d'évaluation.

Republication du texte paru au Mém. A-163 du 13.7.2009, p. 2392

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre 1 – Généralités

Art. 1^{er}. Le titulaire de classe, en collaboration avec les membres de l'équipe pédagogique qui interviennent auprès de ses élèves, effectue des évaluations périodiques du travail et de la progression scolaires des élèves par rapport aux socles de compétences et aux objectifs du programme fixés par le plan d'études. L'évaluation vise en premier lieu l'amélioration des performances de chaque élève.

Art. 2. Au cours d'un cycle d'apprentissage, l'évaluation est formative. L'évaluation formative répond aux principes suivants:

1. Elle donne à chaque élève l'occasion de montrer ce qu'il sait et ce qu'il est capable de faire.
2. Elle porte plutôt sur la mobilisation des compétences dans des situations concrètes que sur l'assimilation et la reproduction de connaissances isolées.
3. Elle tient compte des différentes manières d'apprendre des élèves et des différences qui existent entre les élèves par rapport à leur développement cognitif, langagier, moteur, affectif et social.
4. Elle permet aux élèves de se rendre compte de leur progrès: elle les encourage à se poser des questions sur leur progression, à expliquer et à documenter leur démarche d'apprentissage et leurs stratégies de réflexion.

À la fin d'un cycle, l'évaluation est certificative. L'évaluation certificative se base sur une variété de travaux pour témoigner de l'atteinte du socle de compétences du cycle ou d'un niveau de compétence inférieur ou supérieur.

Chapitre 2 – L'évaluation formative

Art. 3. L'évaluation formative est un facteur essentiel de motivation, de confiance en soi et de progrès des élèves.

Elle informe l'élève, ses parents, le titulaire de classe et, le cas échéant, l'équipe pédagogique sur les progrès accomplis, les difficultés à surmonter et les apprentissages à réaliser afin d'atteindre le socle de compétences défini pour le cycle ou, par après, un niveau de compétence supérieur.

Elle influence les actions pédagogiques que le personnel enseignant met en œuvre et le choix des moyens didactiques appropriés. Elle aide l'élève à prendre conscience de ses acquis et de sa façon d'apprendre et à développer de nouvelles stratégies d'apprentissage.

Art. 4. Au cours du premier cycle, l'évaluation formative se base sur l'observation et la documentation des processus de développement et d'apprentissage des élèves en vue de développer les compétences qui leur permettent de continuer leurs apprentissages au deuxième cycle.

Au premier cycle, les bilans intermédiaires informent les parents trimestriellement sur les progrès accomplis par leur enfant dans les différents domaines de développement et d'apprentissage.

À partir de la deuxième année ou, si l'enfant a fréquenté une classe d'éducation précoce, à partir de la troisième année, les progrès accomplis et les apprentissages à réaliser par l'élève dans les différents domaines de développement et d'apprentissage en vue de poursuivre ses apprentissages au cycle suivant avec succès sont explicités sous forme écrite dans les bilans intermédiaires.

Art. 5. Au cours des deuxième, troisième et quatrième cycle, l'évaluation formative est utilisée couramment et de façon équilibrée. Elle examine d'une part le degré de maîtrise de connaissances et de savoir-faire spécifiques liés à une compétence et d'autre part le degré de développement des compétences à développer conformément au plan d'études.

Elle se pratique à l'aide d'outils de collecte appropriés, que sont notamment les tâches orales ou écrites, les grilles d'observation, la consultation de plans de travail individuels ou collectifs, l'analyse de productions d'élèves, l'inventaire des travaux et des projets personnels ainsi que les discussions individuelles ou en petit groupe.

Les erreurs inhérentes à chaque démarche d'apprentissage ne pénalisent pas les élèves, mais constituent des indicateurs utiles à leur égard et à celui du personnel enseignant.

Art. 6. Au cours des deuxième, troisième et quatrième cycles, les résultats de l'évaluation formative sont communiqués régulièrement aux parents, notamment à la fin d'un trimestre scolaire au moyen d'un bilan intermédiaire du développement des compétences et chaque fois que des difficultés en relation avec la progression de l'élève apparaissent.

Chapitre 3 – L'évaluation certificative

Art. 7. À la fin du premier cycle d'apprentissage, dont la durée peut varier en fonction des besoins de l'élève soit entre une et trois années, soit entre deux et quatre années si l'enfant a fréquenté une classe d'éducation précoce, l'évaluation est certificative. Sous forme d'un bilan de fin de cycle, elle certifie que l'élève a développé les compétences qui lui permettent de continuer avec succès ses apprentissages au deuxième cycle d'apprentissage.

Art. 8. À la fin des deuxième, troisième et quatrième cycles d'apprentissage dont la durée peut varier entre une et trois années en fonction des besoins de l'élève, l'évaluation est certificative. Sous forme d'un bilan de fin de cycle, elle certifie à l'élève l'atteinte du socle de compétences du cycle et, le cas échéant, le niveau de compétence atteint au-delà du socle.

Il décrit également les niveaux de compétence atteints dans les domaines de développement et d'apprentissage qui ne sont pas pris en compte pour la décision de promotion.

Art. 9. Le bilan de fin de cycle est établi par l'équipe pédagogique qui se base sur une interprétation critériée des performances de l'élève par rapport aux performances attendues à la fin du cycle. L'équipe pédagogique fournit également aux enseignants du cycle suivant l'information qui leur sera utile pour offrir aux élèves les mesures d'aide ou d'enrichissement nécessaires à leurs besoins.

Chapitre 4 – La décision de promotion

Art. 10. Le plan d'études définit pour chaque cycle d'apprentissage le socle de compétences à atteindre par un élève pour suivre avec fruit l'enseignement dans le cycle subséquent. Sont uniquement pris en compte pour la décision de promotion les socles de compétences définis pour les branches des domaines de développement et d'apprentissage mentionnés à l'article 7 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental à l'alinéa 1, points 1 et 2 et à l'alinéa 2, points 1 et 2, à l'exception de la langue française au deuxième cycle d'apprentissage et de la langue luxembourgeoise aux deuxième, troisième et quatrième cycles.

Art. 11. Sur décision de l'équipe pédagogique, consignée sur le bilan de fin de cycle, un élève qui, après une année d'enseignement, a atteint le socle de compétences défini pour le cycle, peut être admis au cycle suivant.

En cas de désaccord avec la décision de l'équipe pédagogique, les parents peuvent introduire dans le délai de 15 jours un recours auprès de l'inspecteur d'arrondissement qui statue endéans un mois.

Art. 12. Sur décision de l'équipe pédagogique, un élève peut bénéficier d'une année supplémentaire pour atteindre le socle de compétences du cycle.

Avant la prise de décision et dès que des difficultés d'apprentissage apparaissent, les élèves concernés bénéficient des mesures de différenciation pédagogique prévues à l'article 22 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. Les parents sont régulièrement informés des progrès de leur enfant.

La décision de recourir à une année supplémentaire ne peut être prise ni avant le premier trimestre de la deuxième année que passe l'élève au cycle d'apprentissage, ni après le 15 juin de cette année. Si l'élève a fréquenté une classe d'éducation précoce au premier cycle, la décision de recourir à une année supplémentaire ne peut être prise ni avant le premier trimestre de la troisième année que passe l'élève au cycle d'apprentissage, ni après le 15 juin de cette année.

Après concertation avec les parents, l'équipe pédagogique leur communique la décision de recourir à une année supplémentaire avant le 15 juin de l'année scolaire en cours.

En cas de désaccord avec la décision de l'équipe pédagogique, les parents peuvent introduire dans le délai de 15 jours un recours auprès de l'inspecteur d'arrondissement qui statue endéans un mois.

Chapitre 5 – Le dossier d'évaluation

Art. 13. Chaque élève reçoit un dossier d'évaluation dès qu'il est soumis à l'obligation scolaire. Le dossier d'évaluation est un document officiel dans lequel sont regroupés notamment les bilans intermédiaires du développement des compétences et les bilans de fin de cycle.

Le dossier d'évaluation peut en outre comporter des travaux qui illustrent d'une manière exemplaire la progression de l'élève dans différents domaines de développement et d'apprentissage.

Lors du passage au cycle subséquent, le dossier d'évaluation contient uniquement les bilans de fin de cycle. Les bilans intermédiaires qui documentent la progression de l'élève au cours du ou des cycles précédents restent accessibles aux membres des équipes pédagogiques qui assurent l'encadrement de l'élève dans le ou les cycles subséquents.

À la fin d'un cycle, les parents et le titulaire de classe s'entendent sur les éléments du dossier qui doivent utilement accompagner l'élève au cycle suivant à l'exception des bilans de fin de cycle.

Le dossier d'évaluation qui à la fin de l'enseignement fondamental est remis au directeur du lycée auquel l'élève est inscrit, comporte uniquement les bilans de fin de cycle afin de documenter la progression de l'élève au sein de l'enseignement fondamental.

Art. 14. Le dossier d'évaluation a pour but

1. de promouvoir la communication entre les élèves, les parents et les enseignants;
2. d'assurer la continuité et le suivi des apprentissages au cours des quatre cycles d'apprentissage;
3. de documenter la progression des apprentissages au cours des quatre cycles d'apprentissage;
4. d'aider les équipes pédagogiques à prendre des décisions particulières en cours de cycle;
5. de certifier l'atteinte des compétences en vue d'une prise de décision liée à la promotion et à l'orientation.

Chapitre 6 – Disposition transitoire

Art. 15. Pendant l'année scolaire 2009/2010 le dossier d'évaluation aux troisième et quatrième cycles d'apprentissage se compose du livret scolaire utilisé pendant l'année scolaire 2008/2009 et d'un bilan de fin de cycle établi conformément à l'article 9.

Pendant l'année scolaire 2010/2011, le dossier d'évaluation au quatrième cycle se compose du livret scolaire utilisé pendant l'année scolaire 2008/2009 et d'un bilan de fin de cycle établi conformément à l'article 9.

Art. 16. Le présent règlement sortira ses effets à partir de la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 17. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle*
Mady Delvaux-Stehres

Palais de Luxembourg, le 6 juillet 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les missions et le fonctionnement de l'équipe pédagogique ainsi que les attributions et les modalités d'indemnisation du coordinateur de cycle.

Republication du texte paru au Mém. A-98 du 14.5.2009, p. 1468

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu la fiche financière;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Chaque équipe pédagogique d'un cycle d'apprentissage a pour missions:

1. d'organiser les apprentissages et les mesures de différenciation pour transposer au niveau des classes du cycle d'apprentissage les dispositions du plan d'études ainsi que les objectifs du plan de réussite scolaire;
2. d'organiser, en cas de besoin et pour des périodes de courte durée, la répartition des élèves d'un cycle dans des groupes d'apprentissage de besoin, de projet et d'intérêt à composition variable afin de placer chaque élève dans des conditions optimales d'apprentissage;
3. de répartir les activités d'apprentissage et les heures d'appui en fonction des besoins des élèves du cycle d'apprentissage entre les membres de l'équipe;
4. de se concerter, le cas échéant avec les autres équipes, sur le matériel didactique à utiliser et de le proposer pour approbation au comité d'école;
5. d'élaborer et de mettre en œuvre des situations d'évaluation;
6. d'évaluer les performances des élèves;
7. d'informer les parents sur l'organisation et l'évaluation des apprentissages;
8. d'élaborer en concertation avec les membres des équipes pédagogiques des cycles d'apprentissage précédent et subséquent concernés des stratégies de prise en charge continue pour les élèves qui présentent une avance ou un retard par rapport aux compétences à développer dans le temps imparti;
9. de se concerter avec des représentants de l'équipe multiprofessionnelle, notamment pour organiser l'encadrement des élèves bénéficiant d'un plan de prise en charge individualisé et pour assurer leur suivi;
10. de se concerter avec des membres du personnel de la maison relais pour enfants afin d'assurer la cohérence des apprentissages et d'organiser en commun, le cas échéant, l'aide aux devoirs à domicile;
11. de déterminer les besoins en formation continue de ses membres.

Art. 2. Au cours de l'année scolaire, chaque équipe pédagogique se réunit chaque semaine et chaque fois que le bon fonctionnement de l'organisation des apprentissages l'exige, notamment au début de l'année scolaire. Le membre du personnel enseignant ou du personnel éducatif qui intervient dans plusieurs cycles d'apprentissage participe alternativement aux réunions des différentes équipes, notamment si un sujet qui le concerne figure à l'ordre du jour.

Art. 3. Les quatre équipes pédagogiques d'une école se donnent un même règlement de fonctionnement interne approuvé par le comité d'école.

Art. 4. Il est désigné un coordinateur de cycle par les membres de ou des équipes pédagogiques du cycle. Le mandat porte sur une durée d'au moins deux années scolaires et il peut être renouvelé.

À défaut de candidature, les membres de l'équipe pédagogique assurent à tour de rôle, chaque fois pour une période de six semaines, le mandat de coordinateur de cycle.

Art. 5. Le coordinateur de cycle assure les tâches de coordination et représente l'équipe ou les équipes d'un cycle d'apprentissage auprès du comité d'école et auprès des parents, auprès de l'équipe multiprofessionnelle et du personnel qui assure l'accueil socio-éducatif.

Il promeut la coopération entre les membres de l'équipe pédagogique ou des équipes pédagogiques d'un cycle et assure la recherche de la continuité et de la cohérence des apprentissages des élèves.

Il convoque les réunions de l'équipe pédagogique ou des équipes pédagogiques du cycle d'apprentissage conformément à l'article 2. Il fixe l'ordre du jour, dirige les réunions et documente les décisions adoptées.

Art. 6. Les quatre coordinateurs de cycle d'une école se concertent régulièrement avec le comité d'école pour piloter l'ensemble de l'école conformément au plan de réussite scolaire et pour assurer la continuité du matériel didactique utilisé ainsi que la cohérence de l'évaluation des apprentissages tout au long des quatre cycles d'apprentissage.

Art. 7. Le coordinateur de cycle bénéficie d'une décharge d'enseignement direct ou d'une indemnité pour leçons d'enseignement direct supplémentaires:

- d'une leçon hebdomadaire si le nombre d'élèves inscrits au début de l'année scolaire au cycle d'apprentissage est inférieur à quatre-vingt-dix;
- de deux leçons hebdomadaires si le nombre d'élèves inscrits au début de l'année scolaire au cycle d'apprentissage est supérieur ou égal à quatre-vingt-dix.

Art. 8. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur pour la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 9. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 27 avril 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles.

Republication du texte paru au Mém. A-98 du 14.5.2009, p. 1470

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Chaque école est une communauté qui comprend les élèves, le personnel de l'école, tel que défini au point 13 de l'article 2 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, ainsi que les parents d'élèves.

Le personnel de l'école veille à susciter un climat scolaire qui favorise un esprit de camaraderie et de solidarité auprès des élèves et qui les engage à témoigner égards et respect aux personnes avec lesquelles ils entrent en contact. L'action éducative du personnel de l'école complète celle des parents et nécessite leur collaboration.

Dans l'intérêt d'un bon fonctionnement de la communauté scolaire, l'accès à l'école des parents d'élèves peut être précisé par le règlement d'ordre intérieur complémentaire de l'école dont l'élaboration est réglée par l'article 6 du présent règlement.

Art. 2. Tous les membres de la communauté scolaire se conforment aux dispositions prises dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité. Ils font preuve de ponctualité, de respect et de bonne tenue.

Ils s'abstiennent de tout comportement susceptible de déranger le bon fonctionnement des activités scolaires et périscolaires, ainsi que de tout acte de violence physique ou psychique.

L'enregistrement de sons et d'images est interdit dans l'enceinte de l'école, sauf à des fins pédagogiques. Pour tout autre enregistrement, l'autorisation préalable des parents des élèves et des autorités communales ou du ministre, ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, est requise.

Les téléphones portables des élèves sont éteints pendant le temps de classe, pendant les récréations, et à l'intérieur des bâtiments scolaires. En dehors des restrictions énumérées ci-dessus, l'utilisation, de quelque fonction que ce soit, d'un téléphone portable ne peut se faire que dans le respect le plus strict vis-à-vis des autres membres de la communauté scolaire. L'utilisation d'un téléphone portable par les membres du personnel de l'école pendant leur temps de service est limitée au seul usage professionnel.

Art. 3. La tenue vestimentaire de tous les membres de la communauté scolaire doit être correcte. Des tenues spéciales peuvent être prescrites pour certains cours, notamment les cours d'éducation sportive, d'éducation artistique et les séances de travaux manuels et de travaux pratiques.

Art. 4. Tous les membres de la communauté scolaire sont tenus de respecter le règlement d'ordre intérieur. Les manquements de la part des élèves au règlement d'ordre intérieur peuvent faire l'objet d'une punition. Toute punition doit être individuelle et proportionnelle au manquement. Elle doit être expliquée à l'élève et les parents en sont informés.

La punition peut consister soit dans un rappel à l'ordre ou un blâme, soit dans un travail supplémentaire d'un intérêt éducatif. Les punitions collectives sont prohibées.

Les châtiments corporels sont interdits.

Art. 5. Les élèves sont sous la surveillance du titulaire ou des intervenants respectifs durant les heures de classe; un plan de surveillance, établi par le comité d'école, renseigne sur la présence de surveillants durant les 10 minutes avant le début des cours ainsi qu'après les cours et pendant les récréations. Ce plan de surveillance fait partie intégrante de l'organisation scolaire adoptée par le conseil communal ou le comité du syndicat scolaire.

Art. 6. Le comité d'école ensemble avec les représentants des parents d'élèves peut en outre élaborer un règlement d'ordre intérieur complémentaire ayant notamment pour objet de fixer des règles spécifiques concernant le déroulement et la surveillance d'activités scolaires et périscolaires.

Chaque règlement d'ordre intérieur complémentaire est soumis à l'approbation du conseil communal ou du comité du syndicat scolaire après avis de la commission scolaire et de l'inspecteur d'arrondissement.

Art. 7. Le règlement d'ordre intérieur en vigueur doit être affiché à un endroit visible de l'école. Un exemplaire doit être communiqué au personnel de l'école ainsi qu'aux parents lors de l'entrée à l'école de leur enfant. Il en est de même, le cas échéant, du règlement d'ordre intérieur complémentaire ainsi que de toute modification apportée ultérieurement à l'un ou l'autre règlement.

Art. 8. L'accès à l'enceinte de l'école pour toute personne ne faisant pas partie de la communauté scolaire ou n'exerçant pas, au sein de l'école, une mission prévue par la loi est soumis à l'autorisation préalable du bourgmestre.

Art. 9. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2009/2010.

Art. 10. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 7 mai 2009.

Henri

Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 fixant les modalités d'élaboration et d'application du plan de réussite scolaire.

Republication du texte paru au Mém. A-108 du 22.5.2009, p. 1599

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu la loi du 6 février 2009 portant restructuration du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le plan de réussite scolaire comporte:

- les objectifs à atteindre en vue de l'amélioration de la qualité des apprentissages des élèves et du développement professionnel du personnel de l'école;
- les actions à engager et les moyens à prendre en fonction des objectifs définis;
- les indicateurs de réussite et les modalités d'évaluation de la réalisation;
- les échéances fixées en vue de la mise en œuvre.

Vers la fin de chaque année scolaire, le comité d'école reconsidère l'avancement du plan de réussite scolaire. Le cas échéant, il est mis à jour.

Art. 2. Le comité d'école dresse un état des lieux sur les forces et faiblesses de l'école moyennant un descriptif analytique de la situation de départ de l'école qui se base notamment sur:

- les caractéristiques socio-économiques de la population scolaire;
- les apprentissages réalisés par les élèves, mesurés à l'aide d'épreuves standardisées coordonnées par le ministère de l'Éducation nationale;
- les mesures en place pour l'encadrement des apprentissages en dehors des horaires scolaires;
- les modalités d'organisation des groupes d'apprentissage à l'intérieur des cycles;
- le degré de participation des parents aux réunions organisées par l'école;
- les formations continues suivies individuellement ou collectivement par les équipes pédagogiques ou le personnel enseignant et éducatif;
- les conclusions du plan de réussite scolaire précédent.

Les données relatives aux caractéristiques socio-économiques sont fournies par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

Art. 3. L'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement dans les écoles et les lycées, désignée par la suite par le terme «Agence», fournit à l'école les résultats concernant les apprentissages réalisés par les élèves dans les enquêtes nationales ou internationales et formule des recommandations pour améliorer le niveau de qualité.

Art. 4. Les objectifs du plan de réussite scolaire portent sur les actions prioritaires à engager par le personnel de l'école afin de mieux remplir sa mission de formation sur base:

- de l'analyse des constats de la situation de départ mentionnée à l'article 2;
- des recommandations de l'inspecteur d'arrondissement;
- des recommandations de l'Agence;
- des priorités arrêtées par le ministre.

Les actions à mettre en œuvre peuvent se situer:

- dans le domaine de l'organisation des apprentissages;
- dans le domaine de l'encadrement des élèves;
- dans le domaine des activités périscolaires;
- dans le domaine du perfectionnement du personnel par des modules de formation continue.

Les indicateurs de réussite permettent de rendre compte:

- des progrès réalisés par les élèves;
- de la qualité du travail réalisé par le personnel de l'école.

Art. 5. Le plan de réussite scolaire est élaboré par le comité d'école en y associant le personnel de l'école représenté par les coordinateurs de cycle et en tenant compte des avis des représentants des parents et du président de la commission scolaire ou de son délégué.

Art. 6. La coordination de la mise en œuvre du plan de réussite scolaire est assurée par le président du comité d'école qui peut la déléguer à un autre membre du comité d'école.

Art. 7. Le plan de réussite pour la période subséquente est remis pour avis avant le 1^{er} décembre de l'année courante à l'Agence.

Art. 8. Sur demande du président du comité d'école ou des équipes pédagogiques de l'école, un accompagnement pédagogique, assuré par des instituteurs-ressources ou des formateurs de l'Institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées, peut être mis en place.

Art. 9. Après octroi définitif du contingent qui comporte le cas échéant des ressources supplémentaires demandées, le comité d'école propose une organisation de l'école en y incorporant les actions à engager dans le cadre du plan de réussite scolaire.

Art. 10. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2009/2010.

Art. 11. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,*
Mady Delvaux-Stehres

Palais de Luxembourg, le 14 mai 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 fixant les conditions et les modalités de l'affectation des instituteurs-ressources.

Republication du texte paru au Mém. A-108 du 22.5.2009, p. 1603

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, appelé par la suite «le ministre», peut affecter des instituteurs en qualité d'instituteurs-ressources au collège des Inspecteurs. Les instituteurs-ressources sont placés sous l'autorité de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental et bénéficient d'une décharge partielle ou totale de leur tâche d'enseignement.

Les instituteurs-ressources ont pour missions:

1. d'assurer l'accompagnement pédagogique des équipes pédagogiques et des instituteurs nouvellement nommés notamment dans le domaine de la gestion de classe et de la différenciation des apprentissages dans le cadre du plan de réussite scolaire établi par l'école;
2. d'encourager les écoles à mettre en œuvre des pratiques pédagogiques innovantes et utiles à l'amélioration des apprentissages et de contribuer à leur diffusion;
3. de prêter assistance aux écoles dans l'optimisation de la gestion et de l'organisation des cycles d'apprentissage;
4. d'aider les écoles à établir un projet de formation continue.

Les instituteurs-ressources peuvent assister l'inspecteur d'arrondissement dans son rôle d'information, de communication et de conseil auprès des écoles. Ils ne peuvent être tenus à seconder l'inspecteur dans son rôle de surveillance et de contrôle.

Art. 2. Afin de pouvoir bénéficier d'une affectation en qualité d'instituteur-ressource à tâche partielle ou complète au collège des inspecteurs, le candidat doit remplir les conditions suivantes:

1. être nommé à une fonction d'instituteur depuis au moins trois années;
2. avoir accompli une formation approfondie dans un domaine spécifique de l'enseignement et des apprentissages, ainsi qu'une formation continue portant sur la gestion de classe et la différenciation des apprentissages, dispensées par l'Institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées, appelé par la suite «l'Institut» ou un autre organisme de formation reconnu par le ministre;
3. avoir accompli ou accomplir dans un délai de deux ans à partir de l'affectation à tâche partielle ou complète à un poste d'instituteur-ressource une formation spécialisée dans le domaine de la formation des adultes et de l'accompagnement pédagogique dispensée par l'Institut ou un autre organisme de formation reconnu par le ministre;
4. participer régulièrement à un accompagnement formatif et des rencontres d'analyse de pratiques pédagogiques organisés par l'Institut.

Art. 3. Les inspecteurs d'arrondissement ou les équipes pédagogiques dans le cadre de la mise en œuvre du plan de réussite scolaire signalent annuellement à l'inspecteur général avant le 15 avril les besoins en matière d'accompagnement pédagogique des écoles.

Art. 4. L'inspecteur général assure la coordination des demandes de la part des inspecteurs d'arrondissement ou des équipes pédagogiques en veillant à une répartition équitable des postes d'instituteurs-ressources. Il transmet les demandes retenues avec indication du volume de la tâche hebdomadaire pour chaque poste au ministre avant le 15 mai.

Art. 5. Les postes vacants d'instituteur-ressource sont publiés sur la première liste des postes vacants.

Les candidats joignent à leur demande établie conformément à la réglementation portant sur les procédures d'affectation et de réaffectation à un poste d'instituteur les pièces à l'appui renseignant sur les activités de formation continue mentionnées à l'article 2, points 2 et 3. La décision de l'affectation des instituteurs-ressources est prononcée par le ministre au vu des dossiers de candidature.

Art. 6. Les instituteurs-ressources ont droit au remboursement de leurs frais de route et de séjour conformément aux dispositions réglementaires sur les frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'État.

Art. 7. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur au début de l'année scolaire 2009/2010.

Art. 8. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 14 mai 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays.

Republication du texte paru au Mém. A-144 du 19.6.2009, p. 1992

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu la fiche financière;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre I. Les cours d'accueil

Art. 1^{er}. L'élève qui intègre l'enseignement fondamental en cours de scolarité et qui ne maîtrise pas suffisamment la langue luxembourgeoise (premier cycle) respectivement la langue allemande ou la langue française (deuxième, troisième ou quatrième cycles) pour pouvoir suivre l'enseignement fondamental, désigné par la suite par le terme «élève», est inscrit sur décision de l'inspecteur dans une classe du cycle correspondant à son âge et suit un ou plusieurs cours d'accueil hebdomadaires en dehors de sa classe d'attache pour apprendre de manière intensive la ou les langues de l'école.

Art. 2. Les matières qui peuvent être dispensées dans les cours d'accueil sont:

- l'apprentissage intensif de l'allemand, suivi par une initiation à la langue française;
- l'apprentissage intensif du français, suivi par une initiation à la langue allemande;
- l'initiation à la langue luxembourgeoise;
- les mathématiques en langue française, pour des élèves qui n'ont pas de connaissances suffisantes en langue allemande.

Art. 3. Le nombre de leçons du cours d'accueil dont bénéficie l'élève et les matières dispensées sont fixés en fonction du bilan scolaire et langagier de l'élève, établi en collaboration avec les personnes investies de l'autorité parentale, selon le modèle en annexe 1, et de son projet individualisé de formation élaboré au moment de l'inscription par le titulaire de la classe en collaboration avec l'instituteur en charge des cours d'accueil et l'équipe pédagogique.

Art. 4. Le nombre de leçons de cours d'accueil dont bénéficie l'élève concerné est progressivement diminué au cours du cycle, en fonction des progrès réalisés par celui-ci lors d'apprentissages langagiers. En contrepartie, l'élève suit plus de cours dans la classe d'attache.

La répartition des matières à enseigner dans les différents cycles, en fonction des connaissances antérieures en langues de l'élève, est fixée dans le tableau en annexe 2.

Une dérogation aux dispositions arrêtées par celui-ci ainsi que dans les articles 5 à 9 ci-dessous est possible, dans des cas exceptionnels, sur décision de l'inspecteur de l'enseignement fondamental concerné.

Art. 5. Au 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental l'élève reçoit une initiation à la langue luxembourgeoise à raison d'une ou de plusieurs leçons hebdomadaires qui peuvent être fractionnées.

Art. 6. Au 2^e cycle de l'enseignement fondamental l'élève qui n'est pas encore alphabétisé et qui ne connaît aucune langue de l'école, tout comme l'élève qui connaît la langue française, apprend la langue allemande de manière intensive; une initiation à la langue luxembourgeoise peut avoir lieu, lorsque des progrès significatifs ont été constatés en allemand.

L'élève qui est déjà alphabétisé et qui ne connaît soit aucune langue de l'école, soit la langue française, fréquente la 2^e année du 2^e cycle d'apprentissage. Il apprend la langue allemande de manière intensive. Le cas échéant, il commence l'apprentissage du français dans sa classe d'attache. Une initiation à la langue luxembourgeoise peut avoir lieu, lorsque des progrès significatifs ont été constatés en allemand.

Art. 7. Au 3^e cycle de l'enseignement fondamental l'élève qui ne connaît aucune langue de l'école, tout comme l'élève qui connaît la langue française, apprend la langue allemande de manière intensive. Ensuite, pour l'élève qui ne connaît pas la langue française, une initiation à la langue française est débutée lorsque des progrès significatifs ont été constatés en langue allemande. L'élève qui connaît la langue allemande apprend la langue française de manière intensive. Une initiation à la langue luxembourgeoise peut débuter, lorsque des progrès significatifs ont été constatés soit en allemand, soit en français.

Art. 8. Au 4^e cycle de l'enseignement fondamental l'élève qui ne connaît aucune langue de l'école apprend la langue française de manière intensive. L'élève qui connaît la langue allemande apprend la langue française de manière intensive. L'élève qui connaît le français apprend la langue allemande de manière intensive. Une initiation à la langue luxembourgeoise peut débuter, lorsque des progrès significatifs ont été constatés soit en français, soit en allemand.

Art. 9. Dans les deuxième, troisième ou quatrième cycles de l'enseignement fondamental une partie des apprentissages de l'élève dans des domaines de développement et d'apprentissage non langagiers, prévus à l'article 7 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, notamment dans le domaine des mathématiques, peut se faire en langue française.

Art. 10. À la fin du 2^e respectivement du 3^e cycle, dans la mesure où l'élève a atteint les éléments essentiels des socles de compétences correspondants, il est complètement intégré dans une classe régulière de l'enseignement fondamental et y suit l'enseignement au 3^e respectivement au 4^e cycle. À la fin du 4^e cycle de l'enseignement fondamental, l'élève est soumis à la procédure d'orientation qui règle le passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement postprimaire.

Art. 11. Dans la mesure du possible, l'instituteur qui dispense les cours d'accueil participe à la concertation de l'équipe pédagogique de la classe d'attache de l'élève pour toutes les questions qui concernent la scolarisation de l'élève.

Art. 12. L'élève reçoit à la fin de chaque trimestre scolaire un bilan qui documente la progression de ses apprentissages, et complète, le cas échéant, le bilan intermédiaire.

Art. 13. Dans le cadre de l'organisation de l'enseignement fondamental, les leçons dispensées dans le cadre des cours d'accueil sont mises à la disposition du conseil communal ou du comité du syndicat scolaire en dehors du contingent des leçons attribuées par le ministre.

En collaboration avec les communes et les comités d'école, l'inspecteur veille à ce que le nombre de leçons hebdomadaires respectivement de postes nécessaires pour assurer les cours d'accueil identifiés soient signalés en temps utile au ministère de l'Éducation nationale.

En cas de besoin, des postes pour assurer des cours d'accueil peuvent être créés en cours d'année scolaire.

Art. 14. Les instituteurs chargés de cours d'accueil qui enseignent dans plusieurs communes ont droit au remboursement de leurs frais de route conformément aux dispositions réglementaires sur les frais de route des fonctionnaires et employés de l'État.

Art. 15. Les instituteurs chargés de cours d'accueil restent affectés à leur commune et bénéficient d'une décharge équivalente au nombre de leçons d'accueil dispensées dans une ou plusieurs autres communes.

Art. 16. Une formation continue est offerte aux instituteurs chargés des cours d'accueil.

Chapitre II. Les classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays

Art. 17. En cas de besoins exceptionnels dépassant le cadre communal, une ou plusieurs classes spécialisées d'accueil, désignées ci-après par le terme «classes d'accueil» peuvent être créées par l'État.

Art. 18. Les élèves y reçoivent un enseignement de la ou des langues de l'école tel que décrit aux articles 2 à 9 du présent règlement grand-ducal, ainsi qu'un enseignement dans les domaines de développement et d'apprentissage tel que prévu à l'article 7 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Art. 19. En principe, les élèves ne restent pas plus d'une année dans une classe d'accueil. En cas de besoin, ils bénéficient de cours d'accueil ou d'appui l'année scolaire subséquente.

Art. 20. À la fin du 2^e respectivement du 3^e cycle de l'enseignement fondamental, dans la mesure où les élèves ont atteint les éléments essentiels des socles de compétences correspondants, les élèves sont inscrits dans une classe régulière du cycle et suivent l'enseignement au 3^e respectivement au 4^e cycle. À la fin du 4^e cycle les élèves sont soumis à la procédure d'orientation qui règle le passage de l'enseignement fondamental à l'enseignement postprimaire.

Art. 21. À la fin de chaque trimestre scolaire, les élèves reçoivent un bilan qui documente la progression de leurs apprentissages et qui complète, le cas échéant, le bilan intermédiaire.

Art. 22. Le ministre affecte aux postes des classes d'accueil des instituteurs en tenant compte d'une éventuelle formation spécialisée des candidats.

Art. 23. Une formation continue est offerte au personnel qui occupe les postes en question.

Art. 24. Les frais de fonctionnement des classes d'accueil sont à charge du budget de l'État. Le cas échéant, ils font l'objet d'une convention à conclure entre le ministre et la commune qui met à disposition des locaux.

Art. 25. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2009/2010.

Art. 26. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,*
Mady Delvaux-Stehres

Palais de Luxembourg, le 16 juin 2009.
Henri

Annexe 1

A. BILAN SCOLAIRE ET LANGAGIER

Date actuelle

1. Scolarité antérieure (au pays d'origine ou dans un pays autre que le Luxembourg):

Pays: **École:**

Classe:

(dernière classe fréquentée)

Pays¹: **École:**

Classe:

(dernière classe fréquentée)

2. Début de la scolarité au pays d'origine:

Cycle 1 (préscolaire): année mois

Cycles 2, 3 et 4 (Enseignement primaire): année mois

3. Progression scolaire:

Éducation préscolaire

Enseign. primaire (veuillez inscrire les classes²)

4. Langues comprises par les parents, les frères et les soeurs:

(Ces données sont destinées à faciliter la communication avec la famille)

Langue(s) comprise(s) par:	Langue maternelle, spécifier	luxembourgeois	allemand	français	anglais	Autre, spécifier	Autre, spécifier
La mère							
Le père							
Frères et soeurs							
Autre personne de contact (spécifier)							

5. Remarques éventuelles:

.....

¹ Pour les enfants scolarisés dans plusieurs pays.

² Exemple: 1 2 3 3 4, si l'élève est resté plus longtemps dans un cycle.

6. Connaissances scolaires au moment de l'inscription en classe:³**6.1. Connaissance de l'alphabet:** latin cyrillique autre (à spécifier):**6.2. CONNAISSANCES EN LANGUES (METTRE UNE CROIX DANS LA CASE CORRESPONDANTE)**

	LANGUE MATERNELLE		FRANÇAIS		ALLEMAND		AUTRE, SPÉCIFIER:		AUTRE, SPÉCIFIER:			
	AUCUNE	AVANCÉE	AUCUNE	AVANCÉE	AUCUNE	AVANCÉE	AUCUNE	AVANCÉE	AUCUNE	AVANCÉE		
ORAL: COMPRÉHENSION	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ORAL: EXPRESSION	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LECTURE: COMPRÉHENSION	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LECTURE: MAÎTRISE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ÉCRIT: EXPRESSION	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ÉCRIT: MAÎTRISE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

6.3. NIVEAU SCOLAIRE ATTEINT EN MATHÉMATIQUES:

Nombres et opérations	
Mesures	
Géométrie	
Problèmes	

6.4. Autres compétences (sports, musique, etc.)

.....

.....

7. Aides pédagogiques spécifiques éventuelles dont l'enfant a bénéficié: (appui, logopédie, etc.)

.....

.....

8. Problèmes éventuels de santé (allergies, médicaments à prendre)

.....

.....

³ Attention: la signification des notes peut varier d'un pays à un autre (ex. Portugal, note 5 = meilleure note)

B. PROJET INDIVIDUALISÉ DE FORMATION

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

C. AVIS DE L'INSPECTEUR D'ARRONDISSEMENT

.....

.....

.....

Signature des parents ou tuteurs:

Signature des enseignants:

Téléphone et mail de l'enseignant du cours d'accueil:

Annexe 2

Cycle	Connaissances des langues de l'école	Langues à enseigner					
		allemand intensif	allemand initiation	français intensif	français initiation	luxemb. initiation	math en franç.
1	aucune					x	
	allemand					x	
	français					x	
2 élève non alphabétisé	aucune	x				x	
	allemand					x	
	français	x				x	x
2 élève alphabétisé	aucune	x			x	x	
	allemand					x	
	français	x				x	x
3	aucune	x			x	x	
	allemand			x		x	
	français	x				x	x
4	aucune		x	x		x	x
	allemand			x		x	
	français	x				x	x

Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant le fonctionnement des classes d'enfants hospitalisés.

Republication du texte paru au Mém. A-108 du 22.5.2009, p. 1602

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et notamment son article 37;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu la fiche financière;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, désigné ci-après par le terme «le ministre», peut créer une ou plusieurs classes dans l'intérêt d'enfants en traitement médical soit sous forme stationnaire, soit sous forme ambulante.

Les classes s'adressent aux enfants dont l'état de santé permet de suivre tout ou partie du programme scolaire de l'enseignement tel qu'il est prévu par la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Art. 2. L'enseignement a lieu soit dans une institution, individuellement ou en groupes dans des salles équipées à ces fins, soit, en cas de besoin, au domicile de l'enfant. Dans ce dernier cas, l'instituteur en charge de cet enfant a droit aux frais de route et de séjour conformément à la réglementation applicable aux fonctionnaires et employés de l'État.

Art. 3. Les titulaires des classes se concertent avec les titulaires des classes d'origine des enfants concernés afin d'assurer une continuité dans la prise en charge scolaire des enfants. Ils établissent pour chaque enfant un programme individualisé, approuvé par l'inspecteur d'arrondissement, dont les priorités tiennent compte du traitement suivi par l'enfant.

Art. 4. Le ministre affecte aux postes concernés des instituteurs en tenant compte d'une éventuelle formation spécialisée des candidats.

Le cas échéant, une formation continue est offerte aux instituteurs qui occupent les postes en question.

Art. 5. Les frais de fonctionnement des classes sont à charge du budget de l'État. Ils font l'objet d'une convention à conclure entre le ministre et l'établissement hospitalier ou l'institution concernés.

Art. 6. Le présent règlement sortira ses effets à partir de la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 7. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 14 mai 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 12 mai 2009 fixant le fonctionnement des commissions d'inclusion scolaire régionales.

Republication du texte paru au Mém. A-103 du 19.5.2009, p. 1542

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée, notamment l'article 3;

Vu la loi du 28 juin 1994 modifiant et complétant: a) la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire; b) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée; en faveur de la participation d'enfants affectés d'un handicap à l'enseignement ordinaire et de leur intégration scolaire;

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu la fiche financière;

Notre Conseil d'État entendu et considérant qu'il y a urgence pour l'article 4;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Pour chaque enfant qui lui a été signalé conformément à l'article 29 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, la commission d'inclusion scolaire, dénommée par la suite «la commission», fait établir un diagnostic approfondi sur base des contributions du titulaire de classe en concertation avec l'équipe pédagogique, des membres de l'équipe multiprofessionnelle concernée et, le cas échéant, des membres d'organismes ayant assuré ou assurant une prise en charge de l'enfant, reconnus par le ministre, nommés par la suite «organismes reconnus».

Le diagnostic porte sur les volets cognitif, physique, psychologique, pédagogique, et social.

D'autres bilans et rapports peuvent être demandés, notamment des rapports renseignant sur le handicap spécifique éventuel, établis par des spécialistes.

Art. 2. Un plan de prise en charge individualisé est élaboré par l'équipe multiprofessionnelle en collaboration avec le titulaire et/ou l'équipe pédagogique après concertation avec les parents. Le plan de prise en charge individualisé comporte une proposition d'orientation parmi les possibilités prévues à l'article 29 de la loi portant organisation de l'enseignement fondamental ainsi que les aides supplémentaires attribuées pour assurer l'encadrement scolaire de l'enfant. Le cas échéant, le plan prévoit les adaptations et les aménagements nécessaires en ce qui concerne les compétences à atteindre et les modalités d'évaluation à appliquer.

Cette proposition de prise en charge est approuvée par la commission et soumise aux parents pour accord.

Art. 3. Les parents ou la personne investie de l'autorité parentale ont accès au dossier de l'enfant et aux informations y contenues. Le dossier est accessible aux professionnels, enseignants et personnel spécialisé, que les parents ont autorisés à en prendre connaissance. La remise des dossiers se fait en toute confidentialité.

Art. 4. La commission se réunit sur convocation de son président, au moins deux fois par trimestre. Sauf en cas d'urgence à apprécier par le président, cette convocation parvient aux membres de la commission au moins une semaine avant la date de la réunion.

Après constitution du dossier de l'enfant, les propositions de prise en charge de la commission sont prises en présence d'au moins quatre des membres effectifs.

Les membres d'une commission touchent une indemnité dont le montant est fixé par le Gouvernement en Conseil.

Art. 5. Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel tant pour les délibérations de la commission que pour toutes les informations qu'ils obtiennent à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Art. 6. Sont abrogés les articles 5, 6, 7 et 8 du règlement grand-ducal du 9 janvier 1998 concernant a) la composition et les attributions des commissions médico-psycho-pédagogique nationale et régionales ou locales b) la procédure d'orientation scolaire des enfants affectés d'un handicap ainsi que les modalités de leur scolarisation.

Art. 7. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur pour la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 8. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,*
Mady Delvaux-Stehres

Palais de Luxembourg, le 12 mai 2009.
Henri

3. LE PARTENARIAT

Règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du comité d'école et du comité de cogestion, la composition du corps électoral et les modalités d'élection des membres, le calcul du volume des leçons supplémentaires mis à disposition des comités	3039
Règlement grand-ducal du 28 mai 2009 concernant les modalités d'élection des membres du personnel enseignant à la commission scolaire nationale, le fonctionnement de celle-ci ainsi que les décharges et indemnités de ses membres	3041
Règlement grand-ducal du 28 mai 2009 ayant pour objet de déterminer	
1) les modalités d'élection des représentants des parents d'élèves à l'école et à la commission scolaire communale;	
2) les modalités d'élection des représentants du personnel des écoles à la commission scolaire communale;	
3) l'organisation et le fonctionnement de la commission scolaire communale	3044

Règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du comité d'école et du comité de cogestion, la composition du corps électoral et les modalités d'élection des membres, le calcul du volume des leçons supplémentaires mis à disposition des comités.

Republication du texte paru au Mém. A-98 du 14.5.2009, p. 1466

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le comité d'école est composé de trois membres au moins et de neuf membres au plus, dont au moins deux tiers d'instituteurs.

Avant les élections des membres du comité d'école, le personnel de l'école, tel que défini à l'article 2 point 13 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, décide du nombre total des membres à élire.

À défaut d'une décision avant les élections, le président de la commission scolaire fixe la composition du comité d'école en tenant compte du nombre des classes par école au moment de l'élection, d'après les principes suivants:

1. dans les écoles comptant jusqu'à 20 classes, le comité comprend trois membres, dont au moins deux instituteurs;
2. dans les écoles comptant entre 21 et 30 classes, le comité comprend cinq membres, dont au moins quatre instituteurs;
3. dans les écoles comptant entre 31 et 40 classes, le comité comprend sept membres, dont au moins cinq instituteurs;
4. dans les écoles comptant plus de 40 classes, le comité comprend neuf membres, dont au moins sept instituteurs.

À défaut d'un nombre suffisant de candidats ou si le nombre de candidats correspond au nombre total des membres à élire, les candidats sont élus d'office, sans que leur nombre ne puisse être inférieur à trois et à condition qu'au moins les deux tiers des candidats soient des instituteurs.

Si uniquement un ou deux instituteurs se portent candidats, l'un d'entre eux est désigné responsable d'école par le conseil communal sur avis de l'inspecteur d'arrondissement conformément à l'article 43 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. Il bénéficie d'une décharge d'un nombre de leçons hebdomadaires qui équivaut au moins au tiers du nombre des membres du personnel de l'école assurant au moins une demi-tâche. La somme des décharges accordées à l'instituteur désigné responsable d'école ne peut pas dépasser le volume de la tâche normale.

Peuvent se porter candidats et font partie du corps électoral tous les membres du personnel de l'école, tel que défini à l'article 2 point 13 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, qui occupent un poste d'au moins une demi-tâche auprès de l'école et qui sont affectés pour au moins une année scolaire.

Art. 2. Le corps électoral est convoqué par le président sortant du comité d'école ou, à défaut, par le président de la commission scolaire au moins cinq jours avant l'élection.

Les élections ont lieu toutes les cinq années en dehors de l'horaire scolaire avant le 1^{er} juillet. Elles sont organisées par le comité d'école sortant, ou à défaut par la commission scolaire.

Elles se font au scrutin secret. Les candidats sont élus à la majorité relative des voix dans l'ordre des suffrages obtenus et compte tenu des dispositions de l'article précédent relatives à la composition des comités d'école.

Chaque électeur dispose d'autant de voix qu'il y a de candidats à élire et peut donner au plus une voix par candidat.

En cas d'égalité des suffrages, l'élection est acquise au candidat ayant la plus grande ancienneté d'affectation auprès de la commune.

Un procès-verbal au sujet des opérations électorales est dressé par le président sortant ou à défaut, par le président de la commission scolaire.

Art. 3. En cas de vacance pour un motif quelconque, il est procédé, dans le délai d'un mois et dans le respect des quotas réglant le minimum d'instituteurs dans la composition du comité, à l'élection d'un nouveau membre qui achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 4. Le mandat du comité d'école débute avant l'établissement des horaires scolaires pour l'année scolaire qui suit les élections et porte sur une durée de cinq années.

Dans un délai de dix jours après les élections, le comité propose au ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions par l'intermédiaire de l'inspecteur d'arrondissement un président qu'il choisit parmi ses membres instituteurs. À défaut d'une proposition pour le poste de président d'école, les dispositions de l'article 43 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental s'appliquent. Au cas où le conseil communal désigne sur avis de l'inspecteur d'arrondissement une personne qui n'est pas membre du comité d'école afin d'assurer le mandat de responsable d'école, les décharges attribuées au comité d'école sont diminuées de la part obligatoire réservée à la présidence du comité d'école, telle que définie à l'article 11, alinéa 2.

Le comité d'école se réunit au moins trois fois par année et aussi souvent que le bon fonctionnement de l'école l'exige.

Les trois réunions suivantes sont obligatoires:

- une réunion au premier trimestre pour discuter la répartition du budget de fonctionnement alloué à l'école;
- une réunion au deuxième trimestre pour préparer l'organisation scolaire;
- une réunion au troisième trimestre pour reconsidérer le plan de réussite scolaire.

Art. 5. Le comité d'école établit son règlement interne qui fixe les modalités de fonctionnement.

Art. 6. Dans les communes disposant d'au moins cinq écoles, le personnel des écoles peut opter pour la création d'un comité de cogestion pour assurer, en collaboration avec l'administration communale, la coordination de la gestion, de l'organisation et des mesures prévues pour le développement de la qualité de l'enseignement dans les écoles de la commune.

À défaut de comité de cogestion dans ces communes, les présidents des comités d'école se réunissent au moins une fois par trimestre afin d'assurer les missions prévues à l'article 44 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Art. 7. Le comité de cogestion est composé de cinq membres au moins, y compris le président du comité de cogestion.

Peuvent se porter candidats et font partie du corps électoral tous les membres du personnel de l'école, tel que défini à l'article 2 point 13 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, qui occupent un poste d'au moins une demi-tâche auprès de l'école et qui sont affectés pour au moins une année scolaire.

Art. 8. Le corps électoral est convoqué par le président de la commission scolaire ou son délégué au moins cinq jours avant l'élection.

Les élections ont lieu toutes les cinq années en dehors de l'horaire scolaire après les élections des comités d'école. Elles sont organisées par un bureau électoral composé du président de la commission scolaire, d'un autre membre de ladite commission à désigner par le président et d'un instituteur non-candidat, membre du personnel des écoles et à désigner par celui-ci.

Les élections se font au scrutin secret. Les candidats sont élus à la majorité relative des voix dans l'ordre des suffrages obtenus et compte tenu des dispositions de l'article précédent relatives à la composition des comités de cogestion.

Chaque électeur dispose d'autant de voix qu'il y a de candidats à élire et peut donner au plus une voix par candidat.

En cas d'égalité des suffrages, l'élection est acquise au candidat ayant la plus grande ancienneté d'affectation auprès de la commune.

Un procès-verbal au sujet des opérations électorales est dressé par le président du comité de cogestion sortant ou à défaut, par le président de la commission scolaire ou son délégué.

Art. 9. Le mandat du comité de cogestion débute après les élections et porte sur une durée de cinq années. Le comité de cogestion désigne en son sein un président qui assure la coordination de ses missions et des actions décidées. Il représente les écoles de la commune vis-à-vis des tiers.

Art. 10. Le comité de cogestion établit son règlement interne qui fixe les modalités de fonctionnement.

Art. 11. Le nombre total de leçons hebdomadaires de décharges attribuées pour la participation au comité d'école équivaut au tiers du nombre des membres du personnel de l'école assurant au moins une demi-tâche.

Après déduction de la décharge du président qui correspond au moins au tiers arrondi vers l'unité supérieure du nombre total de leçons hebdomadaires attribuées pour la participation au comité d'école, le restant des décharges est réparti parmi les autres membres du comité.

Le nombre total de leçons hebdomadaires de décharges attribuées pour la participation au comité de cogestion correspond à une leçon par entité d'école.

Art. 12. Les première, deuxième et troisième lignes du premier tableau de l'annexe du règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental sont modifiées comme suit:

Coordination du cycle	1 leçon hebdomadaire si moins de 90 élèves sont inscrits au début de l'année scolaire au cycle; 2 leçons hebdomadaires à partir de 90 élèves inscrits au cycle au début de l'année scolaire	
participation au comité d'école	le nombre total de leçons hebdomadaires de décharges attribuées pour la participation au comité d'école équivaut au tiers du nombre des membres du personnel de l'école assurant au moins une demi-tâche. Après déduction de la décharge du président, le restant des décharges est réparti parmi les membres du comité.	COMIT
présidence du comité d'école	la décharge du président ne peut être inférieure au tiers arrondi vers l'unité supérieure du nombre total de leçons hebdomadaires de décharges attribuées pour la participation au comité d'école	PRESI

Il est inséré après la troisième ligne une nouvelle ligne qui prend la teneur suivante:

participation au comité de cogestion	1 leçon hebdomadaire par entité d'école	COGES
--------------------------------------	---	--------------

Art. 13. Les dispositions du présent règlement grand-ducal sont applicables à partir de la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 14. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 27 avril 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 28 mai 2009 concernant les modalités d'élection des membres du personnel enseignant à la commission scolaire nationale, le fonctionnement de celle-ci ainsi que les décharges et indemnités de ses membres.

Republication du texte paru au Mém. A-132 du 12.6.2009, p. 1874

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 55 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu la fiche financière;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre I. De l'élection des délégués du personnel enseignant

Art. 1^{er}. L'élection des délégués du personnel enseignant à la commission scolaire nationale a lieu tous les cinq ans, dans la première moitié du mois de décembre à une date à arrêter par le membre du Gouvernement ayant l'Éducation nationale dans ses attributions et désigné ci-après par le terme «le ministre».

Les élections ont lieu par correspondance.

Art. 2. Sont électeurs les instituteurs désignés à l'article 2 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Le ministre arrête la liste des électeurs avant le 15 octobre. Il nomme le président du bureau électoral.

Art. 3. Le ministre publie sur le site internet du ministère ou par tout autre moyen approprié, pour le 15 octobre au plus tard, la date de l'élection, la liste des électeurs, le délai dans lequel les déclarations des candidatures doivent être parvenues au ministre ainsi que le nom et l'adresse du président du bureau électoral.

Art. 4. Les électeurs peuvent réclamer contre la composition du corps électoral. Ils doivent présenter, dans les dix jours qui suivent la publication de la liste, leur réclamation motivée par écrit au ministre qui en décide.

Art. 5. Sont éligibles les personnes figurant sur la liste électorale mentionnée à l'article 2.

Pour être recevables, les déclarations de candidature doivent être adressées par lettre recommandée au président du bureau électoral. Elles portent la signature du candidat ou de la candidate et indiquent ses nom et prénoms et le lieu de sa résidence.

Aussitôt passé le délai pour la présentation des candidatures, le président du bureau électoral publie la liste des candidats par tout moyen approprié.

S'il y a quatre ou moins de candidats, ils sont proclamés élus sans autres formalités.

Si aucune candidature n'est présentée dans le délai requis, le ministre reporte l'élection à une date ultérieure et ouvre un nouveau délai pour la déclaration des candidatures.

Art. 6. Pour les élections, il est constitué un bureau électoral. Pour ce faire, le président nomme un secrétaire et quatre scrutateurs. Il choisit en outre des suppléants en nombre suffisant.

Aucun candidat ne peut faire partie du bureau électoral.

Art. 7. Au moins dix jours avant les élections, le président du bureau électoral transmet un bulletin de vote à chaque électeur par simple lettre à la poste.

Le bulletin de vote indique pour les candidats dans l'ordre alphabétique, leurs nom et prénoms et le lieu de leur résidence avec, derrière chaque nom, une case affectée au vote.

Le bulletin, qui est plié en quatre, à angle droit, est marqué du sceau du ministère.

Il est placé dans une première enveloppe neutre, laissée ouverte et ne portant que l'indication «Élection pour la commission scolaire nationale» et la date des élections.

Une deuxième enveloppe, également ouverte, est jointe à l'envoi et porte l'adresse du président du bureau électoral ainsi que le numéro d'inscription sur la liste électorale et une mention relative à l'affranchissement postal.

Le tout est enfermé, ensemble avec des instructions aux électeurs, dans une troisième enveloppe à l'adresse de l'électeur.

Les réclamations pour défaut d'envoi doivent être présentées au plus tard le quatrième jour avant les élections au président du bureau électoral qui envoie aussitôt un bulletin à l'électeur. Il en est de même si l'électeur a détérioré son bulletin ou l'enveloppe de renvoi. Dans les deux cas le procès-verbal en fait mention.

Art. 8. Chaque électeur dispose de quatre voix.

Il vote en inscrivant une croix dans la case prévue derrière le nom des candidats auxquels il donne sa voix.

Il place ensuite le bulletin, plié en quatre, l'estampille se trouvant à l'extérieur, dans la première enveloppe neutre, qu'il ferme.

Il glisse celle-ci dans la seconde enveloppe, portant l'adresse du président du bureau électoral. Il indique lisiblement, à la place réservée à cet effet de cette seconde enveloppe, ses nom et prénoms, le lieu de sa résidence et y appose sa signature. Il ferme l'enveloppe et la remet à la poste, dans un délai suffisant pour qu'elle puisse parvenir au président du bureau électoral dans le délai fixé.

Art. 9. Le jour du scrutin, le président remet au bureau électoral les enveloppes qu'il a reçues. Aucune enveloppe n'est plus admise après cette opération, à moins qu'elle n'ait été remise à la poste l'avant-veille du jour du scrutin.

Les noms des votants sont pointés par le secrétaire sur la liste des électeurs.

Les enveloppes extérieures sont ouvertes. Les enveloppes intérieures en sont retirées et déposées dans une urne. Les enveloppes extérieures ouvertes sont détruites après.

Si l'envoi n'est pas conforme aux dispositions de l'article 8, le vote est considéré comme nul et l'enveloppe est détruite immédiatement avec son contenu. Il en est fait mention au procès-verbal dressé par le secrétaire.

Le nombre de votants est inscrit au procès-verbal. Aucune enveloppe n'est plus admise après cette opération quelle que soit la date de la remise à la poste.

Il sera ensuite procédé au dépouillement des bulletins. Les enveloppes sont retirées de l'urne et sont ouvertes.

Le président lit successivement les bulletins à haute voix. Les suffrages sont notés à la fois par le secrétaire et un autre membre du bureau.

Outre le nombre des votants, le bureau électoral détermine le nombre des bulletins blancs, le nombre des suffrages valablement exprimés et le nombre des voix obtenues par chaque candidat. Il en est fait mention au procès-verbal.

Art. 10. Est nul

- a) tout bulletin non conforme ou expédié d'une manière non conforme aux prescriptions du présent règlement;
- b) tout bulletin qui est marqué par une signature, inscription, rature ou tout autre signe distinctif.

Art. 11. L'élection a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, la date de l'entrée en service décide; si l'admission a eu lieu à la même date, le candidat le plus âgé l'emporte.

Pour l'application des dispositions de l'alinéa qui précède, les admissions à la fonction suite à une même session sont censées porter la même date.

Le résultat du vote est immédiatement proclamé par le président.

Art. 12. Le procès-verbal des opérations est signé par tous les membres du bureau électoral et envoyé au ministre; il y est joint la liste des électeurs pointée par le secrétaire.

Les bulletins de vote enliassés en trois paquets, l'un contenant les bulletins valables pour les candidats, le deuxième les bulletins blancs, le troisième, les bulletins nuls sont tenus à disposition du ministre dans des contenants scellés par le président, jusqu'au surlendemain de l'expiration du délai prévu pour les réclamations. Ils sont détruits dans la suite.

Art. 13. Tout électeur a le droit d'assister aux opérations électorales, sans pouvoir toutefois examiner les bulletins ni entraver les travaux du bureau.

Art. 14. Tout électeur peut réclamer contre les résultats proclamés. La réclamation doit, sous peine de nullité, parvenir par écrit le dixième jour au plus tard après celui de la proclamation du résultat, au ministre qui en décide.

Art. 15. Si l'élection est annulée, le ministre fixe la date de la nouvelle élection à bref délai.

Chapitre II. Du fonctionnement

Art 16. La commission scolaire nationale se réunit sur convocation du président et chaque fois que le ministre ou un tiers des membres effectifs de la commission le demandent.

Art. 17. La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est communiquée au moins cinq jours avant la séance aux membres effectifs. Le président arrête l'ordre du jour qui comprend obligatoirement tout point dont la mise à l'ordre du jour est demandée par écrit par le ministre ou par au moins un tiers des membres effectifs.

Art. 18. La commission scolaire nationale constitue lors de sa première réunion un bureau qui comprend le président, le secrétaire et d'autres membres de la commission dont le nombre est fixé par le ministre.

Le bureau représente la commission scolaire nationale vis-à-vis du ministre et en toute occasion utile. Il organise les travaux de la commission, en prépare les réunions plénières et garantit le suivi des affaires qui tombent sous l'attribution de la commission.

Art. 19. La commission scolaire nationale peut constituer des groupes de travail chargés de l'étude de problèmes particuliers. Chaque groupe de travail élit parmi ses membres un président et un rapporteur. Les conclusions auxquelles aboutissent les groupes de travail sont soumises à la Commission scolaire nationale en plénière.

Art. 20. La commission scolaire nationale se donne un règlement d'ordre intérieur.

Elle peut charger un fonctionnaire des travaux administratifs.

Art. 21. L'instituteur, membre de la commission scolaire nationale, bénéficie d'une décharge hebdomadaire de 6 leçons de sa tâche d'enseignement.

Art. 22. Les membres, le fonctionnaire chargé des travaux administratifs ainsi que les représentants et experts ont droit par séance à un jeton de présence qui s'élève à 24,79 €. Le président ainsi que le secrétaire bénéficient d'un double jeton.

Art. 23. Le présent règlement entre en vigueur pour la rentrée 2009/2010.

Le règlement grand-ducal du 23 décembre 1963 fixant le mode d'élection des délégués du personnel enseignant à la commission d'instruction est abrogé.

Art. 24. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 28 mai 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 28 mai 2009 ayant pour objet de déterminer

- 1) les modalités d'élection des représentants des parents d'élèves à l'école et à la commission scolaire communale;**
- 2) les modalités d'élection des représentants du personnel des écoles à la commission scolaire communale;**
- 3) l'organisation et le fonctionnement de la commission scolaire communale.**

Republication du texte paru au Mém. A-132 du 12.6.2009, p. 1876

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu l'article 2(1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Chapitre I. Modalités d'élection des représentants des parents d'élèves
à l'école et à la commission scolaire communale**

Art. 1^{er}. L'élection des représentants des parents des élèves à l'école a lieu tous les deux ans au mois d'octobre, à une date à fixer par le président du comité d'école, ou à défaut, par le responsable d'école.

Art. 2. Trois semaines avant la date prévue pour l'élection, le collège des bourgmestre et échevins arrête la liste des électeurs qui comprend les parents d'élèves figurant à ce moment sur les relevés des élèves établis par les titulaires de classe de l'école.

À la même date, le président du comité d'école ou, à défaut, le responsable d'école, procède à un appel de candidatures pour l'élection des représentants des parents d'élèves à l'école. Peuvent être candidats les parents des élèves scolarisés à ce moment dans cette école.

Les candidatures, qui doivent être présentées par écrit, sont reçues par le président du comité d'école ou, à défaut, par le responsable d'école, jusqu'au plus tard trois jours avant la date des élections.

Art. 3. Le président du comité d'école ou, à défaut, le responsable d'école convoque par tous les moyens appropriés et, le cas échéant, avec l'appui logistique de l'administration communale, les parents d'élèves en assemblée dans des localités à mettre à disposition par la commune.

L'assemblée des parents décide par vote à main levée, à la majorité relative des parents présents, du nombre de ses représentants, sans que celui-ci ne puisse être inférieur à deux ainsi que du mode d'élection de ses représentants. Cette élection peut se faire soit par acclamation, soit par scrutin secret par dépôt d'un bulletin de vote dans une urne.

Si l'assemblée des parents décide de procéder à une élection à scrutin secret par dépôt d'un bulletin de vote dans une urne, le président du comité d'école, ou à défaut, le responsable d'école, secondé par l'administration communale, le cas échéant, prend les mesures nécessaires au bon déroulement du vote qui peut avoir lieu, le cas échéant, séance tenante. Au cas où l'élection des représentants des parents d'élèves se fait par un vote, chaque électeur dispose d'autant de voix qu'il y a de candidats à élire et peut donner au plus une voix par candidat. Les candidats sont élus à la majorité relative des voix dans l'ordre des suffrages obtenus. En cas d'égalité des suffrages, l'élection est acquise au candidat le plus âgé.

Dans tous les cas un procès-verbal au sujet des opérations électorales est dressé par le président du comité d'école ou, à défaut, par le responsable d'école.

Le mandat des représentants des parents d'élèves à l'école porte sur une durée renouvelable de deux ans.

En cas de vacance d'un poste de représentant de parents d'élèves à l'école, il est pourvu à son remplacement dans le délai de 2 mois suivant les règles tracées ci-dessus.

Art. 4. Au cours de la première quinzaine du mois de novembre qui suit les élections, les représentants des parents des élèves de la ou des écoles de la commune sont convoqués par le président de la commission scolaire ou son délégué pour élire leurs représentants à la commission scolaire. Le nombre des représentants est fixé par le conseil communal.

Art. 5. Le mandat des représentants des parents d'élèves à la commission scolaire porte sur une durée renouvelable de deux ans. Il cesse plus tôt lorsque le représentant des parents d'élèves n'a plus d'enfant scolarisé dans l'école communale au moment de la rentrée scolaire.

En cas de vacance d'un poste de représentant de parents d'élèves à la commission scolaire, il est pourvu au remplacement dans le délai de 2 mois suivant les règles tracées à l'article 4.

Art. 6. En cas de litige survenant dans le cadre de l'élection des parents d'élèves à l'école ou à la commission scolaire, le bourgmestre tranche.

Chapitre II. Modalités d'élection des représentants du personnel des écoles à la commission scolaire communale

Art. 7. L'élection des représentants du personnel des écoles à la commission scolaire communale a lieu en assemblée, tous les 5 ans au mois de novembre de l'année où ont eu lieu les élections pour le ou les comités d'école, à une date à fixer par le collège des bourgmestre et échevins. Le nombre des représentants est fixé par le conseil communal conformément à l'article 51 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Art. 8. Le collège des bourgmestre et échevins arrête la liste des électeurs qui comprend le personnel de l'école, tel que défini à l'article 2 point 13 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Art. 9. Dans la 1^{ère} moitié du mois d'octobre qui précède les élections, le bourgmestre fait un appel aux candidatures pour les représentants du personnel des écoles parmi les membres du ou des comités d'école et, le cas échéant, du comité de cogestion. Il est fait mention du nombre de personnes à élire tel qu'il a été fixé par le conseil communal. Le bourgmestre désigne également le président du bureau électoral qui peut s'adjoindre un secrétaire ainsi qu'un ou plusieurs scrutateurs.

Art. 10. Pour être recevables, les déclarations de candidature doivent être adressées par écrit au président du bureau électoral jusqu'au plus tard trois jours avant la date des élections. La liste des candidats est publiée aussitôt passé le délai pour la présentation des candidatures.

S'il y a moins de candidats que de représentants prévus, ils sont proclamés élus sans autres formalités.

Si aucune candidature n'est présentée dans le délai requis, le collège des bourgmestre et échevins ajourne l'élection à une date ultérieure et ouvre un nouveau délai pour la déclaration des candidatures.

Art. 11. Au moins cinq jours avant les élections, le bourgmestre convoque le corps électoral.

Art. 12. Au jour de l'élection, le scrutin se fait par les membres du corps électoral présents et par bulletins pliés en quatre et comportant à l'extérieur le sceau de la commune qui sont réunis par le président du bureau lequel donne ensuite lecture des suffrages qu'il porte.

Il est dressé une liste des membres votants ainsi qu'un procès-verbal des opérations électorales par le président du bureau électoral.

Sont nuls les bulletins non conformes au présent règlement.

Art. 13. Chaque électeur dispose d'autant de voix qu'il y a de candidats à élire et peut donner au plus une voix par candidat. Le vote a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, c'est le candidat qui compte le plus d'années de service dans la commune qui l'emporte. Lorsque le nombre d'années de service est le même, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Art. 14. Le résultat du vote est immédiatement proclamé par le président du bureau et est transmis au collège échevinal. Copie en est adressée à l'inspecteur.

Art. 15. En cas de litige survenant dans le cadre de l'élection des représentants du personnel des écoles à la commission scolaire, le bourgmestre tranche.

Chapitre III. Fonctionnement de la commission scolaire

Art. 16. La commission scolaire se réunit sur convocation du président et chaque fois qu'un tiers des membres de la commission le demandent.

Il y a au moins une réunion par trimestre. Une réunion est consacrée à l'organisation scolaire.

Art. 17. La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est communiquée au moins huit jours avant la séance aux membres. Le président arrête l'ordre du jour qui comprend obligatoirement tout point dont la mise à l'ordre du jour est demandée par écrit par au moins un tiers des membres.

Art. 18. La commission scolaire peut constituer des groupes de travail chargés de l'étude de problèmes particuliers. Chaque groupe de travail désigne parmi ses membres un président et un rapporteur. Les conclusions auxquelles aboutissent les groupes de travail sont soumises à la commission scolaire en réunion plénière.

Art. 19. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, celle du président l'emporte.

La commission scolaire se donne un règlement d'ordre intérieur.

Art. 20. Il est loisible au conseil communal d'attribuer aux membres et experts assistant aux séances de la commission scolaire un jeton de présence dont le montant est fixé par délibération du conseil communal.

Art. 21. Le règlement grand-ducal du 17 juin 1993 fixant le mode d'élection du délégué du personnel enseignant de la commune à la commission scolaire est abrogé.

Art. 22. Le présent règlement entre en vigueur à la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 23. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,*
Mady Delvaux-Stehres

Palais de Luxembourg, le 28 mai 2009.
Henri

4. L'ORGANISATION SCOLAIRE

Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission 3047

Règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale aux 2^e, 3^e et 4^e cycles de l'enseignement fondamental 3048

Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité 3049

Règlement grand-ducal du 13 mai 2009 portant

a) fixation du nombre et des délimitations des arrondissements d'inspection de l'enseignement fondamental;

b) fixation du nombre et des délimitations des bureaux régionaux de l'inspection de l'enseignement fondamental 3049

Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission.

Republication du texte paru au Mém. A-108 du 22.5.2009, p. 1601

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les conseils communaux et les comités des syndicats scolaires intercommunaux auxquels les communes membres du syndicat ont transféré la compétence de l'organisation scolaire, délibèrent sur l'organisation provisoire de l'enseignement fondamental avant le 1^{er} juillet de chaque année. La délibération sur l'organisation scolaire est transmise à l'inspecteur d'arrondissement pour avis et au ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, désigné par la suite par le terme «ministre», pour approbation.

L'organisation scolaire comprenant toutes les données nominatives et chiffrées est arrêtée pour le 1^{er} octobre suivant la rentrée des classes par le collège des bourgmestre et échevins ou par le bureau des syndicats scolaires intercommunaux. Ces données sont transmises à la commission scolaire, aux comités d'école, à l'inspecteur d'arrondissement et au ministre.

Art. 2. L'organisation scolaire établie par le conseil communal ou le comité du syndicat scolaire intercommunal renseigne obligatoirement sur les points suivants:

- 1) les écoles établies sur le territoire de la commune ainsi que les ressorts scolaires y rattachés;
- 2) les horaires hebdomadaires et journaliers des classes;
- 3) la répartition des classes et le relevé des élèves;
- 4) les activités dans le cadre de l'horaire scolaire, y compris le soutien aux élèves en difficulté d'apprentissage, les mesures relatives au plan de réussite scolaire et, le cas échéant, les initiatives de projets scolaires et le détail de leurs retombées en matière de leçons d'enseignement;
- 5) l'organisation des cours d'éducation morale et sociale et des cours d'instruction religieuse et morale;
- 6) l'organisation des activités scolaires en dehors de l'horaire normal;
- 7) l'occupation des postes d'instituteurs et les autres membres du personnel des écoles, avec indication de leurs prestations;
- 8) l'organisation de la surveillance obligatoire des élèves pendant les récréations ainsi que pendant la période de surveillance précédant ou suivant les heures fixées pour le commencement et la fin des classes.

Art. 3. La transmission des données visées ci-dessus se fait par l'intermédiaire d'un système informatique mis à disposition par le ministre.

Art. 4. Le règlement grand-ducal du 29 avril 2002 concernant l'organisation scolaire à établir respectivement par les conseils communaux et par les comités des syndicats scolaires intercommunaux est abrogé.

Art. 5. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2009/2010.

Art. 6. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 14 mai 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale aux 2^e, 3^e et 4^e cycles de l'enseignement fondamental.

Republication du texte paru au Mém. A-98 du 14.5.2009, p. 1469

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire;

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'enseignement fondamental comprend un cours d'éducation morale et sociale et un cours d'instruction religieuse et morale aux 2^e, 3^e et 4^e cycles d'apprentissage.

À partir de son inscription au deuxième cycle de l'enseignement fondamental, tout élève sera inscrit, sur déclaration écrite de la personne investie de l'autorité parentale, soit au cours d'éducation morale et sociale soit au cours d'instruction religieuse et morale. Cette inscription est à renouveler pour chaque année scolaire avant le 15 mai. Le personnel enseignant tiendra à disposition de la personne investie de l'autorité parentale un formulaire afférent ainsi que des informations sur les deux cours.

Un changement d'option de cours pendant une année scolaire en cours n'est pas possible.

Art. 2. Ne peuvent en principe être créées des classes regroupant uniquement des élèves soit d'éducation morale et sociale soit d'instruction religieuse et morale, sauf s'il n'y a aucune demande pour l'un des deux cours.

Art. 3. Parmi les cours mentionnés à l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er}, c'est le cours pouvant se prévaloir du plus grand nombre d'élèves qui a lieu dans la salle de classe à disposition permanente de la classe.

Art. 4. Sous réserve d'une autorisation préalable du ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, les élèves de plusieurs classes au sein d'un cycle d'apprentissage peuvent être regroupés, afin de permettre de constituer un groupe d'élèves plus important soit pour le cours d'éducation morale et sociale, soit pour le cours d'instruction religieuse et morale.

Art. 5. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur pour la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 6. Le règlement grand-ducal du 3 août 1998 fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation des cours d'éducation morale et sociale à l'école primaire est abrogé.

Art. 7. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 27 avril 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité.

Republication du texte paru au Mém. A-108 du 22.5.2009, p. 1602

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les parents qui entendent faire scolariser leur enfant dans l'école d'une autre commune que celle de leur résidence adressent, avant le 1^{er} mai de l'année précédant la rentrée scolaire, une demande écrite et motivée au collège des bourgmestres et échevins de la commune où ils entendent faire scolariser leur enfant.

Art. 2. Le collège des bourgmestres et échevins communique sa décision aux parents avant le 15 mai.

En cas d'acceptation de la demande, les parents en informent la commune d'origine dans la huitaine, l'enfant est inscrit par l'administration communale concernée sur la liste des enfants scolarisés dans la commune pour l'année scolaire en question.

Art. 3. Le retour d'un élève dans l'école de sa commune de résidence se fait sur simple information par les parents de l'administration communale de résidence. L'enfant est inscrit d'office sur la liste des élèves pour l'année scolaire en question. L'administration communale en informe la commune où l'enfant était scolarisé durant l'année scolaire en cours.

Art. 4. La détermination des frais de scolarité par la commune d'accueil se base exclusivement sur les frais occasionnés par les fournitures en nature aux élèves.

Art. 5. Tout changement d'école intervenant au cours de l'année scolaire est notifié à l'inspecteur respectif par les titulaires de l'ancienne et de la nouvelle classe fréquentée par l'enfant. Chaque entrée et sortie d'enfant au cours de l'année est saisie dans le système de gestion des élèves par le titulaire des classes concernées.

Art. 6. Lors d'un changement d'école la transmission des données scolaires de l'enfant, et notamment son dossier d'évaluation, de l'école d'origine à l'école d'accueil se fait par l'intermédiaire des présidents du comité d'école.

Si l'enfant part sans indiquer la nouvelle école où il sera scolarisé, les documents visés ci-dessus sont gardés à l'école. Si l'enfant part pour une école à l'étranger, les documents sont remis aux parents à leur demande.

Art. 7. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2009/2010.

Art. 8. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 14 mai 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 13 mai 2009 portant

a) fixation du nombre et des délimitations des arrondissements d'inspection de l'enseignement fondamental;

b) fixation du nombre et des délimitations des bureaux régionaux de l'inspection de l'enseignement fondamental.

Republication du texte paru au Mém. A-108 du 22.5.2009, p. 1598

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et notamment ses articles 59, 61 et 66;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. (1) Le nombre d'arrondissements d'inspection de l'enseignement fondamental est fixé à vingt et un.

(2) Vingt arrondissements sont délimités par répartition de communes et sections de communes et ce de la manière suivante:

1^{er} arrondissement:

Ville de Luxembourg: Les écoles des secteurs de Beggen, Bonnevoie, Cents, Clausen, Dommeldange, Eich, Grund, Hamm, Mühlenbach, Neudorf, Pfaffenthal, Verlorenkost et Ville-Haute.

2^e arrondissement:

Ville de Luxembourg: Les écoles des secteurs de Belair, Cessange, Luxembourg-Gare, Gasperich, Hollerich, Kiem, Kirchberg, Limpertsberg, Merl, Rollingergrund, Val-Ste-Croix, Weimershof et Weimerskirch.

3^e arrondissement:

Les communes de Hesperange et de Kopstal.

Les écoles privées situées sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Le secrétariat du collège des inspecteurs.

4^e arrondissement:

Les communes de Bertrange, Mamer, Strassen, Steinsel et Walferdange.

5^e arrondissement:

Les communes de Bascharage, Clemency, Dippach, Garnich, Leudelange, Reckange et Steinfort.

6^e arrondissement:

La Ville de Differdange.

7^e arrondissement:

La Ville de Dudelange et la commune de Mondercange.

8^e arrondissement:

La Ville d'Esch-sur-Alzette.

9^e arrondissement:

La commune de Pétange et la Ville de Rumelange.

10^e arrondissement:

Les communes de Bettembourg, Frisange et Kayl.

11^e arrondissement:

Les communes de Sanem et de Schifflange.

12^e arrondissement:

Les communes de Bous, Burmerange, Dalheim, Mondorf, Roeser, Schengen, Stadtbredimus, Waldbredimus, Weiler-la-Tour et Wellenstein. La Ville de Remich.

13^e arrondissement:

Les communes de Contern, Flaxweiler, Lenningen, Niederanven, Sandweiler, Schuttrange et Wormeldange. La Ville de Grevenmacher.

14^e arrondissement:

Les communes de Bech, Betzdorf, Biwer, Heffingen, Junglinster, Manternach, Mertert et Mompach.

15^e arrondissement:

Les communes de Beaufort, Berdorf, Consdorf, Ermsdorf, Medernach, Reisdorf, Rosport et Waldbillig. La Ville d'Echternach.

16^e arrondissement:

Les communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Erpeldange, Feulen et Schieren. Les Villes de Diekirch et d'Ettelbruck.

17^e arrondissement:

Les communes de Bissen, Boevange, Fischbach, Larochette, Lintgen, Lorentzweiler, Mersch, Nommern, Saeul et Vichten.

18^e arrondissement:

Les communes de Beckerich, Ell, Hobscheid, Kehlen, Koerich, Préizerdaul, Redange, Septfontaines, Tuntange, Useldange et Wahl.

19^e arrondissement:

Les communes de Bourscheid, Clervaux, Consthum, Heinerscheid, Hoscheid, Hosingen, Munshausen, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Weiswampach et Winrange. La Ville de Vianden.

20^e arrondissement:

Les communes de Boulaide, Esch-sur-Sûre, Eschweiler, Goesdorf, Grosbous, Heiderscheid, Kiischpelt, Lac de la Haute-Sûre, Mertzig, Neunhausen, Rambrouch et Winseler. La Ville de Wiltz.

Le vingt et unième arrondissement comprend l'inspection des écoles européennes et l'inspection des écoles à régime linguistique spécial.

Art. 2. (1) Le nombre de bureaux régionaux de l'inspection est fixé à 6.

(2) Les bureaux régionaux sont délimités par les arrondissements et ce de la manière suivante:

Bureau régional Centre:

Les arrondissements 1, 2, 3, 4, 5 et 21.

Bureau régional Sud-Ouest:

Les arrondissements 6, 8, 9 et 11.

Bureau régional Sud-Est:

Les arrondissements 7, 10 et 12.

Bureau régional Est:

Les arrondissements 13, 14 et 15.

Bureau régional Centre-Ouest:

Les arrondissements 16, 17 et 18.

Bureau régional Nord:

Les arrondissements 19 et 20.

Art. 3. Le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 portant a) fixation du nombre et des délimitations des arrondissements d'inspection de l'enseignement primaire b) fixation du nombre et des délimitations des bureaux régionaux de l'inspection de l'enseignement primaire est abrogé.

Art. 4. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui entrera en vigueur le 15 septembre 2009.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,*
Mady Delvaux-Stehres

Palais de Luxembourg, le 13 mai 2009.
Henri

5. LA TÂCHE DU PERSONNEL DES ÉCOLES

Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental	3052
Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant le détail de la tâche des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental	3056
Règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 fixant les détails de la tâche des éducateurs et des éducateurs gradués de l'enseignement fondamental	3057
Règlement grand-ducal du 1 ^{er} juillet 2009 fixant les conditions et modalités selon lesquelles les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement peuvent accéder aux grades de substitution prévus à l'article 22, section VII, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État	3060

Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental.

Republication du texte paru au Mém. A-61 du 27.3.2009, p. 816

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et notamment son article 4;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'enseignement direct et l'appui pédagogique comprennent la conduite des leçons ou de l'appui pédagogique, la préparation des leçons, respectivement des heures d'appui, la correction des devoirs, la documentation et l'évaluation des progrès des élèves, la surveillance des élèves telle que définie par l'organisation scolaire arrêtée par le conseil communal, ainsi que la participation aux réunions de service.

Art. 2. Si les conditions locales le permettent et en accord avec le comité d'école et l'inspecteur, des leçons d'enseignement direct peuvent être remplacées par des heures d'appui pédagogique; des heures d'appui pédagogique peuvent être remplacées par des leçons d'enseignement direct.

Art. 3. La durée d'une leçon est fixée à 55 minutes. Pour des raisons d'organisation cette durée peut être réduite à 50 minutes sans que toutefois le nombre des leçons d'enseignement à durée réduite ne dépasse les 2/5 de la somme des leçons d'enseignement et des heures d'appui pédagogique.

Art. 4. Les heures de travail à assurer dans l'intérêt des élèves et de l'école sont constituées de:

- 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multi-professionnelles et les collaborateurs de la maison-relais;
- 40 heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves. Les réunions et les entretiens avec les parents d'élèves sont à fixer à des horaires qui tiennent compte des contraintes des parents exerçant une activité professionnelle;
- 18 heures de travaux administratifs;
- l'équivalent de 8 heures de formation continue.

Art. 5. L'année scolaire est divisée en trois périodes de référence correspondant chacune à un trimestre. La moitié des heures d'appui pédagogique, des heures de concertation et des heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves peuvent être réparties de manière inégale sur les trois périodes de référence selon les besoins des élèves. Les heures excédant la durée prévue et les heures inférieures à la durée prévue de la 1^{re} et 2^e période peuvent être reportées à la période suivante.

Art. 6. Les heures de formation continue peuvent être réparties de manière inégale sur une période de trois années sous réserve que le total des heures de formation continue n'est pas inférieur à 24.

Art. 7. À la fin de chaque trimestre, l'instituteur remet le relevé sur les heures d'appui pédagogique et de travail dans l'intérêt des élèves et de l'école prestées au cours de la période de référence écoulée au président qui transmet l'ensemble des relevés des instituteurs de l'école à l'inspecteur.

Art. 8. La préparation des leçons d'enseignement et des heures d'appui pédagogique, la correction des devoirs, la documentation et l'évaluation des progrès des élèves, la concertation au sein de l'équipe pédagogique, la disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves, les travaux administratifs, la formation continue ainsi que les activités connexes déterminées à l'article 14 peuvent également être réparties sur les périodes pendant lesquelles les classes chôment.

Art. 9. La tâche de l'instituteur des deuxième, troisième et quatrième cycles bénéficiant d'une demi-tâche ou d'un congé pour travail à mi-temps comprend 11 leçons d'enseignement direct et 27 heures d'appui pédagogique.

La tâche de l'instituteur du premier cycle bénéficiant d'une demi-tâche ou d'un congé pour travail à mi-temps comprend 12 leçons d'enseignement direct et 27 heures d'appui pédagogique.

La tâche de l'instituteur des deuxième, troisième et quatrième cycles assurant un service à temps partiel, correspondant à 75% d'une tâche complète, comprend 17 leçons d'enseignement direct et 40 heures d'appui pédagogique.

La tâche de l'instituteur du premier cycle assurant un service à temps partiel, correspondant à 75% d'une tâche complète, comprend 18 leçons d'enseignement direct et 40 heures d'appui pédagogique.

Pour tous, le nombre d'heures de concertation et de formation continue est le même que celui des instituteurs assurant un service à temps complet.

Le nombre d'heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves et le nombre d'heures de travaux administratifs peut être fixé en concertation avec le ou les instituteurs assurant le service à temps partiel complémentaire à une tâche complète de manière que les totaux des heures de travail correspondent à ceux prévus pour une tâche normale.

Art. 10. Les instituteurs de l'enseignement fondamental bénéficient des décharges pour années d'âge suivantes:

- après 45 années d'âge: 1 leçon d'enseignement
- après 50 années d'âge: 2 leçons d'enseignement
- après 55 années d'âge: 4 leçons d'enseignement.

La décharge est due à partir du premier du mois qui suit celui où le titulaire aura atteint l'âge de 45, 50 ou 55 ans. Si elle est attribuée en cours d'année scolaire elle est créditée sous forme de leçon supplémentaire d'après les modalités définies à l'article 17 jusqu'à la fin de l'année scolaire et prise en compte dans l'organisation scolaire de l'année subséquente.

Art. 11. Lorsqu'un instituteur bénéficie d'un congé pour travail à mi-temps, la moitié de la décharge pour années d'âge est mise en compte.

Lorsqu'un instituteur assure un service à temps partiel correspondant à 25% d'une tâche complète, la décharge n'est pas accordée.

Lorsqu'un instituteur assure un service à temps partiel correspondant à 50% ou 75% d'une tâche complète, la décharge est réduite respectivement à 50% ou à 75% des leçons hebdomadaires à mettre en compte.

Art. 12. La tâche de l'instituteur de l'enseignement fondamental peut également comprendre des activités connexes à autoriser par le ministre pour la durée renouvelable d'une année scolaire consistant en:

- a) des activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'école non comprises dans les activités définies à l'article 4;
- b) des activités dans l'intérêt de l'enseignement en général.

Art. 13. Les activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'école non comprises dans les activités définies à l'article 4 peuvent comprendre:

- la coordination du cycle;
- la participation au comité d'école ou au comité de gestion;
- la présidence du comité d'école;
- le secrétariat de la Commission d'inclusion scolaire;
- la gestion et l'animation de la bibliothèque scolaire et de la médiathèque;
- la gestion du parc informatique;
- la prestation d'activités périscolaires dans le domaine du sport, de la musique et des arts;
- la délégation à la sécurité.

Art. 14. Les activités dans l'intérêt de l'enseignement en général peuvent comprendre:

- la participation à des commissions instituées par le ministre;
- la fonction d'instituteur-ressource;
- la participation à l'élaboration du plan d'études, à la définition des socles de compétences et à l'élaboration des programmes afférents;
- la réalisation d'activités culturelles;
- l'élaboration de matériel didactique;
- la participation à des travaux ou des projets de recherche ou d'innovation pédagogiques effectués par un service du ministère de l'Éducation nationale;
- la formation des stagiaires;

- la formation des enseignants dans l'institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées;
- le travail dans des organismes œuvrant pour l'éducation nationale en général;
- la collaboration à un projet européen;
- le détachement à une administration ou à un service de l'État, ainsi qu'à un service d'une commune sur la base d'une convention établie entre l'État et la commune respective.

Art. 15. Les activités connexes sont rémunérées soit par indemnités, soit moyennant décharge de la tâche d'enseignement. La somme des décharges qui peuvent être accordées à un enseignant ne peut pas dépasser la tâche normale. Les intitulés et les codes administratifs des différentes décharges sont établis au tableau annexé qui fait partie intégrante du présent règlement.

Art. 16. Pour chaque instituteur la tâche est constituée par l'organisation scolaire en fonction des besoins du service et conformément aux dispositions du présent règlement. Les heures de travail à assurer sont réparties de la manière la plus appropriée à leur objectif. La répartition est coordonnée par le coordinateur de cycle.

La répartition des heures d'appui pédagogique est coordonnée par le coordinateur de cycle de la manière appropriée à leur objectif.

Art. 17. Seul le surplus de travail assuré dans le cadre de la tâche d'enseignement et des activités connexes donne lieu à une rémunération particulière.

L'indemnité pour leçons supplémentaires d'enseignement direct se base sur le nombre de leçons supplémentaires effectivement prestées à raison de:

- 6,52 € N.I. 100 par leçon pendant les 12 premières années de service et de
- 8,92 € N.I. 100 par leçon après 12 années de service.

Chaque heure prestée dans le cadre de l'appui ou des activités connexes est rémunérée à raison de 4,75 € N.I. 100.

Dispositions transitoires

Art. 18. La tâche de l'instituteur d'enseignement spécial en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement grand-ducal est constituée de 21 leçons d'enseignement direct par semaine, de 54 heures d'appui pédagogique par année ainsi que de 126 heures de travail annuelles à assurer dans l'intérêt des élèves et de l'école.

Art. 19. L'instituteur qui au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement grand-ducal bénéficie de deux leçons de décharge pour années d'âge bénéficie d'une troisième leçon de décharge pour années d'âge jusqu'au moment où il atteint 55 années d'âge.

Art. 20. Les dispositions du présent règlement grand-ducal sont applicables à partir de la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 21. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 23 mars 2009.
Henri

Annexe

Intitulé de la décharge	Mode de calcul	Code
coordination du cycle	1 leçon hebdomadaire si moins de 90 élèves sont inscrits au cycle; 2 leçons hebdomadaires si ce nombre est dépassé.	CYCLE
participation au comité d'école ou au comité de cogestion	le nombre total de leçons hebdomadaires de décharges attribuées pour la participation au comité d'école ou au comité de cogestion équivaut au tiers du nombre des membres du personnel de l'école assurant au moins une demi-tâche. Après déduction de la décharge du président, le restant des décharges est réparti parmi les membres du comité.	COMIT
présidence du comité d'école	le nombre total de leçons hebdomadaires de décharges attribuées pour la participation au comité d'école ou au comité de cogestion est diminué du nombre de décharges accordées aux membres du comité	PRESI
secrétariat de la Commission d'inclusion scolaire	le nombre de leçons hebdomadaires de décharges est déterminé par le ministre sur demande de la Commission d'inclusion scolaire	CISSC
gestion et animation de la bibliothèque et de la médiathèque	1 leçon hebdomadaire de décharge est attribuée par tranche de 50 élèves	BIBLI
gestion du parc informatique	1 leçon hebdomadaire de décharge est attribuée par tranche de 50 postes de travail	INFOR
délégation à la sécurité	le nombre de leçons hebdomadaires de décharges est déterminé par le ministre sur demande dans le cadre de la loi du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles	SECUR
collaboration aux travaux du Collège des inspecteurs	2 leçons hebdomadaires de décharges sont attribuées aux inspecteurs membres du Collège et à des représentants du ministre	INSPE
activités dans le cadre de la LASEP, MUSEP, Art à l'École	0,8 leçon hebdomadaire de décharge est attribuée par heure d'activité	LASEP MUSEP ARTEC

Décharges accordées sur demande et Code

la participation à des commissions instituées par le ministre	COMED
la fonction d'instituteur-ressource	RESSO
la participation à l'élaboration du plan d'études, à la définition des socles de compétences et à l'élaboration des programmes afférents	SCRIP
la réalisation d'activités culturelles	CULTUR
l'élaboration de matériel didactique	SCRIP
la participation à des travaux ou des projets de recherche ou d'innovation pédagogique effectués par un service du ministère de l'Éducation nationale	SCRIP
la formation des stagiaires	STAGE
la formation des enseignants dans l'institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées	FORMA
le travail dans des organismes œuvrant pour l'éducation nationale en général	MINED
la collaboration à un projet européen	EURO
le détachement partiel à une administration ou à un service de l'Etat	MIN
le détachement à un service d'une commune	COMMU
décharge accordée pour assurer une tâche d'enseignement au centre de logopédie	ALOGO
décharge accordée pour assurer une tâche d'enseignement dans un centre de l'éducation différenciée	EDIFF

Décharges accordées en raison des dispositions légales en vigueur et Code

décharge accordée aux femmes allaitantes	ALLAI
décharge accordée pour ancienneté	ANCIE
décharge accordée pour activités politiques et/ou syndicales	APOLS
décharge accordée aux personnes déléguées à l'égalité entre femmes et hommes	EGALI
décharge accordée pour raisons de santé	SANTE

Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant le détail de la tâche des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental.

Republication du texte paru au Mém. A-61 du 27.3.2009, p. 819

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et notamment son article 15;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'enseignement direct comprend la conduite des leçons, la préparation des leçons, la correction des devoirs, la documentation et l'évaluation des progrès des élèves ainsi que la participation aux réunions de service.

Le cas échéant, et sur avis favorable de l'inspecteur, une ou plusieurs leçons d'enseignement direct peuvent être remplacées par des heures d'appui. De même, suivant les besoins de service et sur avis favorable de l'inspecteur, des heures d'appui peuvent être prestées comme leçons supplémentaires.

Art. 2. Pour les membres de la réserve de suppléants assumant une tâche partielle, la tâche hebdomadaire d'enseignement direct correspond au nombre de leçons fixées dans leur contrat d'engagement à la réserve pour l'année scolaire afférente.

Art. 3. La tâche de surveillance comprend notamment:

- la surveillance des élèves pendant la récréation ainsi qu'avant et après les heures de classe telle que définie par l'organisation scolaire arrêtée par le conseil communal;
- la surveillance pendant d'autres occupations organisées dans le cadre des activités scolaires.

Art. 4. La tâche d'orientation et de concertation comprend notamment:

- des heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves, à raison d'une demi-heure hebdomadaire au minimum;
- la concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multiprofessionnelles et les collaborateurs de la maison relais.

La concertation visée à l'alinéa ci-dessus est rémunérée, sur avis favorable de l'inspecteur, comme leçon d'enseignement supplémentaire, deux heures de concertation correspondant à une leçon supplémentaire.

Art. 5. La tâche administrative comprend les travaux administratifs relevant, en principe, du titulaire de la classe dans laquelle le remplacement est effectué.

Art. 6. Les membres de la réserve de suppléants, sauf ceux qui suivent la formation menant au certificat de formation de la réserve de suppléants, sont tenus de suivre annuellement 8 heures de formation continue. Ces heures de formation continue peuvent être réparties de manière inégale sur une période de trois années sous réserve que le total des heures de formation continue n'est pas inférieur à 24.

Le relevé des formations suivies est transmis annuellement, à la fin du 3^e trimestre de l'année scolaire en cours, au ministère de l'Éducation nationale.

Art. 7. La préparation des leçons d'enseignement et des heures d'appui pédagogique, la correction des devoirs, la documentation et l'évaluation des progrès des élèves, la concertation au sein de l'équipe pédagogique, la disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves, les travaux administratifs, la formation continue peuvent être également répartis sur les périodes pendant lesquelles les classes chôment.

Art. 8. La tâche des membres de la réserve de suppléants peut également comprendre des activités connexes telles que définies au règlement grand-ducal fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental, à autoriser par le ministre sur avis favorable de l'inspecteur.

Art. 9. Pour chaque membre de la réserve de suppléants la tâche est constituée en fonction des besoins du service et conformément aux dispositions du présent règlement. Les heures de travail à assurer et, le cas échéant les heures d'appui pédagogique, sont réparties de la manière la plus appropriée à leur objectif, notamment les réunions et entretiens avec les parents d'élèves sont à fixer à des horaires qui tiennent compte des contraintes des parents exerçant une activité professionnelle. La répartition est coordonnée par le coordinateur de cycle.

Art. 10. Les indemnités dues aux chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, pour la prestation de leçons supplémentaires sont fixées par règlement du Gouvernement en conseil.

Art. 11. Le présent règlement est applicable à partir de la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 12. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 23 mars 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 fixant les détails de la tâche des éducateurs et des éducateurs gradués de l'enseignement fondamental.

Republication du texte paru au Mém. A-163 du 13.7.2009, p. 2395

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre 1: La tâche de l'éducateur intervenant comme 2^e personne dans les classes de l'éducation précoce

Art. 1^{er}. La tâche de l'éducateur intervenant comme 2^e personne dans une classe de l'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage de l'enseignement fondamental comprend:

- 26 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;
- 3 heures hebdomadaires de surveillance;
- 260 heures de travail annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école.

Art. 2. Les activités socio-éducatives auprès des élèves correspondent à l'horaire des classes de l'éducation précoce et consistent en:

- l'éducation des élèves à la vie en communauté;
- la mise en œuvre de mesures de prévention, notamment dans les domaines de la santé, de l'hygiène et des conflits;
- la collaboration à la mise en place des activités d'apprentissage et de jeu des élèves;
- la collaboration à la mise en place des activités de développement du langage;
- l'observation du développement de chaque élève.

Les activités socio-éducatives comprennent aussi la préparation des activités, la documentation des progrès des élèves, la surveillance des élèves entre les leçons ainsi que la participation aux réunions de service.

Art. 3. La surveillance hebdomadaire arrêtée par l'organisation scolaire et fixée dans un horaire à établir par le comité d'école en début d'année scolaire peut comprendre:

- la surveillance des élèves avant et après les cours;
- la surveillance des élèves à l'arrivée et au départ du transport scolaire;
- la surveillance des élèves pendant le transport scolaire;
- la surveillance des élèves à l'occasion de voyages ou d'excursions à caractère pédagogique.

Art. 4. Les 260 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école sont constituées de:

- 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multi-professionnelles et les collaborateurs de la maison-relais;
- 40 heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves. Les réunions et les entretiens avec les parents d'élèves sont à fixer à des horaires qui tiennent compte des contraintes des parents exerçant une activité professionnelle;
- 18 heures de travail administratif;
- l'équivalent de 40 heures de formation continue;
- 102 heures d'activités socio-éducatives dans l'intérêt des élèves et de l'école pouvant consister en
 - des activités périscolaires pour les élèves;
 - l'organisation d'activités périscolaires pendant les congés scolaires;
 - des heures de disponibilité pour les élèves;
 - l'accompagnement des élèves dans des séjours pédagogiques,
 à réaliser soit en période scolaire en dehors des heures de cours, soit en dehors de la période scolaire fixées suivant le règlement grand-ducal prévu à l'article 16 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Art. 5. La tâche de l'éducateur intervenant comme 2^e personne dans une classe d'éducation précoce bénéficiant d'une demi-tâche ou d'un congé pour travail à mi-temps comprend:

- 13 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;
- 1,5 heures hebdomadaires de surveillance telles que définies à l'article 3.;
- 130 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école telles que définies à l'article 4, sous réserve que 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multi-professionnelles et les collaborateurs de la maison-relais ainsi que l'équivalent de 40 heures de formation continue sont prestées.

Art. 6. La tâche de l'éducateur intervenant comme 2^e personne dans une classe d'éducation précoce assurant un service à temps partiel correspondant à 75% d'une tâche complète comprend:

- 20 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;
- 2 heures hebdomadaires de surveillance telles que définies à l'article 3;
- 186 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école telles que définies à l'article 4, sous réserve que 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multi-professionnelles et les collaborateurs de la maison-relais ainsi que l'équivalent de 40 heures de formation continue sont prestées.

Chapitre 2: La tâche de l'éducateur gradué intervenant dans l'enseignement fondamental

Art. 7. La tâche de l'éducateur gradué intervenant dans l'accompagnement éducatif des élèves de l'enseignement fondamental comprend:

- 28 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;
- 260 heures d'activités socio-éducatives annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école.

Art. 8. Les 28 heures d'activités socio-éducatives auprès des élèves peuvent consister en:

- la conception, l'organisation et la réalisation d'activités visant l'entraînement social individuel ou en petit groupe;
- la conception, l'organisation et la réalisation d'activités favorisant un climat scolaire propice au développement d'un sentiment de sécurité et de la motivation pour apprendre des élèves;
- la conception, l'organisation et la réalisation d'interventions en classe dans des domaines concernant la médiation, la motricité, l'hygiène, la sexualité, l'égalité des chances;
- la participation au suivi et à l'appui des élèves à besoins spécifiques;
- des travaux déterminés au plan de réussite scolaire.

Les activités socio-éducatives comprennent aussi la préparation et la documentation des activités, la surveillance des élèves entre les leçons ainsi que la participation aux réunions de service.

Art. 9. Les 260 heures d'activités annuelles à assurer dans l'intérêt des élèves et de l'école sont constituées de:

- 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multi-professionnelles et les collaborateurs de la maison-relais;
- 40 heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves. Les réunions et les entretiens avec les parents d'élèves sont à fixer à des horaires qui tiennent compte des contraintes des parents exerçant une activité professionnelle;
- 18 heures de travail administratif;
- l'équivalent de 40 heures de formation continue;
- 102 heures d'activités socio-éducatives dans l'intérêt des élèves et de l'école pouvant consister en:
 - des heures de disponibilité pour des élèves (soutien moral, attention ciblée, accompagnement);
 - des heures de prise en charge socio-éducative;
 - la participation à la mise en œuvre de l'encadrement périscolaire;
 - l'organisation et la réalisation de séjours pédagogiques;

à réaliser soit en période scolaire en dehors des heures de cours, soit en dehors de la période scolaire fixées suivant le règlement grand-ducal prévu à l'article 16 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Art. 10. La tâche de l'éducateur gradué bénéficiant d'une demi-tâche ou d'un congé pour travail à mi-temps est fixée comme suit:

- 14 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;
- 130 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école telles que définies à l'article 9 sous réserve que 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multi-professionnelles et les collaborateurs de la maison-relais ainsi que l'équivalent de 40 heures de formation continue sont prestées.

Art. 11. La tâche de l'éducateur gradué assurant un service à temps partiel correspondant à 75% d'une tâche complète est fixée comme suit:

- 21 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;
- 195 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école telles que définies à l'article 9 sous réserve que 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multi-professionnelles et les collaborateurs de la maison-relais ainsi que l'équivalent de 40 heures de formation continue sont prestées.

Chapitre 3: La tâche de l'éducateur intervenant dans le cadre d'un horaire scolaire visant la mise en place de la journée continue

Art. 12. La tâche de l'éducateur intervenant dans le cadre d'un horaire scolaire visant la mise en place de la journée continue comprend:

- 28 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;
- 5 heures hebdomadaires de surveillance;
- 260 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école.

Art. 13. Les heures d'activités socio-éducatives auprès des élèves comprennent:

- l'intervention en classe dans des domaines concernant entre autres la médiation, la motricité, l'hygiène, la sexualité, l'égalité des chances;
- l'appui à des élèves à besoins spécifiques;
- l'organisation d'activités dans le cadre des activités complémentaires inscrites à l'horaire de la journée continue;
- l'organisation d'activités de loisirs inscrites à l'horaire de la journée continue.

Les heures d'activités socio-éducatives auprès des élèves comprennent aussi la préparation des activités, la documentation de l'observation des élèves ainsi que la participation aux réunions de service.

Art. 14. La tâche de surveillance et la tâche d'activités socio-éducatives dans l'intérêt des élèves et de l'école comprend les mêmes éléments que les tâches décrites aux articles 3 et 4 ainsi que la surveillance pendant les repas pris à l'école.

Art. 15. La tâche de l'éducateur intervenant dans l'enseignement fondamental bénéficiant d'une demi-tâche ou d'un congé pour travail à mi-temps comprend:

- 14 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;
- 2,5 heures hebdomadaires de surveillance;
- 130 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école telles que définies à l'article 4, sous réserve que 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multi-professionnelles et les collaborateurs de la maison-relais ainsi que l'équivalent de 40 heures de formation continue sont prestées.

Art. 16. La tâche de l'éducateur intervenant dans l'enseignement fondamental assurant un service à temps partiel correspondant à 75% d'une tâche complète comprend:

- 21 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;
- 4 heures hebdomadaires de surveillance;
- 186 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école telles que définies à l'article 4, sous réserve que 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multi-professionnelles et les collaborateurs de la maison-relais ainsi que l'équivalent de 40 heures de formation continue sont prestées.

Chapitre 4: Dispositions communes

Art. 17. L'année scolaire est divisée en trois périodes de référence correspondant chacune à un trimestre. La moitié des heures d'activités socio-éducatives dans l'intérêt des élèves et de l'école, des heures de concertation et des heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves peuvent être réparties de manière inégale sur les trois périodes de référence selon les besoins des élèves. Les heures excédant la durée prévue et les heures inférieures à la durée prévue de la 1^{re} et 2^e période peuvent être reportées à la période suivante.

Art. 18. Les heures de formation continue peuvent être réparties de manière inégale sur une période de trois années sous réserve que le total des heures de formation continue n'est pas inférieur à 120.

Art. 19. Au début de chaque trimestre, l'éducateur ou l'éducatrice gradué remet le relevé sur les heures de travail dans l'intérêt des élèves et de l'école prestées au cours de la période de référence écoulée au président du comité d'école qui transmet l'ensemble des rapports des éducateurs et éducatrices gradués de l'école à l'inspecteur.

Art. 20. La préparation des activités, la concertation au sein de l'équipe pédagogique, la disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves, les travaux administratifs, la formation continue ainsi que les activités périscolaires peuvent être également réparties sur les périodes pendant lesquelles les classes chôment.

Art. 21. Pour tous les éducateurs et éducatrices gradués assurant un service à temps partiel, le nombre d'heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents des élèves, le nombre d'heures de travaux administratifs et le nombre d'heures d'activités socio-éducatives dans l'intérêt des élèves et de l'école peut être fixé en concertation avec le ou les éducateurs et éducatrices gradués assurant le service à temps partiel complémentaire à une tâche complète de manière que les totaux des heures de travail correspondent à ceux prévus pour une tâche normale.

Art. 22. La tâche d'un éducateur ou d'un éducateur gradué peut également comprendre des activités connexes telles que définies dans l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental, ainsi que des activités éducatives prestées auprès d'une maison-relais ou d'une commune et autorisées par le ministre sur la base d'une convention avec l'autorité de tutelle respective.

Les activités connexes sont rémunérées soit par indemnités fixées par règlement du Gouvernement en conseil, soit moyennant décharge de la tâche hebdomadaire d'activités socio-éducatives auprès des élèves.

La somme des décharges qui peuvent être accordées à un éducateur ou à un éducateur gradué ne peut pas dépasser la tâche normale.

Pour le mode de calcul des décharges accordées suivant l'annexe du règlement grand-ducal mentionné ci-dessus, il y a lieu de remplacer l'expression «leçon hebdomadaire» par «heure d'activité socio-éducative hebdomadaire auprès des élèves».

Art. 23. Pour chaque éducateur ou éducateur gradué la tâche est constituée par l'organisation scolaire en fonction des besoins du service et conformément aux dispositions du présent règlement. Les heures de travail à assurer sont réparties de la manière la plus appropriée à leur objectif. La répartition est coordonnée par le président d'école.

Art. 24. La tâche de leurs remplaçants correspond à celle des éducateurs et éducatrices gradués remplacés.

Art. 25. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur à la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 26. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 6 juillet 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 1^{er} juillet 2009 fixant les conditions et modalités selon lesquelles les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement peuvent accéder aux grades de substitution prévus à l'article 22, section VII, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

Republication du texte paru au Mém. A-161 du 8.7.2009, p. 2368

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 22, section VII, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

Vu la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

Vu la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

Vu la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

Vu la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

Vu la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e chance;

Vu la loi du 22 mai 2009 portant création d'un Institut national des langues;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Généralités

Art. 1^{er}. S'il remplit les conditions prévues par le présent règlement le fonctionnaire de la carrière supérieure de l'enseignement, désigné dans le présent règlement par enseignant, peut, sur sa demande, accéder au grade de substitution prévu pour sa carrière tel qu'il est défini à l'article 22, section VII, paragraphe a), de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, désignée ci-après par «loi de base».

Dans la suite du texte le terme de ministre désigne le membre du Gouvernement ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

Art. 2. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 22, section VII, paragraphe b), de la loi de base, le nombre maximum d'enseignants pouvant figurer aux grades de substitution est limité chaque fois à dix pour-cent de l'effectif total des carrières supérieures de l'enseignement du cadre du personnel des écoles de l'enseignement fondamental, des Instituts et services d'éducation différenciée et du Centre de logopédie, d'une part, et à dix pour-cent de l'effectif total des carrières supérieures de l'enseignement des lycées et lycées techniques, de l'Institut national des langues, de l'École de la 2^e chance et du Centre national de formation professionnelle continue, d'autre part.

La disposition de l'alinéa précédent ne s'applique pas aux enseignants de la carrière supérieure appelés à exercer une fonction dirigeante définie à l'article 22, section VIII, paragraphe b) de la loi de base.

Art. 3. Si, en application des dispositions des articles 8 à 10 du présent règlement, des enseignants détachés à un ministère ou à une administration dépendant d'un ministère autre que celui de l'Éducation nationale bénéficient d'un grade de substitution, le contingent afférent de 10% est augmenté en conséquence.

Conditions d'accès à un grade de substitution pour les enseignants de la carrière supérieure de l'enseignement fondamental, des Instituts et services d'éducation différenciée et du Centre de logopédie

Art. 4. L'enseignant faisant partie du cadre du personnel de l'enseignement fondamental, des Instituts et services de l'éducation différenciée ou du Centre de logopédie qui postule un grade de substitution doit, au moment de l'introduction de sa demande se prévaloir, abstraction faite de sa tâche normale, d'une collaboration régulière de cinq années au moins à l'une des activités suivantes:

- a. développement de programmes et de matériels didactiques;
- b. participation aux conseils d'orientation «fondamental - postprimaire»;
- c. accompagnement des nouveaux instituteurs pendant la période de nomination provisoire;
- d. accueil des étudiants en cours de formation accomplissant leurs stages d'observation en milieu scolaire.

D'autres activités peuvent être reconnues par la commission prévue à l'article 14 ci-après, sur proposition de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental.

Conditions d'accès à un grade de substitution pour les enseignants de la carrière supérieure des lycées et lycées techniques, de l'Institut national des langues, de l'École de la 2^e chance et du Centre national de formation professionnelle continue

Art. 5. L'enseignant faisant partie du cadre du personnel des lycées et lycées techniques, de l'Institut national des langues, de l'École de la 2^e chance ou du Centre national de formation professionnelle continue qui postule un grade de substitution doit au moment de l'introduction de sa demande se prévaloir, abstraction faite de sa tâche normale, d'une collaboration régulière de cinq années au moins à l'une des activités suivantes:

- a. activités d'une commission nationale de programme;
- b. participation aux conseils d'orientation «fondamental - postprimaire»;
- c. activités d'une commission d'examen de fin d'études ou de fin d'apprentissage;
- d. activités du stage pédagogique.

D'autres activités peuvent être reconnues par la commission prévue à l'article 15 ci-après, sur proposition du directeur de l'établissement compétent.

Art. 6. Tout postulant d'un grade de substitution doit avoir atteint le dernier échelon du grade correspondant à sa fonction.

Art. 7. Si le nombre de candidats qui remplissent les conditions prévues aux articles 4 et 5 du présent règlement est supérieur au nombre autorisé par les dispositions de la loi de base et du présent règlement, le grade de substitution est attribué aux candidats les plus âgés.

Cas spécifiques

Art. 8. Les inspecteurs de l'enseignement fondamental attachés à un département ministériel ainsi que l'inspecteur, membre du conseil d'inspection primaire des écoles européennes, peuvent accéder au grade de substitution de leur carrière en dehors des conditions prévues aux articles 4 et 6 du présent règlement.

Art. 9. Les instituteurs-attachés, les instituteurs chargés de mission au département de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ou à une administration dépendant de ce département ainsi que les instituteurs-présidents d'un comité d'école, déchargés d'une demi-tâche d'enseignement au moins, peuvent accéder au grade de substitution de leur carrière même s'ils ne remplissent pas les conditions prévues aux articles 4 et 6 du présent règlement.

Art. 10. Les professeurs-attachés, les professeurs chargés de mission au département de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ou à une administration dépendant de ce département, le professeur, membre du conseil d'inspection de l'enseignement secondaire des écoles européennes, ainsi que les professeurs et les instituteurs attachés à la direction d'un lycée ou lycée technique, déchargés d'une demi-tâche d'enseignement au moins, peuvent accéder au grade de substitution de leur carrière même s'ils ne remplissent pas les conditions prévues aux articles 5 et 6 du présent règlement.

Art. 11. Les enseignants titulaires d'un doctorat ainsi que les enseignants qui, avant leur entrée/admission dans l'enseignement, pouvaient se prévaloir d'une pratique professionnelle de trois années au moins rentrant dans la spécialité enseignée, peuvent accéder à un grade de substitution même s'ils ne remplissent pas les conditions prévues aux articles 4, 5 et 6 du présent règlement, à condition toutefois de collaborer à des travaux de recherche ou d'élaboration de programmes.

Art. 12. Le nombre total de fonctionnaires bénéficiant d'un grade de substitution en application des dispositions des articles 8 à 11 ci-avant ne peut dépasser un quart du contingent total réservé respectivement à l'enseignement fondamental, aux Instituts et services d'éducation différenciée et au Centre de logopédie, d'une part, et aux lycées et lycées techniques, à l'Institut national des langues, à l'École de la 2^e chance et au Centre national de formation professionnelle continue, d'autre part.

Art. 13. L'enseignant en service, bénéficiant d'un grade de substitution en application des dispositions des articles 8 à 11 du présent règlement, qui n'exerce plus la fonction ou qui ne collabore plus aux travaux qui lui ont valu ce bénéfice, est classé de nouveau dans le grade atteint avant la substitution. Ce classement prend effet le premier jour du mois qui suit la cessation de l'exercice de sa fonction.

Procédure

Art. 14. Les candidatures à un grade de substitution doivent être adressées par écrit et par voie hiérarchique au ministre dans les délais fixés chaque année par celui-ci.

Les demandes des candidats à un grade de substitution en application des dispositions des articles 4, 5 et 8 à 11 du présent règlement doivent être accompagnées d'un avis dûment motivé de leur supérieur hiérarchique. Copie de l'avis est transmise au fonctionnaire intéressé qui peut prendre position par écrit dans un délai de huit jours.

Art. 15. Il est institué auprès du ministre une commission de six membres dont la mission consiste à examiner si les candidats à un grade de substitution remplissent les conditions fixées par le présent règlement.

La commission est composée de trois représentants du ministre, d'un représentant du Collège des directeurs de l'enseignement secondaire, d'un représentant du Collège des directeurs de l'enseignement secondaire technique ainsi que de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental.

Les membres de la commission sont nommés par le ministre qui désigne le président. Un secrétaire administratif est adjoint à la commission.

La commission se réunit au moins deux fois par an, au courant des mois de mai et de novembre.

Art. 16. Les membres de la commission et le secrétaire sont tenus de garder le secret sur les délibérations et les informations qui leur ont été fournies dans l'accomplissement de leur mission.

Art. 17. Les demandes en obtention d'un grade de substitution introduites conformément aux dispositions du présent règlement, sont centralisées au secrétariat de la commission.

La commission recueille tous les renseignements et se fait communiquer tous les documents et éléments d'information qu'elle juge nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Art. 18. Sur base des pièces communiquées et, le cas échéant, des renseignements recueillis, la commission établit un avis sur l'admissibilité de chaque candidat à un grade de substitution.

Art. 19. Le président de la commission fait parvenir au candidat une copie de l'avis qui le concerne. Le candidat peut dans les quinze jours après réception de la notification de l'avis, faire parvenir à la commission ses observations au sujet de l'avis émis.

Art. 20. Les avis, accompagnés le cas échéant de la prise de position des candidats, sont transmis au ministre qui procède à la désignation des fonctionnaires pouvant accéder aux grades de substitution; cette désignation ne pourra en aucun cas avoir un effet rétroactif.

Mesures transitoires, abrogatoires et finales

Art. 21. Pour les candidats à un grade de substitution ayant accédé au grade E5 conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, les activités extraordinaires définies à l'article 4 du présent règlement, se situant avant le 15 septembre 2009, peuvent être mises en compte pour compléter le volume de cinq années de collaboration régulière y prévu.

Art. 22. (1) Le règlement grand-ducal du 30 avril 1987 fixant les conditions et modalités selon lesquelles les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement peuvent accéder aux grades de substitution prévus à l'article 22, section VII de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, est abrogé.

(2) L'admissibilité au grade de substitution, prononcée avant le 15 septembre 2009 à l'égard d'un candidat conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 30 avril 1987 cité au paragraphe qui précède, lui reste acquise.

Art. 23. Le présent règlement entre en vigueur le 15 septembre 2009.

Art. 24. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et Notre Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui est publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,*
Mady Delvaux-Stehres

Palais de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.
Henri

*Le Ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative,*
Claude Wiseler

6. LES ACCÈS AUX FONCTIONS

Règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental	3064
Règlement grand-ducal du 25 mars 2009 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur	3068
Règlement grand-ducal du 13 mai 2009 portant réglementation des modalités de recrutement des candidats-inspecteurs ainsi que des études, du stage et de l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental.	3072
Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant:	
1. les programmes ainsi que les modalités des épreuves des formations théorique et pratique sanctionnées par le certificat de formation des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants pour l'enseignement fondamental;	
2. les indemnités	
a. des formateurs intervenant dans le cadre de la formation sanctionnée par le certificat de formation;	
b. des membres du jury d'examen.	3076
Règlement grand-ducal du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.	3078

Règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental.

Republication du texte paru au Mém. A-44 du 16 mars 2009, p. 588

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et notamment ses articles 5, 6, 42 et 46;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre 1^{er}. Les critères d'admissibilité au concours

Art. 1^{er}. Sont admissibles aux épreuves du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur, à condition d'être habilités à enseigner dans les quatre cycles que comprend l'enseignement fondamental et d'avoir passé avec succès les épreuves préliminaires au concours définies à l'article 2 ci-dessous:

1. le détenteur d'un bachelors professionnel en sciences de l'éducation délivré par l'Université du Luxembourg;
2. le détenteur d'un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur, conforme aux dispositions des directives CE relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
3. le détenteur d'un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur, délivré par une institution située dans un pays qui n'est pas membre de l'Union Européenne et reconnu par le ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions.

Chapitre 2. Les épreuves préliminaires au concours

Art. 2. Les épreuves préliminaires, auxquelles les candidats doivent se présenter et réussir préalablement aux épreuves du concours, visent:

- à vérifier les connaissances dans les trois langues usuelles du pays: le luxembourgeois, le français et l'allemand;
- à vérifier les connaissances générales relatives à la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises.

Les épreuves préliminaires ne donnent pas lieu à un classement.

Art. 3. L'épreuve préliminaire portant sur les connaissances générales relatives à la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises est une épreuve écrite. En cas de réussite à celle-ci une attestation est délivrée aux candidats.

Art. 4. Les épreuves langagières visent à vérifier si les candidats ont acquis les compétences requises pour enseigner dans les domaines de développement et d'apprentissage de l'école fondamentale luxembourgeoise en employant les langues respectives. Elles comportent chaque fois une épreuve écrite et une épreuve orale. La vérification des compétences langagières tient compte des rôles respectifs joués par les trois langues dans l'enseignement fondamental.

Pour chaque épreuve de langue réussie, une attestation est délivrée aux candidats.

L'organisation des épreuves préliminaires

Art. 5. Au cours de chaque année scolaire, deux sessions peuvent être organisées dont les dates sont fixées par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, dénommé par la suite le ministre.

Art. 6. Il est institué un jury appelé à procéder aux opérations des épreuves préliminaires.

Le jury se compose de 15 membres effectifs et de 5 membres suppléants au moins, nommés par le ministre qui désigne le président et le secrétaire parmi les membres effectifs.

Le jury se réunit en séance préliminaire pour fixer le détail des opérations des épreuves et notamment les contenus, les questions et les critères d'évaluation des épreuves.

Les membres du jury sont tenus au secret des délibérations.

Les candidats sont renseignés au sujet des modalités et programmes des épreuves ainsi que sur les documents qui peuvent être utilisés lors des épreuves préliminaires.

Nul ne peut, en qualité de membre d'un jury, prendre part à l'examen d'un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus.

Art. 7. Les candidats détenteurs d'un des diplômes énumérés à l'article 1^{er} du présent règlement et les candidats qui sont inscrits dans la dernière ou l'avant-dernière année d'une formation menant à un de ces diplômes peuvent s'inscrire aux sessions respectives. Les dates des épreuves et les délais dans lesquels les demandes de participation doivent parvenir au ministre sont publiés par voie de presse ou tout autre moyen approprié.

Le déroulement des épreuves préliminaires

Art. 8. Toute épreuve écrite est évaluée par deux membres du jury au moins. Les épreuves orales ne peuvent avoir lieu qu'en présence de trois membres du jury au moins.

Chaque épreuve est cotée sur 20 points. Une note inférieure à 10 points est considérée comme note insuffisante.

Les candidats qui échouent dans l'épreuve portant sur les connaissances générales relatives à la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises doivent la refaire lors d'une session ultérieure. Les candidats qui échouent dans une des épreuves de langue, orale ou écrite, doivent refaire les épreuves orale et écrite de cette langue lors d'une session ultérieure.

Art. 9. Pendant les épreuves, toute communication entre les candidats et avec l'extérieur, de même que toute utilisation d'ouvrages ou de notes autres que ceux autorisés préalablement par le jury sont interdites.

Les candidats fautifs sont exclus du concours. Ils peuvent se présenter à nouveau lors d'une session ultérieure. Le nombre des participations aux épreuves préliminaires n'est pas limité.

Art. 10. En ce qui concerne les épreuves préliminaires, les dispenses suivantes peuvent être accordées par le ministre:

- a) le candidat inscrit à l'Université du Luxembourg peut être dispensé des épreuves d'allemand et de français, s'il a accompli avec succès des épreuves de langues réglant l'accès des étudiants à l'Université;
- b) le candidat pouvant attester, dans la langue allemande respectivement dans la langue française, en oral et en écrit, d'un niveau C1 du Cadre européen commun de référence pour les langues, certifié par un institut agréé ou reconnu par le ministre, peut être dispensé des épreuves dans la langue respective;
- c) le candidat pouvant attester la fréquentation, pendant au moins dix années scolaires, d'écoles qui dispensent l'enseignement de la langue luxembourgeoise conformément à la législation concernant l'organisation de l'enseignement fondamental et de l'enseignement postprimaire peut être dispensé des épreuves de luxembourgeois;
- d) le candidat ayant commencé ou terminé la dernière année d'études supérieures menant à un des diplômes énumérés à l'article premier dans un pays ou dans une région francophone ou germanophone peut être dispensé des épreuves respectivement de français ou d'allemand;
- e) le candidat ayant au cours de ses études supérieures suivi avec succès un cours consacré à la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises peut être dispensé de l'épreuve portant sur ces matières.

Chapitre 3. Les épreuves du concours

Art. 11. Les épreuves du concours comportent:

- 1) une épreuve écrite portant sur la culture luxembourgeoise. Cette épreuve, à documents ouverts, est rédigée dans une des trois langues usuelles du pays au choix du candidat.
- 2) une épreuve écrite sur la pédagogie et la didactique des domaines de développement et d'apprentissage de l'enseignement fondamental. Les candidats peuvent choisir entre deux sujets proposés, l'un concernant le premier cycle, l'autre les deuxième, troisième ou quatrième cycles de l'enseignement fondamental.
Cette épreuve, à documents ouverts, est rédigée dans une des trois langues usuelles du pays au choix du candidat.
- 3) une épreuve écrite d'une planification d'activités d'apprentissage se rapportant à un des domaines de développement et d'apprentissage de l'enseignement fondamental. Les candidats peuvent choisir entre deux sujets proposés, l'un concernant le premier cycle, l'autre les deuxième, troisième ou quatrième cycles de l'enseignement fondamental.

Cette épreuve est rédigée dans la langue d'enseignement de la branche respective, sauf pour les développements théoriques de la planification d'activités d'apprentissage que les candidats peuvent rédiger dans une des trois langues usuelles du pays au choix.

L'organisation du concours

Art. 12. Il y a chaque année une session du concours.

Le ministre fixe la date du concours ainsi que le délai dans lequel les demandes d'admission au concours, appuyées des pièces et documents requis, doivent lui parvenir. La date et les délais sont publiés par voie de presse ou tout autre moyen approprié.

Les candidats briguant un diplôme d'instituteur les habilitant à enseigner dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental ainsi que ceux disposant de cette qualification informent le ministre dans leur demande d'admission au concours s'ils préfèrent occuper un poste d'instituteur au premier cycle ou bien aux deuxième, troisième ou quatrième cycles de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire subséquente au concours. Le classement, établi à l'issue du concours en vue de déterminer les candidats qui accèdent à la fonction d'instituteur, tient compte des préférences exprimées, dans la limite des postes disponibles pour le premier, respectivement les deuxième, troisième ou quatrième cycles.

Art. 13. L'admission au concours est prononcée par le ministre.

Les candidats qui ont commencé le dernier semestre de leurs études visées à l'article premier du présent règlement et qui sont détenteurs de l'attestation de réussite aux épreuves de langues ainsi qu'à celle portant sur la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises ou qui en sont dispensés, peuvent se présenter à la session de l'année scolaire en cours.

Pour l'établissement du classement, le jury ne considère que les candidats ayant remis leur diplôme d'instituteur, tel que mentionné à l'article premier du présent règlement ou, à défaut, une attestation de réussite de leur formation, au président du jury à une date fixée par le ministre, faute de quoi les candidats doivent se présenter à une nouvelle session du concours.

Art. 14. Il est institué un jury appelé à procéder aux opérations du concours.

Le jury est composé de 15 membres effectifs au moins et de 3 membres suppléants, nommés par le ministre qui désigne le président et le secrétaire parmi les membres effectifs.

Nul ne peut, en qualité de membre d'un jury, prendre part à l'examen d'un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus.

Les membres du jury sont tenus au secret des délibérations.

Le jury se réunit en séance préliminaire pour fixer le détail des opérations du concours et notamment les contenus, les questions et les critères d'évaluation des épreuves.

Les candidats sont informés des modalités et programmes des épreuves ainsi que sur les documents qui peuvent être utilisés lors des épreuves du concours.

Le déroulement du concours

Art. 15. Chaque épreuve est évaluée par deux membres du jury au moins et est cotée sur 20 points. Une note inférieure à 10 points est considérée comme note insuffisante.

Art. 16. Les candidats ayant eu une note inférieure à 7 points dans l'une des épreuves sont éliminés. Les candidats peuvent compenser une seule note insuffisante qui n'est pas inférieure à 7 points, si la moyenne générale des notes obtenues dans les trois épreuves est égale ou supérieure à 12 points.

Art. 17. Pendant les épreuves, toute communication entre les candidats et avec l'extérieur, de même que toute utilisation d'ouvrages ou de notes autres que ceux qui ont été autorisés préalablement par le jury sont interdites.

Les candidats fautifs sont exclus du concours. Ils peuvent se présenter à nouveau lors d'une session ultérieure. Le nombre des participations aux épreuves du concours n'est pas limité.

Chapitre 4. Le classement des candidats au concours

Art. 18. À l'issue du concours il est établi, par ordre de mérite, un classement unique pour tous les candidats. Ne peuvent être classés que les candidats qui ont obtenu des notes suffisantes dans les épreuves du concours ainsi que les candidats qui ont bénéficié des dispositions de l'article 16 du présent règlement.

Les candidats disposant de la qualification requise pour enseigner dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental conformément à la législation en vigueur et classés en rang utile à l'issue du concours peuvent accéder à la fonction d'instituteur au début de l'année scolaire subséquente, dans la limite de tous les postes disponibles et prioritairement selon la préférence, communiquée au ministre conformément à l'article 12.

Les candidats, mentionnés à l'article 21 ci-dessous, ne peuvent accéder qu'à un poste d'instituteur soit du premier cycle, soit des deuxième, troisième ou quatrième cycles de l'enseignement fondamental. Leur classement en rang utile à l'issue du concours ne vaut que pour l'accès aux postes d'instituteur auxquels correspond leur qualification.

En cas d'égalité des points totalisés par plusieurs candidats, ceux-ci sont départagés d'après les notes obtenues aux épreuves prises individuellement, ceci dans l'ordre inverse de leur énumération à l'article 11. En cas de nouvelle égalité, la priorité revient au candidat le plus âgé.

Le classement en rang utile des candidats vaut pour l'accès à la fonction l'année scolaire subséquente au concours.

Art. 19. Le président du jury communique à chaque candidat qui a pris part aux épreuves les résultats obtenus. Il est loisible à tout candidat de vérifier dans les bureaux du Ministère de l'Éducation nationale l'exactitude matérielle des calculs qui ont déterminé la décision prise à son égard.

Art. 20. À la clôture des opérations, le président du jury remet au ministre un rapport sur la session. Ce rapport contient le classement, les noms des candidats admissibles à la fonction, les notes obtenues par les candidats dans les différentes épreuves et les questionnaires.

Chapitre 5. Dispositions transitoires et finales

Art. 21. (1) Par dérogation à l'article 1^{er} du présent règlement sont admissibles au concours, à condition d'avoir passé les épreuves préliminaires ou d'en avoir été dispensé:

1. le détenteur du certificat d'études pédagogiques, option éducation préscolaire, délivré à partir de l'année scolaire 1994/1995;
2. dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental, le détenteur d'un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur habilité à enseigner au premier cycle de l'enseignement fondamental, conforme aux dispositions des directives CE relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
3. le détenteur du certificat d'études pédagogiques, option enseignement primaire, délivré à partir de l'année scolaire 1994/1995;
4. dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental, le détenteur d'un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur habilité à enseigner aux deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental, conforme aux dispositions des directives CE relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

(2) Par dérogation à l'article 7 du présent règlement, les candidats qui ont commencé le dernier semestre de leurs études sanctionnées par un des diplômes ou certificats énumérés ci-dessus au paragraphe (1) points un à quatre, ou qui sont détenteurs d'un de ces diplômes ou certificats, ainsi que les candidats qui sont inscrits dans la dernière ou l'avant-dernière année d'une formation menant à un des diplômes mentionnés ci-dessus au paragraphe (1) points deux et quatre, peuvent s'inscrire aux sessions respectives des épreuves préliminaires au concours. Pour les candidats mentionnés ci-dessus au paragraphe (1) points deux et quatre, cette disposition transitoire prend fin dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

(3) Les candidats ayant commencé ou terminé la dernière année d'études supérieures menant à un des diplômes énumérés ci-dessus au paragraphe (1), points deux et quatre, dans un pays ou dans une région francophone ou germanophone peuvent être dispensés par le ministre des épreuves préliminaires respectivement de français ou d'allemand. Cette disposition transitoire prend fin dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

(4) Par dérogation à l'article 13 du présent règlement, les candidats qui ont commencé le dernier semestre de leurs études menant à un des diplômes ou certificats mentionnés ci-dessus au paragraphe (1) points un à quatre, et qui sont détenteurs de l'attestation de réussite aux épreuves de langues ainsi qu'à celle portant sur la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises ou qui sont dispensés de ces épreuves préliminaires, peuvent se présenter à la session du concours de l'année scolaire en cours. Pour l'établissement du classement, le jury ne considère que les candidats ayant remis leur certificat ou diplôme d'instituteur, tel que mentionné ci-dessus au paragraphe (1) points un à quatre ou, à défaut, une attestation de réussite de leur formation, au président du jury à une date fixée par le ministre, faute de quoi les candidats doivent se présenter à une nouvelle session du concours. Cette disposition transitoire prend fin dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi portant sur le personnel de l'enseignement fondamental pour les candidats mentionnés ci-dessus au paragraphe (1) points deux et quatre.

Art. 22. Est dispensé des épreuves préliminaires de langue le candidat qui a déjà réussi les épreuves en question ou qui en a été dispensé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

Art. 23. Est dispensé de l'épreuve préliminaire portant sur la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises le candidat qui a déjà réussi l'épreuve en question ou qui en a été dispensé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

Art. 24. Par dérogation à l'article 12 ci-dessus, pour la session 2009 du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental, les candidats briguant un diplôme d'instituteur les habilitant à enseigner dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental ainsi que ceux disposant de cette qualification informent le ministre pour le 15 mai 2009 au plus tard s'ils préfèrent être affectés à un poste d'instituteur au premier cycle ou bien aux deuxième, troisième ou quatrième cycles de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire subséquente au concours.

Art. 25. Les membres du jury appelé à procéder aux opérations des épreuves préliminaires ainsi que les membres du jury appelé à procéder aux opérations du concours ont droit à une indemnité dont le montant est fixé par le Gouvernement en conseil.

Les membres de chaque jury ont droit au remboursement de leurs frais de route et de séjour conformément à la réglementation applicable aux fonctionnaires et employés de l'État.

Art. 26. Est abrogé le règlement grand-ducal modifié du 17 février 1998 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'éducation préscolaire et à celle de l'enseignement primaire.

Art. 27. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Château de Berg, le 9 mars 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 25 mars 2009 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur.

Republication du texte paru au Mém. A-65 du 1.4.2009, p. 840

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et notamment ses articles 8, 9, 10, 11, 16, 42 et 45;

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et notamment son article 38;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art 1^{er}. Le membre du Gouvernement ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, désigné ci-après par le terme «le ministre», procède annuellement aux réaffectations des instituteurs et aux affectations des candidats à un poste d'instituteur dans le cadre de deux listes de postes vacants.

La publication des listes de postes d'instituteur vacants se fait sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale, désigné ci-après par le terme «le ministère», ou par tout autre moyen approprié.

Aux fins de l'établissement de ces deux listes, les autorités communales font parvenir à l'inspecteur d'arrondissement leurs demandes relatives à la publication de postes vacants y compris les postes à tâche partielle, tels qu'ils se dégagent de leur proposition d'organisation scolaire pour l'année scolaire subséquente. L'inspecteur d'arrondissement les transmet avec son avis au ministre.

Art. 2. Sur la 1^{re} liste des postes vacants, le ministre publie les postes autorisés dans le cadre de la planification des besoins en personnel enseignant suivant l'article 33 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, pour les communes, les écoles et les classes créées par l'État.

Sur la 1^{re} liste des postes vacants, seulement les instituteurs déjà en fonction peuvent postuler.

Art. 3. Les instituteurs qui souhaitent changer d'affectation adressent leur demande soit à l'inspecteur d'arrondissement s'ils briguent un poste dans une commune, soit au ministre s'ils briguent un poste dans une école ou une classe de l'État.

Art. 4. Les instituteurs doivent présenter une demande séparée pour chaque poste pour lequel ils se portent candidat. Ils joignent à chaque demande les pièces à l'appui suivantes:

1. la copie de leur diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur;
2. les notes d'inspection des deux dernières années scolaires précédant la date de la candidature ou une copie de ces notes. Celles-ci sont communiquées au candidat sur demande par l'inspecteur d'arrondissement. Les candidats qui ne sont en fonction que depuis une année peuvent présenter les notes de l'année courante;
3. les certificats, ou une copie de ces certificats, portant sur leurs années de service prestées soit dans des écoles communales, soit dans des écoles ou des classes de l'État;
4. la liste de l'ordre de leurs préférences, qui est identique pour chaque demande, et qui est jointe en triple exemplaire à chaque demande.

Les demandes avec pièces à l'appui doivent parvenir à l'inspecteur respectivement au ministre dans le délai prescrit lors de la publication des vacances des postes d'instituteur.

Toute demande de poste se fait sur formulaire dont la forme est arrêtée par le ministre.

L'inspecteur respectivement le représentant du ministre en vérifie la recevabilité. Les candidatures qui parviennent après le délai prescrit ne sont pas prises en considération.

L'inspecteur transmet les demandes de postes relevant de communes, munies de la liste de l'ordre des préférences des candidats, aux autorités communales concernées. L'inspecteur garde un exemplaire de chaque liste de préférences et en transmet un autre au ministre.

Art. 5. Pour chaque poste vacant, l'inspecteur d'arrondissement respectivement le représentant du ministre établit le classement des candidats d'après le total des points attribués selon les critères suivants:

1. une note d'inspection qui résulte de la somme de deux notes qui portent d'un côté sur les compétences professionnelles de l'instituteur et de l'autre sur l'engagement professionnel dont il fait preuve. Chacun des deux domaines est coté sur une échelle allant de 5 à 10 points; en principe, la moyenne des points correspondant aux notes d'inspection des deux dernières années précédant la date de la candidature entre en ligne de compte;
2. l'ancienneté de service pour laquelle il sera compté un point par année de service.

Si le total des points attribués à un candidat conformément aux points 1 et 2 ci-dessus renferme une fraction de points, celle-ci n'est pas à arrondir.

L'instituteur qui interrompt son service est censé demander et conserver les notes d'inspection. L'instituteur qui reprend son service peut présenter les notes de sa dernière année de service.

Si un instituteur ne peut pas présenter ces notes, il lui est attribué uniformément dix points.

Art. 6. Les conseils communaux procèdent aux propositions de réaffectation des candidats au plus tôt trois jours francs après le délai fixé par le ministre pour le dépôt des candidatures, en opérant leur choix entre tous les candidats ayant postulé pour un même poste. Ils transmettent, pour chaque poste vacant, copie de la délibération consignant leur proposition, munie des pièces à l'appui de la candidature retenue, au ministre avant le 20 juin.

Le ministre réaffecte les candidats qui lui ont été proposés par les autorités communales. Les communes concernées en sont directement informées de même que les instituteurs concernés.

Le ministre procède aux réaffectations des candidats aux postes vacants des écoles ou classes de l'État avant le 20 juin.

Art. 7. Si à l'expiration du terme découlant d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps, il n'y a pas de vacance de poste correspondant à sa qualification dans sa commune d'affectation, l'instituteur concerné, suite à sa demande et après avoir été entendu en ses observations, est réaffecté d'office, sur proposition de l'inspecteur général, dans une commune, dans une école ou classe de l'État du même arrondissement d'inspection ou, si aucun poste n'est vacant dans cet arrondissement, dans une commune, dans une école ou une classe de l'État d'un arrondissement d'inspection avoisinant ou bien dans la réserve de suppléants.

Art. 8. À l'issue des réaffectations effectuées lors de la 1^{re} liste, le ministre constate, pour chaque commune ainsi que pour les écoles et les classes de l'État, les besoins subsistant en postes, y compris les postes à tâche partielle. Il fait publier sur une 2^e liste les postes qui restent vacants. La 2^e liste des postes vacants est publiée pour le 1^{er} juillet au plus tard sur le site Internet du ministère ou par tout autre moyen approprié.

Les demandes sont faites sur formulaire dont la forme est arrêtée par le ministre. Elles doivent parvenir au ministre, qui en vérifie la recevabilité, dans le délai prescrit lors de la publication des vacances des postes d'instituteur avec les pièces à l'appui requises, mentionnées à l'article 9 ci-dessous.

Art. 9. Peuvent présenter une demande d'affectation après la publication de la 2^e liste des postes d'instituteur vacants:

1. les instituteurs nouvellement nommés à la fonction après le concours d'accès à la fonction d'instituteur de l'année en cours;
2. les membres de la réserve de suppléants prévue à l'article 16 points 2 à 8 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, à savoir:
 - les chargés de cours détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur ayant obtenu des notes suffisantes dans les épreuves de classement, mais ne s'étant pas classés en rang utile lors du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur; le cas échéant leur demande de poste vaut d'office demande d'admission à la réserve de suppléants;
 - les chargés de cours détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur remplissant les conditions de langue en vue de l'admission au concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur; le cas échéant leur demande de poste vaut d'office demande d'admission à la réserve de suppléants;
 - les chargés de cours détenteurs du certificat de qualification de chargé de direction établi conformément aux dispositions de la loi modifiée du 5 juillet 1991 portant e.a. fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;
 - les chargés de cours détenteurs d'une attestation d'admissibilité à la réserve de suppléants établie conformément à la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;
 - les chargés de cours détenteurs du certificat de formation prévu à l'article 19 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

- les chargés de cours engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle qui ne sont détenteurs ni du certificat de qualification, ni d'une attestation d'admissibilité à la réserve des suppléants, ni du certificat de formation;
 - les chargés de cours engagés à durée déterminée et à tâche complète ou partielle pour une année scolaire au minimum; ils doivent joindre à leur demande une copie de leur contrat d'engagement à la réserve.
3. des remplaçants, détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements, délivrée par le Collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental.

Tous les candidats sub 1, 2 et 3 doivent joindre à leur demande une liste précisant l'ordre de leurs préférences pour les différents postes vacants qu'ils briguent.

Les postulants sub 2 et 3 ci-dessus signalent dans leur demande, le cas échéant, à quels postes et dans quelle commune ou école ou classe de l'État ils étaient affectés pendant les 2 années scolaires précédant leur demande.

Les postulants sub 3 ci-dessus doivent joindre à leur demande de poste une copie de leur diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou secondaires techniques ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministre ainsi que l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental. Leur demande de poste vaut d'office demande d'admission à la réserve de suppléants.

Les demandes avec pièces à l'appui doivent parvenir au ministre dans le délai prescrit lors de la publication des vacances des postes d'instituteur.

Art. 10. Les affectations aux postes déclarés vacants sur la 2^e liste des postes vacants se font par le ministre, selon l'ordre de priorité suivant:

1. les instituteurs nouvellement nommés après le concours réglant l'accès à la fonction;
2. les chargés de cours détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur ayant obtenu des notes suffisantes dans les épreuves de classement, mais ne s'étant pas classés en rang utile lors du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur;
3. les chargés de cours détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur remplissant les conditions de langue en vue de l'admission au concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur;
4. les chargés de cours détenteurs du certificat de qualification de chargé de direction établi conformément aux dispositions de la loi modifiée du 5 juillet 1991 portant e. a. fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;
5. les chargés de cours détenteurs d'une attestation d'admissibilité à la réserve de suppléants établie conformément à la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;
6. les chargés de cours détenteurs du certificat de formation prévu à l'article 19 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;
7. les chargés de cours engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle;
8. les chargés de cours engagés à durée déterminée et à tâche complète ou partielle pour une année scolaire au minimum.

L'affectation des candidats sub 1 se fait selon l'ordre de leur classement au concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur.

L'affectation des candidats sub 2 à 8 se fait prioritairement selon l'ordre de classement établi ci-dessus, et subsidiairement selon l'ancienneté de service acquise comme membre de la réserve de suppléants et en second ordre de subsidiarité selon l'âge des candidats par ordre décroissant d'âge.

Art. 11. Le ministre procède à l'affectation des candidats aux différents postes vacants.

L'instituteur nouvellement nommé qui dans le cadre des opérations d'affectation de la 2^e liste resterait sans poste est affecté par le ministre à un poste vacant de cette liste ou à la réserve de suppléants.

Chaque membre de la réserve de suppléants qui n'a pas été affecté ou réaffecté à un poste d'instituteur vacant pour une année scolaire, est attaché par le ministre à un arrondissement d'inspection, à un groupe d'arrondissements, à un bureau régional d'inspection ou au bureau national de l'inspection.

Art. 12. Les décisions d'affectation d'enseignants sont communiquées sans délai aux autorités communales, afin de leur permettre de compléter les organisations scolaires, ainsi qu'aux candidats concernés.

Art. 13. Les instituteurs qui désirent démissionner de leur fonction d'instituteur à partir ou au cours de l'année scolaire à venir signalent leur intention au ministre ainsi qu'aux autorités communales concernées dans les meilleurs délais et en tout cas avant le 15 avril de l'année scolaire en cours. Le cas échéant, ils ne sont plus affectés à un poste auprès d'une commune pour l'année scolaire subséquente, mais effectuent des remplacements jusqu'à la prise d'effet de leur démission.

Dispositions transitoires

Art. 14. Par dérogation à l'article 8 ci-dessus, les détenteurs d'un brevet d'aptitude pédagogique délivré par l'Institut pédagogique, les détenteurs d'un certificat d'études pédagogiques délivré avant l'année scolaire 1994/1995 par l'Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques, ainsi que les candidats ayant passé avec succès le concours réglant

l'accès à la fonction d'instituteur et qui n'ont pas été nommés à la fonction avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, sont nommés à la fonction d'instituteur suite à leur demande, adressée au ministre avant le 15 juin. Suite à leur nomination, ils adressent une demande d'affectation au ministre dans le cadre de la 2^e liste des postes vacants.

À leur demande d'affectation, ils joignent une liste précisant l'ordre de leurs préférences pour les différents postes vacants qu'ils briguent.

Par dérogation à l'article 9 ci-dessus, ils sont classés par ordre décroissant d'âge devant les instituteurs nouvellement admis à la fonction pendant l'année en cours.

Les dispositions du présent article cessent de sortir leurs effets dix ans après l'entrée en vigueur de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Art. 15. Les instituteurs d'éducation préscolaire, d'enseignement primaire et d'enseignement spécial qui bénéficient d'une nomination pour la seule année scolaire 2008/2009 dans une commune ou une école ou une classe de l'État sont réaffectés suite à leur demande, dans le cadre des opérations de réaffectation de la 1^{re} liste des postes vacants.

Si, suite à ces opérations, un instituteur concerné reste sans affectation, il est réaffecté d'office, suite à sa demande et après avoir été entendu en ses observations, sur proposition de l'inspecteur général, dans une commune, dans une école ou classe de l'État.

Art. 16. Les chargés de cours bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée auprès d'une administration communale, ainsi que les fonctionnaires communaux, les employés communaux et les salariés des communes faisant partie des carrières énumérées à l'article 2, paragraphe 3, points 2 à 12, de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, en service auprès des écoles d'une commune à l'entrée en vigueur de cette même loi, habilités à effectuer des remplacements dans l'enseignement fondamental, ne peuvent occuper un poste vacant d'instituteur à partir de la deuxième liste des postes vacants que dans l'hypothèse où aucune candidature d'un instituteur ou d'un membre de la réserve des suppléants n'a été introduite et sous condition de l'avis favorable de l'inspecteur.

Les autorités communales concernées signalent pour le 1^{er} juillet au plus tard au ministre les candidatures éventuelles, accompagnées de l'avis favorable de l'inspecteur, avec pour chaque candidature le volume hebdomadaire de leçons d'enseignement suivant son contrat à durée indéterminée.

Le ministre tient compte de ces candidatures avant de procéder à l'affectation à des postes par des remplaçants, conformément à l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Dispositions finales

Art. 17. Les modifications suivantes sont apportées au règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1994 pris en exécution de la loi du 3 juin 1994 portant création du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique:

(1) L'article 3 est remplacé comme suit:

«En cas de vacance d'un poste d'instituteur d'enseignement préparatoire, le ministre procède à un appel public de candidatures.

Il est procédé au classement des candidats conformément aux dispositions en vigueur dans l'enseignement fondamental.

Les candidats sont nommés à la fonction d'instituteur d'enseignement préparatoire d'après leur ordre de classement.»

(2) L'annexe C «Échelle d'appréciation concernant le classement pour les postes d'instituteur d'enseignement préparatoire» est abrogée.

Art. 18. Le règlement grand-ducal modifié du 16 avril 2003 déterminant le mode de publication des postes vacants d'instituteur et les modalités de classement en vue de la nomination aux postes vacants d'instituteur de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire est abrogé.

Art. 19. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 25 mars 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 13 mai 2009 portant réglementation des modalités de recrutement des candidats-inspecteurs ainsi que des études, du stage et de l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental.

Republication du texte paru au Mém. A-108 du 22.5.2009, p. 1594

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu la fiche financière;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre 1^{er}. L'admission au concours de recrutement

Art. 1^{er}. Sont admissibles aux épreuves du concours réglant l'accès à la fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental:

- 1) les candidats qui peuvent se prévaloir d'une pratique professionnelle de cinq années en qualité d'instituteur dans l'enseignement et qui sont détenteurs d'un diplôme de master en relation avec l'enseignement;
- 2) des professeurs titulaires d'un titre ou d'un grade étranger homologué en lettres ou en sciences, des professeurs de sciences économiques et sociales, des professeurs d'éducation artistique, des professeurs d'éducation musicale, des professeurs d'éducation physique, des professeurs de doctrine chrétienne, détenteurs du certificat d'aptitude à ces mêmes fonctions de l'enseignement supérieur et secondaire, ainsi que des professeurs d'enseignement logopédique, à condition de se prévaloir d'une pratique professionnelle de cinq années dans l'enseignement.

Art. 2. Pour les candidats mentionnés à l'article 1, paragraphe (1), le diplôme de master en relation avec l'enseignement peut être obtenu après le concours de recrutement.

Art. 3. Les candidatures doivent parvenir au ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, dénommé par la suite «le ministre», à la date fixée par celui-ci et publiée sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale, ou par tout autre moyen approprié.

Les candidats joindront à cette demande un dossier avec pièces à l'appui, portant sur:

- a) leurs formations initiales;
- b) les formations continues dans le domaine pédagogique suivies les cinq dernières années;
- c) leur carrière professionnelle;
- d) leurs participations à des projets d'école ou groupes de travail;
- e) leur participation dans l'organisation d'activités périscolaires.

Chapitre 2. Le concours de recrutement au stage

Art. 4. Le jury du concours de recrutement est composé de trois membres du collège des inspecteurs et de deux représentants du ministre. Ses membres sont nommés par le ministre qui nomme également le président.

Art. 5. Le classement des candidats au concours de recrutement se fait selon les épreuves et les éléments suivants:

- a) une épreuve orale évaluant la disposition et les aptitudes requises pour l'exercice de la profession d'inspecteur de l'enseignement fondamental;
- b) une épreuve écrite évaluant des compétences dans le domaine administratif;
- c) le dossier tel qu'il est décrit à l'article 3 du présent règlement;
- d) l'évaluation du candidat par son ou ses supérieurs hiérarchiques, pour l'année en cours et les deux années scolaires précédant sa candidature au concours de recrutement.

Art. 6. Chaque épreuve ou élément ainsi que le dossier susmentionné sont cotés sur un maximum de vingt points.

Pour le classement des candidats, l'épreuve citée sous a) de l'article 5 du présent règlement est dotée du coefficient 3, l'épreuve citée sous b) du coefficient 1, les éléments cités sous c) et d) du coefficient 2; le dossier susmentionné est doté du coefficient 2.

Art. 7. Le jury établit le classement des candidats sur la base des éléments prévus à l'article 6 du présent règlement. Conformément aux besoins fixés par le ministre, les candidats classés en rang utile peuvent être admis au stage préparant à la fonction d'inspecteur de l'enseignement fondamental, sous réserve de remplir les conditions fixées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Chapitre 3. Le stage préparant aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental

Art. 8. Pour chaque candidat le ministre fixe le début du stage.

Art. 9. Le stage comprend:

- a) l'initiation au travail d'inspection des écoles et à la gestion d'un arrondissement d'inspection;
- b) la formation à l'accompagnement pédagogique;
- c) un travail de recherche scientifique.

Art. 10. Le stage est organisé sous l'autorité de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental qui propose pour chaque candidat la nomination d'un tuteur chargé d'une part de conseiller et d'assister le candidat quant à son programme de formation et d'autre part de coordonner ce programme avec les épreuves sanctionnant les différentes parties du stage.

Le tuteur est membre du collège des inspecteurs.

Art. 11. Le stage a une durée de deux années. Pendant la durée du stage le candidat est affecté au collège des inspecteurs. Il est chargé d'une tâche d'inspection, de recherche ou d'administration à horaire réduit sous la responsabilité de son tuteur.

Le cas échéant, il peut se voir attribuer une tâche complémentaire dans un service du ministère de l'Éducation nationale sous la responsabilité du supérieur hiérarchique respectif.

Art. 12. Le déroulement de la formation et la progression du candidat sont documentés dans un dossier de stage. Il est remis intégralement à la commission d'examen à la fin du stage.

Art. 13. L'initiation au travail d'inspection des écoles et à la gestion d'un arrondissement d'inspection comporte notamment:

- a) le suivi pédagogique d'élèves en difficultés scolaires;
- b) l'encadrement des enseignants et l'évaluation de leur travail;
- c) l'accompagnement des écoles et leur évaluation;
- d) des visites d'inspection sous la responsabilité du tuteur et la rédaction de rapports d'évaluation;
- e) l'approfondissement des connaissances relatives
 - à la législation scolaire concernant l'enseignement fondamental et aux structures du système éducatif luxembourgeois;
 - à l'organisation des écoles de l'enseignement fondamental, ainsi qu'à l'administration générale d'un arrondissement d'inspection;
 - aux finalités et options de l'enseignement fondamental, ainsi qu'aux objectifs des différents cycles et disciplines de cet enseignement;
 - à la médiation de litiges.

Art. 14. La formation à l'accompagnement pédagogique comporte:

- a) l'évaluation d'activités d'apprentissage dans des classes de l'enseignement fondamental;
- b) l'entraînement à la préparation, l'accompagnement et l'évaluation de séances de formation continue destinées au personnel enseignant de l'enseignement fondamental;
- c) la participation à des séminaires de niveau de 3^e cycle organisés avec la collaboration d'instituts universitaires en vue de l'approfondissement de la formation pédagogique.

Art. 15. Le travail de recherche scientifique est orienté vers les besoins de la pratique professionnelle de l'inspecteur de l'enseignement fondamental. Le sujet du travail de recherche scientifique est à approuver par la commission d'examen, prévue à l'article 18 du présent règlement, au cours de la première année du stage.

Dans la préparation de son travail de recherche scientifique, le candidat est tenu de se faire conseiller par un patron de recherche luxembourgeois ou étranger, sur approbation du ministre.

Art. 16. Le travail de recherche scientifique doit être remis, en cinq exemplaires, au président de la commission d'examen à la fin du stage. Sur demande motivée auprès du président de la commission d'examen, un délai supplémentaire d'une année peut être accordé au candidat par le ministre.

Chapitre 4. L'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental

Art. 17. L'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental comprend trois parties:

- 1) les travaux et les épreuves partielles sanctionnant l'initiation au travail d'inspection,
- 2) les travaux et les épreuves partielles sanctionnant la formation à l'accompagnement pédagogique;
- 3) le travail de recherche scientifique et sa soutenance.

Art. 18. Il est nommé par le ministre au début du stage et pour chaque candidat une commission d'examen qui se compose de l'inspecteur général, d'un membre du ministère de l'Éducation nationale et du tuteur du candidat. L'inspecteur général est président de la commission. Pour la soutenance du travail de recherche scientifique, la commission est complétée par le patron de recherche ainsi que par un inspecteur de l'enseignement fondamental.

Art. 19. La commission choisit parmi ses membres un secrétaire.

Il incombe au président d'assurer la marche régulière de l'examen, de diriger les opérations et de veiller à l'exécution des dispositions législatives et réglementaires. Le secrétaire tient les écritures et dresse les procès-verbaux.

Art. 20. Nul ne peut, en qualité de membre de la commission, prendre part à l'examen d'un parent ou allié jusque et y compris le quatrième degré, sous peine de nullité de l'examen.

Art. 21. Le candidat peut se présenter, sur avis de son tuteur, aux épreuves partielles de l'examen après six mois de stage au plus tôt.

Pour les différentes épreuves partielles, le tuteur réunit la commission d'examen au moment où il constate que le candidat a achevé sa formation et sa préparation.

Art. 22. Toutes les activités de formation et d'évaluation faisant partie du stage doivent se dérouler dans une période de deux années à partir du début du stage, sous réserve des dispositions de l'article 16 relatives au travail de recherche scientifique.

Art. 23. L'examen pour le certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental comprend les épreuves partielles suivantes:

- a) le rapport écrit d'une visite d'inspection dans une école en présence de la commission d'examen, à inclure au dossier de stage;
- b) le rapport de synthèse écrit concernant l'établissement d'un plan de prise en charge individualisé et le suivi pédagogique d'un élève à besoins éducatifs spécifiques, à inclure au dossier de stage;
- c) l'exposé oral devant les membres de la commission d'examen d'un avis rédigé sur un sujet ou un problème relatif à la législation scolaire, aux structures du système éducatif luxembourgeois; à l'organisation des écoles de l'enseignement fondamental, à l'administration d'un arrondissement; aux finalités et options fondamentales de l'enseignement luxembourgeois, aux objectifs des différents cycles et disciplines de l'enseignement. Le candidat dispose d'une durée de trois heures pour rédiger l'avis;
- d) la préparation, l'accompagnement devant la commission d'examen et l'évaluation d'une séance de formation continue destinée au personnel enseignant de l'enseignement fondamental;
- e) un dossier de stage qui comprend toutes les pièces en rapport avec le stage et notamment des certificats de participation à des séminaires établis par les institutions ou organismes concernés, à inclure au dossier de stage;
- f) le travail de recherche scientifique et sa soutenance.

Art. 24. La soutenance du travail de recherche scientifique se fait en séance publique devant la commission d'examen.

Si le travail de recherche scientifique est jugé insuffisant, la commission oblige le candidat à le remanier. Le travail de recherche scientifique remanié doit être remis au président de la commission dans un délai de six mois. Au cas où le travail de recherche scientifique remanié est jugé insuffisant, la commission oblige le candidat à le remanier une seconde fois ou à choisir un autre sujet, sous réserve d'approbation de celui-ci conformément à l'article 15 du présent règlement.

La commission d'examen fixe également la note du travail de recherche scientifique agréé. Le candidat est tenu de fournir à la commission tous les renseignements jugés nécessaires.

Art. 25. Après chaque épreuve partielle, les membres de la commission d'examen concernés se réunissent pour discuter du mérite du candidat et fixer la note afférente selon le barème établi à l'article 27 ci-dessous.

Art. 26. La commission d'examen prend à l'égard du candidat une des décisions suivantes: admission, ajournement partiel, refus ou exclusion.

Est admis le candidat qui a obtenu la moitié des points au moins pour chacune des épreuves partielles.

Est ajourné le candidat qui n'a pas obtenu la moitié des points dans au maximum deux des épreuves partielles.

Le candidat ajourné doit refaire, dans un délai de six mois, la ou les épreuves partielles où il n'a pas obtenu la moitié des points au moins. S'il échoue dans une de ces épreuves d'ajournement, il est refusé.

Est refusé le candidat qui n'a pas obtenu la moitié des points au moins dans plus de deux épreuves partielles ou qui n'a pas obtenu la moitié des points dans l'ensemble des épreuves.

Est exclu du stage le candidat qui a été refusé à deux reprises.

Art. 27. Les décisions de la commission sont prises à la majorité simple des voix. Elles ne sont pas susceptibles d'un recours. Le barème de cotation pour les épreuves de l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement fondamental est le suivant:

- le rapport écrit d'une visite d'inspection dans une école en présence de la commission d'examen, à inclure au dossier de stage: 20 points;
- le rapport de synthèse écrit concernant l'établissement d'un plan de prise en charge individualisé et le suivi pédagogique d'un élève à besoins éducatifs spécifiques, à inclure au dossier de stage: 20 points;

- l'exposé oral devant les membres de la commission d'examen d'un avis rédigé sur un sujet ou un problème relatif à la législation scolaire, aux structures du système éducatif luxembourgeois, à l'organisation des écoles de l'enseignement fondamental, à l'administration d'un arrondissement, aux finalités et options fondamentales de l'enseignement luxembourgeois, aux objectifs des différents cycles et disciplines de l'enseignement: 20 points;
- la préparation, l'accompagnement devant la commission d'examen et l'évaluation d'une séance de formation continue destinée au personnel enseignant de l'enseignement fondamental (pédagogie générale et didactique de disciplines particulières): 20 points;
- la note du dossier de stage: 10 points;
- le travail de recherche scientifique: 60 points.

Art. 28. La commission d'examen, après avoir constaté le succès du candidat tant pour le travail de recherche scientifique que pour les autres épreuves de l'examen, lui décerne une des mentions suivantes: excellent, très bien, bien, satisfaisant, en tenant compte des résultats obtenus aux différentes parties de l'examen, selon le barème suivant:

- la mention «excellent» pour les candidats ayant obtenu cinq sixièmes du total des points;
- la mention «très bien» pour les candidats ayant obtenu les trois quarts du total des points;
- la mention «bien» pour les candidats ayant obtenu les deux tiers du total des points;
- la mention «satisfaisant» pour les candidats ayant obtenu la moitié du total des points.

Les trois premières mentions ne peuvent être décernées à des candidats ajournés. La mention obtenue est portée sur le certificat. Les certificats sont signés par tous les membres de la commission d'examen. Ils sont revêtus du visa du ministre et munis du sceau du ministère.

Art. 29. Toutes les épreuves terminées, le résultat de l'examen est proclamé immédiatement en séance publique. Il est dressé procès-verbal des opérations de la commission.

Art. 30. Les candidats d'une même session sont classés d'après l'ensemble des notes obtenues dans les épreuves partielles, y compris le travail de recherche scientifique.

Chapitre 5. Dispositions financières

Art. 31. Le tuteur qui suit le candidat pendant son stage touche une indemnité forfaitaire de 43.- € par heure effectivement prestée en dehors des heures normales de travail.

Art. 32. Les membres du jury du concours de recrutement des candidats-inspecteurs ont droit à une indemnité fixée à 293.- € par candidat.

Les membres de la commission d'examen de fin de stage ont droit à une indemnité forfaitaire de base fixée à 470.- € ainsi qu'à une indemnité de 136.- € pour l'appréciation du dossier de stage.

Le patron de recherche du mémoire scientifique a droit à une indemnité de 845.- €, les autres membres de la commission touchent une indemnité de 422,5.- € pour l'appréciation du mémoire. Pour l'appréciation d'un mémoire remanié, les indemnités sont de 507.- € pour le patron de recherche et de 253,5.- € pour les autres membres de la commission.

Chapitre 6. Dispositions transitoires et finales

Art. 33. Le règlement grand-ducal du 20 juin 2006 portant réglementation des études, du stage et de l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement primaire est abrogé. Les candidats ayant entamé leur stage avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions pourront terminer leurs travaux et épreuves suivant les dispositions du règlement précité.

Le règlement grand-ducal du 12 décembre 1993 concernant le concours de recrutement des candidats à la fonction d'inspecteur de l'enseignement primaire est abrogé.

Art. 34. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2009/2010.

Art. 35. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 13 mai 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant:

- 1. les programmes ainsi que les modalités des épreuves des formations théorique et pratique sanctionnées par le certificat de formation des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants pour l'enseignement fondamental;**
- 2. les indemnités**
 - a. des formateurs intervenant dans le cadre de la formation sanctionnée par le certificat de formation;**
 - b. des membres du jury d'examen.**

Republication du texte paru au Mém. A-108 du 22.5.2009, p. 1604

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu la fiche financière;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre 1^{er}. – Programmes et modalités des épreuves de la formation sanctionnée par le certificat de formation des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants pour l'enseignement fondamental

De la formation théorique

Art. 1^{er}. Les candidats suivent 30 heures de cours sur la pédagogie générale et la psychologie de l'enfance ainsi que 90 heures de cours portant sur la pédagogie et la didactique des domaines de développement et d'apprentissage de l'enseignement fondamental, à savoir sur:

1. le langage et l'alphabétisation, les langues allemande, française et luxembourgeoise ainsi que l'éveil et l'ouverture aux langues (36 heures);
2. le raisonnement logique et mathématique, les mathématiques (16 heures);
3. la découverte du monde par tous les sens, l'éveil aux sciences et les sciences humaines et naturelles (10 heures);
4. la psychomotricité, l'expression corporelle, les sports et la santé (10 heures);
5. l'expression créatrice, l'éveil à l'esthétique et à la culture, les arts et la musique (10 heures);
6. la vie en commun et les valeurs (8 heures).

Les cours tiennent compte notamment des aspects suivants:

- de l'approche par compétences;
- de l'organisation de l'enseignement en cycles d'apprentissage;
- de méthodes d'évaluation au service des apprentissages.

Art. 2. À la demande des candidats pouvant faire valoir une formation dans une des branches ou un des domaines de développement et d'apprentissage énoncés à l'article 1^{er} ci-dessus, des dispenses peuvent être accordées par le ministre pour la fréquentation des cours, ainsi que pour les épreuves y relatives.

De la formation pratique

Art. 3. La formation pratique des candidats est organisée de façon à ce qu'une partie de leur formation se déroule dans chacun des 4 cycles de l'enseignement fondamental.

Art. 4. Dans le cadre de la formation pratique portant sur 24 semaines, chaque candidat est suivi par un tuteur pendant six activités d'apprentissage au moins dans la ou les classes où il intervient. La fonction de tuteur peut être assumée par un inspecteur ou un candidat-inspecteur de l'enseignement fondamental ou par un instituteur. Le candidat à la formation doit en outre préparer un dossier sur son travail en classe.

Ce dossier comprend:

- un rapport chronologique des activités pédagogiques assumées;
- un rapport sur un élève à besoins pédagogiques spécifiques;
- un rapport sur la collaboration avec les parents d'élèves.

Des épreuves

Art. 5. La formation théorique est sanctionnée par les éléments et les épreuves suivantes:

- un portfolio relatif aux apprentissages du candidat portant sur la pédagogie générale et la psychologie de l'enfance concernant l'enseignement fondamental; le portfolio sert à documenter le cheminement des apprentissages

individuels réalisés par le candidat et à favoriser sa pratique réflexive; le portfolio doit contenir des pièces qui documentent le travail du candidat dans l'acquisition de connaissances et le développement de compétences; il est souhaitable que le portfolio soit étayé par des éléments du dossier mentionné à l'article 4 ci-dessus;

- une épreuve portant sur le langage et l'alphabétisation, les langues allemande, française et luxembourgeoise ainsi que sur l'éveil et l'ouverture aux langues à l'école fondamentale;
- une épreuve portant sur le développement et l'apprentissage des mathématiques à l'école fondamentale;
- une épreuve portant sur la découverte du monde, l'éveil aux sciences, les sciences humaines et naturelles à l'école fondamentale;
- une épreuve portant sur l'éveil à l'esthétique, à la création, à la culture, les arts et la musique à l'école fondamentale;
- une épreuve portant sur l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé à l'école fondamentale;
- une épreuve portant sur la vie en commun et les valeurs enseignées à l'école fondamentale.

La formation pratique est sanctionnée d'une part par deux activités d'apprentissage dont une a lieu dans une classe du 1^{er} cycle et la seconde dans une classe des 2^e, 3^e ou 4^e cycles de l'enseignement fondamental, et d'autre part, par la préparation du dossier mentionné à l'article 4 ci-dessus.

Pour obtenir le certificat de formation, le candidat doit avoir obtenu:

- a) des notes suffisantes dans les épreuves et les éléments sanctionnant la formation théorique;
- b) une note suffisante dans les épreuves sanctionnant la formation pratique.

Les épreuves pratiques sont évaluées par le tuteur et un inspecteur ou candidat-inspecteur de l'enseignement fondamental.

La note dans les épreuves sanctionnant la formation pratique se compose de la moyenne de la note obtenue dans les deux activités d'apprentissage et de la note obtenue dans le cadre de la préparation du dossier.

Les sujets des épreuves des activités d'apprentissage sont communiqués au candidat vingt-quatre heures avant l'épreuve. Le candidat est dispensé d'assurer ses cours la veille et le jour de l'épreuve.

Art. 6. Tous les éléments et les épreuves théoriques et pratiques sont notés sur vingt points. Une note inférieure à dix points est considérée comme insuffisante.

Toute note insuffisante relative à un élément ou une épreuve de la formation théorique entraîne une épreuve supplémentaire dans ce domaine de développement et d'apprentissage.

Si le candidat échoue à l'épreuve supplémentaire ou si la note sanctionnant la formation pratique est insuffisante, il doit se représenter à une formation ultérieure. Aucun candidat n'est autorisé à se présenter plus de deux fois à la formation.

Art. 7. Le ministre nomme un jury d'examen et fixe le calendrier des épreuves. Le jury assure l'organisation des épreuves sanctionnant les formations. Il est composé d'un président, d'un secrétaire et de l'ensemble des intervenants dans la formation.

Nul ne peut faire partie du jury d'examen d'un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Chapitre 2. – Des indemnités des formateurs et des membres du jury d'examen

Art. 8. Les membres du personnel enseignant luxembourgeois classés aux grades E7 ou E8 qui, en dehors de leur tâche normale, interviennent dans la formation préparant au certificat de formation ont droit à une indemnité horaire fixée à 102,89.- €.

La même indemnité est due aux formateurs d'instituts étrangers intervenant dans la formation.

Les membres du personnel enseignant luxembourgeois qui sont classés aux grades E5 ont droit à une indemnité horaire fixée à 59,13.- €.

Le tuteur qui suit le candidat pendant sa formation pratique touche une indemnité forfaitaire fixée à 857.- € par candidat.

Art. 9. Les membres du jury d'examen chargés de l'appréciation d'une activité d'apprentissage touchent une indemnité fixée à 42,84.- €.

Le président et le secrétaire du jury d'examen ont droit à une indemnité forfaitaire de base fixée à 146,36.- €

Art. 10. Les formateurs et les membres du jury d'examen ont droit au remboursement de leurs frais de route et de séjour conformément aux dispositions réglementaires sur les frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'État.

Chapitre 3. – Disposition abrogatoire et mise en vigueur

Art. 11. Le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 déterminant 1. la composition et le fonctionnement de la commission se prononçant sur les demandes des candidats en vue de l'admission à la formation sanctionnée par l'attestation d'admissibilité à la réserve de suppléants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire; 2. les programmes ainsi que les modalités des épreuves de la formation sanctionnée par l'attestation d'admissibilité à la réserve de suppléants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire; 3. les indemnités a) des formateurs

intervenant dans le cadre de la formation sanctionnée par l'attestation d'admissibilité à la réserve de suppléants; b) des membres du jury d'examen; 4. le régime des indemnités des membres de la réserve de suppléants engagés sous le statut de l'employé de l'Etat est abrogé.

Art. 12. Le présent règlement sortira ses effets à partir de la rentrée scolaire 2009/2010.

Art. 13. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Palais de Luxembourg, le 14 mai 2009.
Henri

Règlement grand-ducal du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

Republication du texte paru au Mém. A-132 du 12.6.2009, p. 1878

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

Vu la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics;

Vu la fiche financière;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre 1^{er}. Conditions de recrutement

Art. 1^{er}. Peuvent être admis au stage préparant à l'obtention de l'attestation à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental, les candidats qui:

- sont détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme reconnu équivalent par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, désigné par la suite par le terme «le ministre»;
- ont fait preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ou en ont été dispensés selon les dispositions législatives en vigueur.

Art. 2. Une commission, instituée par le ministre pour un terme de 3 ans, décide de l'admission des candidats au stage. Cette commission comprend 3 membres: l'inspecteur général de l'enseignement fondamental qui remplit la fonction de président ainsi que deux inspecteurs ou candidats-inspecteurs.

Le recrutement de candidats se fait mensuellement, d'octobre à juin, en fonction des besoins, et sur base d'un dossier contenant les éléments suivants:

- un curriculum vitae;
- une lettre de motivation;
- la copie du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou secondaires techniques ou d'un diplôme reconnu équivalent;
- un extrait récent du casier judiciaire.

Le cas échéant les candidats complètent leur dossier de candidature avec le ou les diplômes en relation avec toute formation pédagogique accomplie.

Les candidats retenus lors du recrutement reçoivent l'autorisation pour effectuer un stage dans l'enseignement fondamental en vue de l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements.

Chapitre 2. Le déroulement du stage et le portfolio de stage

Art. 3. Le stage a une durée de quatre semaines à répartir sur les quatre cycles de l'enseignement fondamental. Des réductions de stage peuvent être accordées par la commission de recrutement mentionnée à l'article 2 ci-dessus.

Pendant le stage les candidats participent à toutes les activités scolaires de leurs classes de stage. Sous la responsabilité des titulaires de classe respectifs, ils organisent et animent au moins quatre activités d'apprentissage hebdomadaires. À la fin du stage, les titulaires de classe respectifs transmettent, pour chaque candidat, une appréciation à l'inspecteur d'arrondissement concerné ou son remplaçant.

Dans la 3^e ou la 4^e semaine de stage une ou plusieurs activités d'apprentissage d'élèves, organisées et animées par chaque candidat, sont évaluées par l'inspecteur d'arrondissement concerné ou son remplaçant.

Pendant leur stage les candidats constituent un portfolio de stage qui comprend les éléments suivants:

- au moins huit préparations écrites d'activités d'apprentissage organisées et animées par les candidats;
- des réflexions quant aux processus d'apprentissage des élèves, notamment en ce qui concerne les langues et les mathématiques;
- des réflexions quant aux modes d'évaluation des performances des élèves;
- l'approche préconisée quant au contact avec des parents d'élèves.

L'inspecteur d'arrondissement concerné ou son remplaçant apprécie le portfolio de stage des candidats accomplissant le stage dans des écoles de son arrondissement. Il en réfère au Collège des inspecteurs qui, sur son avis favorable, délivre l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

L'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental est délivrée d'office, suite à leur demande afférente accompagnée d'un extrait récent du casier judiciaire, aux candidats pouvant se prévaloir d'un diplôme d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur les habilitant à enseigner dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental, sous réserve qu'ils ont fait preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ou qu'ils en ont été dispensés selon les dispositions législatives en vigueur.

Chapitre 3. Des indemnités des patrons de stage et des inspecteurs

Art. 4. Les membres de la commission instituée à l'article 2 ci-dessus ont droit à une indemnité à fixer par le Gouvernement en conseil.

Les instituteurs qui accueillent dans leur classe un candidat brigant l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental ont droit à une indemnité à fixer par le Gouvernement en conseil.

L'inspecteur ou son remplaçant a droit, pour chaque candidat dont il apprécie une ou plusieurs activités d'apprentissage ainsi que le portfolio de stage, à une indemnité à fixer par le Gouvernement en conseil.

Chapitre 4. Dispositions transitoires et finales

Art. 5. Aux candidats pouvant se prévaloir d'un diplôme d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur les habilitant à enseigner soit au premier cycle, soit aux deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental, est délivrée une attestation habilitant à faire des remplacements soit au premier cycle, soit aux deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental, sous réserve qu'ils ont fait preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ou qu'ils en ont été dispensés selon les dispositions législatives en vigueur.

Les candidats détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur les habilitant à enseigner au premier cycle de l'enseignement fondamental peuvent obtenir l'attestation les habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental en accomplissant un stage de deux semaines dans des classes des deuxième, troisième ou quatrième cycles de l'enseignement fondamental.

Les candidats détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur les habilitant à enseigner aux deuxième, troisième et quatrième cycles de l'enseignement fondamental peuvent obtenir l'attestation les habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental en accomplissant un stage de deux semaines dans des classes du premier cycle de l'enseignement fondamental.

Pendant le stage les candidats participent à toutes les activités scolaires de leurs classes de stage. Sous la responsabilité des titulaires de classe respectifs, ils organisent et animent au moins quatre activités d'apprentissage hebdomadaires. À la fin du stage, les titulaires de classe respectifs transmettent, pour chaque candidat, une appréciation à l'inspecteur d'arrondissement concerné ou son remplaçant.

Pendant leur stage les candidats constituent un portfolio de stage qui comprend les éléments suivants:

- au moins quatre préparations écrites d'activités d'apprentissage organisées et animées par les candidats;
- des réflexions quant aux processus d'apprentissage des élèves;
- des réflexions quant aux modes d'évaluation des performances des élèves;
- l'approche préconisée quant au contact avec des parents d'élèves.

L'inspecteur d'arrondissement concerné ou son remplaçant apprécie le portfolio de stage des candidats accomplissant le stage dans des écoles de son arrondissement ainsi que, pour chaque candidat, une activité d'apprentissage d'élèves, organisée et animée par celui-ci. Il en réfère au Collège des inspecteurs qui, sur son avis favorable, délivre l'attestation habilitant à faire des remplacements dans les classes de l'enseignement fondamental.

Pour l'appréciation du portfolio et de l'activité d'apprentissage de chaque candidat visé par le présent article, l'inspecteur d'arrondissement ou son remplaçant touche une indemnité dont le montant correspond à la moitié de celle prévue au 3^e alinéa de l'article 4 ci-dessus.

Art. 6. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur au début de l'année scolaire 2009/2010.

Art. 7. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,*
Mady Delvaux-Stehres

Palais de Luxembourg, le 28 mai 2009.
Henri